

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Impacts de la crise du covid-19 sur les travailleurs-euses de l'industrie de l'habillement au Bangladesh

**Implications socio-économiques et conséquences
sur les mobilisations et l'organisation syndicale**

Autrice : Emma Percke
Promoteur : Vincent Legrand
Lectrice : Elena Aoun
Année académique 2020-2021
Master 120 en Sciences de la population et du développement

Déclaration de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux,...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiant(e)s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

A handwritten signature in black ink, appearing to read "J. P. P. 2020", with a long horizontal stroke extending to the right.

Avant-propos

Ce mémoire m'a offert la possibilité d'aborder une thématique délaissée, mais pourtant au cœur de notre société mondiale actuelle. Il s'est révélé être un véritable challenge en raison des non-dits et du silence qui demeurent sur le sujet. Trouver des informations quant à certains aspects de cette recherche s'est révélé parfois complexe. C'est pourquoi je tiens à remercier particulièrement les intervenants et intervenantes, dont KM Mintu, qui m'ont beaucoup aidée et épaulée durant la rédaction de cette dernière, compte tenu de la position parfois délicate dans laquelle ils et elles se trouvent. Ces témoignages représentent un point central pour la qualité de mon étude.

Mes remerciements s'adressent également à l'Ambassadrice Ismat Jahan et Jafar Iqbal, qui m'ont tous deux orientée sur certaines facettes de mon sujet, de manière pertinente et pragmatique.

J'adresse à mon promoteur, le professeur Vincent Legrand, ma plus sincère gratitude pour ses bons conseils et pour m'avoir dirigée tout au long de la réalisation de cette recherche. Aussi, je souhaite adresser mes remerciements à l'ensemble de mes professeurs-res, dont le professeur Philippe De Leener, le professeur Pierre-Joseph Laurent et le professeur Etienne Verhaegen, qui nous ont offert des enseignements de qualité et particulièrement enrichissants.

Enfin, je tiens à remercier ma famille, mes parents, mon compagnon et mes amies qui m'ont soutenu tout au long de mon parcours universitaire. Plus particulièrement, je remercie mon ami, Michel Franceus, pour la relecture assidue de mon mémoire.

Tables des matières

Introduction	1
Questions de recherche et présentation du plan du mémoire.....	3
Cadrage de la recherche.....	5
Méthodologie.....	6
Limites de la recherche.....	8
I. Les effets de la mondialisation & de la délocalisation de l'industrie du textile-habillement à l'échelle mondiale	12
L'essor du marché de la fast fashion.....	18
II. Etre une femme au Bangladesh	19
2.1 Education.....	20
2.2 Représentation des femmes et participation politique.....	20
2.3 Participation des femmes au marché du travail.....	22
2.4 Violence à l'encontre des femmes.....	23
III. Les impacts de la délocalisation de l'industrie de l'habillement au Bangladesh	24
3.1 Brève présentation du Bangladesh.....	24
3.2 La filière du prêt-à-porter bangladaise.....	28
3.2.1 Impacts socio-économiques à l'échelle macro : l'intégration d'une main d'oeuvre non qualifiée sur le marché du travail.....	31
3.2.2 Impacts socio-économiques à l'échelle micro.....	32
a) Un secteur traversé par l'informalité.....	33
b) Travail décent & emploi vulnérable.....	36
3.2.3 Impact sur la femme : L'industrie de l'habillement, une opportunité d'intégrer le marché de l'emploi, une opportunité d'empowerment?.....	38
IV. Une longue histoire de mobilisation des femmes et des ouvriers·ères de la filière textile	42
4.1 Mobilisation des travailleurs·euses textiles.....	43
4.1.1 Conditions de travail.....	44
4.1.2 Salaires et temps de travail.....	52
4.2 Organisation Syndicale & Répression.....	54
4.2.1 Femmes, fédérations & syndicats.....	61

4.2.2 Temps forts des mobilisations des travailleurs·euses de l'habillement, résultats & répression.....	64
V. La crise du covid-19 comme moteur d'accélération des inégalités mondiales & locales	70
5.1 Impacts socio-économiques à l'échelle mondiale	70
5.2 Incidence du Covid-19 au Bangladesh & Gestion globale de la crise.....	71
5.3 Impacts socio-économique au Bangladesh.....	75
5.4 Impacts de la crise du covid-19 sur l'industrie textile bangladaise et ses travailleurs·euses	81
5.4.1 1ère vague bangladaise	82
5.4.2 2ème vague bangladaise.....	88
VI. La crise, un moteur dans la mobilisation des travailleurs·euses de l'habillement bangladais·es?	90
6.1 Questionner la crise de l'industrie de l'habillement au Bangladesh.....	90
6.1.1 De la nécessité de sortir des discours hégémoniques.....	91
6.1.2 L'industrie de la mode, le reflet d'un capitalisme « patriarcal et colonisateur »	93
6.2 Analyse des discours & des mobilisations répondant à la crise.....	96
6.2.1 Quelle place pour le mouvement syndical dans la lutte des ouvriers·ères de l'habillement?.....	98
6.2.2 Grèves et manifestations au coeur de la protestation	101
6.2.3 Quelle unicité dans la lutte?	104
a) En amont, la nécessité de davantage d'unification?	104
b) Mobilisation internationale, réseaux sociaux et nouveaux canaux d'action collective.....	105
c) Quelle responsabilité des entreprises?	108
Conclusion	109
Apports de la recherche	110
Epilogue prospectif	114
Bibliographie	118
Annexes	136

Introduction

Le Bangladesh est parfois présenté comme un modèle de développement pour l'Asie du sud, perçu comme « *un vivier d'espoirs, d'ambitions et d'innovations pour mettre fin à la pauvreté* ». L'industrie du textile-habillement y joue un rôle clé et les « *signes de progrès* » y seraient « *visibles partout : des usines modernes, en passant par l'espoir et l'ambition qui poussent les habitants des régions les plus déshéritées du pays à migrer vers Dacca pour travailler dans le secteur de l'habillement* » (Banque Mondiale, 2016).

Un des indicateurs de développement les plus mis en avant renvoie au recul important de la pauvreté au cours des deux dernières décennies ; le ratio de la population dite pauvre, soit disposant de moins de 1,90\$ par jour, est ainsi passé de 34,8 % en 2000 à 14,9% en 2016 selon la Banque Mondiale (consulté en janvier 2021), tandis que selon les données nationales, il serait passé de 48,9% en 2000 à 24,3% en 2016 (Banque Mondiale, consulté en janvier 2021). Par ailleurs, les progrès affichés par le pays ne touchent pas les différentes populations de manière homogène : les femmes, les enfants, les populations rurales, etc continuent d'être davantage vulnérables face à l'extrême pauvreté (Banque Mondiale, 2020b).

Le Bangladesh est un des principaux pays d'origine de nos vêtements, en tant que deuxième producteur mondial de vêtements après la Chine. Ce secteur occupe une place conséquente dans l'industrie bangladaise : durant l'exercice budgétaire 2019-2020, il représentait 83% des exportations totales du pays pour une valeur de 33,67 milliards de dollars (BGMEA, 2020a) tout en ayant intégré des millions d'habitants sur le marché de l'emploi. Néanmoins, depuis quelques années, les conditions particulièrement problématiques des travailleurs·euses de l'industrie textile sont de plus en plus fréquemment mises en lumière. Au-delà du nombre important d'heures prestées, des conditions de production difficiles, des salaires dérisoires et des dangers pour la santé (par exemple liés au *sandblasting*¹), le nombre important d'incidents souvent tragiques (incendies, effondrements, etc), le harcèlement sexuel, les agressions, etc sont autant de facteurs qui font du Bangladesh l'un des plus mauvais élèves en terme de conditions de

¹ Le *sandblasting* ou technique du sablage vise à éclaircir la couleur du jean. A cet effet, un jet de matière abrasive, en l'occurrence du sable, est propulsé contre le tissu sous haute pression. Cette technique implique des risques sanitaires très importants; le silice présent dans le sable naturel est rejeté sous forme de particules invisibles à l'oeil nu, inhalées par les travailleurs·euses. La silicose, maladie découlant de ces inhalations, peut provoquer la mort dès lors qu'elle n'est pas traitée suffisamment rapidement.

travail. Le maintien de la compétitivité se réalise en effet, dans un contexte de marché globalisé, au détriment de millions de travailleurs·euses.

Le 31 décembre 2019, le gouvernement chinois alertait l’OMS « *que des cas de pneumonie de cause inconnue avaient été détectés à Wuhan, une ville de la province de Hubei* » (OMS, 2020a). Une vingtaine de jours plus tard, les 11 millions d’habitants de la ville étaient placés en quarantaine et vivaient les prémices d’un confinement qui s’est rapidement étendu à travers le monde. Aujourd’hui encore, la pandémie du Covid-19 continue de bouleverser nos modes de vie, partout à travers le monde.

L’effondrement de la demande internationale en vêtements a impacté la majorité des travailleurs·euses textiles des pays d’Asie. Certaines marques ont ralenti leurs productions ou les ont complètement arrêtées. Mais plus encore, de nombreuses chaînes de fast fashion ont refusé d’honorer leur paiement pour des commandes déjà passées ou ont encore décidé de ne pas acheter les stocks produits qui n’avaient pas encore été expédiés, en prétendant ne plus être en mesure de payer leurs fournisseurs. Ces pratiques ont entraîné la fermeture, temporaire mais parfois définitive, de milliers d’usines. Les travailleurs·euses de bas de chaîne de production se sont ainsi retrouvés·es sans aucune ressource financière durant des mois. Les fermetures d’usines ont ainsi entraîné le licenciement sans préavis, ni indemnité, de milliers de personnes qui vivaient déjà dans des conditions très précaires. Le non-paiement des commandes en cours et non-expédiées a parfois même « empêché » les patrons des petites usines de payer les salaires de mois qui précédaient le début de la crise.

Human Rights Watch (2020) dénonce le fait que « *très peu de sociétés assument un risque commercial au moment de passer les commandes* ». En effet, elles sont nombreuses à imposer « *l’ensemble des termes et conditions de paiement, sans marge de négociation* ». Une bataille inégale oppose dès lors les grandes marques aux petites manufactures, qui encourent le risque de se faire boycotter dès lors qu’elles entameraient des négociations ou des poursuites judiciaires.

Le Covid-19 ne cesse en ce sens de créer des victimes collatérales, impactant davantage les populations déjà précarisées. La mise en parallèle de la crise du covid-19 avec la situation, déjà extrêmement précaire et alarmante des bas de chaînes de production, permet ainsi de réaffirmer la nécessité de penser un système commercial plus équitable et durable, notamment via la promotion de cadres internationaux contraignants visant une protection effective des travailleurs·euses.

Finalement, la crise du covid-19 souligne le gouffre existant entre les codes de bonnes conduites des entreprises et les réalités sur le terrain, tout en révélant le manque

d'engagement des marques à respecter et à protéger les droits de leurs travailleurs·euses de bas de chaînes de production.

Questions de recherche et présentation du plan du mémoire

Partout à travers le monde, des sphères entières de la population ont eu le sentiment d'être négligées, abandonnées face à la crise. En effet, dans de nombreux pays, les pouvoirs publics n'ont pas été en mesure de protéger leurs populations des répercussions économiques de cette dernière.

Au Bangladesh, comme dans de nombreux pays d'Asie, les travailleurs·euses des bas de chaîne de production de l'industrie de l'habillement ont été durement frappé·es par la crise. Privé·es dans un premier temps de travail et donc de revenus, puis contraint·es de travailler dans des conditions ne cessant de se détériorer, les travailleurs·euses du secteur du prêt-à-porter ont vu leur baisse de revenus et leurs insécurités concernant le futur s'accompagner d'une importante répression dès lors qu'ils et elles élevaient leur voix.

Comment la pandémie, et la crise multidimensionnelle en découlant, ont-elles impacté la condition des travailleurs·euses de l'habillement au Bangladesh? Dans quelle mesure ont-elles influencé les luttes et mobilisations de ces derniers·ères?

Après avoir introduit notre objet de recherche et la méthodologie mobilisée, le premier chapitre reviendra sur la mondialisation et la délocalisation des industries du textile-habillement vers les pays *des Suds* et leurs effets sur l'organisation des chaînes de production, l'évolution du marché ainsi que la division du travail, tout en présentant les caractéristiques relatives à l'essor de la stratégie industrielle et de marketing communément appelée *fast fashion*.

Le second chapitre s'attachera, quant à lui, à illustrer certaines tendances relatives à la place de la femme au Bangladesh, en questionnant notamment les aspects liés à sa présence dans l'espace public.

Le troisième chapitre, après avoir brièvement présenté le Bangladesh, questionnera les impacts relatifs à l'essor de la filière industrielle de l'habillement dans le pays, tant aux niveaux socio-économiques macro que micro. Alors que l'industrie de l'habillement joue un rôle-clé dans le « développement » et la croissance économique du pays et qu'il a permis d'intégrer des millions de personnes au marché du travail - notamment des

femmes - la présente recherche entend interroger les impacts du développement de cette filière sur ses travailleurs·euses.

Le quatrième chapitre reviendra sur la longue histoire des mobilisations des travailleurs·euses de l'habillement, tout en s'attachant à questionner la place des femmes dans ces dernières, ainsi que les obstacles que ces populations rencontrent, dans un contexte marqué, d'une part, par une répression parfois violente et, d'autre part, un système hiérarchique patriarcal. Il illustrera également les problématiques relatives aux conditions de travail des ouvriers·ères de l'habillement, tant au niveau des manquements en terme de sécurité ayant provoqué de nombreux événements tragiques, que de l'harcèlement ou des abus sexuels, du non-paiement des salaires et des heures supplémentaires, du non-respect des législations en vigueur ou encore de la question du travail des enfants, etc. Finalement, ce chapitre entendra également questionner les enjeux relatifs à l'institutionnalisation des luttes ouvrières à travers l'organisation syndicale, en s'attachant, à nouveau, à questionner la place des femmes.

Le cinquième chapitre se concentrera, quant à lui, à illustrer l'inégale répartition des effets de la pandémie et de la crise multidimensionnelle relative, tant aux échelles mondiale que nationale et locale. Ainsi, alors que la pandémie agit comme moteur d'accélération des inégalités, ses effets sur la population bangladaise - notamment concernant les sphères davantage précaires et les travailleurs·euses de l'habillement - illustrent en quoi la crise frappe inégalement certains pans de la société, dans un contexte où les filets de sécurité semblent largement insuffisants. La gestion de la crise par le gouvernement, mais surtout, les réponses des grandes marques à l'égard de leurs travailleurs·euses de bas de chaîne de production, ont provoqué la paupérisation de cette part de la main d'oeuvre manufacturière, tout en limitant leurs perspectives de sécurité d'emploi et en les conduisant à adopter des stratégies qui pourraient les impacter néfastement au long terme.

Le sixième et dernier chapitre visera, dans un premier temps, à mettre en lumière la manière dont la crise permet de questionner les discours et narratives hégémoniques, portées par la majorité des grandes institutions internationales, dont celles de la coopération au développement. Discours édifiant notamment la notion de « développement » comme principalement perçue sous le prisme de la croissance économique. Ce chapitre entendra également démontrer en quoi l'exploitation des travailleurs·euses de l'habillement s'inscrit dans un modèle capitaliste « patriarcal et colonisateur ». Dans un second temps, la place de la crise dans les mobilisations des travailleurs·euses de l'habillement sera, à son tour, questionnée, tant en ce qui concerne les mobilisations protestataires, au travers des grèves et manifestations que les mouvements syndicaux. Enfin, y seront abordés les enjeux de l'internationalisation des

mobilisations, de la place des réseaux sociaux dans ces mobilisations et de la nécessaire responsabilisation des entreprises.

Alors que la pandémie frappe encore largement le Bangladesh et son industrie de l'habillement, un épilogue prospectif suivra finalement la conclusion, afin de questionner la probabilité de voir la pandémie, et la crise en découlant, impacter de manière durable les mobilisations des travailleurs·euses de l'habillement, tout comme la perception des dérives de cette industrie. Finalement, la crise induite par le covid peut-elle servir de levier dans le combat des travailleurs·euses pour leurs droits? Peut-elle influencer durablement les mouvements de contestation relatif à ce pan de l'industrie bangladaise?

Cadrage de la recherche

Si le cadre de cette recherche se limite au Bangladesh, la situation de ses ouvriers et ouvrières est loin d'être isolée. Partout à travers le monde, du Cambodge, au Salvador, d'Haïti à l'Ethiopie, du Lesotho au Myanmar, les travailleurs·euses de bas de chaîne de production de l'habillement ont été particulièrement frappés·es par la crise. En novembre 2020, un rapport publié par le Workers Rights Consortium faisait état de la situation alarmante de ces derniers·ères dans un rapport², en déclarant que 77% des travailleurs, et plus particulièrement des travailleuses, ou un membre de leur ménage, avaient souffert de la faim depuis le début de la pandémie.

Au-delà d'un attrait pour l'émergence et l'évolution des mouvements contestataires, le choix de cette thématique découle d'une prise de conscience personnelle par rapport à nos modes de (sur-)consommation, notamment face au constat de toutes les dérives induites par cette industrie, tant au niveau de l'exploitation de la main d'œuvre, que de ses impacts catastrophiques au niveau environnemental*.

Ce choix de sujet de recherche est empreint de nos valeurs personnelles et si les concepts d'objectivité et de neutralité demeurent des critères de référence dans la démarche scientifique, ils restent pour nombre d'auteurs, notamment dans le domaine social, une illusion; « *tout le monde [étant] situé par rapport à son objet de recherche* » (Pereira, 2018). Alors que des auteurs comme O. Kane « *analysent la dimension politique derrière toute entreprise de construction de savoir* », d'autres, telle que F. Piron, critiquent la posture de neutralité scientifique qui peut amener « *à se méfier des*

² Penelope Kyritsis, Genevieve LeBaron, and Scott Nova (2020) Hunger in the Apparel Supply Chain: Survey findings on workers' access to nutrition during Covid-19, Worker Rights Consortium. En ligne : <https://www.workersrights.org/wp-content/uploads/2020/11/Hunger-in-the-Apparel-Supply-Chain.pdf>

émotions, sentiments et valeurs comme étant des obstacles à la vérité alors qu'ils sont nécessaires à la pensée et à la création de savoirs humanisés et humanisants » (dans Brière et Al., 2019, p.5-6). Par ailleurs, si l'analogie peut être considérée comme étant au « *coeur de la pensée* »³, une attention particulière à ne pas tomber dans le biais du jugement de valeur aura dirigé la rédaction de cette recherche

*Les enjeux relatifs à l'écologie et la filière du textile-habillement ne seront pas présentés dans le cadre de cette recherche. Si l'industrie de la mode figure parmi l'une des plus polluantes au monde et que les interactions entre pauvreté / précarité et transformations environnementales se dessinent aujourd'hui davantage, plus de quelques lignes seraient nécessaires pour informer le lecteur de l'envergure des problématiques relatives. Leur traitement mériterait, en ce sens, de constituer l'objet d'une autre recherche.

Aussi, alors que, comme nous le développerons par la suite, les femmes constituent une importante partie de la main d'oeuvre du secteur de l'habillement, une attention particulière sera portée à l'analyse sexospécifique, ce, afin d'illustrer en quoi « être une femme » influence tant les conditions de travail que la place au sein des mobilisations et de l'organisation syndicale.

A titre pratique, les faits faisant l'objet de l'analyse ne vont globalement pas au-delà de mai 2021, pour permettre de finaliser la rédaction du présent travail. Cependant, certaines actualisations ont pu être ajoutées entre mai 2021 et le dépôt de ce mémoire.

Méthodologie

Mêlant sources primaires et secondaires, cette recherche est basée tant sur la littérature scientifique, que sur l'analyse de nombreux rapports produits par des institutions internationales, ONG, associations, etc. Une attention particulière à lire les écrits des auteurs·rices bangladais·es aura, par ailleurs, dirigé la rédaction de ce mémoire.

L'analyse de la presse écrite a également été mobilisée au cours de cette recherche et la couverture de divers journaux a permis de multiplier les points de vue. Si l'utilisation des données médiatiques dans la recherche ne fait pas consensus, le parti pris de ce mémoire sera de considérer que les données médiatiques peuvent constituer un matériel empirique dès lors que les limites de ces dernières sont admises. Ainsi, si les données médiatiques peuvent être empreintes de manipulation et de propagande, elles

³ Hofstadter D. & Sander E. (2013). *L'analogie, coeur de la pensée*. Odile Jacob Sciences.

apparaissent comme un moyen de s'ancrer dans « *l'histoire immédiate* » (Soulet, 1999, dans Fines, 2010, p.167).

Au niveau de la collecte primaire de données qualitatives, 3 entretiens « formels » ont été réalisés dans le cadre de cette recherche tandis que 2 entretiens « informels » ont également permis d'affiner la compréhension de certaines réalités et tendances. Au niveau des entretiens formels (repris en annexes);

- Le premier entretien a été réalisé avec KM Mintu, un homme de 39 ans, occupant le poste d'*Organizing Secretary* au *Bangladesh Garments Workers Trade Union Center*. Il est également le Président du comité régional de Savar-Ashulia, toujours auprès du BTUC. Il écrit par ailleurs régulièrement des articles sur un blog et un groupe Facebook d'informations nommé Biplobider Barta [Voir Annexe 1]
- La deuxième intervenante, âgée de 25 ans, travaille au sein d'un syndicat [Voir Annexe 2]
- La troisième intervenante, également âgée de 25 ans, travaille pour un syndicat en qualité d'assistante sociale et se concentre particulièrement sur les violences sexuelles et le harcèlement [Voir Annexe 3]

Tous trois étaient des travailleurs·euses d'usines de confection de vêtements bangladaises avant de devenir syndicalistes. Si ils travaillent aujourd'hui à la revendication et la protection des droits des travailleurs·euses de la filière de l'habillement, ils ont fait l'expérience des conditions de travail et de la vie en usine

Par ailleurs, nous avons également eu l'occasion de converser, de manière plus informelle néanmoins⁴, avec deux autres intervenants. Ainsi, des échanges avec l'Ambassadrice du Bangladesh en Belgique (pour la période 2009-2016), Ismat Jahan, puis avec un activiste bangladais réalisant actuellement une thèse doctorale aux Etats-Unis, Jafar Iqbal, nous ont permis de mieux appréhender le contexte socio-culturel bangladais et certains enjeux locaux, avec les points de vue d'un homme et d'une femme.

Par la présente, nous souhaitons à nouveau exprimer notre gratitude envers nos cinq intervenants, pour le temps accordé et nos échanges extrêmement enrichissants.

⁴ Aucune des informations présentées dans ce mémoire ne relève de propos textuels desdits entretiens. Ces entretiens n'ont pas été enregistrés et le contenu du présent mémoire n'engage aucunement ces deux intervenants. Ils nous ont néanmoins permis de nous faire questionner davantage sur certains sujets et ont permis une meilleure compréhension des enjeux abordés dans le cadre de cette recherche, tout en élargissant nos perspectives.

Au niveau des données quantitatives, tant des données nationales officielles, que des données d'organismes nationaux et internationaux ont été prises en compte. Face à des flux de données toujours plus conséquents et de sources variées, il importe de questionner les chiffres. La collecte et la production de données nationales de qualité nécessitent des ressources importantes. Au Bangladesh, la qualité de ces dernières reste parfois limitée et elles ne permettent, en ce sens, pas toujours d'appréhender les tendances en cours dans leur entièreté et complexité. A titre d'exemple, le Bangladesh ne dispose pas de données officielles sur l'évolution des taux de pauvreté pour l'année 2009 et il est, de fait, impossible de déterminer avec précision quelles ont été les répercussions de la crise financière de 2008, tant dans leur nature que dans leur ampleur (Banque Mondiale, 2015). On peut dès lors supposer qu'il en sera de même concernant la crise socio-économique qui frappe aujourd'hui le pays. Au cours de cette recherche, il est apparu que de nombreuses données, tour à tour non disponibles ou réalisées sur base d'échantillons assez restreints, confirment les constats précédemment cités. Par ailleurs, les organisations de syndicalistes que nous avons eu l'occasion d'interroger semblent peiner à centraliser leurs données, le manque de moyens technologiques en étant probablement l'une des premières causes.

Si le parti pris de ce mémoire a été de fournir de nombreuses et diverses données quantitatives, afin d'illustrer les propos tenus, il importe de garder une certaine distance face aux statistiques. Au cours de cette recherche de nombreuses différences, voire divergences, ont pu être constatées dans les chiffres. Face à ce constat, il importe de questionner ces derniers, tout comme leur production : par qui et par quels moyens les données et statistiques sont-elles produites? Au service de qui ou de quoi? Sans tomber dans une investigation trop poussée, il s'agira finalement de prendre conscience que les chiffres, s'ils permettent d'illustrer et d'argumenter, ne transmettent généralement qu'une vérité simplifiée.

Limites de la recherche

Au niveau des entretiens, les premiers contacts ont été assez difficiles à établir. Après être passée par des canaux plus « formels », à savoir contacter par mail divers syndicats, associations et ONG dans l'espoir d'obtenir des contacts, et sans recevoir de réponses positives, nous avons décidé de poster des messages via les réseaux sociaux, notamment Facebook pour tenter d'entrer en contact avec des bangladais et bangladaises de manière plus informelle. Ce procédé nous a permis d'entrer en contact avec diverses personnes, qui nous ont par la suite rapprochés de leurs propres contacts, formant dès lors un échantillon boule de neige.

Si nous avons réussi à entrer en contact avec une dizaine de personnes, nous n'avons néanmoins pu construire un dialogue qu'avec trois d'entre elles, à savoir un homme et deux femmes, tous trois anciens·nes travailleurs·euses de l'habillement et qui travaillent aujourd'hui pour différentes organisations syndicales.

Les autres personnes avec qui nous avons initialement pu entrer en contact ont rapidement cessé de répondre, généralement après quelques questions. A cela, plusieurs pistes d'explications :

- Si l'informalité du processus de prise de contact nous a permis de contacter des bangladais·es, là où les canaux formels n'avaient pas eu de résultats, cette même informalité a pu interroger les intervenants quant à l'utilisation des données.
- Les questions relatives aux mobilisations sociales et au syndicalisme restent des thématiques dangereuses pour les personnes concernées, tout comme les questions relatives à la femme restent tabou. Ainsi, certaines personnes ont probablement préféré éviter d'aborder ces sujets avec une personne étrangère, qui leur était jusqu'alors inconnue.
- La réalisation des entretiens a impliqué une prise de temps conséquente pour les personnes interrogées, alors qu'il nous était nécessaire de traduire leurs dires puis d'essayer de formuler les nôtres. Nous avons ainsi passé plusieurs après-midis à échanger, cela impliquant un temps bien plus conséquent qu'un entretien usuel.
- La barrière de la langue a également pu freiner certaines personnes, du fait que la discussion en fut rendue plus complexe.
- Un des contacts qui parlait un peu l'anglais ne souhaitait discuter que par appel vidéo. Néanmoins, cet échange n'a pu se révéler fructueux en raison de problèmes de compréhension trop importants.

Découlant des barrières de langues précitées, une des principales limites de ce mémoire relève des traductions bengali-français, effectuées à l'aide de programmes de traduction en ligne. Si l'anglais était utilisé avec le premier intervenant, nous avons décidé de réaliser la traduction de notre côté dès lors que celui-ci a indiqué utiliser majoritairement *google traduction* pour converser, afin de lui simplifier la tâche, tout en pensant que cela lui permettrait de davantage expliciter ses positions. Les deux intervenantes suivantes ne parlaient, quant à elles, qu'uniquement le bengali. Lors des discussions avec les divers intervenants, nous avons pris soin d'effectuer des doubles traductions (français => bengali; bengali => français), afin de vérifier que nos questions coïncident avec les propos souhaités, et de reposer certaines questions aux intervenants quand la compréhension semblait limitée.

Par ailleurs, alors qu'une grille d'entretien semi-directif avait été initialement préparée, les questions n'étaient fréquemment que peu comprises par les intervenants et chacun a, par ailleurs, eu tendance à répondre avec des phrases assez courtes⁵. Les entretiens ont donc davantage pris la forme de dialogue et se sont parfois étalés sur plusieurs semaines.

Une des dernières limites de cette recherche concerne notre propre position face à l'objet de la recherche, notamment en ce qui concerne notre éloignement géographique des événements. Ecrire sur - et investiguer - des sujets qui concernent des personnes ayant eu une vie et évoluant dans une société fortement différente de la nôtre peut entraîner son lot de biais, même si une attention particulière à ne pas tomber dans le jugement de valeur aura porté cette recherche. Dans la continuité, le fait de n'appréhender les événements qu'au travers de récits (que ce soit par les entretiens, mais aussi les journaux, les rapports, etc) et de ne pas les observer directement peut conduire à la sur-interprétation. Néanmoins, la pandémie et les restrictions de déplacement en vigueur ne nous auront permis de réaliser un terrain.

Finalement, l'analyse des données médiatiques dans le cas du Bangladesh se doit de prendre en compte les freins à la liberté d'expression qui persistent dans le pays et qui se sont par ailleurs accentués durant la pandémie. Le Bangladesh arrive en 2021 en 152^e position (sur 180) du Classement mondial de la liberté de la presse, réalisé par Reporters Sans Frontières (RSF). Selon RSF (2021), l'année 2020, marquée par la crise sanitaire et les différentes périodes de confinement, fait état d'une recrudescence des violences à l'égard des journalistes, blogueurs et reporters. Au-delà des violences physiques à leur rencontre, les membres de la presse sont nombreux à s'autocensurer par crainte de se voir poursuivre en justice et être arrêtés, voire d'être enlevés ou assassinés. La ligne politique du gouvernement a également été durcie car au-delà des arrestations arbitraires, les journalistes d'oppositions se voient refuser l'accès aux conférences de presse du gouvernement, tandis que les accès à certains sites d'information sont bloqués à l'échelle nationale. Par ailleurs, depuis la récente loi sur la sécurité numérique de 2018, les journalistes encourent jusqu'à 14 années de prison pour les cas de « *propagande négative* » (RSF, 2021a). Dans le contexte pandémique et au cours des neuf premiers mois de 2020, c'est plus de 800 procédures qui auraient été engagées au titre de cette loi, dont au moins dix visant des rédacteurs en chef (Amnesty International, 2020a). Selon le chercheur Sultan Mohammed Zakaria, « *les attaques croissantes visant des journalistes de premier plan sont clairement une tentative cynique des autorités pour accélérer la répression sous couvert de la crise du COVID* »

⁵ Néanmoins, face aux limites de traduction, cela est certainement préférable. Alors que la ponctuation est presque inexistante en bengali, la traduction devient plus complexe dès lors qu'il s'agit de longs écrits.

(Amnesty International, 2020a). Amnesty International (2020a), tout comme RSF (2020a; 2020b) dénoncent également la recrudescence d'accès de violence à l'encontre des journalistes « *provenant ouvertement de responsables politiques locaux* », notamment dans le cadre de dénonciation d'affaires de corruption ou de détournement. Afin de dénoncer la recrudescence des attaques à l'encontre de journalistes, RSF (2020b) et quatre ONG ont adressé en juin 2020 une lettre ouverte à la Première Ministre Sheikh Hasina [voir Annexe 5]. Dans le cadre de ses recherches liées à la pandémie, la reporter d'investigation Rozina Islam a notamment été arrêtée et abusivement inculpée d'espionnage après avoir prétendument violé certains articles de la loi sur les secrets d'Etat. Selon son rédacteur en chef, « *[elle] a été livrée aux forces de police par le personnel du ministère de la Santé en représailles des enquêtes qu'elle a récemment publiées sur les graves cas de corruption et de mauvaise gestion au sein de l'administration sanitaire, en lien avec la crise du coronavirus* » (RSF, 2021b).

Note : Une part importante des ressources littéraires et journalistiques mobilisées au cours de cette recherche étaient rédigées en anglais voire en bengali. L'ensemble des citations reprises au cours de ce mémoire ont été traduites en français, afin de rendre plus fluide la lecture de ce dernier. Cependant, au vu de leur nombre, elles n'ont pas été annotées dans leur langue d'origine pour la même raison. Les traductions des citations, tant des références scientifiques et journalistiques que des entretiens, ont donc fait l'objet d'une traduction libre et n'engagent que notre personne.

I. Les effets de la mondialisation & de la délocalisation de l'industrie du textile-habillement à l'échelle mondiale

La mondialisation est un processus multidimensionnel renvoyant à l'intensification des flux d'échanges de biens, qu'ils soient matériels ou immatériels, ainsi qu'à l'élargissement du champ des activités économiques du cadre national au cadre mondial. Au sein de la sphère marchande, la mondialisation a entraîné un « *redéploiement international des firmes à la recherche de nouvelles sources de compétitivité* » (Ammar & Roux, 2009, p.99)

C'est à partir des années 1970 que le secteur du textile-habillement commence à connaître de profondes restructurations. Alors qu'à ses débuts la délocalisation des activités touchait uniquement quelques secteurs, à partir des années 1980-1990, la tendance s'accélère, tout en élargissant sa portée. Si cette accélération des délocalisations résulte dans un premier temps de la concurrence en termes de prix, d'autres facteurs, tels que la qualité croissante de la production dans les pays du Sud, les incitations fiscales, la disponibilité importante d'une main d'oeuvre à bas coûts et sans protection sociale effective, ainsi que la disparition progressive des freins à la délocalisation sont tout autant d'éléments y contribuant (Arthuis, 2005, p.19). Si les premières délocalisations se sont d'abord réalisées en Afrique du Nord, peu à peu, le processus s'est élargi à l'Europe de l'Est et l'Asie (Messaoudi, 2011, p.143).

L'industrie du textile-habillement a ainsi connu de profondes transformations en quelques décennies, étant l'un des secteurs ayant été le plus touché par la délocalisation. Alors qu'il représentait un des secteurs phares de l'industrie européenne jusqu'au milieu du XXe siècle, les délocalisations, qu'elles soient partielles ou totales, sont venues redéfinir le marché. Les délocalisations partielles ont été monnaies courantes, concernant une ou plusieurs étapes de la production, ce, à partir des années 1960-1970 (Messaoudi, 2011, p.139-141).

Jusqu'aux années 1980, la majeure partie de la production des matières premières et des produits finis se réalisait à proximité des consommateurs finaux (OIT, 2014a, p.1) mais la crise économique des années 1970-1980 a déstabilisé l'économie et l'industrie européennes, en provoquant la fermeture de nombreux centres de production (Messaoudi, 2011, p.140). C'est parallèlement à la même période qu'une pénétration massive de production étrangère débute en Europe, ce, du fait de l'industrialisation progressive de nombreux pays qui étaient jusqu'alors uniquement producteurs de matières premières. Une régression de la production textile débute alors dans la plupart des pays européens, tandis que l'extension de ce secteur est particulièrement visible en Asie (Vincent, 1981, p.27-28). La filière textile est extrêmement sensible à la demande

des ménages (Vincent, 1981, p.23) et la crise économique a eu pour incidence de transformer profondément les comportements des consommateurs européens. Selon certaines analyses, les délocalisations ont largement été entretenues par l'évolution du mode de consommation des ménages : les consommateurs se montrant de moins en moins sensibles à l'origine de leurs biens de consommations, favorisant la logique du moindre prix. Parallèlement, l'hyperconcurrence a eu pour effet de banaliser le *hard-discount* dans toutes les sphères de la société (Arthuis, 2005, p.41).

Par ailleurs, les années 1980-1990 sont caractérisées par une importante concentration de la distribution. Le rapport de force entre distributeurs et industriels ne tarde pas à s'inverser : face à une offre et un panel de fournisseurs qui ne cesse d'augmenter, les distributeurs sont désormais en mesure d'imposer leurs critères. Ils se dirigent vers les sites de production les plus rentables, soit ceux « *où la législation sociale, fiscale ou environnementale est la moins coûteuse et où la main-d'oeuvre est la plus aisément exploitable* » (Crabbé, De Schutter et Al., 1998, p.8)

A partir des années 2000, le recours à la sous-traitance et au *sourcing*⁶ se sont finalement généralisés et la filière de l'habillement-textile s'est graduellement reconstituée à l'étranger (Messaoudi, 2011, p.139-141). Les industriels européens ont ainsi abandonné la quasi-totalité de leurs activités de production, entraînant une destruction massive des entreprises et de l'emploi dans le secteur, au profit des importations (Ammar & Roux, 2009, p.104).

Malgré l'intensification des délocalisations, l'Europe s'est maintenue à la place de premier fabricant et de premier exportateur de textile-habillement jusqu'en 2010. C'est à la suite de « *l'abandon progressif de l'AMF, de la crise financière de 2008 et de la hausse du coût du travail, des matières premières et des transports* » que l'industrie européenne a perdu sa position de leader dans le secteur (OIT, 2014a, p.12). L'évolution des de la régulation internationale des importations textiles a eu des effets conséquents sur l'organisation mondiale de l'industrie. De 1974 à 1995 l'Arrangement multifibres (AMF) régissait l'imposition de restrictions quantitatives dès lors que « *des poussées soudaines des importations portaient, ou menaçaient de porter un préjudice grave à la branche de production du pays importateur* » (OMC, s.d). En 1995, l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements (ATV) le remplace, dans le cadre d'un processus transitoire visant la suppression desdites restrictions, ce, conformément aux règles fondamentales du *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT). Les sorties effectives de l'AMF, puis de l'ATV en 2005, ont largement contribué à accentuer la

⁶ Le *sourcing* international consistant en « *l'achat de produits semis-finis ou finis pour son marché propre* » (Messaoudi, 2011, p.140)

concurrence mondiale (OIT, 2014a, p.14) et induit une pression encore plus accrue sur les salaires.

La sous-traitance est la forme de délocalisation la plus répandue dans le secteur de l'habillement (Crabbé, De Schutter et Al., 1998, p.4). La sous-traitance permet aux entreprises donneurs d'ordre de confier leur production - partiellement ou dans leur intégralité - à une autre, tout en jouissant d'une plus grande flexibilité ainsi qu'une prise de risque limitée. De par leur position généralement dominante, les donneurs d'ordres ont la capacité de transférer leurs contraintes et risques aux sous-traitants, en se dégageant de leur responsabilité d'employeur. En favorisant la sous-traitance internationale, les donneurs d'ordre jouissent d'une importante flexibilité en terme de choix de fournisseurs et dans un contexte de concurrence accrue, les fournisseurs ne disposent aujourd'hui plus d'aucun pouvoir de contrôle face aux grandes marques distributrices.

A l'échelle mondiale, cette organisation de la production n'est pas sans effet sur les conditions de travail des employés de fin de chaîne : ils sont nombreux à souffrir de précarité socio-économique et bénéficient généralement de régime de protection moindre. Selon certains auteurs, la sous-traitance peut être perçue comme une forme de contournement du Code du Travail (Rousseau et Ruffier, 2016, p.87-88).

Le secteur du textile-habillement est caractérisé par l'interdépendance de diverses activités : les activités de production de produits intermédiaires (fil, tissus, ect) ainsi que les activités de confection. Alors que ces activités sont « *généralement intensives en capital physique et humain* » (Ammar & Roux, 2009, p.101), la réduction des coûts liés aux salaires apparaît pour la plupart des entreprises comme une solution évidente afin de se maintenir compétitif.

Si pour de nombreuses institutions internationales la mondialisation était perçue comme permettant « *un resserrement des écarts de salaires entre les pays à revenus élevés et les pays à faibles revenus* » (OIT, 1996), dans le faits, « *le développement de la sous-traitance contribue à renforcer la dichotomie entre les salariés 'du centre' et ceux de la 'périphérie'* » (Rousseau et Ruffier, 2016, p.86). De par la libéralisation des échanges et l'accroissement de la concurrence, les prix de vente des fournisseurs de vêtements ont largement diminué. Si les prix ont, en moyenne, diminué de 30% en Chine, ils ont, au Bangladesh, diminué de 40% au milieu de l'année 2000. Depuis lors, le prix moyen des vêtements importés descend presque chaque année (OIT, 2014a, p.9). Finalement, le recours à la sous-traitance internationale implique que les localisations des unités de production varient en fonction de l'évolution des coûts comparatifs, dès lors, « *cette stratégie fragilise toute perspective de développement à long terme de la production et*

de l'emploi dans les entreprises des pays en développement » (Crabbé, De Schutter et Al., 1998, p.16).

Par ailleurs, une des caractéristiques de la mondialisation des marchés industriels renvoie au développement de Zones Franches d'Exportation (ZFE). Ces zones sont définies par l'OIT comme des « *zones industrielles disposant d'avantages spéciaux qui ont été créées pour attirer les investisseurs étrangers et dans lesquelles des produits importés subissent une transformation avant d'être (ré)-exportés* » (BIT, 2003a, p.1-2). Alors que les ZFE prolifèrent à travers le monde, faisant partie intégrante des stratégies industrielles de nombreux pays, le « *travail décent [y] fait gravement défaut* » et les travailleurs y sont généralement privés du droit d'organisation. Ainsi, pour de nombreux syndicats, « *[les ZFE] sont le symptôme de 'la course vers le bas' de l'économie mondiale* » (OIT, 2014b, p.III-IV).

Finalement, La délocalisation de l'industrie textile s'est accompagné en parallèle d'un « *déplacement de la production du secteur formel vers le secteur informel* », entraînant également des répercussions négatives en terme de salaires et de conditions de travail (OIT, 1996). En effet, tant la nécessité d'une flexibilité accrue dans la production que les pressions exercées sur les coûts de main d'oeuvre ont participé à l'informalisation de l'industrie textile. Dans une optique de réduction des coûts de production, la diminution du nombre d'emplois formels prime, tout comme le recours à la sous-traitance (OIT, 2014a, p.18).

Actuellement, les chaînes d'approvisionnement mondiales s'appuient principalement sur une main d'oeuvre « cachée », ce, grâce à l'externalisation de la production. En moyenne, il est estimé que seulement 6% des travailleurs·euses de ces chaînes bénéficient d'une relation de travail directe (CSI, cité par BHRRC, 2021, p.20). Le modèle de la chaîne d'approvisionnement mondial facilite en ce sens les diverses formes d'exploitation, du fait que les marques puissent facilement se soustraire de leurs responsabilités.

La Clean Clothes Campaign a développé une campagne intitulée *Fashion Checker* afin de mettre en lumière l'extrême précarité des travailleurs·euses textiles. Selon leurs statistiques, 93% des marques (interrogées) n'ont pas été en mesure de prouver qu'elles payaient un salaire vital à leurs travailleurs·euses. La notion de salaire vital renvoie à un salaire permettant aux travailleurs·euses de subvenir à leurs besoins fondamentaux mais également à ceux de leur famille, ce, en terme d'accès à la nourriture, de logement, de soins de santé, d'éducation, de transport, de vêtements et d'épargne. La notion de salaire vital a notamment été développée face au constat que dans certains pays, le salaire minimum légal - s'il existe - se situe parfois largement en deçà des revenus nécessaires

à la couverture des besoins vitaux (Fashion Checker, sd). Alors que dans de nombreux pays d'Asie, dont le Bangladesh, l'industrie textile représente un secteur stratégique pour les exportations, les salaires y figurent parmi les plus bas au niveau sectoriel. Finalement, pour les travailleurs·euses de bas de chaîne, c'est « *la logique de l'exploitation qui domine* » (Crabbé, De Schutter et Al., 1998, p.19)

Alors que les travailleurs·euses des pays « en voie de développement » font déjà état de salaires dérisoires, les pratiques d'achat des marques auprès de leurs fournisseurs contribuent à exercer une pression à la baisse sur ces derniers. En effet, les marques n'hésitent pas à négocier toujours davantage leurs prix auprès de leurs fournisseurs, en demandant régulièrement des rabais, des temps de livraison de plus en plus irréalistes, etc Elles n'hésitent pas à apporter des modifications de dernière minute et vont parfois jusqu'à imposer des sanctions particulièrement injustes en cas de non respect des consignes (BHRRC, 2021, p.23), en profitant de la compétitivité accrue entre les fournisseurs, induite par le marché globalisé. En faisant pression sur les prix de ces derniers, elles les contraignent finalement en un sens à rémunérer leurs travailleurs avec salaires indécents. Ces dernières années, alors que le salaire minimum légal de ce secteur a parfois été revu à la hausse, ce, en réponse aux mobilisations d'acteurs·rices de la société civile, la majorité des marques n'ont jamais contribué à ces avancées, en continuant à maintenir une pression constante sur les prix de leurs commandes.

Dès les années 1970, de nombreuses critiques ont commencé à viser les multinationales « *en raison de leur attitude néo-colonialiste dans les pays en voie de développement* » (Dorssemont, 2008, p.56). L'audit social, a été développé dans ces années et vise notamment à évaluer la conformité des pratiques RH des entreprises. Il peut être réalisé par les marques elles-mêmes ou des cabinets d'audits privés. Néanmoins, l'audit social a très rapidement démontré son incapacité à recenser les abus et à améliorer les conditions des travailleurs·euses de bas de chaîne de production. Selon la Clean Clothes Campaign, « *l'audit social ne fait que protéger l'image et la réputation des marques et de leurs modèles économiques, tout en faisant obstacle à des modèles plus efficaces, qui inclurait une transparence obligatoire et des engagements contraignants en matière de remédiation* » (BHRRC, 2021, p.21)

Dans les années 2000, la notion de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) a fait son apparition; elle peut être définie comme « *un concept en vertu duquel les entreprises décident de leur propre initiative de contribuer à améliorer la société et à rendre plus propre l'environnement [visant] l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs*

relations avec les parties prenantes » (Commission des communautés européennes, 2001, p.7), les parties prenantes étant définies comme « tout groupe ou individu qui peut affecter ou être affecté par la réalisation des objectifs de l'entreprise » (Jazottes, 2019, p.78). Alors que la perspective induite par la RSE invite les donneurs d'ordre à « veiller à ce que l'activité du sous-traitant ne soit pas contraire aux exigences » (Jazottes, 2019, p.79) de cette dernière, en allant de fait au-delà des obligations juridiques applicables, en visant par exemple à combler les lacunes du manque de protection des salarié·es des réseaux de sous-traitance, elle n'est, dans les faits, que peu effective. Les discours sur la RSE revêtent souvent un caractère unilatéral, ne faisant pas intervenir les autres parties prenantes et peuvent être perçus comme un moyen d'améliorer les relations publiques. D'autre part, il apparaît indispensable qu'un droit du travail fort et un cadre juridique contraignant viennent corroborer la RSE (Dorssemont, 2008, p.82). Finalement, pour que les codes de conduites permettent un meilleur respect des droits des travailleurs·euses, il apparaît indispensable qu'ils prévoient des critères pertinents et applicables ainsi que des modalités de suivi et d'évaluation fiables transparentes (Crabbé, De Schutter et Al., 1998, p.49). Par ailleurs, les capacités (financières, matérielles, etc) des fournisseurs à pouvoir respecter ces critères sont aussi à questionner.

Plus récemment, dans le cadre du *Green Deal*, mais également dans le contexte pandémique, le commissaire européen à la justice, Didier Reynders s'est notamment engagé à porter au Parlement européen un projet de loi visant la responsabilisation des entreprises implantées sur le marché européen. Le « devoir de diligence », qui désigne « le processus permettant à une entreprise d'identifier, prévenir, combattre et pallier les impacts sur les droits humains et l'environnement dans ses propres opérations et dans ses chaînes d'approvisionnement » (HRW, 2021), se doit d'être inclus dans des réglementations solides pour être effectif. Ainsi, le commissaire Reynders souhaite faire adopter une loi qui rendrait obligatoire le devoir de diligence pour les entreprises opérant dans l'UE⁷.

⁷ Le 10 mars 2021, le rapport d'initiative législative a été adopté par 504 voix pour, 79 contre et 112 abstentions. La commission européenne présentera sa proposition législative relative dans le courant de l'année 2021. Le texte a été qualifié d'ambitieux, du fait qu' « aucun amendement sur des sujets majeurs comme la responsabilité civile ou le périmètre de la supply chain n'ait été adopté » (Aubry, cité par Héraud, 2021)

Parlement Européen. (2021). Les entreprises ne pourront plus causer de préjudice aux citoyens et à la planète en toute impunité. *Communiqué de presse*. En ligne : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210304IPR99216/les-entreprises-ne-pourront-plus-causer-de-tort-aux-citoyens-et-a-la-planete>

L'essor du marché de la fast fashion

Jusque dans les années 1980-1990, « *les cycles de production étaient prévisibles, la base de fournisseurs était généralement régionale et assez stable et on dénombrait deux collections saisonnières [par an]* » (OIT, 2014a, 1). C'est ainsi à partir des années 1990, mais surtout à partir des années 2000, que la fast fashion a fait son apparition, au travers d'enseignes telles que Zara, H&M, etc.

La *fast fashion* est une stratégie industrielle et de marketing visant à dépasser la logique des saisons en proposant un renouvellement quasi permanent de l'offre en vêtements, ce, à des prix bas / accessibles. Cette stratégie se base ainsi sur une logique de rapidité et de flexibilité des flux d'approvisionnements (Ammar & Roux, 2009, p.105). A la place des deux ou quatre collections que l'on pouvait auparavant trouver dans les magasins, certaines entreprises telles que Zara ou H&M proposent désormais entre 12 et 16 collections par an, voire davantage.

La *fast fashion* peut être définie comme « *la capacité à suivre rapidement les tendances de la mode et d'identifier des nouveaux designs populaires à travers une proximité journalière du marché de la mode* » (Doeringer & Crean, cité par Aggour & Abou El Hassan, 2018, p.3)

Selon certaines analyses l'apparition de la *fast fashion* fait notamment réponse au constat de l'intention des consommateurs de retarder leurs achats jusqu'aux périodes de soldes. Face à des baisses de ventes durant le reste de l'année, provoquant la réduction des marges des commerçants et des marques, le modèle de la *fast fashion* s'est rapidement développé (Aggour & Abou El Hassan, 2018, p.2).

La logique sous-jacente à ce modèle est d'offrir aux consommateurs un accès rapide et peu coûteux aux dernières tendances. En proposant à ces derniers de nouvelles collections le plus souvent possible, les marques entendent stimuler la demande et inciter les consommateurs à acheter toujours davantage. Alors que les pratiques des chaînes de vêtements, des magazines, ou encore plus récemment des influenceuses induisent de fortes et rapides transformations de goûts chez les consommateurs, les prévisions concernant la demande deviennent, quant à elles, de plus en plus complexes à établir, causant parfois d'énormes surplus dans les productions.

Les articles tendance, qualifiés d' « *innovateurs* » selon la typologie de Fisher (1997) ont généralement un cycle de vie court : les collections sont de plus en plus nombreuses et les chances de pouvoir trouver les articles durant la période des soldes diminuent. D'autres tactiques sont également déployées pour induire les consommateurs à acheter

plus rapidement : de nombreux magasins s'approvisionnent par exemple en quantité réduite afin de créer un sentiment de pénurie (Aggour & Abou El Hassan, 2018, p.6).

Le modèle de la fast fashion et l'importante concurrence régnant sur le secteur de la mode impliquent que la grande majorité des marques sous-traitent aujourd'hui leur production à des fabricants des pays « en développement ». Les salaires et temps de travail ayant une incidence directe sur leur compétitivité, les grandes marques n'hésitent pas à profiter des réglementations laxistes voire inexistantes de nombreux pays « en développement ».

II. Etre une femme au Bangladesh

La société bangladaise peut être qualifiée de patriarcale, patrilinéaire et patrilocale (Nazneen, 2017). Les hommes y contrôlent traditionnellement « *le travail, la sexualité et la mobilité des femmes en dehors du ménage* », tandis que la place et le rôle des femmes se limitent à la sphère privée, soit les tâches ménagères, l'éducation des enfants et le *care* aux membres de la famille élargie (Nazneen, 2017, p.2). L'idéologie de la dépendance féminine et de la tutelle masculine y sont promues par « la ségrégation des sexes dans le public » ainsi qu' « *une division du travail rigide entre les sexes* » (Kabeer, 1994, cité par Nazneen, 2017, p.2).

Bien que la Constitution de 1971 établisse l'égalité formelle entre hommes et femmes, la vie personnelle des femmes reste dictée par les juridictions religieuses de leur groupe d'appartenance. Ainsi, si la Constitution bangladaise garantit une participation et des droits égaux aux femmes dans la sphère publique, la sphère privée est, quant à elle, régie par différents codes du statut personnel. Les lois relatives au statut des personnes, qui régissent le mariage, la séparation et le divorce sont particulièrement discriminatoires. En effet, de nombreuses épouses restent prisonnières de mariages violents par crainte de tomber dans la pauvreté en cas de divorce. Le code musulman du statut personnel au Bangladesh implique que les femmes n'aient droit à une pension que durant les 90 premiers jours suivant la notification de divorce tandis que l'égalité de droits sur les biens matrimoniaux est inexistante. Dans le code hindoue du statut personnel, les femmes peuvent demander la séparation judiciaire mais le divorce n'est pas reconnu. En ce sens, les inégalités de genre sont profondément ancrées dans les différents codes religieux législatifs du Bangladesh (HRW, 2012).

Bien que le mariage des enfants y soit interdit depuis 1929 (UNICEF, 2020a, p.3), 51.4% des femmes de la tranche 20-24 ans y ont été mariées avant leur 18 ans, dont 15.5% avant leur 15 ans (MICS, 2019, cité par UN Women, 2020a, p.17). Le mariage

des mineures touchent davantage les jeunes filles des ménages pauvres, résidant en zones rurales. La plupart du temps, ces dernières emménagent avec leurs conjoints et beaux-parents, ce qui tend à limiter leur capacité de libre arbitre (Nazneen, 2017, p.2). Par ailleurs, elles ont quatre fois plus de chance que les filles non mariées de ne pas être scolarisées (UNICEF, 2020a, p.3) et sont particulièrement vulnérables quant aux violences conjugales. En effet, environ 43% des filles mariées âgées de 15 à 19 ans déclarent avoir été victimes de violences physiques et/ou sexuelles au cours de leur vie (BBS, 2015, cité par UN Women, 2020a, p.17). Le Bangladesh a la plus forte prévalence de mariages d'enfants en Asie du Sud et fait partie des dix pays du monde ayant les taux les plus élevés. Néanmoins, ces pratiques tendent à diminuer en comparaison des générations précédentes, notamment au sein des groupes sociaux ayant des revenus plus élevés (UNICEF, 2020a, p.3). Le taux de natalité chez les adolescentes figure également parmi les plus élevés d'Asie du Sud, en effet, 83% des femmes y ont eu un enfant avant leur 18 ans (MICS, 2019, cité par UN Women, 2020a, p.17)

2.1 Education

Même si la parité entre les sexes a été atteinte dans les enseignements primaires et secondaires, grâce à diverses politiques telles que la gratuité des frais de scolarité et la mise en place d'allocations, les jeunes filles présentent des taux d'abandon et de redoublement plus élevés que les garçons. Ces tendances peuvent être attribuées aux phénomènes de mariage des enfants, de grossesses précoces et des craintes d'harcèlement sexuel (UN Women, 2020, p.9).

2.2 Représentation des femmes et participation politique

La division sexuelle du travail particulièrement importante au Bangladesh, réservant le travail domestique aux femmes du foyer, tout comme la ségrégation sexuelle de l'espace public, le manque de ressources financières et sociales ainsi que la résistance des hommes, limitent leur temps et capacité à participer à la vie politique (Akter & Nazneen, 2013, p.81-85).

Un aspect assez paradoxal de la représentativité des femmes en politique renvoie à la présence de deux femmes à la tête du pays depuis des décennies. La Présidente de la Ligue Awami (*Awami League*), Sheikh Hasina, est la fille du défunt fondateur de l'AL, Sheikh Mujibur Rahman (1920-1975), tandis que la Présidente du Parti Nationaliste du Bangladesh (*Bangladesh Nationalist Party*), Khaleda Zia, est la veuve du défunt fondateur du BNP, Ziaur Rahman (1936-1980). Elles ont toutes deux pris le leadership de leur parti suite à l'assassinat respectif de leur père et époux et ont dirigé les deux

principaux partis politiques centristes du pays depuis 3 décennies, en occupant alternativement les postes de Premier Ministre et de Chef de l'opposition depuis 1991.

Malgré que les deux partis principaux du pays soient dirigés par des femmes, la participation globale de ces dernières à la politique et aux processus électoraux et décisionnels restent très faible (Akter & Nazneen, 2013, p.80). L'ascension des femmes à des postes de pouvoir résulte principalement de dynamique politique dynastique; la famille représentant une « *arène importante où les représentantes des femmes acquièrent des compétences en négociation politique et développent des réseaux informels* ». Paradoxalement, alors même que la résistance des familles est identifiée comme un facteur clé limitant la participation des femmes à la politique, au niveau national, la plupart d'entre elles y sont entrées par l'intermédiaire de leur famille (Akter & Nazneen, 2013, p.84-85).

Le Parlement du Bangladesh est monocaréral et est composé de 350 sièges. 300 de ces membres représentent les 300 circonscriptions territoriales du pays et sont élus par suffrage universel direct pour une durée de cinq ans. Les 50 sièges restants sont réservés aux femmes, qui seront, quant à elles, nommées par leurs propre partis (<http://www.parliament.gov.bd/#>). Le Bangladesh a instauré un quota électoral en 1984, après avoir ratifié la *Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women*. L'instauration du quota électoral est qualifié de *temporary special measures* (TSMs) et a vocation à disparaître dès lors qu'une représentation effective des femmes puisse être garantie sans son application (IFES, 2020).

C'est à partir des élections parlementaires de 2008, que des femmes furent pour la première fois élues par suffrage direct à des sièges qui ne leur étaient pas réservés. Alors que le pourcentage de sièges réservés aux femmes est de 14%, il a atteint 21% suite aux élections de 2018 (IFES, 2020).

Malgré une hausse du nombre de femmes au Parlement, la représentativité de ces dernières pose encore aujourd'hui question, alors que le processus de nomination aux sièges réservés décourage les femmes en poste d'exprimer leur position face à leur propre parti, du fait d'une certaine redevabilité. De nombreuses demandes - émanant d'une partie de la société civile, des femmes actives en politique et de nombre d'organismes nationaux et internationaux - enjoignent au gouvernement d'instaurer des élections directes pour les sièges réservés aux femmes. Néanmoins, aucun des principaux partis actuels ne soutient cette idée du fait que ces sièges soient souvent utilisés comme leviers à la conclusion d'accords (Akter & Nazneen, 2013, p.80).

Aux niveaux locaux, la participation des femmes à la politique reste extrêmement faible : la proportion de femmes présidant les *Union Parishads* (soit les plus petites unités administratives et locales rurales du Bangladesh) et *Upazila Parishads* (soit des sous-unités de district) est respectivement de 0.7% et 1.4% (UN Women, 2020a, p.23).

Alors que la plupart des partis du pays se sont appropriés les discours sur l'autonomisation - *empowerment* - des femmes, ces mêmes discours revêtent une importance moindre au sein de la politique dite *mainstream*. Les femmes continuent ainsi, malgré la démocratisation du régime, d'être sous-représentées dans les organes décisionnels, tout en restant souvent cantonnées à des rôles leur étant traditionnellement associés (éducation, *care*,...) (Akter & Nazneen, 2013, p.82-83).

2.3 Participation des femmes au marché du travail

Au Bangladesh, la participation des femmes au marché de l'emploi est particulièrement faible, avec un taux oscillant entre 30%, selon l'OIT et 36%, selon le *Bangladesh Bureau of Statistics* (Ambassade de France au Bangladesh, 2020). Ce taux a connu une importante progression, alors qu'il n'atteignait environ que 17-21% en 1995-96 (Ambassade de France au Bangladesh, 2020). Malgré cette amélioration, les femmes restent surreprésentées dans les emplois faiblement rémunérés, à temps partiel et informels. En effet, malgré une augmentation substantielle de la part des femmes sur le marché du travail au cours des dernières années, la majorité d'entre elles continuent de travailler dans les exploitations familiales, le travail à domicile et le secteur informel. Ce dernier engloberait 91.8% de l'emploi total féminin bangladais (UN Women, 2020a, p.6). Dès lors, elles se retrouvent davantage confrontées à des vulnérabilités spécifiques, notamment en terme de sécurité financière et d'accès à la sécurité sociale (Nazneen, 2017, p.3).

Alors qu'auparavant leur taux de participation était davantage élevé en zone urbaine, la tendance s'est inversée et c'est aujourd'hui en zone rurale qu'il est le plus élevé. Si la progression du taux de participation des femmes au marché du travail s'explique en partie par la forte croissance du secteur du textile-habillement, il découle également de « *l'augmentation des opportunités non-agricoles dans les zones rurales (petit entrepreneuriat) facilitées par la montée des programmes de micro-crédit portés par certaines ONG* » (Ambassade de France au Bangladesh, 2020).

Comme évoqué ci-dessus, la féminisation de l'emploi est particulièrement hétérogène au Bangladesh : le seul secteur où la parité semble atteinte est celui du travail agricole. Dans les secteurs de la vente et des services, elles ne sont qu'une femme pour dix hommes (Ambassade de France au Bangladesh, 2020).

L'amplification de la participation des femmes au marché du travail semble à même de se poursuivre dans les années à venir. Alors qu'elles sont de plus en plus nombreuses à accéder à l'éducation et à effectuer un travail rémunéré, la perception du travail des femmes se transforme dans certains pans de la société. Par ailleurs, le Bangladesh connaît aujourd'hui une féminisation importante, les femmes y étant de plus en plus nombreuses. L'ONU estime qu'à la naissance du pays en 1971, on comptait 107 hommes pour 100 femmes, mais ce ratio est tombé à 102 aujourd'hui. Le pays comptabiliserait ainsi aujourd'hui 82 millions de femmes, sur un total de 165 millions d'habitants. A l'image de l'ensemble de la population, les femmes y sont jeunes : ainsi, près de 54% d'entre elles auraient moins de 30 ans (Ambassade de France au Bangladesh, 2020), cela renvoyant à une disponibilité de main d'oeuvre conséquente.

2.4 Violence à l'encontre des femmes

Le Bangladesh fait état d'un niveau élevé de violences à l'encontre des femmes, que ce soit au sein du foyer ou de la sphère publique. En effet, deux formes de violence à l'encontre des femmes peuvent y être distinguées; *« une forme traditionnelle exercée au sein du foyer ou de la sphère privée et une forme plus publique et moderne, souvent liée à un état de transition là où elle se produit, à des phénomènes de déplacement ou à la mondialisation »* (Khan, 2005, p.238).

Les normes sociales en vigueur édictent les violences conjugales et domestiques comme relevant exclusivement des affaires privées. De fait, il reste très difficile pour les femmes de porter ces accusations en public, elles seraient d'ailleurs 25,4% à estimer que les violences des hommes à l'encontre de leur partenaire puissent être justifiées (MICS, 2019, cité par UN Women, 2020a, p.18). Finalement, les violences domestiques et conjugales font l'objet d'un véritable manque de visibilité et il reste difficile d'estimer leur envergure.

Par ailleurs, la présence de plus en plus accrue des femmes dans la sphère publique a malheureusement eu pour incidence d'accentuer le harcèlement sexuel dans les lieux publics et lieux de travail (Nazneen, 2017, p. 4), *« déplaçant »* en quelque sorte la violence de la sphère privée à la sphère publique (Khan, 2005). Dans cette perspective, le développement économique du pays a pu avoir pour effet de *« plonger les femmes dans de nouveaux contextes de violence »* (Khan, 2005, p.238).

III. Les impacts de la délocalisation de l'industrie de l'habillement au Bangladesh

3.1 Brève présentation du Bangladesh

La République Populaire du Bangladesh est un pays d'Asie du Sud, situé au nord du golfe du Bengale et pratiquement enclavé dans l'Inde. En 2019, sa population était estimée à 163 046 161 habitants (Banque Mondiale, 2020a), en faisant l'un des pays les plus densément peuplés au monde. Sa capitale est Dacca et sa langue officielle le Bengali.

L'Indépendance du Bangladesh, et les massacres y étant liés, continuent de hanter le climat politique du pays. La Guerre d'Indépendance du Bangladesh contre le Pakistan, qui fut particulièrement sanglante, entraîna la fuite de millions de bengali vers l'Inde, le décès d'un nombre difficilement estimable de personnes, tout en entraînant 70 % (Banque Mondiale, 2016) de la population du nouveau pays dans le pauvreté.

Après avoir accédé à l'Indépendance en 1971, la République Populaire du Bangladesh est devenue une démocratie parlementaire. Le Chef actuel de l'Etat est Abdul Hamid, il a été réélu le 7 février 2018 pour un second mandat de cinq ans. Sheikh Hasina y est, quant à elle, Première Ministre depuis 2009. Deux partis se partagent principalement le pouvoir, ce, en alternance depuis l'Indépendance, à savoir la Ligue Awami (AL) et le Parti Nationaliste du Bangladesh (BNP). L'Islam y est la religion d'Etat et un peu moins de 90% de la population est musulmane, à majorité sunnite.

Figure 1 - Principaux indicateurs du Bangladesh

Population	163046161 (2019)
Superficie	147 570 km ²
Densité	1239,579 personnes / km ² (2018)
Taux de fécondité	2,06 enfants / femme (2017)
Taux d'alphabétisation (15 ans et plus)	74,684 % (2019)
Durée moyenne de scolarisation, filles*	5,3 années (2018)
Durée moyenne de scolarisation, garçons*	6,8 années (2018)
Indice d'inégalité de genre (IGG*)	0,536 (2018)
Indice de développement humain (IDH*)	0,614 (2018)
Indice de Gini	32,4 (2016)
PIB	302 571 Milliard (US\$ - 2019)

Taux de croissance annuel du PIB	8,2 % (2019)
PIB / habitant	1955,74 (US\$ - 2019) / 155936,367 (Taka - 2019)
Ratio de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national	24,3% (2016)
% de la population en situation d'emploi	40,77 (2020)
% de la population féminine en situation d'emploi	32,98 (2020)

Source : Banque Mondiale, consulté en novembre 2020, en ligne : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/bangladesh> * United Nations Development Programme. Human Development Reports. Consulté en novembre 2020. En ligne : <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/BGD>

Les obstacles au « développement » souvent cités au début des années 2000 renvoient au caractère structurel de la pauvreté, à l'instabilité politique, l'absence de continuité dans la gestion des affaires publiques, la répartition inégale des biens de production, d'importantes inégalités de revenus, la généralisation du sous-emploi, l'instabilité du système social, etc (OCDE, 2002, p. 142). Nombre de ces problématiques y sont, aujourd'hui encore, d'actualité. Par ailleurs, l'exposition aux cyclones et inondations, qui frappent le pays pratiquement chaque année, les sécheresses, les famines, les tremblements de terre, etc en font l'un des pays les plus vulnérables face au changement climatique. Finalement, on y observe depuis quelques années une percée de l'islamisme radical.

Alors même que le Bangladesh avait réalisé d'importants progrès en termes de lutte contre la pauvreté et de développement économique, au début des années 2000, il était encore considéré comme l'un des pays les plus pauvres au monde. En effet, les indicateurs lui concédaient tous les traits de la pauvreté : plus de 50% d'analphabétisme, taux de fécondité et de mortalité infantile élevés, taux de malnutrition parmi les plus élevés au monde,... La pauvreté y était généralisée, touchant au moins la moitié de la population (OCDE, 2002, p.141)

C'est dans les années 1980-1990 que l'économie du Bangladesh connaît une importante réforme, avec une ouverture au commerce extérieur et une mise en orientation vers le marché. Le pays s'est ainsi ouvert aux investissements étrangers et à la privatisation, tout en déréglementant ses marchés, établissant des congés fiscaux (*tax holiday*) et

créant huit Zones Franches d'Exportation (ZFE)⁸ à travers le pays (Blanch & Amirul, 2013, p.12). Mais c'est surtout à partir de l'accord conclu avec l'Union Européenne que le croissance économique du pays connaîtra une véritable envolée (OCDE, 2002, p.141). Les principaux partenaires du pays au niveau de l'exportation sont l'Union Européenne et les Etats-Unis [voir Annexe 6]. Le Bangladesh bénéficie notamment d'une réglementation simplifiée pour exporter sa production vers l'Union Européenne en tant que PMA. Il bénéficie ainsi du régime « TSA » ou « Tout Sauf les Armes », soit le « *régime commercial le plus favorable du système de préférences généralisées de l'Union* » (Soutullo, 2019, p.5). Entrée en vigueur en 2001, l'initiative TSA vise ainsi à supprimer les barrières douanières de l'UE pour les biens en provenance des PMA.

Cette croissance économique a été alimentée par l'expansion du secteur privé (Daziano, 2014, p.52), notamment au travers du développement du secteur manufacturier, tout en s'appuyant sur l'abondance de main d'œuvre à faible coût (OMC, 2019a, p.17)⁹. L'économie s'est ainsi diversifiée passant d'une économie agraire à une économie davantage manufacturière. Aujourd'hui, les principaux secteurs économiques du pays sont l'agriculture (riz, le thé, le jute, le blé, la canne à sucre, le tabac, les épices et les fruits), l'industrie (textile, papier, cuir, engrais, métaux et produits pharmaceutiques) et finalement les services [voir figure 2]. L'industrie textile est la première industrie du pays, représentant plus de 80% des exportations nationales (AD'OCC, 2020).

Figure 2 - Répartition de l'activité économique par secteur en terme d'emploi et de la valeur ajoutée au PIB (2019)

	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (% de l'emploi total)	37,7	21,6	40,6
Valeur ajoutée (en % du PIB)	12,7	29,6	52,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	3,9	12,7	6,8

Source : Banque Mondiale via AD'OCC

⁸ Les Zones Franches d'Exportation (ZFE) sont « *des enclaves territoriales et/ou économiques au sein desquelles les firmes bénéficient de congés fiscaux et de réglementations souples* ». Les EPZ argumentent que ces dernières « *attirent les investissements étrangers, créent de l'emploi et boostent l'export* », néanmoins, dans les faits, les FZE attirent principalement les firmes du fait qu'elles « *les exemptent de nombre de réglementations, qu'elles soient financières ou qu'elles concernent les droits du travail* » (Blanch & Amirul, 2013, p.12)

⁹ Mais également grâce à l'importance des flux de rente migratoire

Si le Bangladesh fait partie des PMA, il présentait jusqu'il y a peu un taux de croissance parmi les plus dynamiques au monde, avec une croissance du PIB évaluée à 8,153% en 2019 (Banque Mondiale, 2020a). Le Bangladesh est, en effet, la cinquième économie à la croissance la plus rapide au monde (Parvez & Riaz, 2021). La forte croissance de son PIB au cours des dernières années lui a permis d'obtenir le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2015 et a contribué à la réduction du taux de pauvreté, qui atteignait 21,8% en 2018 (OMC, 2019a, p.14) contre 31,5% en 2010 et 48,9% en 2000 (Banque Mondiale, 2020a). Par ailleurs, de nombreux indicateurs sociaux ont connu des améliorations majeures au cours des dernières années : les indicateurs de santé et d'éducation se sont améliorés, la mortalité infantile a considérablement diminué, le pays a vu son espérance de vie augmenter de 10 ans en 25 ans, 20 millions de bangladais sont sortis de la pauvreté en deux décennies, etc. Si le pays a connu des avancées socio-économiques notoires, il importe néanmoins de considérer ces données avec précaution : si le taux de pauvreté y a largement décru, des millions de bangladais·es vivent finalement juste au dessus du seuil de pauvreté. En 2010, ils étaient ainsi 50 millions de personnes - soit 1/3 de la population¹⁰ - à vivre avec un revenu journalier se situant entre 1.25 et 2 \$ (Quattri & Watkins, 2016, p.19). Comme dans de nombreux autres pays, le développement économique, notamment induit par l'industrialisation et l'intégration au marché globalisé, ne s'est pas accompagné d'une réduction substantielle des inégalités.

La ville de Dacca illustre également l'important fossé qui sépare les différents pans de la société bangladaise. En 2011, la ville comptabilisait 8,906 millions d'habitants tandis que sa division comptabilisait alors 14,7 millions de personnes. En 2020, la croissance de ces populations les a fait respectivement atteindre 10,4 et 21 millions (World Population Review, s.d. & Worldometer, s.d.). Cette croissance rapide s'explique majoritairement du fait des migrations des zones rurales vers la mégapole. La pression démographique exercée sur Dacca a notamment résulté en l'émergence et au développement de nombreux bidonvilles dispersés aux abords et au sein de la ville. Leur concentration est particulièrement marquée « *à proximité des zones manufacturières et industrielles, des points de transits portuaires, des marchés et des pôles d'activités du secteur informel* » (Quattri & Watkins, 2016, p.28).

Alors que la notion de bidonville n'est pas clairement définie au Bangladesh, la taille réelle de la population des bidonvilles de Dacca reste difficile à affirmer, les estimations différant parfois fortement les unes des autres. Le *Centre for Urban Studies* estimait le nombre de bidonvilles à plus de 4 000 en 2006, tandis qu'en fonction des résultats des diverses enquêtes de population, un tiers voire 60% des habitants de Dacca y résidaient

¹⁰ En 2010, la population du bangladesh était estimée à 147,7 millions d'individus (Banque Mondiale, s.d.)

(Cameron, 2009, cité par Quattri &Watkins, 2016, p.28). Les dernières données produites par le Bangladesh Bureau of Statistics (2015) estiment, quant à elles, que 49.4% des ménages de la division de Dacca résident dans des bidonvilles (Quattri &Watkins, 2016, p.29). Au cours des 20 dernières années, le développement et l'expansion des bidonvilles au sein de Dacca Nord ont opéré en parallèle de l'expansion du secteur manufacturier, notamment celui de l'habillement.

Si les chiffres concernant le peuplement des bidonvilles restent à clarifier, dans la continuité, les taux de pauvreté au sein des bidonvilles restent difficiles à estimer. Si un déclin national de la pauvreté opère depuis les année 2000, les niveaux de pauvreté de la ville ont, quant à eux, stagné sur la période 2005-2010 (Quattri &Watkins, 2016, p.28). Il importe de préciser que près de 80% des habitants de bidonvilles payent un loyer et alors que leur capacité à faire valoir leurs droits est limitée, l'extorsion par les propriétaires et les expulsions y sont largement répandues (Islam et al., 2006, cité par Quattri &Watkins, 2016, p.30).

3.2 La filière du prêt-à-porter bangladaise

Avant que la filière de l'habillement s'y développe de manière fulgurante, le Bangladesh alimentait sa demande interne en vêtements par un vaste réseau traditionnel de *tailoring shops*, soit de fabricants de vêtements sur mesure (Mahmud, 2010).

En 1978, le businessman Noorul Quader, créateur de *Desh Garments*, signait un accord de coopération technique et commerciale pour la production et l'exportation de vêtements avec le groupe industriel sud-coréen Daewoo, alors actif dans de nombreux autres secteurs (bâtiments, armes, électro-ménager,...). En échange des investissements et de l'expertise de Daewoo, la filiale Desh s'engageait à verser un pourcentage sur l'ensemble de ses exportations, durant les cinq années de coopération prévue par l'accord. C'est ainsi que la plus grande usine moderne d'Asie (hors Corée) s'est développée à Chittagong, soit le premier port et la seconde plus grande ville du Bangladesh. L'usine « *est entrée en service en 1980, employait plus de 600 travailleurs sur 6 lignes de production, offrait une capacité de production de 5 millions de pièces par an, ce, pour un investissement de 1,3 million de dollars* » (Mahmud, 2010). Noorul Quader est ainsi devenu le pionnier du secteur de l'habillement bangladais orienté à 100% vers l'exportation mais également le premier à diriger une usine de cette envergure au sein du pays. Très rapidement, les bénéfices engendrés dépassèrent toute attente. Seulement quelques années après le lancement de cette première usine d'envergure, de nombreux travailleurs de la firme, notamment ceux qui occupaient des positions managériales et qui avaient bénéficié de l'expertise de Daewoo au travers de

formations, ont décidé de commencer leur propre business en ouvrant, à leur tour, leurs propres usines (Mahmud, 2010).

La délocalisation de l'industrie textile des pays européens vers des pays tels que le Bangladesh, lui a permis d'accélérer son rythme d'industrialisation et c'est réellement à partir des années 1980 que le pan de cette industrie, destiné à l'exportation, a connu un développement fulgurant. Dès 1982, la création du BGMEA, soit le *Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association*, qui regroupe les propriétaires d'usines produisant pour l'exportation, indiquait l'expansion du secteur. Alors que le nombre d'usines destinées à la production de vêtements était estimé à une cinquantaine en 1980, le pays en comptabilisait plus de 3 000 en 1999 (Mahmud, 2010).

Le développement rapide et important de ce secteur est également lié au statut de PMA du Bangladesh. Ce statut lui a permis de bénéficier d'une exclusion partielle des régulations induites par l'Accord Multifibres (AMF), soit d'un accès libre au marché européen et d'une capacité d'exportation plus accrue que ses pays voisins (Crabbé, De Schutter et Al., 1998, p.16).

L'essor de l'industrie textile bangladaise découle également de la montée des coûts de production en Chine. En effet, en 2014, le salaire moyen bangladais par heure équivalait à seulement 30% de son homologue chinois (Daziano, 2014, p.52). Si de nombreuses grandes chaînes ont décidé de se fournir directement au Bangladesh, les entreprises chinoises ont parallèlement, elles aussi, commencé à s'y délocaliser.

Dans de nombreux pays d'Asie, l'industrie textile, plus particulièrement de la *fast fashion*, représente un secteur stratégique d'exportations. Ce secteur est en effet considéré comme l'une des industries les plus importantes du Bangladesh et, comme évoqué précédemment, il représente plus de 80% des exportations nationales (84,21% pour l'année 2019 - BBS, 2019, p.IV) [voir annexe 7] .

Depuis 2009, le Bangladesh est devenu le deuxième pays exportateur d'habillement après la Chine (Chevallier, 2013). Les exportations bangladaises ont atteint un nouveau record en 2018, atteignant 39,3 milliards de dollars, ce, notamment du fait de l'exportation toujours plus soutenue de textile (AD'OCC, 2020). Néanmoins, alors que la majeure partie des exportations du pays relève de l'habillement, toute évolution de la demande mondiale pourrait entraîner des répercussions importantes sur l'économie nationale.

Aujourd'hui encore, les données officielles ne permettent pas d'établir avec précision le nombre d'unités de production de vêtements au Bangladesh. Le BGMEA comptabilise environ 4 500 usines-membres et si ce nombre est fréquemment présenté comme représentant le nombre absolu d'usines dans le pays, il reste probablement largement en-deçà de la réalité. En effet, afin qu'une usine puisse être affiliée au BGMEA, elle se doit d'être enregistrée et de répondre à certains critères législatifs. En ce sens, toutes les unités de production, notamment informelles, qui ne respectent pas lesdits critères échappent à la comptabilisation. Le NYU Stern Center for Business and Human Rights estimait ainsi, en 2015, à plus de 7 000 le nombre d'usines d'habillement destinées à l'exportation, démontrant que le nombre d'unités de production dépassait largement les précédentes estimations. En cause, nombre des usines identifiées au cours de cette étude (2015) ne s'apparentent pas à des usines d'approvisionnement direct et produisent en tant que sous-traitantes indirectes. Ces unités ne sont généralement pas enregistrées et échappent en ce sens aux radars, tout comme les personnes qu'elles emploient. En effet, les milliers d'ouvriers·ères qui travaillent au sein de ces unités ne peuvent espérer voir leurs conditions de travail évoluer et sont maintenu·es en dehors des initiatives de protection, qu'elles soient locales ou internationales.

Peu après que le rapport du NYU Stern Center for Business and Human Rights ait été publié, le BGMEA a réfuté ces chiffres, argumentant que les chercheurs y avaient inclus des petites unités de production qu'on ne pouvait qualifier d'usines. Par ailleurs, le BGMEA a déclaré qu'avec l'accroissement de la vigilance, la sous-traitance avait été considérablement réduite au cours des dernières années. A son tour, le NYU Stern Center a invité le BGMEA à prouver ses dires en menant et en publiant ses propres études, tout en déclarant qu'au-delà de se concentrer sur les caractéristiques des unités de production, il s'agissait principalement de dénoncer les manquements de sécurité auxquels les ouvriers·ères du prêt-à-porter font face (Bain, 2016).

Au niveau de leur répartition géographique, 80% des usines et ateliers de confection du secteur du prêt-à-porter se situeraient au sein de Dhaka City (Hossain & Al., 2013, p.199).

3.2.1 Impacts socio-économiques à l'échelle macro : l'intégration d'une main d'oeuvre non qualifiée sur le marché du travail

Le textile-habillement représente un secteur clé du développement du Bangladesh et il est devenu, selon l'OIT, l'un des principaux moteurs de son économie.

Le Bangladesh et son secteur du textile-habillement ont très rapidement été érigés en une véritable success story par de nombreuses institutions internationales. Alors que le Bangladesh figurait parmi les pays ayant le plus faible revenu par habitation et « *[qu'on] le pensait incapable de pénétrer les marchés mondiaux* » (Rhee, 1900, p.335) le développement de l'industrie de l'habillement lui a permis de faire exploser ses exportations, de générer de nombreux emplois, tout en s'intégrant au marché globalisé. Le Bangladesh a, en ce sens, démontré une « *stratégie de développement viable* » (Rhee, 1900, p.333) et éventuellement applicable à d'autres pays ayant des caractéristiques similaires.

La délocalisation de l'industrie textile vers les pays d'Asie a impacté profondément leur marché du travail et tel fut le cas au Bangladesh. En effet, le développement de cette industrie a permis d'intégrer des millions de bangladais-es, souvent non-qualifié-es et issu-es de milieux ruraux, au marché du travail (Crabbé, De Schutter et Al., 1998, p.17) et la demande en main d'oeuvre n'y a jamais cessé de croître. Entre 1970 et 1990, le nombre de travailleurs-euses au sein de l'industrie textile bangladaise a crû de 416% (OIT, 1996). Plus récemment, l'emploi au sein de cette industrie continuait de croître, avec une augmentation de 40% entre 2004 et 2008 (OIT, 2014a, p.11).

Le secteur emploierait aujourd'hui entre 4,2 et 4,9 millions de personnes. Par ailleurs, il était estimé en 2013 que 10 millions de personnes seraient également employées indirectement par cette industrie, tandis que les revenus de près de 20 millions de personnes en dépendraient directement et indirectement (Blanch & Amirul, 2013, p.12)

Les lignes politiques, commerciales et industrielles, menées par le Bangladesh¹¹ au cours des dernières années, sont à considérer comme stratégie intégrante d'un projet de développement principalement perçu sous le prisme de la croissance. Le Bangladesh a - et continue d'être - érigé comme un modèle de développement, du fait que les indicateurs en jeu, et aujourd'hui encore largement dominants, ne considèrent que les aspects socio-économiques à leur échelle macro.

¹¹ Mais largement influencées par les programmes d'aide et de relance des grandes institutions internationales, les partenaires commerciaux internationaux, etc

Néanmoins, si le secteur a permis à une main d'oeuvre non-qualifiée d'entrer sur le marché du travail, tout en portant la croissance économique du pays, il est également à l'origine de conditions de travail loin d'être décentes ainsi que d'inégalités importantes.

3.2.2 Impacts socio-économiques à l'échelle micro

Selon la chercheuse Simeen Mahmud (2010), les entrepreneurs et propriétaires d'usines bangladais ont toujours eu pour intention de produire des vêtements low cost, à destination des marchés occidentaux, en employant la main d'oeuvre la moins chère possible, ce, dès l'essor que ce pan de l'industrie s'est développé. Alors que les vêtements y sont produits à partir de matières premières majoritairement importées, la seule valeur ajoutée découle directement du travail de transformation, soit de la seule force de travail des ouvriers·ères. Dès lors, il a toujours été question de puiser dans l'abondante main d'oeuvre non-qualifiée disponible, tout en jouant des mécanismes informels de recrutement. Ainsi, « *l'intention n'a jamais été de développer une industrie durable et qui aurait des obligations sociales envers sa main d'oeuvre* » (Mahmud, 2010)

L'émergence d'une industrie de l'habillement destinée à l'exportation a impliqué le développement « *d'une nouvelle classe entrepreneuriale mais également d'une nouvelle main d'oeuvre, engagée dans de nouveaux modes de production et dans le cadre de contrats de travail flexibles* » (Mahmud, 2010).

La croissance économique du pays, largement portée par l'industrie de l'habillement, n'a pas eu pour effet premier de réduire les inégalités. Au contraire, elle a permis - et continue de permettre - à une partie de la nouvelle classe entrepreneuriale de décupler rapidement ses richesses. Selon un rapport du Wealth-X publié en 2019, l'augmentation de la part de la population ayant une fortune supérieure à 1 000 000 dollars (soit les « *high net-worth individuals (HNW)* »), était estimée à 11,4% endéans les cinq ans¹². Le pays se classe ainsi en troisième position des pays ayant la croissance de grandes fortunes la plus rapide au monde. Parallèlement, il se classe en cinquième position des pays ayant le taux d'extrême pauvreté le plus élevé au monde (Katayama, Wadhwa, 2019). La croissance économique du Bangladesh s'est ainsi montrée loin d'être inclusive et, comme le dénonçait S. Hossain (2020), « *au bangladesh, hausse de PIB et corruption vont de pair* ».

¹² Ce, le plaçant en troisième position du classement mondial relatif (Wealth-X, 2019)

a) Un secteur traversé par l'informalité

Comme évoqué précédemment, le secteur textile emploierait entre 4,2 et 4,9 millions de travailleurs·euses au Bangladesh. Si les chiffres sur le nombre de travailleurs·euses textiles restent sujet aux estimations, c'est parce qu'aujourd'hui encore, une importante partie de ces emplois reste informelle. L'informalité de ce pan de l'industrie bangladaise a notamment été révélé au grand jour suite à l'effondrement du Rana Plaza en 2013.

Retour sur les concepts et théories

Le concept de « secteur informel », englobe de manière générale les activités étant exclues du droit et/ou échappant au cadre de la réglementation et de la taxation (OIT, 2013a, p.3). Il a été défini par la BIT en 1993 comme étant un « *ensemble d'unités produisant des biens et services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités, ayant un faible niveau d'organisation, opèrent à petite échelle et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. Les relations de travail, lorsqu'elles existent, sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les relations de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme* ».

Néanmoins, l'économie informelle regroupe un ensemble d'activités très diverses. Elle peut ainsi être souhaitée ou davantage subie, elle peut impliquer pour les individus concernés davantage de liberté, de revenus,.. mais peut également être source d'extrême précarité.

L'emploi informel, quant à lui, n'est pas directement lié au secteur informel; en effet, la 17e CIST (Conférence internationale des statisticiens du travail) définit cette notion comme suit :

« Le nombre total d'emplois informels, que ce soit dans les entreprises du secteur formel, dans les entreprises du secteur informel ou dans les ménages, sur une période de référence donnée. Sont inclus:

- i. Les travailleurs à leur compte (indépendants sans employés) dans leur propre entreprise du secteur informel;*
- ii. Les employeurs (indépendants avec employés) dans leur propre entreprise du secteur informel;*
- iii. Les travailleurs familiaux contributeurs, quel que soit le type d'entreprise;*
- iv. Les membres de coopératives informelles de producteurs (non établies en tant qu'entités juridiques);*

- v. *Les employés occupant un emploi informel tel que défini par la relation de travail (selon la loi ou en pratique, emplois non soumis au droit national du travail, à l'imposition sur le revenu, à la protection sociale ou ne donnant pas droit à des prestations d'assurance-emploi (congrés annuels ou de maladie payés, etc.);*
- vi. *Les travailleurs à leur compte engagés dans la production de biens exclusivement destinés à une utilisation finale par leur ménage. »*

La catégorie v. est celle qui nous intéresse le plus dans le cadre de cette étude, du fait q'elle inclut « *les employés non déclarés qui ne disposent pas de contrat écrit explicite ou qui ne sont pas soumis au droit du travail; les travailleurs qui ne bénéficient pas de congés annuels ou de maladie payés ou de régime de sécurité sociale ou de retraite* » (OIT, 2013b, p.9-10).

W. A. Lewis, pionnier de l'économie du développement, a insufflé l'idée (1954) que les pays « en voie de développement » étaient caractérisés par une dualité entre le secteur industrialisé, capitaliste, majoritairement urbain et le secteur traditionnel, de subsistance, davantage rural et englobant une partie des activités que l'on qualifierait aujourd'hui d'informelles. Selon Lewis, de par les processus de modernisation que ces pays connaîtraient, le secteur traditionnel finirait, à terme, par être absorbé par l'économie capitaliste moderne. Toujours selon Lewis, la modernisation de l'économie conduirait d'une part, à l'absorption totale de la main d'oeuvre disponible et, d'autre part, à une croissance telle que les salaires finiraient par s'élever au-delà du niveau de subsistance (dans Lemaître, 2020)

Dans la perspective de l'école dualiste, le secteur informel ne possède aucun lien avec le secteur formel, il regroupe en ce sens les activités dites périphériques. Dans la continuité de la pensée de W.A. Lewis, l'école dualiste prétend que l'économie informelle serait, à terme, absorbée par le secteur formel. En effet, selon cette école, c'est l'absence d'opportunités au sein du secteur formel qui contraint une partie de la main d'oeuvre à se tourner vers l'informel. Ainsi, avec la croissance économique, l'accroissement des opportunités du secteur formel finirait par absorber l'entièreté de la main d'oeuvre (dans Lemaître, 2020).

Néanmoins, alors que la globalisation des marchés a conduit à une concurrence de plus en plus accrue et que l'expansion géographique des chaînes de production a entraîné un manque de transparence de plus en plus important, les prédictions de Lewis et de l'école dualiste se sont révélées largement erronées. Au contraire, nous avons même assisté à ce qui pourrait être qualifié d' « informalisation du secteur formel ».

A l'échelle globale, et « *en dépit des stratégies de politiques publiques mises en œuvre jusqu'à aujourd'hui, la taille du secteur informel continue d'augmenter* » (Abaté, 2018, p.13). Au Bangladesh, malgré la forte croissance économique et la diminution de la part d'emploi dans le secteur agricole, au profit de celui des secteurs industriels et de services depuis les années 2000 [voir Annexe 8], aucune réduction conséquente de l'emploi informel n'a été constatée. Selon le dernier *Labour Force Survey du Bangladesh Bureau of Statistics* [voir Annexe 9], l'emploi informel domine aujourd'hui encore tous les secteurs de l'économie bangladaise. En effet, seulement 8,2% des femmes et 18% des hommes occuperaient un emploi formel; 72% des emplois liés au secteur des services seraient informels, ce taux grimpant jusqu'à 90 et 95% dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture (Hossain, 2021, p.59).

Au vu des chiffres pré-cités, la distinction entre ce qui relève du formel ou de l'informel semble perdre de sa pertinence dans le contexte bangladais. Il s'agira néanmoins d'attirer l'attention sur les procédés d'informalisation qui traversent aujourd'hui le secteur formel, comme l'illustre le secteur du prêt-à-porter.

Illustration de l'informalisation du secteur formel : le secteur du prêt-à-porter

Pour les entreprises à la recherche de compétitivité, l'informalité est synonyme de flexibilisation du travail.

D'une part et comme nous le développerons par la suite, le secteur est traversé par l'imbrication de relations de travail informelles au sein d'unités de production dites formelles. Ainsi, même au sein des unités de production dites formelles, soit enregistrées auprès de l'Etat, les travailleurs-euses de l'habillement bangladais ne disposent souvent pas de contrat de travail écrit, ni de droits à des congés maladies ou encore de couverture sociale. Ils et elles tombent en ce sens sous la définition de l'emploi informel précédemment renseignée.

D'autre part, secteurs informel et formel apparaissent largement interconnectés. Ainsi, de nombreuses unités de production formelles ont recours à la sous-traitance auprès d'unités de production informelles. Comme évoqué précédemment, des études réalisées par le CHRGI (2014; 2015) avaient mis en lumière l'existence de nombreuses unités de production qui échappaient jusqu'alors à la comptabilisation. Les rapports découlant de ces études distinguent les unités de production « *d'approvisionnement direct* » des unités de production « *d'approvisionnement indirect* »; ces dernières s'imbriquent aux chaînes de production en tant que sous-traitantes des premières et agissent fréquemment dans l'ombre des radars. Elles ne disposent ainsi généralement pas des autorisations

adéquates et ne sont pas enregistrées; elles sont en ce sens des unités de production informelles. Cette dichotomie est devenue inhérente à l'industrie de l'habillement bangladaise, du fait qu'elle permette de booster les capacités de production et d'accroître les marges, ce, au moyen d'une pression accrue sur les salaires et conditions de travail.

L'informalisation du secteur du prêt-à-porter illustre, en ce sens, la pensée de l'école structuraliste, selon laquelle relations informelles de production et développement capitaliste sont intimement liés. Ainsi, selon cette école, les secteurs formels et informels sont interdépendants, du fait même que le secteur formel puise une partie de sa force de travail au sein du secteur informel et au travers de l'emploi informel (dans Lemaître, 2020).

b) Travail décent & emploi vulnérable

Tant les ouvriers·ères des unités de productions du prêt-à-porter dites informelles, que les ouvriers·ères évoluant dans des unités de production dites formelles - mais n'offrant souvent que les caractéristiques de l'emploi informel - n'ont pu obtenir, malgré leur intégration dans le marché du travail, les conditions nécessaires à la notion de « travail décent ».

Selon l'OIT (2013a, p.11), *« le travail décent est devenu une référence acceptée au niveau international et il est reconnu non seulement comme une fin en soi, mais également comme un moyen clé d'atteindre les objectifs globaux de développement, notamment l'éradication de la pauvreté »*. Toujours selon l'OIT (2013a, p.11-12), le travail décent repose sur quatre piliers :

- Un emploi de qualité, garantissant des revenus décents
- Une protection sociale contre les vulnérabilités, ce, également en cas d'exclusion du travail : maladie, chômage,...)
- L'existence d'un dialogue social, qui implique la nécessité de pouvoir s'organiser, de pouvoir être représenté, de pouvoir dialoguer pour jouir des différents droits au travail
- La reconnaissance de droits, permettant l'amélioration des conditions de travail

L'informalisation du secteur du prêt-à-porter, qui vise notamment à maintenir une pression constante sur les coûts de production, vient ainsi contrer les espoirs de voir les travailleurs·euses de bas de chaîne obtenir les conditions implicites à la notion de travail décent.

L'emploi vulnérable est, quant à lui, « *un indicateur visant à identifier la vulnérabilité en établissant un lien entre qualité du travail et situation d'emploi* » (OIT, 2013b, p.14). Si l'emploi vulnérable n'est pas intrinsèque à l'emploi informel, une proportion importante de travailleurs en situation d'emploi vulnérable est néanmoins caractéristique d'un marché du travail régi par des dispositions informelles (OIT, 2013c, p.6).

Alors qu'à l'échelle mondiale, le taux d'emplois dit vulnérables connaissait une baisse depuis les années 2000, le nombre absolu de travailleurs de cette catégorie a augmenté de près de 23 millions depuis la crise financière mondiale de 2008, ce, du fait d'une recrudescence de main d'oeuvre au sein des pays où les conditions de l'emploi vulnérable sont les plus répandues (OIT, 2013c, p.6), comme c'est par exemple le cas au Bangladesh.

En 2019, au sein du pays, 53.86% des personnes en situation d'emploi étaient concernées par une situation d'emploi vulnérable, tandis que ce taux grimpait à 65.38 chez les femmes (Banque Mondiale, s.d.).

Par ailleurs, et comme nous le développerons par la suite avec le cas du covid-19, les périodes de crise contribuent à la détérioration des conditions de travail, notamment pour les personnes qui évoluaient déjà au sein d'emplois précaires.

Conséquences sur les travailleurs·euses

Comme brièvement évoqué précédemment, toute personne travaillant au sein de l'économie informelle n'est pas nécessairement pauvre et l'emploi vulnérable ne concerne pas l'entièreté des travailleurs informels¹³.

Néanmoins, dans le cadre de notre étude, l'informalité va de pair avec la notion d'emploi vulnérable. Dans le cadre de l'industrie de l'habillement bangladaise, et comme nous le développerons au cours de cette recherche, la protection légale des travailleurs·euses reste extrêmement limitée, dans un contexte d'absence de liberté syndicale effective et d'inspection du travail insuffisante. Par ailleurs, les salaires qui accompagnent ces conditions de travail se situent bien en-deçà du seuil du salaire vital / décent.

Depuis l'émergence de ce secteur, la plupart des propriétaires d'usine de confection de vêtements essaient de maintenir le plus possible leur business dans l'informalité, ce,

¹³ Inversement, l'emploi rémunéré et salarié n'est pas assurément synonyme de travail décent.

afin de bénéficier « *d'une plus grande flexibilité quant à leur gestion du travail et de la production* », sans devoir s'assurer de leurs obligations sociales envers leurs employé·es (Mahmud, 2010)

Pourtant, « *la croissance du secteur industriel ne peut initier un réel développement que si les droits des travailleurs et les droits économiques et sociaux en général sont respectés* » (Crabbé, De Schutter et Al., 1998, p.25).

3.2.3 Impact sur la femme : L'industrie de l'habillement, une opportunité d'intégrer le marché de l'emploi, une opportunité d'empowerment?

Comme évoqué précédemment, dans un contexte de société patriarcale où la ségrégation des sexes dans l'espace public et la division sexuelle du travail sont extrêmement présentes (Kabeer, 1994, cité par Nazneen, 2017, p.2). Le travail des femmes à l'extérieur de la maison a longtemps été synonyme d'infériorité sociale : il renvoyait - et renvoie encore pour certains pans de la société - à une rupture du *pardah*¹⁴.

Le secteur de la confection de vêtements a été la première industrie moderne à employer une part importante de femmes dans le pays. L'intégration des femmes au marché du travail a largement été présentée par de nombreuses institutions internationales comme une opportunité d'émancipation pour ces dernières, tout en étant présenté comme un facteur de croissance davantage « *inclusive* » (FMI, 2018, p.1). En réduisant le désavantage économique des femmes et en recomposant la division sexuée du travail, l'expansion de l'industrie de l'habillement semble redéfinir le panel d'opportunités des bangladaises, alors que leur rôle avait longtemps été cantonné aux activités domestiques.

La notion d'empowerment peut, quant à elle, être définie par « *le résultat d'une interaction dynamique entre deux niveaux : le développement de compétences individuelles et le dépassement de barrières structurelles afin d'améliorer les conditions de vie des plus favorisés* » (Wallerstein). Cette notion a été reprise par la littérature féministe et renvoie plus généralement à une forme d'autonomisation et d'émancipation de la femme.

Le développement des unités de confection d'habillement a marqué l'entrée des femmes sur le marché du travail : dans les années 1990, elles représentaient environ 90% de la

¹⁴ Le *pardah* désigne « *l'ensemble des règles de restriction de la mobilité des femmes au nom de la pudeur et de l'honneur de leur lignage. Il concerne tant les hindous que les musulmans* » (Selim & Querrien, 2014, p.16-17)

main d'oeuvre du secteur, ce qui était qualifié de « *situation remarquable (...) alors que les femmes n'étaient pas autorisées à travailler à cause de la tradition musulmane* » (Rhee, 1990 p.335). En ce sens, leur entrée sur le marché du travail renvoyait à une « *amélioration du bien être et de la mobilité sociale* » (Rhee, 1990 p.335).

Aujourd'hui encore, la main d'oeuvre de ce secteur est principalement composée de jeunes femmes en provenance des zones rurales, parfois non-mariées, n'ayant bénéficié que de très peu d'éducation et pour qui l'usine de confection représente d'une part le premier emploi, mais surtout le premier emploi rémunéré (Mahmud, 2010). En l'espace de quelques années, l'essor de l'industrie de l'habillement a non seulement contribué à l'entrée des femmes dans la sphère du travail, mais il a également transformé « *le caractère de la main d'oeuvre manufacturière urbaine* » (Mahmud, 2010). A l'échelle mondiale, les jeunes femmes peu qualifiées représentent une part importante de la main d'oeuvre de l'industrie de l'habillement, avec une moyenne de 68% (OIT, 2014a, p.13). Au Bangladesh, alors que le secteur emploierait aujourd'hui entre 4,2 et 4,9 millions de personnes, elles seraient environ 80% de femmes (OIT, 2016).

Alors que la délocalisation de l'industrie textile et l'essor du business model de la *fast fashion* ont permis à des millions de femmes non qualifiées de trouver du travail, cette industrie peut être perçue comme un facteur de progrès social, offrant aux femmes « *un statut social et professionnel sans équivalent* » (De Jacquilot, 2014). Néanmoins,

« *Les conditions de travail dans l'industrie des vêtements et certaines pratiques sectorielles peuvent être particulièrement difficiles pour les femmes. Le travail informel et le travail à domicile est plus fréquent chez les femmes que chez les hommes. Des horaires de travail excessifs et imprévisibles et des problèmes de sécurité réduisent la capacité des femmes à combiner responsabilités familiales et travail. En raison du faible niveau des salaires, des possibilités limitées de négociation collective et de l'absence d'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, les femmes sont plus facilement soumises à l'exploitation à l'intérieur et en dehors du lieu de travail. Dans les industries du textile, des vêtements, du cuir et de la chaussure, la protection de la maternité demeure faible ou inexistante, et différentes formes de violence, d'abus ou de harcèlement sont toujours recensées.* » (OIT, 2014a, p.14)

Comme nous le détaillerons par la suite avec le cas bangladais, les législations des pays d'Asie du Sud-Est en matière de protection des travailleurs-euses sont largement insuffisantes, tandis que rarement respectées en ce qui concerne les salaires. De plus, « *les salaires minima fixés au niveau sectoriel ont tendance à être plus faibles dans les industries employant principalement des femmes* » (OIT, 2014a, p.17).

La non-qualification des ouvrières et leur situation courante d'isolement par rapport à leur famille facilitent les abus d'autorité à leurs égards. Comme évoqué précédemment, elles sont nombreuses à avoir quitté les zones rurales, que ce soit sous la pression familiale ou dans une quête d'indépendance (Crabbé, De Schutter et Al., 1998, p.24-25). Bien qu'elles puissent prétendre à une indépendance économique souvent sans précédent, les termes de « *statut social et professionnel sans équivalent* » peuvent, quant à eux, poser question.

La hiérarchie sociale en oeuvre au Bangladesh, basée sur le sexe, l'âge et la classe, situent les travailleuses textiles - principalement de jeunes femmes issues de milieux précaires - en bas de l'échelle (Mahmud, 2010). Dans cette perspective, leur capacité à exprimer leurs positions et à revendiquer leurs droits s'en retrouve limitée. Si les propriétaires d'usines préfèrent employer des femmes, ce n'est pas seulement parce qu'elles représentent une main d'oeuvre abondante à bas coût, c'est également parce qu'elles sont considérées comme étant davantage « *vulnérables, dociles et maniables* » que leur homologues masculins. Elles accepteraient ainsi plus facilement « *sans protester ces conditions flexibles d'emploi* » et sont considérées comme étant « *moins capables [que les hommes] de s'organiser* » (Khan, 2001, cité par Mahmud, 2010).

Provenant principalement de milieux ruraux et alors qu'elles découvrent pour la plupart le travail d'usine et la rémunération financière, les femmes n'ont souvent que très peu de connaissances quant aux réglementations du travail en vigueur, tant dans la sphère propre à la confection, qu'à l'échelle législative nationale. Le travail au sein des usines est généralement organisé de manière très stricte et les managers y ont pour rôle de « *discipliner* » les travailleuses (Mahmud, 2010). Alors que ces dernières ne disposent que de peu d'informations quant à leurs droits, elles sont souvent peu à même de questionner la légitimité des pratiques de leurs hiérarchiques. Parallèlement, les propriétaires d'usine et les managers exercent sur elles une pression constante en les menaçant continuellement de licenciement ou de retenues sur leurs salaires, au-delà des cas très fréquent de harcèlement.

L'entrée des femmes dans les usines textiles reflète des dimensions paradoxales, car si elle renvoie à une forme d'émancipation, elle est parallèlement synonyme d'oppression. Fréquemment, le fait de se soustraire à l'emprise familiale de par le travail salarié conduit les femmes à se soumettre à n'importe quelles conditions, dans l'optique de garder leur travail à tout prix (Selim & Querrien, 2014, p.17). Par ailleurs, elles seraient nombreuses à considérer ce travail comme « *temporaire* », dans l'attente de meilleures opportunités (Mahmud, 2010). On retrouve d'ailleurs une mobilité parfois accrue des travailleuses entre différentes unités de production, l'informalité des contrats leur permettant de quitter assez facilement leur poste, dès lors qu'une meilleure rémunération

leur est proposée ailleurs (Mahmud, 2010). D'autres chercheurs contestent néanmoins cette mobilité en raison des systèmes de paiement différé imposés par de nombreuses usines (Paul-Majumder & Begum, 2006, cité par Hossain et Al., 2013, p.204). En effet, dès lors que le paiement des salaires s'effectue avec des délais de plus d'un mois, les ouvrières prennent le risque de ne pas recevoir leur dû si elles se décidaient à quitter leur travail.

Dans les faits, les travailleuses de l'industrie de l'habillement font état de carrières qui finissent généralement avant 35-40 ans, mais pas nécessairement de leur propre volonté. Dès lors qu'elles commencent à « vieillir », elles se retrouvent souvent obligées de quitter leur emploi, les propriétaires leurs préférant une main d'oeuvre plus jeune. Comme évoqué précédemment, la hiérarchie sociale en oeuvre accorde une importance particulière à l'âge, dès lors, le choix de se porter vers des travailleuses plus jeunes permet aux propriétaires d'usines et aux managers de légitimer davantage leur position et de réduire les possibilités de contestation. Les terrains d'Hossain & Al. (2013, p.205) confirment cette tendance : la majorité des ouvrières sont âgées de 15 à 35 ans et il est très rare d'y trouver des femmes de plus de 40 ans.

Si la féminisation de la main d'oeuvre est principalement présentée comme une « *conséquence inévitable de la recherche d'une main d'oeuvre bon marché, dans l'optique de réduire les coûts de production* » (Elson & Pearson, 1981 ; Lim, 1997 ; Safa, 1986, cité par Hossain et Al., 2013, p.199), Hossain M. & Al. (2013, p.202) illustrent en quoi les processus d'embauche et de production sont profondément marqués par les normes et stéréotypes de genre en oeuvre dans la société, ainsi « *la croyance culturelle la plus répandue persistant dans le secteur du prêt-à-porter est que les femmes sont dociles, patientes et que leurs doigts agiles les rendent aptes au travail de confection* ». Les femmes font par ailleurs preuve de davantage de « *tolérance* », en effet, « *les employeurs peuvent faire pression sur les travailleuses pour qu'elles atteignent un objectif de production plus élevé tout en n'obtenant généralement aucune réaction de la part des travailleuses* » ; les managers « *préfèrent* » d'ailleurs les travailleuses aux travailleurs, considérés comme plus « *chaotiques* » dans le travail et « *agressifs* » (Hossain et Al., 2013, p.202). Les caractéristiques attribuées aux femmes précitées finissent par être naturalisées, avec en cause, la socialisation d'une part et la position généralement davantage vulnérable des femmes sur le marché du travail d'autre part (Hossain et Al., 2013, p.202).

La croyance selon laquelle les ouvrières sont davantage à même d'accepter des salaires moindres que les hommes est également à remettre en perspective. Cette croyance découle notamment des normes culturelles établissant les hommes comme principaux pourvoyeurs de leur famille. Du fait que les revenus des femmes sont traditionnellement

considérés comme secondaires, il apparaît moins primordial de leur accorder des salaires plus élevés. Parallèlement, les discours sur l'autonomisation des femmes sont parfois instrumentalisés par les employeurs; ainsi, l'exploitation de la main d'oeuvre féminine peut être re-qualifiée par ces derniers comme relevant d'une « *faveur* » à leur égard (Hossain et Al., 2013, p.203-204). Hossain et Al. (2013, p. 208) concluent ainsi que la féminisation de la main d'œuvre du prêt-à-porter ne répond pas tant de la disponibilité d'une main d'oeuvre à bas coût que de la préférence d'une main d'oeuvre féminine comme choix stratégique de la part des employeurs.

Finalement, si le secteur a longtemps été - et continue d'être - présenté comme un vecteur d'autonomisation des femmes, ces dernières restent majoritairement cantonnées aux postes les moins qualifiés (découpe, couture, confection des ourlets, piquage à la machine, repassage, confection des points de boutonnière et pliage) et les moins rémunérés. Elles font ainsi l'objet d'une ségrégation à la fois horizontale et verticale, alors même qu'elles réalisent parallèlement les marges excédentaires les plus fortes (Khan, 2005).

IV. Une longue histoire de mobilisation des femmes et des ouvrières de la filière textile

Malgré la persistance d'importantes inégalités et une équité entre les sexes encore loin d'être atteinte, les femmes bangladaises démontrent depuis des décennies leur capacité à s'organiser afin de lutter pour leurs droits.

Depuis qu'il a accédé à l'Indépendance, le Bangladesh a réalisé des progrès considérables en terme d'autonomisation de la femme, ce, notamment du fait d'une longue histoire des mobilisations féministes, en dépit de barrières sociales, culturelles et structurelles importantes (Nazneen, 2017, p.1-2).

Les mouvements des femmes et le féminisme au Bangladesh englobent des dynamiques très diverses, que ce soit en terme de formations, de stratégies ou encore d'objectifs (Nazneen, 2017, p. II). Ces différents mouvements continuent de jouer un rôle essentiel dans les transformations sociétales en faisant pression sur l'Etat, en sensibilisant l'opinion publique et en faisant évoluer toujours plus le débat autour des droits des femmes.

Avant l'indépendance, des groupes de femmes s'organisaient déjà afin de dénoncer les discriminations fondées sur le sexe. La revendication de davantage de droits opérait alors notamment en parallèle des luttes anticoloniales de l'époque. Ainsi, la formulation du discours bangladais sur les droits des femmes peut être mis en parallèle avec la lutte

nationaliste alors en cours, dans un premier temps contre les Britanniques, puis les Pakistanais (Nazneen, 2017, p.1). Aujourd'hui, la lutte de ces femmes peut encore être comprise dans une perspective anti néo-colonialiste, comme nous le développerons par la suite.

Finalement, tant l'évolution du discours sur les droits des femmes, que la politique féministe contemporaine, ont été façonnées par les changements sociaux, économiques et politiques importants qu'a connus le Bangladesh au cours des dernières décennies (Nazneen, 2017, p.1).

4.1 Mobilisation des travailleurs·euses textiles

En premier lieu, il s'agira de rappeler qu'une part non négligeable d'hommes constitue également la main d'oeuvre de l'industrie de l'habillement bangladaise. Néanmoins, ces hommes disposent d'un ensemble d'avantages face à leurs homologues féminines. En effet, ils occupent plus facilement les postes de managers et disposent d'une position hiérarchique implicite supérieure à celle des femmes, de par les normes sociales établies. Par ailleurs, et comme nous le développerons par la suite, les femmes ont longtemps été exclues des canaux dits officiels de l'action collective. Aujourd'hui encore elles sont confrontées à davantage d'obstacles dans leur cheminement vers la reconnaissance et la promotion de leurs droits, tout comme elles peuvent davantage craindre la répression et les violences physiques, notamment au travers des violences sexuelles.

Si l'exploitation des travailleuses textiles a fait l'objet de nombreuses dénonciations de la part d'ONG, organisations syndicales, auteurs·rices, etc Il nous incombe également de visibiliser la manière dont ces dernières résistent à l'exploitation, en s'organisant et en luttant pour leurs droits.

Comme le soulignait Simeen Mahmud (2010), les freins à la mobilisation des travailleurs·euses de l'habillement sont autant culturels, qu'économiques et sociaux. Toujours selon S. Mahmud, la société et l'économie bangladaises sont marquées par des relations clientélistes et l'absence d'une « *culture de la responsabilité* », compliquant la mise en action.

Longtemps perçues comme « *une masse manipulée et docile* » (Hossain et al., 1988, cité par Dannecker, 2000), les travailleuses textiles n'en ont pas moins développé des formes de leadership diverses, à la fois formelles et informelles, alors même qu'un nombre important de facteurs viennent réduire leur panel de possibilités en terme d'action collective. En effet, avant les années 2000, les salaires étaient négociés individuellement, la communication et les interactions entre travailleuses étaient

fortement limitées tandis que l'action syndicale était généralement réfrénée puis réprimée. Cependant, à cette époque déjà, de fréquentes protestations collectives s'organisaient en réponse à des incidents, dès lors que les opératrices de machine dites « *senior* » en prenaient l'initiative¹⁵ (Dannecker, 2000).

L'imbrication de relations de travail informelles au sein de chaînes de production dites formelles est aujourd'hui intrinsèque à l'industrie de l'habillement. Tout en limitant la capacité d'organisation des travailleurs·euses, les pratiques induites par ces relations de travail (pas d'avantages sociaux, pas de jours de congé pré-établis, etc) enferment ces dernier·ères dans des conditions de travail loin d'être décentes. Parallèlement, nombre de ces dispositions ne sont que peu questionnées par les travailleurs·euses de bas de chaîne, alors qu'ils et elles peinent à obtenir des informations concrètes quant à leurs droits.

Fréquemment, les manifestations et grèves se doivent d'être organisées dans le secret du fait que les managers licencient facilement toute personne soupçonnée de « perturber » l'ordre établi (Mahmud, 2010). La participation à des manifestations ou à des grèves entraîne également des craintes face à la violence physique qui pourrait en découler ou encore au fait d'être poursuivi en justice. En ce sens, les mobilisations sont souvent perçues par les travailleurs·euses comme fort coûteuses, en comparaison des bénéfices qu'elles pourraient engendrer (Mahmud, 2010).

Pour comprendre les mobilisations des travailleurs·euses de l'habillement, il semble important de revenir dans un premier temps sur leurs conditions de travail ainsi que sur leurs évolutions, afin d'analyser sur quelles bases, par quels moyens et selon quels buts, les mobilisations se sont structurées au fil des années.

4.1.1 Conditions de travail

La législation du travail bangladaise protège principalement les travailleurs masculins qualifiés et semi-qualifiés, soit la classe ouvrière dite privilégiée, employée majoritairement dans le secteur public et, à bien moindre échelle, dans le secteur privé (Mahmud, 2010). Alors que la constitution bangladaise garantit que l'Etat « *émancipera les masses laborieuses... de toutes sortes d'exploitation* » (Mahmud, 2010), les dispositions existantes excluent la majorité des travailleurs·euses du pays (Mondal, 2002; Mahmud, 2010), tout en étant incapables de faire face aux besoins sexo-spécifiques de la part de main d'oeuvre féminine, de plus en plus importante. Ainsi,

¹⁵ Ce, reflétant à nouveau l'importance de la hiérarchie sociale en oeuvre dans la société bangladaise

seulement une infime partie des travailleurs·euses bénéficierait effectivement de la protection de l'Etat.

Selon une chercheuse comme Simeen Mahmud (2010), au-delà de n'avoir pu garantir la protection de ses travailleurs·euses, l'Etat les a parallèlement exposés à de nouvelles formes de vulnérabilités, avec en cause, son incapacité à réviser la législation en vigueur et à l'adapter aux transformations de société en cours. Toujours selon S. Mahmud (2010), les propriétaires d'usines n'hésitent pas à violer les droits du travail et à fournir de piètres conditions à leurs employé·es pour deux raisons : au-delà de la négligence de l'Etat et de la faiblesse des structures de contrôle, la société bangladaise ne s'est jamais imprégnée d'une réelle « *culture de la responsabilité* ».

De nombreux ateliers et usines de confection revêtent une apparence très informelle, du fait que les bâtiments ne sont généralement pas conçus pour accueillir de telles unités de production. En effet, il n'est pas rare que des bâtiments résidentiels ou ayant contenu des bureaux soient transformés en ateliers, sans considération des normes de sécurité et d'hygiène. Les salles de machines sont souvent exiguës et représentent un danger, autant pour les travailleurs·euses que pour les bâtiments eux-mêmes, comme le révéleront de nombreux accidents. Selon Kalpona Akter¹⁶ « *les infrastructures du Bangladesh n'étaient pas prêtes à accueillir une industrialisation aussi rapide. Un grand nombre d'usines ont été établies dans d'anciens bâtiments résidentiels et ont plus tard été agrandis sans plan approuvé. Les systèmes électriques étaient médiocres et le manque de sortie de secours ou de système anti-incendies courants* » (Rezwan, 2019).

Les ouvrières textiles vivent très souvent dans des conditions de surpeuplement; en effet, alors qu'elles proviennent majoritairement de régions rurales, nombre d'entre elles vivent dans les bidonvilles ayant été construits aux abords des zones industrielles. Elles n'ont, de fait, souvent pas accès aux installations sanitaires de base.

Selon notre deuxième intervenante :

« quand je travaillais dans une usine, j'ai vu à quel point il était difficile pour des ouvriers d'être licenciés, ils ne touchaient pas le bon salaire, ils n'obtenaient pas de congés, même en ce qui concerne les allocations de maternité. Il y a aussi beaucoup de stress mental sur les femmes » (communication personnelle, 2021)

¹⁶ Kalpona Akter est une ancienne travailleuse de l'industrie du prêt-à-porter, devenue à 15 ans la présidente de son syndicat, elle est par la suite devenue la fondatrice et directrice exécutive du Bangladesh Center for Workers' Solidarity, « *une organisation populaire qui milite pour l'amélioration des conditions de travail et des droits des travailleurs au Bangladesh* »

(<https://www.bcwsbd.org/>)

La revue des études en la matière (Kabir et al., 2019) révèle que les travailleuses textiles représentent une population à la santé particulièrement vulnérable : les usines et lieux de vie sont souvent insalubres et nombre de pratiques liées à leur emploi présentent des dangers en terme de santé. Une étude récente d'ActionAid International (2019, p.3;7) permet d'illustrer ces tendances alors que 90% des ouvrières du prêt-à-porter interrogées ont déclaré que leur travail impactait négativement leur santé. Ainsi, 79% des répondantes ont déclaré souffrir d'épuisement, 57% de maux de dos sévères, 46% de blessures aux mains et aux pieds, 43% de dépression et d'instabilité mentale, 36% de problèmes de vue et enfin, 23% de problèmes de santé liés à leur hygiène menstruelle. Toutes les répondantes, sans exception, ont déclaré que la sécurité de leur lieux de travail les préoccupait. Certaines femmes ont par ailleurs expliqué, au travers de leurs récits personnels, que les ouvrières qui se blessaient sur leur lieu de travail ne recevaient souvent aucun soutien; leurs congés maladie sont refusés et aucune allocation de la part des usines ne leur est versée. Plus encore, les femmes enceintes sont souvent contraintes de démissionner sous la pression de leur hiérarchie (ActionAid, 2019). Par ailleurs, et malgré la prédominance de femmes au sein de ce secteur, il n'existe pratiquement pas de crèches ni d'installations pour les mères allaitantes (Khanna, 2011, p.115). Ainsi, de nombreuses ouvrières se voient contraintes de laisser la garde de leurs nouveaux-nés à leur famille, dès les premiers mois de leur vie (Akter, cité par Joy, 2021). Pour les ouvrières qui avaient migré des campagnes vers les villes, le fait de confier leurs enfants à leur famille signifie de ne plus les voir régulièrement.

Les violences sexistes semblent endémiques dans l'industrie de la mode. Selon une étude réalisée par ActionAid International (2019, p.2), un peu plus de 80% des ouvrières du prêt-à-porter bangladaises interrogées ont déclaré avoir été victimes et/ou témoins d'abus au travail, soit de harcèlement sexuel, d'agression physique ou encore d'abus verbaux extrêmes. Les données collectées par ActionAid (2019, p.2-3) sont assez symptomatiques de la réticence et de la peur des femmes à parler des violences sexuelles, que ce soit par honte ou par peur des représailles. Alors que 81,5% des répondantes ont indiqué qu'elles étaient au courant d'abus et de harcèlement sur leur lieux de travail et que 24,5% aient déclaré que la plupart des femmes de leur usine avaient subi une forme de harcèlement ou d'abus sexuel au travail, « seulement » 12% des répondantes ont déclaré avoir été elles-mêmes harcelées sexuellement ou agressées. Il reste extrêmement difficile pour les femmes de parler de ces agressions : si elles en parlent à leur famille et/ou mari, elles craignent que ces derniers ne leur interdisent de retourner travailler et de fait, de perdre leurs revenus. Par ailleurs, certaines ouvrières ne réalisent même pas pleinement qu'elles subissent du harcèlement; elles sont nombreuses à intégrer certains degrés de violence à leur égard comme une normalité. Dans le cas où elles se décideraient à parler, elles craignent, au-delà des représailles, que les affaires soient rapidement classées; il n'est ainsi pas rare que les plaintes pour harcèlement ou

agressions soient re-qualifiées d'accidents et que les auteurs de ces actes soient relaxés (ActionAid, 2019, p.7-9). Finalement, il s'agit d'une « *double-peine* » pour les victimes de violences et d'harcèlement que de voir leurs agresseurs rester largement impunis (Hossain et Al., 2013, p.205).

Cette tendance peut être illustrée par le récit d'une de mes intervenantes, qui a subi du harcèlement sexuel et des violences physiques de la part de ses supérieurs. Après avoir quitté son premier poste à cause des avances de son manager, elle a très vite réalisé que le même schéma se répèterait pour elle dans chaque usine. Elle a alors répliqué en tentant de former un syndicat au sein de sa seconde usine pour protéger les autres femmes, mais dès lors que son manager a eu vent de la nouvelle, elle a été forcée de signer une lettre de démission. Elle précise que dès lors qu'un propriétaire s'en prend à un travailleur, il s'assurera que ce dernier ne puisse plus jamais trouver de travail. Selon elle, ce sont environ 70% des ouvrières des ateliers de confection qui subiraient harcèlement et/ou agression(s) sur leur lieu de travail. Selon elle, « *la chose la plus importante est de créer un environnement de travail décent pour les femmes sur leur lieu de travail, un environnement de travail sans harcèlement sexuel* » (communication personnelle, 2021).

Dans la course vers le moindre coût, le secteur industriel de l'habillement bangladais fait état de nombreuses victimes. Si l'effondrement du Rana Plaza reste l'incident le plus marquant, par le nombre de victimes qu'il a engendré et également aux yeux de la communauté internationale, il est loin d'être isolé : des incendies et effondrement, ont, par de nombreuses fois, coûté la vie à des centaines de personnes. Parmi les plus marquants, l'on peut citer :

- Le 6 juin 2005, l'incendie du Shaan Knitting and Processing de Narayanganj avait provoqué la mort de 22 ouvriers·ères, dont des enfants, laissé 50 blessés·es et 27 portés·es disparus·es. Alors que l'incendie avait probablement été causé par un court-circuit électrique, le personnel du bâtiment de quatre étages n'avait disposé que d'une porte pour tenter d'en sortir (Daily Star, 2005).
- Dans la nuit du 11 avril 2005, le bâtiment à neuf étages de l'usine Spectrum de Savar s'effondrait en tuant 73 ouvriers·ères et en laissant des centaines d'autres blessés·es. Beaucoup plus d'ouvriers·ères se seraient trouvés·es dans le bâtiment si celui-ci ne s'était pas effondré durant la nuit. Les propriétaires du bâtiment avaient obtenu un permis de bâtir pour quatre étages seulement, soit deux fois moins que ce que le bâtiment comptabilisait réellement (Ahasan, 2018). C'est l'explosion d'une chaudière au rez-de-chaussée qui avait provoqué son effondrement.

- En 2010, 21 et 26 travailleurs·euses sont respectivement décédés·es suite aux incendies de Garib and Garib Garments et d'Hameem Group's sportwear factory (Prothom Alo, 2021a).
- Le 24 novembre 2012, plus de 120 personnes ont péri dans les flammes au cours d'un incendie ayant ravagé Tazreen Fashion, une usine de confection dans la zone industrielle d'Ashulia. Plus d'une cent-cinquantaine d'autres avaient également été blessés. Le bâtiment ne disposait alors d'aucune sortie de secours et nombre des ouvriers·ères qui se situaient aux deuxième, troisième et quatrième étages avaient sauté dans le vide (IndustriALL, 2012a; 2012b). Des ouvriers rescapés de l'incendie ont déclaré que leurs responsables leur avaient interdit de quitter leur postes invoquant un exercice d'incendie.
- Le 24 avril 2013, le Rana Plaza, un immeuble de huit étages dans lequel se trouvaient divers ateliers de confection fournissant des marques telles que Mango, Primark, Benetton et C&A, s'est effondré. De larges fissures avaient déjà alerté les travailleurs·euses au moins la veille de l'accident, qui en avaient alors fait part aux propriétaires des lieux. Alors qu'une banque et des boutiques qui se trouvaient au rez-de-chaussé ont fait quitter les lieux à leurs personnels, les propriétaires des ateliers ont, quant à eux, décidé de passer outre (IndustriALL, 2013a). Le Rana Plaza avait été construit sur un terrain marécageux et avait initialement obtenu un permis de construire pour être un immeuble d'habitations de quatre étages. En faisant ajouter quatre autres étages, destinés qui plus est à habiter des machineries lourdes, émettant des vibrations importantes, le propriétaire du bâtiment avaient indéniablement négligé la sécurité des 4000 personnes qui travaillaient en son sein (IndustriALL, 2013d). Roy Ramesh, alors secrétaire général du Conseil d'IndustriALL Bangladesh, avait déclaré « *[qu'] aucun mot ne peut décrire l'horreur de cette action criminelle des fabricants, des marques, des associations d'employeurs BGMEA et BKMEA, et des autorités chargées du contrôle, pour leur avidité pour le profit, au prix de précieuses vies humaines, de blessures et de malheur pour des milliers de gens* » (IndustriALL, 2013c), il qualifiera ainsi l'effondrement du Rana Plaza de véritable « *homicide industriel* » (IndustriALL, 2013e). Aujourd'hui encore, la journée du 24 avril revêt d'une importance tristement particulière pour les travailleurs·euses de l'habillement ainsi que le monde syndicaliste et militant; les personnes avec lesquelles nous avons pu discuter ont d'ailleurs qualifié cet évènement de véritable « *meurtre* ».

Par ailleurs, l'effondrement du Rana Plaza a révélé l'inefficacité des audits suivant les exigences réglementaires alors en vigueur. En effet, les marques qui se

fournissaient auprès des unités de production du Rana Plaza avaient bel et bien effectué les audits alors nécessaires (Srivastava, 2021).

Si ces événements ont marqué les esprits, de par leur gravité et leur nombre de victimes, ils sont loins d'être isolés. Pour l'année 2020 uniquement, ce ne sont pas moins de 383 incendies industriels qui ont été comptabilisés dans le pays, dont 273 se sont produits dans des usines de vêtements¹⁷ (Prothom Alo, 2021b). Par ailleurs, la plupart des accidents « de petite envergure » ne sont probablement pas répertoriés (Khanna, 2011, p.115), notamment du fait que les compensations restent extrêmement difficiles à obtenir.

Selon Sharon Burrow Secrétaire Générale de la CSI, « *il n'est pas surprenant que les droits des travailleurs et travailleuses soient encore réprimés avec tant de propriétaires de fabrique qui siègent au Parlement* » (IndustriALL, 2013e). L'importante proximité entre les classes entrepreneuriales et politiques représente un obstacle de plus à la mobilisation des travailleurs·euses, il reste en effet difficile pour ces dernières de s'opposer à leurs supérieurs et patrons, de peur de représailles et face à la notoriété de ces derniers.

L'élection de Faruque Hassan comme Président de la BGMEA en avril 2021 permet d'illustrer les jeux de pouvoir en oeuvre. Lors de sa campagne électorale, Faruque Hassan avait reçu le soutien du Ministre du Commerce et du maire de Dhaka North City Corporation (Karmokar, 2021). Après son élection, une de ses premières déclarations a été de plaider en faveur de la création d'un ministère distinct¹⁸ pour le secteur de l'habillement, afin de lui donner une "*attention particulière*" et de "*relancer les recettes d'exportations*" (Uddin, 2021). Faruque Hassan est par ailleurs le directeur général du groupe Giant.

Le propriétaire du Rana Plaza, Sohel Rana, était, quant à lui, membre de l'Awami League (AFP, 2013).

¹⁷ Ce, alors même que pour Faruque Hassan, nouveau Président de la BGMEA, « *le secteur du prêt-à-porter bangladais est précurseur en matière de sécurité dans les usines. Au cours des huit dernières années depuis l'incident [du Rana Plaza], beaucoup de changements ont opéré. Aujourd'hui, 100 % de nos usines sont contrôlées pour la sécurité des bâtiments, des incendies et de l'électricité (...)* Le Bangladesh est probablement devenu le pays producteur de prêt-à-porter le plus sûr et le plus transparent »

Henkel R. (2021, 3 June). Bangladesh: "Our garment industry is one of the safest in the world today ». *FashionUnited*. En ligne : <https://fashionunited.com/news/business/bangladesh-our-garment-industry-is-one-of-the-safest-in-the-world-today/2021060340271>

¹⁸ La création d'un ministère spécifique au secteur du prêt-à-porter pourrait entraîner une marginalisation des travailleurs·euses concerné·es au travers de la mise en place de législations spécifiques

Un secteur qui, malgré les discours, continue d'employer les enfants

Selon nos représentations, le travail des enfants est largement répandu au Bangladesh; l'incidence du travail des enfants y figurerait ainsi parmi les plus élevés d'Asie du Sud (Khan & Lyon, 2015, cité par Quatre & Watkins, 2016, p.26). Néanmoins, il s'agira dans un premier temps de replacer les définitions du travail des enfants dans le contexte bangladais, selon ses propres législations et moeurs. Le *Bangladesh Bureau of Statistic* discerne ainsi diverses formes de travail des enfants, en opposant notamment le travail dit « *dangereux* » du travail « *non-dangereux* » (hazardous).

La terminologie anglaise distingue le « *child work* » du « *child labour* », au sens où le « *child labour* » renverrait davantage à des formes de travail nuisant à la qualité de vie et au développement de l'enfant. Ainsi, la Convention Internationale Relative aux droits de l'Enfant (1989) précise que tout travail effectué par des enfants de moins de 18 ans ne relève pas nécessairement du « *child labour* ». En effet, l'ONU reconnaît dans son Article 32 « *le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social* », à cet effet, les Etats se doivent de « *fixer un/des âge(s) minimum(s) d'admission à l'emploi* » et de « *fixer une réglementation appropriée des horaires de travail et des conditions d'emploi* ». Ainsi des travaux légers peuvent être effectués par les enfants, ce, pour autant que leur éducation et santé n'en pâtissent pas. Ainsi, selon l'OIT, le travail « *s'il n'empêche pas les enfants de se développer (...) peut faire partie intégrante de l'enfance en milieu rural* » (ILO, 2007).

La législation bangladaise, et plus particulièrement le *Labour Act* de 2006, définissent l'âge minimum d'entrée dans le travail à 14 ans, âge représentant le passage de l'enfance à l'adolescence. A partir de 12 ans cependant, les enfants sont autorisés à effectuer des travaux dits « *légers* », pour autant qu'ils ne dépassent pas 42 heures de travail par semaine et que cela n'affecte ni leur santé ni leur éducation. Si la notion de « *travail léger* » n'est pas clairement définie, sont automatiquement écartés : le travail de nuit, le travail sur les chemins de fer, le travail dans les ports et le travail en usine. La limite de 42 heures par semaine est par ailleurs applicable jusque 17 ans et son non-respect entraîne la qualification de « *travail dangereux* » (hazardous labour), en plus des 38 formes de travail dangereuses identifiées par le gouvernement (Quattri & Watkins, 2016, p.25).

Le Bangladesh se caractérise et se différencie des autres pays à faible revenu par son niveau élevé de travail des enfants au sein du secteur manufacturier. Les amendes pour

violations des droits de l'enfant sont insuffisantes pour être dissuasives et les contrôles des établissements ne sont pas assez fréquents, en particulier dès lors que ces derniers ne sont pas enregistrés (Quattri & Watkins, 2016, p.27). Comme évoqué précédemment, alors que sous certaines conditions, le travail des enfants dans les zones rurales peut être appréhendé comme faisant partie intégrante du développement de ces derniers, son incidence se poursuit dans les zones urbaines, notamment au sein de la mégapole de Dacca, surtout chez les populations les plus précaires.

Dans leur étude « *Child labour and education – a survey of slum settlements in Dhaka* », Quattri & Watkins (2016, p.27-28) estiment à 15% le nombre d'enfants des bidonvilles âgés de 6 à 14 ans, travaillant dans des conditions impliquant la qualification de « *child labour* » voire de « *hazardous work* ». Avec des entrées dans le travail dès 10 ans pour les garçons et 11 ans pour les filles, ce sont 50% des enfants âgés de 14 ans qui travailleraient au moins à temps plein. En effet, l'étude révèle que la plupart des enfants des bidonvilles travaillant dépassent le seuil des 42 heures induit par la législation nationale, avec une moyenne de 64 heures par semaine. Ainsi, seulement 15,5% des enfants interrogés ont déclaré travailler moins de 42 heures par semaine.

Si les formes de travail des enfants des bidonvilles semblent variées, cette même étude (2016, p.45-48) révèle des niveaux élevés d'emploi au sein du secteur de l'habillement : les usines et ateliers de confection représenteraient ainsi les premiers employeurs des jeunes filles, à hauteur de respectivement 62,4% et 4,6% au sein des secteurs formels et informels (contre 13,3% et 5,6% chez les garçons). Malgré qu'une majeure partie des enfants soient employés dans le secteur de l'habillement dit formel, ils travaillent pour la plupart sans contrats, rappelant à nouveau l'imbrication de relations de travail informelles au sein d'unités de production dites formelles. Pour les auteurs de l'étude, l'importance du rôle des usines de confection dans l'emploi des enfants apparaît comme un résultat surprenant, du fait que « *ce secteur soit largement supposé plus réglementé que les autres* ».

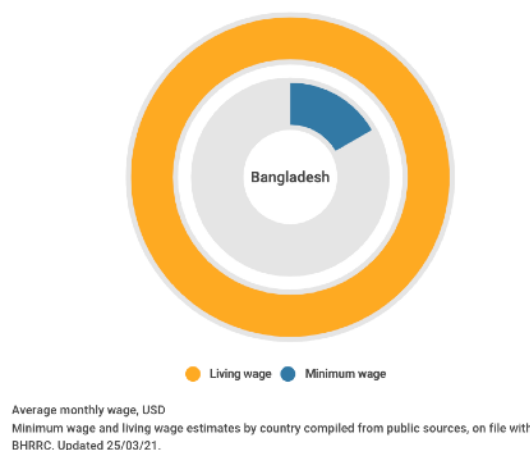
Alors que les travailleurs·euses font face à des conditions de travail largement inacceptables, leurs mobilisations concernent davantage les questions de salaires et beaucoup moins la remise en question des conditions de travail. Le paiement effectif du salaire continue, en effet, de représenter une de leur principale préoccupation (Mahmud, 2010). Les mobilisations importantes dénonçant les conditions de travail opèrent, quant à elles, davantage en réponse à des événements marquants, comme nous le développerons par la suite.

4.1.2 Salaires et temps de travail

Selon le classement du *NYU STERN Centre for Center for Business and Human Rights*, la main d'œuvre bangladaise figure parmi les moins chères au monde en ce qui concerne l'industrie textile¹⁹ (Gaudiaut, 2019). Dans les années 1990, les salaires des travailleurs·euses textiles étaient compris entre 400 à 1 500 takas par mois. A l'époque, le salaire vital était estimé à 1 700 takas par mois et par personne, pour un habitant des bidonvilles (Crabbé, De Schutter et Al., 1998, p.16). Le salaire minimum a été augmenté à 1 662 Taka en 2006, puis à 3 000 en 2010. En 2013, il a été augmenté à hauteur de 70%, soit 5 300 Taka (environ 62,5US\$) - après l'effondrement du Rana Plaza - puis à hauteur de 53% en 2018, soit 8 000 Taka (environ 94,3US\$) (Awaj Foundation, s.d.) et n'a plus été augmenté depuis.

Malgré de nombreuses avancées, répondant aux mobilisations des travailleurs·euses et organisations syndicales, le salaire minimum (95US\$/mois) des travailleuses textiles bangladeses reste bien en deçà des estimations du salaire décent (569US\$/mois) [voir figure 3] (BHRRC, 2021, p.12). En effet, le salaire minimum bangladais au sein de la filière de l'habillement reste six fois inférieur au salaire qui couvrirait de façon effective les besoins du travailleur et de son ménage.

Figure 3 - Salaire minimum des ouvrières de l'habillement au Bangladesh par rapport au salaire décent



Reproduit à partir de «*Wage theft and pandemic profits : The right to a living wage for garment workers*», par Business & Human Rights Resource Centre. (last updated 25 March 2021). <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/briefings/wage-theft-and-pandemic-profits-the-right-to-a-living-wage-for-garment-workers/>

¹⁹ Au sein de l'industrie du prêt-à-porter, la main d'œuvre bangladaise était la moins chère au monde jusqu'à ce que l'Éthiopie « instaure le salaire minimum le plus faible de tous les pays producteurs de vêtements [soit 26US\$] dans l'optique d'attirer les investisseurs étrangers » (Gaudiaut, 2019). A titre de comparaison, l'Annexe 10 reprend l'ensemble des salaires minimaux mensuels des principaux pays producteurs de vêtements.

Néanmoins, il est nécessaire de garder en tête que, selon l'analyse de la répartition par tranches salariales [Voir Annexe 11], plus de 90% de la population bangladaise salariée vit avec des revenus se situant en-deçà du salaire vital précédemment cité... Ainsi, au Bangladesh, le salaire mensuel moyen des hommes atteindrait 19 898 Taka tandis que celui des femmes, 16 587 (Paylab, s.d.). En ce sens, le salaire prévu pour les ouvriers·ères de l'habillement est plus de deux fois inférieur au salaire moyen. Cependant, il équivaut à celui des aides ménagères, des serveurs, des vendeurs ou encore des agents de sécurité (Paylab, s.d.).

Il est important de rappeler que les taux présentés ci-dessus, spécifiquement dans le secteur manufacturier, ne renvoient pas à une durée de travail semblable à celle que nous connaissons dans les pays occidentaux. Si le Bangladesh a ratifié la Convention C001 sur la durée du travail (industriel), qui limite « *la durée normale du travail à une journée de huit heures et à une semaine de 48 heures* » (OIT, 2014a, p.21), le Labour Act de 2006 prévoit que le travailleur adulte peut travailler jusqu'à 60 heures par semaine, à condition qu'il soit rémunéré conformément aux dispositions relatives aux heures supplémentaires. Par ailleurs, « *s'il est convaincu que cela est dans l'intérêt public ou dans l'intérêt du développement économique, le gouvernement peut ordonner que la limitation des heures hebdomadaires soit assouplie ou exonérée en ce qui concerne certaines industries, selon des modalités spécifiques et pour une période maximale de six mois* » (cité par ILO, 2011).

Les horaires des travailleurs·euses du prêt-à-porter ne sont, dans les faits, que très peu encadrés par ces normes. Selon nos intervenantes, les horaires moyens se situent davantage entre 8 et 10 heures par jour, mais peuvent atteindre jusque 12 à 13h, notamment dans les unités de production informelles. Selon notre deuxième intervenante, il n'est pas rare que les travailleurs·euses de l'habillement ne dorment que 4 à 5 heures par nuit (communications personnelles, 2021).

Alors que le *Labour Act* de 2006 prévoit une période d'un jour à un jour et demi de repos par semaine, ce, dépendant du secteur concerné (cité par ILO, 2011), nombre de travailleurs·euses de l'habillement ne sont pas autorisés·es à en disposer. De même, alors que le *Labour Act* de 2006 prévoit un jour de congé annuel payé pour 18 jours de travail prestés, notamment en ce qui concerne le secteur industriel (cité par ILO, 2011), ces dispositions n'existent que sur le papier.

Les heures supplémentaires prestées par les ouvriers·ères de l'habillement restent par ailleurs fréquemment impayées. Selon le *Labour Act* de 2006, les heures supplémentaires doivent être payées à 200% du salaire de base, mais alors que les contrats de travail sont largement inexistant, les travailleurs·euses ne sont pas en

mesure de connaître les conditions contractuelles concernant le nombre d'heures à prester, le régime des heures supplémentaires, etc

Les retenues sur salaires sont extrêmement fréquentes et opèrent selon des règles qui ne figurent aucunement sur les contrats de travail, pour peu que ces derniers existent. La pression induite par le non-paiement des salaires et/ou des heures supplémentaires permet ainsi aux propriétaires d'usines et managers de faire fluctuer les règles selon leur bon vouloir.

Pour KM Mintu, alors que de nombreux rapports, notamment produits par la BGMEA, attirent l'attention sur le fait que le salaire des ouvriers·ères de l'habillement aient été par plusieurs fois augmentés au cours des dernières années, le Bangladesh a parallèlement connu une inflation importante (avec une moyenne de 6% au cours des dernières années [voir Annexe 12]), notamment au niveau des aliments essentiels; le prix du riz a, par exemple, doublé en quelques années. Les travailleuses souffrent toujours de malnutrition et ne sont pas en mesure d'économiser pour le futur (KM Mintu, communication personnelle, 2021). Finalement, la hausse des salaires des travailleurs·euses textiles, si elle répond à la mobilisation d'acteurs locaux et internationaux, correspond davantage à une réévaluation répondant à la hausse des prix, qu'à une réelle amélioration substantielle.

4.2 Organisation Syndicale & Répression

Le Bangladesh possède une histoire syndicale importante et le mouvement syndical apparaissait comme un acteur de poids dans les années 1960. A l'époque, et au-delà du combat pour les droits des travailleurs, le mouvement s'inscrivait dans les revendications d'autonomie provinciale et plus tard, d'Indépendance (Khanna, 2001, p.111).

Après l'Indépendance, le mouvement syndical s'est peu à peu affaibli de par sa division en différentes fédérations, chacune s'étant liée à un parti politique différent (Khanna, 2001, p.111). Cette politisation des syndicats a conduit à une « *cooptation continue des syndicalistes qualifiés au sein des partis politiques et du gouvernement et, de fait, à une conséquente méfiance des membres envers leurs leaders syndicaux* » (Khanna, 2001, p.111).

C'est à partir des années 1980 que le gouvernement a déclaré son hostilité envers l'organisation syndicale, notamment avec l'imposition d'une loi martiale gelant les droits des syndicaux en 1982 et la qualification d'organisation illégale du *Sramik Karmachari Oikkya Parishad* (SKOP), soit le premier front uni de grandes fédérations syndicales du pays depuis l'Indépendance (Khanna, 2001, p.112).

Le Bangladesh a ratifié, dès 1972, la Convention n°87 de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical ainsi que la Convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective. Néanmoins, le *Bangladesh' Labour Act* (BLA)²⁰, qui régit le droit du travail, fait état de nombreuses dispositions non conformes aux Conventions de l'OIT précitées, notamment au travers des violences exercées à l'encontre des syndicalistes et travailleurs, des ingérences dans les activités et élections syndicales ou encore des restrictions excessives du droit de grève (ITUC, 2019).

Au Bangladesh, les syndicats sont fondés sur l'unité d'entreprise. Jusque récemment, un syndicat pouvait tenter de s'enregistrer dès lors que 30% des travailleurs·euses de l'unité d'entreprise souhaitaient en devenir membre. En 2018, un amendement du *Bangladesh' Labour Act* a réduit ce nombre à 20% (ITUC, 2019, p.3)²¹. Si cette réduction peut être assimilée à un progrès en terme de liberté d'association, le seuil des 20% continue de constituer un obstacle à l'organisation des travailleurs, notamment pour ceux qui travaillent au sein de grandes entreprises (CEACR, 2021).

A l'aube des années 2000, très peu de syndicats représentaient les travailleurs·euses des usines d'habillement. En effet, les travailleurs·euses de l'habillement ont longtemps constitué une main d'oeuvre peu organisée et peu représentée par les fédérations syndicales. Comme le soulignait Simeen Mahmud (2010), « *le problème de la pauvreté des travailleurs [de l'habillement] ne renvoie pas simplement à un manque de ressources matérielles, mais également un manque de voix, d'organisation* ». Dans de nombreux ateliers de confection, prendre part ou émettre le souhait de créer un syndicat et de rejoindre une fédération peut très rapidement amener au licenciement²². Ce faisant, il reste très complexe pour les travailleurs·euses de former des syndicats. Face à cette problématique, de nombreuses fédérations organisent des « *comités locaux* » au cours desquels les travailleurs·euses d'usines différentes peuvent venir poser leurs questions et améliorer leurs connaissances quant à leurs droits. Au-delà de la difficulté que représente la création d'une nouvelle unité syndicale, il reste souvent difficile pour les travailleurs·euses de maintenir la communication avec les fédérations; les patrons d'usines et managers empêchant fréquemment les représentants des fédérations d'entrer en contact avec leurs ouvriers·ères (Mahmud, 2010).

²⁰ Le *Bangladesh's Labour Act* peut être consulté en ligne sur le site de l'OIT : <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/76402/110637/F-1265526237/BGD76402%20Eng.pdf>

²¹ Ce nouvel amendement continue néanmoins de violer les termes de la Convention n°87 de l'OIT (ITUC, 2019, p.3)

²² Avant l'effondrement du Rana Plaza, l'enregistrement d'une nouvelle unité syndicale obligeait la personne qui en étant à l'initiative de se déclarer comme telle à l'employeur (Elahi & Al., 2019)

Les revendications syndicales restent, quant à elles, les mêmes depuis de nombreuses années; à savoir : l'accès des ouvriers·ères à un salaire et des conditions de travail décentes, le paiement dans les temps des salaires, primes et indemnités, le paiement effectif des heures supplémentaires, des lieux et des conditions de travail sû·es, le droit à des congés hebdomadaires, le droit à des indemnités en cas d'accident du travail ou de maladie, le droit à un congé annuel légal, la fin de la répression et des violences à leur égard, etc Selon notre deuxième intervenante, « *les femmes, elles, veulent un lieu de travail sûr, ne pas subir d'harcèlement sexuel, avoir un salaire et des horaires de travail appropriés* » (communication personnelle, 2021). La question du dédommagement des victimes d'accidents et de leurs familles est depuis de nombreuses années au coeur des revendications syndicalistes. Autant dans les cas des accidents de usines Spectrum, Tazreen ou du Rana Plaza, il a fallu plusieurs années avant que les victimes et familles des victimes obtiennent des indemnités, tant en ce qui concerne les frais funéraires, que les soins médicaux ou encore les pertes de revenus des ménages des travailleurs·euses décédés·es, ce, pour autant qu'elles en aient perçues. A titre d'exemple, 6 mois après l'effondrement du Rana Plaza, « *une seule des marques concernées [avait] fourni l'une ou l'autre forme d'indemnisation aux victimes de la catastrophe* » (IndustriALL, 2013h). Aujourd'hui encore, de nombreuses victimes n'ont jamais pu obtenir justice, comme le révèle l'analyse des mobilisations ouvrières actuelles. Ainsi, alors que les marques n'hésitent pas à démontrer une totale indifférence quant aux souffrances des travailleurs·euses, le droit aux indemnités continue de représenter un élément important des luttes syndicales.

Le nombre de syndicats enregistrés dans le secteur du prêt-à-porter a considérablement augmenté au cours des dernières années, passant de 80 en 2007 (Hossain et Al., 2013, p.206), à 132 en 2012, pour atteindre 945 en Août 2020 (Munni, 2020). Néanmoins, un nombre important d'entre eux - notamment parmi ceux ayant été créés suite à l'effondrement du Rana Plaza - ne serait pas fonctionnel et n'existerait finalement que sur le papier. Leur augmentation en nombre ne serait en ce sens qu'une réponse à la pression internationale ayant découlé de la catastrophe du Rana Plaza. Par ailleurs et selon Babul Akhter, Secrétaire Général du Bangladesh *Garment Industrial Workers' Federation*, une infime partie des syndicats enregistrés est effectivement en mesure de négocier avec les directions d'usines (Munni, 2020).

Au Bangladesh, « *les travailleurs ne peuvent exercer leurs droits fondamentaux au travail sans crainte de représailles et de répression brutale* » (ITUC, 2020a, p.24). Selon les recherches et analyses menées par l'ITUC (2020a), le pays figure d'ailleurs

parmi les dix pays au monde²³ offrant l'une des protections en droit du travail les moins efficaces. Les travailleurs·euses, les membres des syndicats et dirigeants syndicaux sont quotidiennement soumis à des violences extrêmes, aux intimidations ainsi qu'aux discriminations antisyndicales, que ce soit de la part des employeurs ou du gouvernement.

Entre 2010 et 2019, sur 1104 demandes d'enregistrement syndical au ministère du Travail, 46% ont été rejetées. Sur les 575 syndicats ayant obtenu l'enregistrement, « 62 semblent avoir été démantelés ou sont inactifs en raison des représailles anti-syndicales tandis que 81 des usines affiliées ont fermé » (ITUC, 2020a, p.43). Il reste ainsi très complexe pour les travailleurs·euses de former et d'enregistrer des syndicats, ce, alors même que « le droit à la reconnaissance officielle par l'enregistrement légal représente un élément essentiel du droit syndical » (ITUC, 2020a, p.42). Selon l'ITUC (2020a, p.49), le Département de la Sécurité Nationale bangladais applique une surveillance accrue sur les syndicalistes du secteur de l'habillement, notamment grâce à la création d'une section spéciale, dont le rôle est d'investiguer les fédérations de travailleurs·euses. Des syndicalistes ont ainsi rapporté que des informations sur leur participation syndicale étaient utilisées comme moyen de pression à leur encontre ou encore à l'encontre de leurs familles.

Cette répression importante des organisations syndicales, additionnée à un degré de corruption important, empêchent le respect effectif des législations sociales et des règlements de sécurité existants (Chevallier, 2013), ce, alors même que ces derniers sont insuffisants. Les leaders syndicaux sont souvent accusés d'alimenter les soulèvements de travailleurs et de nombreuses arrestations illégitimes sont dénoncées couramment par les ONG de protection des droits de l'homme. KM Mintu, mon premier intervenant et *Organizing Secretary* du *Bangladesh Garment Workers Trade Union Center* (ITUC) a été poursuivi en justice et privé de liberté durant neuf jours, avec d'autres syndicalistes, du fait que des travailleurs du prêt-à-porter affiliés à l'ITUC avaient attaqué des fonctionnaires de la BGMEA plus tôt dans l'année (communication personnelle, 2021).

Une enquête réalisée par l'ABA Center for Human Rights (2021) auprès de leaders syndicalistes rapporte de systématiques arrestations sans mandat, interdictions d'accès

²³ Il ne s'agit néanmoins pas ici de pointer du doigt le Bangladesh en tant que tel. Partout à travers le monde, les droits syndicaux continuent d'être réfrénés que ce soit avec violence ou de manière plus insidieuse : les leaders syndicaux continuent d'être poursuivis et arrêtés, les grèves et manifestations sont trop souvent réprimées brutalement par la violence armée, les intimidations à l'encontre des syndicalistes s'exercent tour à tour par les gouvernements et employeurs, etc.. A l'échelle mondiale, environ 80% des pays (sur 144 analysés) violent les droits à la négociation collective (ITUC, 2020a, p.6) tandis que le droit de grève subit une incrimination de plus en plus importante. Dans de nombreux pays européens, les grèves et mouvements sociaux continuent d'être freinés par les autorités et impliquent également des arrestations arbitraires ainsi qu'une hausse des répressions violentes.

aux services juridiques, menaces de tortures et de mort durant la détention et violations du droit des personnes arrêtées à un procès équitable. Les grévistes font eux aussi l'objet d'arrestations illégitimes. En effet, les travailleurs·euses s'engageant dans des grèves qualifiées d' « *illégal*es »²⁴ encourrent des peines pénales. Bien que la durée d'incarcération ait été réduite de un an à six mois par un amendement du BLA en 2018, ces législations continuent de violer les termes de la Convention n°87 de l'OIT (ITUC, 2019, p.3).

Finalement, le harcèlement des leaders syndicaux et les licenciements de travailleurs·euses connexes²⁵ font partie intégrante des stratégies déployées par les employeurs pour empêcher leur main d'oeuvre de s'organiser, tout comme les arrestations massives, abusives, débouchant parfois sur des violences physiques permettent aux pouvoirs en place de réfréner le développement syndical.

Les dernières observations réalisées par la Commission d'Experts pour l'Application des Conventions et Recommandations de l'OIT (2021) renvoient aux conclusions suivante : en ce qui concerne les libertés publiques, la commission a déclaré être « *profondément préoccupée par la persistance de la violence et de l'intimidation dont souffrent les travailleurs* ». Ce, notamment en ce qui concerne « *les allégations de répression violente par la police des manifestations de travailleurs et des grèves* », « *les mesures de représailles antisyndicales prises en permanence contre les travailleurs du secteur de l'habillement, notamment l'inscription sur une liste noire de centaines de travailleurs* » ainsi que « *la pression et la surveillance accrues exercées par l'État sur les fédérations de l'habillement via une unité créée au sein du ministère de la Sécurité nationale, qui ont entraîné l'inscription sur une liste noire d'au moins 175 dirigeants et membres syndicaux actifs dont 26 d'entre eux font l'objet de poursuites pénales et civiles* ».

Avant la pandémie, les tribunaux du travail bangladais faisaient déjà état de trois ans de retard dans le traitement des plaintes relatives aux violations du droit du travail; plus de 18 000 affaires attendaient alors un jugement. Par ailleurs, les enregistrements de plaintes pénales pour violence et/ou intimidation à l'encontre des propriétaires d'usines

²⁴ Au Bangladesh, la loi reconnaît aux travailleurs·euses le droit de grève, ce, uniquement dès lors de « *situations de crise aiguë* »

²⁵ A titre d'exemple, IndustriALL dénonçait en 2019 le licenciement massif et abusif d'environ 700 ouvriers·ères par SF Denim Apparels, après qu'au moins la moitié d'entre eux aient décidé de former un syndicat

IndustriALL. (2019). Bangladesh : 701 travailleurs et travailleuses de la confection licenciés après l'Aïd. En ligne : <http://www.industriall-union.org/fr/bangladesh-701-travailleurs-et-travailleuses-de-la-confection-licencies-apres-laid>

et de la police du travail sont presque systématiquement refusés. Les syndicats ne sont, quant eux, pas en mesure d'accéder directement aux tribunaux et sont tenus de déposer leurs plaintes au Ministère du Travail. Il est estimé que moins de 10% des affaires sont effectivement traitées (ITUC, 2020a, p.40).

Les travailleurs·euses de l'habillement se sont longtemps perçus comme « *des travailleurs devant se débrouiller par eux-mêmes* » (Mahmud, 2010), reflétant notamment le manque de confiance à l'égard des syndicats. De nombreux·ses travailleurs·euses se montrent réticents à l'idée de rejoindre les syndicats, pour diverses raisons. Dans un premier temps, et alors qu'ils travaillent fréquemment durant de long shift et qu'ils ne bénéficient pas toujours de jours de congé hebdomadaires, les travailleurs·euses manquent de temps pour penser à rejoindre ou former des unités syndicales (Mahmud, 2010). Par ailleurs, et comme évoqué précédemment, le manque de représentativité au sein des syndicats peut également jouer un rôle clé dans la mesure des coûts et bénéfices. Pour de nombreux·euses travailleurs·euses, les fédérations sont uniquement en mesure d'offrir un soutien dès lors qu'une crise ou que de larges mobilisations opèrent, tandis qu'elles n'arrivent néanmoins pas à les aider dans leur requêtes davantage quotidiennes (Mahmud, 2010). D'autre part, l'importante politisation des fédérations syndicales évoquée précédemment oblige les membres à s'affilier à des lignes politiques particulières (Mahmud, 2010) tandis que la proximité de certains leaders syndicalistes avec des dirigeants politiques contribue à la méfiance des travailleurs·euses à leur égard.

La politisation des syndicats apparaît par ailleurs particulièrement problématique dès lors que l'on rend compte du fait qu'une importante partie des parlementaires du pays soit en réalité des propriétaires d'usines de prêt-à-porter (Khanna, 2011, p.212). En effet, depuis 2018, 61% des parlementaires en fonction sont parallèlement des hommes d'affaires (Prothom Alo, 2019). Dès lors, il paraît évident que les marges de manoeuvre des syndicats sont considérablement réduites.

Ainsi, selon KM Mintu;

« Les travailleurs ont perdu confiance à l'encontre des dirigeants syndicaux en raison de la corruption, des irrégularités, de la loyauté envers les employeurs, de la prise de pourcentage des salaires des travailleurs, de leur proximité avec les propriétaires et la police. C'est à cause de cela que le mouvement syndical ne se développe pas dans les usines. De nombreuses organisations de travailleurs s'opposent fortement aux propriétaires dans leurs discours, mais leurs organisations fonctionnent avec l'argent des propriétaires. De nombreuses organisations critiquent fortement les ONG mais dirigent leurs organisations avec l'argent des ONG et voyagent régulièrement à

l'étranger. Les travailleurs ont perdu la confiance en leurs dirigeants syndicaux à cause de ce genre de double jeu » (communication personnelle, 2021).

R.A Cloward et F.F. Piven (1977) dénonçaient déjà que la professionnalisation des leaders structurant les mobilisations dites « *populaires* » - initiées par des « *pauvres* » - amenaient fréquemment ces derniers à faire des compromis afin d'assurer leur position. Ainsi, « *en quête de ressources pour maintenir leurs organisations, les leaders privilégient progressivement les concessions avec les élites en place, d'autant que celles-ci, sous la menace des mouvements sociaux, sont enclines à choisir des interlocuteurs et à céder sur certains points mineurs. La réussite de l'organisation signe en quelque sorte l'échec plus général du mouvement* » (Guillaume & Audollent, 2015, p.13).

Néanmoins, et comme le développait B. Badie (1994), si la corruption des bureaucraties des pays en voie de développement est fréquemment pointée du doigt, il n'en reste pas moins indispensable de questionner les mécanismes ayant contribué à l'établissement de ces pratiques, à savoir les pressions constantes sur ces pays à se doter « *d'une élite nouvelle, d'un corps de fonctionnaires, de professionnels de la politique et de toute une bureaucratie* », calqués sur le modèle occidental.

Finalement, la politisation accrue des fédérations conduit également à une manque d'unité entre elles (Khanna, 2011, p.211), en limitant de manière considérable leur capacité à négocier collectivement.

Le cas des zones franches d'exportation

Le Bangladesh' Labour Act ne s'applique pas au sein des différentes Zones Franches d'Exportations (ZFE) du pays, ce, au profit de l'*EPZ Workers Welfare Association and Industrial Relations Act* (EWWAIRA). Selon la législation en vigueur dans ces zones, les travailleurs-euses ne disposent pas du droit de former des syndicats²⁶ et les inspections du travail par des organes externes ne sont pas autorisés en leur sein (ITUC, 2019, p.4).

²⁶ Si les travailleurs-euses des ZFE ne disposent pas du droit de former des syndicats, ils disposent par la législation en vigueur du droit de former des *Workers Welfare Associations* (WWA). Ces unités d'organisation ne disposent néanmoins pas des mêmes droits que les syndicats : elles ne peuvent pas déposer de plaintes, il leur est interdit de travailler avec des ONG ou les fédérations existants à l'extérieur des ZFE, etc (ITUC, 2019, p.4). En ce sens, les WWA ne permettent finalement que très peu voire aucune possibilité de négociation collective concrète.

Plus de 500 000 ouvriers et ouvrières de l'industrie de l'habillement travailleraient au sein de ZFE, zones au sein desquelles ils ne sont autorisés ni à rejoindre, ni à former des syndicats. Alors que ces travailleurs·euses ne disposent que de peu de pouvoir de négociation, des normes similaires projettent de s'appliquer au sein des Zones Economiques Spéciales²⁷ (ZES) en développement et ce faisant, d'interdire à des milliers d'autres travailleurs·euses leur droit à s'organiser et défendre leurs intérêts (ITUC, 2020a).

4.2.1 Femmes, fédérations & syndicats

Si des syndicats puissants semblent nécessaires pour établir et garantir la sécurité des travailleurs·euses, les enjeux de représentativité au sein de ces derniers représentent une question primordiale. Comme évoqué précédemment, la structure sociale de la société bangladaise, notamment ségrégatrice dans les sphères publique et du travail, a longtemps empêché les femmes d'accéder aux positions syndicales, et encore davantage à celles de leadeuses syndicales. Pourtant, l'enjeu de la représentativité de ces dernières est particulièrement notable dans les problématiques liées au harcèlement sexuel.

A l'aube des années 2000, presque aucune femme ne participait activement ou endossait un rôle de leader au sein des syndicats et fédérations formelles. La participation des femmes n'y était, en effet, ni institutionnalisée, ni soutenue (Dannecker, 2000).

Si les dirigeants des syndicats et fédérations imputaient cette non-représentativité des femmes à leur provenance du milieu rural et leur manque d'éducation, il est davantage pertinent de questionner cette tendance sous l'angle des rapports de genre et de pouvoir. Les femmes qui se décidaient à rejoindre les réunions syndicales n'y voyaient pas de réelle pertinence, ne s'identifiaient aucunement aux organisateurs en présence et ne voyaient finalement pas d'intérêt commun entre elles et les hommes qui étaient censés les représenter. Par ailleurs, les ouvrières dénonçaient également le fait qu'elles étaient traitées par les représentants selon le même schéma, patriarcal et autoritaire, que celui induit par leurs superviseurs dans les usines (Dannecker, 2000). Enfin, le fait pour une femme de négocier ou de s'opposer à un homme peut être considéré comme socialement indécent dans certaines sphères de la société (Hossain et Al., 2013, p.208).

²⁷ Les ZES ou Zones Economiques Spéciales sont « *des zones franches, fonctionnant comme des enclaves économiques et fiscales* » favorisant les investissements et les implantations d'entreprises étrangères.

Géoconfluences. (2015). Zones économiques spéciales (ZES ou SEZ). *Glossaire*. En ligne : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/sez-ou-zones-economiques-speciales>

Les ZFE se distinguent des ZES du fait que leur production est exclusivement destinée à l'exportation.

Malgré ces diverses barrières, les ouvrières du prêt-à-porter ont peu à peu commencé à investir les syndicats, face au constat que « *[ces derniers] et les fédérations défendent généralement les intérêts masculins* » (Dannecker, 2000, p.34). Le Bangladesh Independent Garment-Workers' Union (BIGWU) a notamment été fondé en 1994 par quatre ouvrières de l'habillement ayant eu des expériences négatives au sein autres fédérations syndicales. Initialement, le BIGWU était une union informelle et représentait donc pour les ouvrières une alternative leur permettant de « *résister collectivement à l'exploitation* » (Dannecker, 2000, p.35), n en dehors des canaux formels dans lesquels elles ne se retrouvaient pas. Au-delà des prérogatives des syndicats formels, l'organisation s'est engagée à soutenir les ouvrières dans leurs besoins quotidiens, en organisant des programmes d'alphabétisation mais aussi des moments culturels, en installant des cliniques, etc Elle est ainsi devenue un réel lieu d'échange et de solidarité.

L'action collective des femmes au sein des syndicats leur a permis de s'autonomiser. Ces dernières ont ainsi intégré que « *des groupes de personnes peuvent avoir plus de pouvoirs que des individus seuls et qu'[elles] peuvent initier le changement* » (Dannecker, 2000, p.37). Il est également intéressant de constater que cette autonomisation a dépassé le cadre du travail : dans le cadre de ses terrains en 1995, la sociologue Petra Dannecker a constaté que les femmes qui avaient pris des positions de leaders au sein des organisations syndicales avaient parfois remis en question leur propre position dans la sphère privée et décidé de créer des unités résidentielles réservées aux femmes, ce qui apparaissait comme « *un mode de vie inédit à l'époque* » (Dannecker, 2000, p.38). Aujourd'hui encore, pour les femmes avec qui nous avons eu l'occasion de discuter, l'implication syndicale a des conséquences importantes, tant au niveau de la sphère du travail que de la sphère privée. Les deux femmes interrogées nous ont ainsi expliqué qu'elles avaient été licenciées et/ou contraintes de quitter leur emploi après être devenues syndicalistes. Par ailleurs et si les questions autour de la matrimonialité restent des sujets qui semblent difficiles à aborder²⁸, une de nos intervenantes nous a expliqué que son mari était « parti » et qu'elle ne l'avait pas vu depuis plus d'un an (bien qu'ils soient toujours mariés). En effet, dès lors que cette dernière a développé l'idée de créer un syndicat au sein de son usine, son mari l'a prévenu qu'elle perdrait son travail et qu'elle « *ne ramènerait plus d'argent* ». De par nos discussions, nous supposons également que ses positions et revendications sur les droits des femmes ont pu être des sources de tensions au sein de son couple, néanmoins, le divorce ne semble pas représenter une solution envisageable pour elle aujourd'hui.

²⁸ Au cours des enquêtes, il a parfois été difficile de discerner si les intervenants ne souhaitent pas aborder en profondeur certains sujets ou si la barrière de la langue rendait plus complexe la discussion desdits sujets.

Selon notre deuxième intervenante (communication personnelle, 2021), « *Il est difficile [pour les femmes de rejoindre les syndicats] dans notre pays car les hommes font des injustices. Les femmes hésitent à rejoindre les syndicats car elles ont peur de perdre leur emploi et leur famille. La société n'aime pas voir les femmes former des syndicats* ». Cependant, « *aujourd'hui, nous formons les travailleuses en tant que dirigeantes syndicales. Dans les syndicats qui se forment maintenant plus qu'avant, nous sommes formés par la moitié des travailleuses. Le président de [mon] organisation est une femme. Je suis moi-même une femme donc nous encourageons les femmes d'aller de l'avant.* »

La Convention n°190 de l'OIT, adoptée le 21 juin 2019, est le premier traité international visant à lutter contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Il vise ainsi particulièrement la protection des salariés confrontés aux discriminations et aux inégalités, « *en particulier les femmes, mais aussi les travailleurs racisés, autochtones, migrants, LGBTQI+ et handicapés* » (ITUC, 2021). Si le gouvernement bangladais a voté en faveur de l'adoption de la Convention C190, il ne l'a, à ce jour, néanmoins pas encore ratifié. Dans une tribune publiée par le Daily Star (2021a), différentes parties prenantes développent en quoi la ratification et le respect des termes de la C190 apparaissent nécessaires au Bangladesh. Selon Humaira Aziz²⁹, les « *normes sociales jouent un rôle important dans la violence à l'égard des femmes; ces normes ne peuvent être modifiées que par des lois qui découragent ces pratiques néfastes (...) afin d'encourager la jeune génération de femmes à participer à la sphère économique, il est crucial de créer un environnement de travail sûr et guidé par un protocole* ». Pour Aya Matsuura³⁰, « *il est essentiel de définir et d'interdire la violence et le harcèlement dans les lois et réglementations du monde du travail. La C190 parle également de l'importance d'adopter une approche inclusive, intégrée et sensible au genre dans les efforts visant à fournir une protection à tous (...) et à lutter contre les inégalités persistantes entre les sexes* ». En effet, une étude réalisée par l'ILO (2020b) pointe du doigt les lacunes importantes de l'actuel cadre juridique bangladais, tant dans la définition, que la criminalisation, de ce qui relève des violences sexistes, sexuelles et du harcèlement.

Finalement, malgré les nombreuses difficultés auxquelles les organisations syndicales font face - qu'elles soient internes ou externes - ces dernières apparaissent comme l'un des seuls acteurs capable d'offrir un support légal et des conseils aux travailleuses, en cas de licenciements illégaux, de conflits avec les managers, de non-paiement des

²⁹ Humaira Aziz est la Directrice du programme *Women and Girl's Empowerment* de CARE Bangladesh

³⁰ Aya Matsuura est une Spécialiste du Genre, membre de la Decent Work Team (DWT) de l'OIT à New Delhi

heures prestées, etc.. Dans certains cas, notamment en période de crise, ce sont également elles qui appuient matériellement voire financièrement les travailleurs·euses.

4.2.2 Temps forts des mobilisations des travailleurs·euses de l'habillement, résultats & répression

Chaque semaine probablement, des travailleurs·euses protestent pour leurs droits partout à travers le Bangladesh. Néanmoins, seules les plus intenses de ces luttes et mobilisations parviennent à être visibilisées. Au fil du temps, la fréquence de ces mobilisations dites visibles s'est accélérée, tout comme la violence qui les accompagne (Mahmud, 2010). La connaissance des travailleurs·euses quant à leurs droits ne cesse de s'améliorer et ils sont de plus en plus nombreux·euses à intégrer l'idée que la mobilisation collective leur permettra d'obtenir de meilleures conditions de travail et une meilleure défense face à leurs supérieurs, de se protéger des pratiques inéquitables et illégales et surtout de tenir leurs employeurs responsables.

Dans le cadre de cette recherche, nous nous limiterons à l'analyse des temps forts ayant marqué le cours du XXI^e siècle.

L'année 2006 a été marquée par une explosion du nombre de grèves et de manifestations. L'origine de ces mobilisations prend source dans l'arrestation de différents ouvriers de l'usine *FS Sweater Factory* le 20 mai, après que ces derniers aient entamé des négociations avec les propriétaires et les forces de l'ordre, suite à une grève au sein de leur usine. Alors que la direction leur avait assuré que leurs revendications seraient traitées, l'arrestation des ouvriers à l'origine de la grève a entraîné un soulèvement violent du restant des travailleurs·euses (Rahman, 2006). Le 26 mai, des manifestations violentes ont éclaté près de Dhaka, à Savar dans la zone de traitement des exportations et se sont ensuite étendues à la capitale, plus de 300 usines ont été attaquées dont certaines incendiées. Les travailleurs ont continué à manifester jusqu'à ce que le gouvernement et les fédérations de propriétaires acceptent de former un conseil en vue d'augmenter le salaire minimum (Rahman, 2006). Les femmes ont été particulièrement impliquées dans ces soulèvements (Khanna, 2011, p.120). Alors que le gouvernement avait plaidé à la fin mai 2006 en faveur d'un salaire minimal de 3 000 Taka, nombre des propriétaires d'usines ont refusé d'élever leurs paiements. En juin 2006, les ouvriers·ères se sont alors à nouveau révoltés et des grèves ont éclaté dans 4 000 usines et ateliers de confection. 16 usines furent brûlées et une centaine d'autres saccagées, dans ce que certains ont pu qualifier de « *soulèvement quasi-révolutionnaire* » (Khanna, 2011, p.120). Bien que ces manifestations aient conduit à une révision du *Bangladesh Labour Act*, le salaire minimal ne fut augmenté qu'à 1 662 Taka / mois, soit bien en-deçà des 3 000 attendus. Parallèlement et face à l'ampleur des

mobilisations au cours de l'année 2006, un état d'urgence fut déclaré dès 2007, interdisant toutes formes d'organisations des travailleurs (Khanna, 2011, p.121).

En novembre 2012, l'incendie de l'usine de confection *Tazreen Fashion*, qui avait provoqué la mort d'au moins 120 ouvriers·ères, a également entraîné la mobilisation massive des ouvriers·ères textiles et de leur entourage. Deux jours après l'incendie, ces derniers·ères ont commencé à bloquer les usines de la zone d'Ashulia et se sont rapidement heurté·es aux forces de l'ordre. Face à l'ampleur des mobilisations, le gouvernement avait alors décrété une fermeture du secteur de l'habillement pour une durée de 24 heures, annoncé une Journée Nationale de Deuil le 27 novembre 2012 et promis que les usines qui ne disposaient d'aucune ou d'une seule sortie de secours seraient fermées jusqu'à ce qu'elles puissent assurer ce point de sécurité (IndustriALL, 2012b). Face à cette incident, de nombreux syndicats et organisations internationales ont soutenu les revendications des travailleurs·euses bangladais·es et des organismes locaux, en exigeant que des mesures nationales soient prises. En janvier 2013, une déclaration tripartite sur la Sécurité contre l'Incendie au Bangladesh³¹ était adoptée par le gouvernement, les syndicats et les organisations d'employeurs, en même temps qu'un plan d'action national.

Suite à l'effondrement de Rana Plaza, en avril 2013, environ vingt mille travailleurs·euses ont bloqué les principaux axes routiers de la zone industrielle concernée, tout en s'attaquant à plusieurs usines qui ne respectaient pas la Journée Nationale de Deuil annoncée, ainsi qu'à un bâtiment de la BGMEA (IndustriALL, 2013b). Parallèlement, des manifestations ont également été organisées dans le centre de Dacca, revendiquant « *l'arrestation immédiate des propriétaires de l'immeuble, des fabricants et des autorités chargées du contrôle et de l'inspection* » (IndustriALL, 2013c). Une des premières mesures annoncées par le gouvernement fut l'augmentation du salaire minimum légal.

Au niveau international, des organismes tels que IndustriALL Global Union, Clean Clothes Campaign et Workers' Rights Consortium ainsi que différents distributeurs se sont réunis avec l'OIT afin d'établir un accord sur l'incendie et la sécurité pour les usines de confection du Bangladesh, soit le *Bangladesh Accord on Fire and Building Safety*³². En juin 2013, une délégation conjointe d'IndustriALL, d'UNI Global Union et

³¹ La déclaration tripartite sur la Sécurité contre l'Incendie au Bangladesh peut être consultée en ligne à l'adresse suivante : http://www.industrialall-union.org/sites/default/files/uploads/documents/tripartite_fire_safety_statement.pdf

³² Bangladesh Accord on Fire and Building Safety (<https://bangladeshaccord.org/>)
L'Accord lui-même peut être consulté en ligne à l'adresse suivante : <https://bangladesh.wpengine.com/wp-content/uploads/2018/08/2013-Accord.pdf>

de la CSI s'est rendue à Dacca afin d'impulser des réformes de la législation du travail - notamment « *sur les questions des droits syndicaux, du travail décent, de la hausse des salaires minimum* » - ainsi que la mise en œuvre de l'Accord « *historique* » sur les mesures de sécurité ayant trait aux incendie et aux bâtiments (IndustriALL, 2013d). Malheureusement, la réponse gouvernementale, au travers de sa proposition de réforme de la législation du travail, n'a pas été à la hauteur des attentes des syndicats nationaux et internationaux. Cette réforme continuait, en effet, de faire défaut à la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail, notamment en ce qui concerne les droits de syndicalisation et de négociation collective (IndustriALL, 2013d).

Environ quatre mois après l'effondrement du Rana Plaza, le *Bangladesh Accord on Fire and Building Safety* était ratifié par 70 distributeurs et grandes marques à travers le monde³³. L'Accord, contraignant pour une durée de cinq ans, visait à établir des mécanismes d'inspections transparents dans l'ensemble des ateliers de confection des marques signataires, tout en assurant la mise à niveau de la sécurité selon des modalités pré-établies ainsi qu'en accordant un rôle central aux organes représentants les travailleurs·euses (IndustriALL, 2013g). Parallèlement à cet Accord, une alliance internationale pour la sécurité des travailleurs au Bangladesh s'est développée en juillet 2013. L'*Alliance for Bangladesh Worker Safety* représentait également un engagement juridiquement contraignant de cinq ans, regroupant différentes marques et parties prenantes, dans le but d'améliorer la sécurité au sein des usines bangladaises de prêt-à-porter. L'effondrement du Rana Plaza a en ce sens joué un rôle clé dans la lutte des travailleurs·euses de l'habillement, du fait de l'importante visibilité médiatique qui lui a été portée.

Comme le prévoyaient ses termes, l'*Alliance for Bangladesh Worker Safety* a expiré le 31 décembre 2018. Si le *Bangladesh Accord on Fire and Building Safety* devait, quant à lui, expirer en mai 2018 et alors qu'il avait été ratifié à son terme par plus de 220 entreprises, 190 d'entre elles ont accepté de prolonger l'Accord au moyen du *2018 Transition Accord*. Ce, notamment du fait que seulement 174 des 1 679 usines de confection couvertes par l'Accord ont été jugées conformes aux termes prévus par ce dernier (Bangladesh Accord Secretariat, 2018, p.2). La reconduction de l'Accord n'a néanmoins pas été portée par l'ensemble des parties prenantes. Le gouvernement bangladais avait, quant à lui, émis le souhait de sortir de l'Accord, afin de transférer ses compétences de surveillance à la *Remediation Co-Ordination Cell*, un organisme de contrôle d'Etat, créé en 2017. Selon le Ministre du Commerce Tofail Ahmed, « *le Bangladesh n'a plus besoin de ces organisations (...) il est maintenant en mesure*

³³ La liste des 70 signataires du Bangladesh Accord on Fire and Building Safety peut être consultée en ligne à l'adresse suivante : <http://www.industriall-union.org/fr/mise-en-oeuvre-de-laccord-sur-la-securite-au-bangladesh-nouvelles-avancees>

d'assurer la sécurité des travailleurs-euses (...) aucune accident ne s'est encore produit depuis celui du Rana Plaza (...) les usines sont désormais sûres et conviviales » (Dhaka Tribune, 2018b). Par ailleurs, les propriétaires d'usines étaient nombreux à souhaiter la cessation de l'Accord, en raison des « pressions excessives » exercées sur eux (Mirdah, 2018a). L'entreprise Smart Jeans a lancé une pétition à l'encontre de la reconduction de l'Accord tout en déposant une requête auprès de la Cour Suprême bangladaise (Mirdah, 2018a). Si la Cour Suprême avait initialement statué en faveur du plaignant (Mirdah, 2018a), les représentants de l'Accord ont fait appel et la reconduction a finalement été validée, notamment sous la pression d'acteurs internationaux. Selon Kalpona Akter,

« la transparence générale que l'Accord a créée a été immense (...) Le gouvernement ne dispose pas encore des moyens et de l'expertise nécessaires pour soutenir les changements que l'Accord a enendré. Le gouvernement et les fabricants disent que le RCC (Remediation Co-Ordination Cell) est prêt à reprendre tout le travail. Mais ce n'est pas vrai. (...) Le gouvernement et les associations de fabricants sont contre l'Accord depuis le début. Ceci s'explique peut-être par le fait qu'ils n'ont pas été inclus dans les prises de décision générales et qu'ils ne fassent pas partie du comité de direction. Il y a également des rumeurs selon lesquelles l'Accord a été imposé aux fabricants par des puissances étrangères ou encore que l'Accord est un programme colonialiste. (...) la cessation de l'Accord signifierait un retour à une industrie dangereuse » (dans Rezwan, 2019)

Alors que le *2018 Transition Accord* avait vocation à expirer en mai 2021, la question de sa dissolution fait aujourd'hui à nouveau débat. De nombreux acteurs nationaux et internationaux tels que des fédérations, des syndicats et des ONG plaident pour une reconduction des termes de l'Accord, grâce auquel plus de 145 000 violations de sécurité ont été détectées (Bangladesh Accord Secretariat, 2021p.15), dont 93% sont désormais résolues³⁴ (Bangladesh Accord Secretariat, 2021, p.2). La cessation de l'Accord pourrait conduire à ce que « *les travailleurs-euses soient laissés à la merci de programmes volontaires, sans application légale. L'efficacité de l'Accord peut être en grande partie attribué à l'inclusion des syndicats, qui peuvent responsabiliser les marques et détaillants. Néanmoins, la pandémie a exacerbé les difficultés financières des travailleurs-euses et il reste encore un immense travail à faire* » (Srivastava, 2021).

Néanmoins, la portée des deux Accords pré-cités peut être questionnée, au vu du nombre d'unités de production qu'ils couvraient. A la suite de l'effondrement du Rana Plaza, le BGMEA a déclaré que quelques 1200 unités de production, de petites et moyenne taille ont fermé leurs portes face à leur incapacité à « *répondre aux exigences*

³⁴ Néanmoins, seulement 326 des 1653 usines couvertes par l'Accord ont finalisé leur processus de sécurisation et sont jugées conformes aux termes de l'Accord (Bangladesh Accord Secretariat, 2021, p.2)

strictes de conformité des acheteurs ». Dans la continuité, les registres du BGMEA indique l'enregistrement de 5 876 usines actives pour l'année 2012-2013, contre 4 222 l'année suivante (Mirdah, 2018b). Au vu des recherches réalisées par le NYU Stern, qui, pour rappel, révélait l'existence d'un large ensemble d'unités de production échappant jusqu'alors aux radars, la fermeture effective desdites unités de production pose question. Ne sont-elles finalement pas simplement devenues des unités de sous-traitance informelles, afin d'échapper aux exigences de conformité?

En 2016, lors de grèves et manifestations massives, travailleurs·euses de l'industrie du prêt-à-porter se sont attaqués à des propriétés publiques tandis que les opérations de plus de 55 usines ont dû être temporairement arrêtées. Plus de 1 000 travailleurs·euses ont été poursuivis·es pour instigation, intrusion et vandalisme (Elahi et Al., 2019), 34 leaders syndicaux ont été arrêtés, tandis que plus de 1 500 travailleurs·euses ont été suspendu·es, licencié·es ou contraint·es à la démission (Safi, 2016).

Plus récemment, en décembre 2018 et janvier 2019, environ 50 000 travailleurs·euses de l'habillement se sont mobilisés au cours de grèves d'envergure, ayant duré plus d'une semaine, en revendiquant de meilleurs salaires face à la déception du nouveau salaire minimal alors annoncé par le gouvernement. Selon l'ITUC (2020a), environ 750 de ces manifestants avaient été licenciés dans l'immédiat, tandis qu'une cinquantaine avait été grièvement blessé aux suites d'interventions policières. En février 2019, 11 600 manifestants supplémentaires avaient perdu leur emploi et des plaintes avaient par ailleurs été déposées à l'encontre de 3 000 travailleurs·euses « inconnu·es »³⁵.

L'analyse des mobilisations des vingt dernières années tend à démontrer l'importance des articulations entre mobilisations locales / nationales et pression internationale. Ainsi, en comparant les tragédies du Spectrum et du Rana Plaza, nous pouvons constater que les réponses au lendemain de l'effondrement du Spectrum ont été pratiquement inexistantes face à celles engendrées par l'effondrement du Rana Plaza. Selon Sheepa Hafiza³⁶, « *l'avènement des réseaux sociaux a joué un rôle crucial dans la prise de conscience ayant découlé de l'effondrement du Rana Plaza (...) en 2005, les médias sociaux étaient presque inexistantes au Bangladesh et c'est peut être la raison pour laquelle la catastrophe du Spectrum n'a, à l'époque, pas déclenché de réponse internationale forte* » (dans Ahasan, 2018). Cependant, alors que les syndicats internationaux se sont alliés avec les grandes marques dans l'optique de la signature de

³⁵ Au Bangladesh, une pratique courante consiste à engager des plaintes pénales à l'encontre d'un grand nombre de personnes « inconnues », ce qui permet à la police de menacer toute personne arrêtée desdites charges retenues (ITUC, 2020a, p.24)

³⁶ Sheepa Hafiza est une militante et activiste luttant pour les droits humains et du travail. Elle est la directrice exécutive d'Ain O Salish Kendra, une ONG de défense des droits civiques et d'aide juridique au Bangladesh

l'Accord, il importe de ne pas uniquement pointer du doigt les propriétaires et patrons bangladais qui subissent finalement, eux aussi, une pression importante de la part des acheteurs sur les coûts de production.

Ainsi, la responsabilité des entreprises qui se fournissent auprès desdits fournisseurs et qui effectuent sans cesse une pression sur les coûts est moins questionnée. Comme le déclarait un propriétaire d'usine (Mirdah, 2018b) « *[les propriétaires d'usine] doivent supporter l'entièreté des coûts tandis que les marques signataires continuent de négocier les prix à la baisse, comme si les propriétaires étaient les seuls responsables de l'amélioration des conditions de travail. Les acheteurs ne dépenseraient pas un seul centime à cet effet* ». IndustriALL déclarait, à la suite de l'effondrement du Rana Plaza, que « *l'un [de leurs] principaux défis consiste à convaincre les propriétaires bangladais des fabriques de vêtements que l'époque où l'on méprisait la vie humaine est terminée* » (IndustriALL, 2013f). Cela, comme si les grandes marques découvraient avec effarement les conditions dans lesquelles sont employé·es leurs ouvriers·ères de bas de chaîne de production à chaque nouvel accident.

Néanmoins, comment espérer des usines et ateliers de confections qu'ils soient des lieux sécurisés face à une pression constante des marques sur les coûts de production? Comment espérer que les travailleurs·euses obtiennent des conditions de travail décentes alors qu'ils et elles sont payés bien en deçà de ce qui leur permettrait de vivre dignement?

Finalement et alors que comme évoqué précédemment, il existe une importante proximité entre les classes patronales et politiques, les mobilisations des ouvriers·ères de l'habillement peuvent être entendues comme une véritable insurrection. Car au-delà de se soulever contre leurs employeurs, ces ouvriers·ères s'attaquent *de facto* au pouvoir politique en place.

Alors que les conditions des travailleurs·euses ont connu des améliorations notoires au cours des dernières décennies, le poids de la mobilisation de ces derniers·ères dans ces transformations peut néanmoins être questionné. La chercheuse Simeen Mahmud (2010) attirait l'attention sur le fait qu'on ne peut clairement appréhender le poids des mobilisations locales face à la pression de l'imposition de codes de conduite par les acheteurs. Par ailleurs, il n'est pas rare que les travailleurs·euses n'aient pas l'impression d'avoir obtenu des avancées substantielles. En effet, les promesses faites par les managers et propriétaires d'usines afin de calmer les mobilisations locales ne sont parfois respectées que pendant un certain temps.

V. La crise du covid-19 comme moteur d'accélération des inégalités mondiales & locales

Les répercussions socio-économiques induites par la pandémie du Covid-19 sont considérables. Dès fin mars 2020, la plupart des gouvernements occidentaux avaient annoncé des plans de relance de grande échelle et la mise en place de nombreux prêts pour soutenir leurs industries nationales. Alors que les pays occidentaux ont insufflé des billions de dollars sur leur marché afin de sauver les entreprises de la faillite, tout en protégeant - du moins partiellement - leurs travailleurs·euses, de nombreux autres Etats à travers le monde ne sont pas en mesure d'adopter ce type de politiques, du moins dans cette envergure.

5.1 Impacts socio-économiques à l'échelle mondiale

Au-delà d'impliquer une crise sanitaire sans précédent dans le monde contemporain, la pandémie du covid-19 a également entraîné une crise socio-économique dont nous ne pouvons encore mesurer l'ampleur finale. En effet, au-delà de la menace que la pandémie représente en terme de santé publique, notamment dans les pays ne disposant pas d'infrastructures hospitalières et de systèmes de soins de santé développés, les bouleversements d'ordre socio-économique qu'elle implique risquent d'affecter le bien être des millions de personnes sur le long terme.

La Banque Mondiale estimait, au début de la pandémie, que cette dernière devrait conduire à la plus importante récession depuis des décennies, avec une prévision initiale de contraction de 5,2% de l'activité mondiale pour l'année 2020. Elle affirme aujourd'hui que la pandémie du covid-19 a provoqué une récession mondiale « *sans précédent* », les marchés émergents et économies en développement ayant enregistré « *leurs pires performances depuis au moins 1960* » (World Bank, 2021a, p.2).

La pandémie du covid-19 a très rapidement provoqué un choc économique majeur et bousculé le marché du travail, en impactant autant l'offre que la demande, de fait, la majeure partie des entreprises sont - et seront - confrontées à des défis importants (ILO, 2020a, p.2). Suite aux restrictions de déplacement, aux fermetures des frontières ainsi qu'aux mesures de quarantaine, nombre de travailleurs·euses ne sont plus en mesure de rejoindre leur lieu de travail, mais les répercussions sur les revenus diffèrent d'une population à l'autre.

Dès mars 2020, les perspectives en terme de quantité et de qualité d'emploi se dégradèrent rapidement à l'échelle globale (ILO, 2020a, p.2). Les premières estimations renvoyaient ainsi à une augmentation significative du chômage et du sous-emploi, avec

des estimations d'une augmentation du chômage mondial oscillant entre 5,3 millions et 24,7 millions, en fonction du scénario retenu (ILO, 2020a, p.3). Par ailleurs, il était déjà annoncé que la situation des travailleurs·euses étant actuellement proches ou en dessous du seuil de pauvreté, risquait de décliner considérablement. Dès avril 2020, les pertes d'emplois étaient estimées à environ 200 millions, impactant davantage les travailleurs·euses peu qualifiés·es (ILO, 2020b).

Alors qu'usuellement, en temps de crise, le cadre informel permet de maintenir pour de nombreux individus un certain revenu - l'emploi informel ayant d'ailleurs tendance à augmenter durant ces périodes - les limitations de circulation en vigueur sont venues contrer cette tendance (ILO, 2020a, p.4).

Selon la Banque Mondiale (2020b), la lutte contre la pauvreté enregistre aujourd'hui sa pire régression en 25 ans. Les crises économiques impactent plus fortement certaines populations et ont tendance à aggraver les inégalités. Parmi les segments de la population que la crise risque le plus d'impacter, on retrouve ainsi les travailleurs·euses informel·les, qui n'ont pas accès aux mécanismes de protection sociale conventionnels ainsi que les femmes, qui sont surreprésentées au sein des secteurs les plus touchés et en première ligne, qui ont également moins accès à la protection sociale et qui sont davantage sollicitées dans l'économie du care (ILO, 2020a, p.6).

L'accroissement des inégalités, tant au niveau mondial que national, risque de se faire ressentir au long terme, d'autant plus dès lors que la reprise mondiale risque d'être fortement inégale à son tour. Selon une étude réalisée par D. Furceri et Al. (2020), les pays touchés par des pandémies au cours du XXI^e siècle connaissent généralement une augmentation constante des inégalités de revenus endéans les cinq années suivantes³⁷.

5.2 Incidence du Covid-19 au Bangladesh & Gestion globale de la crise

Au Bangladesh, les premiers cas confirmés de covid-19 ont été signalés le 8 mars 2020. Le 23 mars, le gouvernement bangladais déclarait l'Etat d'urgence et instaurait le « *general holiday* », suspendant les services de transport, fermant la majorité des établissements publics et privés à l'exception des services dits « essentiels ». Une interdiction de voyager que ce soit par voies navigables, trains ou vols intérieurs, a également été instaurée. S'allégeant peu à peu durant les dernières semaines, les mesures ont finalement pris fin le 30 mai 2020.

³⁷ Ce, alors que les précédentes pandémies ayant eu cours au XXI^e siècle n'ont jamais entraîné de répercussions économiques aussi importante que celles du covid à l'échelle mondiale.

C'est à Dacca que l'incidence du Covid-19 a été la plus importante, ou du moins la plus visible. En date du 9 mai 2021, 70.9% des cas rapportés sur l'ensemble du territoire se concentraient dans la division de Dacca, dont 61% à Dacca City (WHO, 2021, p.4). Dacca est la mégapole ayant la plus importante densité de population au monde, avec plus de 45 000 habitants par km² (Quattri & Watkins, 2016). Cette importante densité permettrait d'expliquer la propagation plus accrue du virus au sein de la capitale³⁸ mais permet également de comprendre en quoi les périodes de lockdowns furent particulièrement complexes pour les populations y vivant, encore davantage au sein des bidonvilles.

La pandémie a autant perturbé l'activité économique intérieure du pays que les demandes extérieures pour ses principaux pôles d'exportation au cours de l'exercice 2020 (World Bank, 2021, p.2) En réaction au choc économique causé par la pandémie, le gouvernement bangladais a entrepris de rationaliser les dépenses publiques en post-posant de nombreux projets d'infrastructures, tout en limitant les importations (CPD, 2020a; Khatun, 2020). Selon la Banque Mondiale (2021a), le gouvernement a réagi de manière proactive en annonçant un programme de relance d'un montant de 14,6 milliards de dollars (en date d'avril 2021).

Le gouvernement bangladais a décidé de fermer les écoles et établissements d'enseignement à travers le pays dès le 17 mars 2020. La fermeture a été prolongée plusieurs fois et l'est encore actuellement de manière indéfinie (dernière actualisation en juin 2021). Alors que les universités organisent des cours en ligne, le gouvernement s'est engagé à diffuser les cours à la télévision pour les élèves de primaires et de secondaires.

Le Bangladesh a lancé sa campagne nationale de vaccination pour les personnes de plus de 40 ans, le dimanche 7 février 2021, avec le vaccin AstraZeneca, COVISHIELD. Alors que le pays souhaite parvenir à vacciner 80% de sa population, dont 6 millions de personnes durant le premier mois de la campagne, les taux d'inscription étaient encore très insuffisants au lancement de cette dernière, avec environ 328,000 inscriptions (Paul, 2021b). Alors qu'une grande partie de la population semblait initialement sceptique quant à la vaccination, de nombreux hôpitaux de la capitale ont déclaré être complets dès la fin de la première semaine de la campagne (Khatun, 2021).

L'inoculation des deuxièmes doses a commencé dès le 8 avril 2021. En date du 9 mai 2021, 5 819 900 personnes avaient reçu leur 1ère dose et 3 496 196 leur seconde. Les données ventilées par sexe révèlent une inégale répartition de l'accès à la vaccination : ce sont ainsi respectivement 62% et 64% d'hommes qui ont bénéficié des premières et

³⁸ Il importe néanmoins de considérer ces chiffres avec précaution alors que l'accès aux centres de dépistage est nettement facilité pour les habitants des zones urbaines, en comparaison des zones rurales.

deuxièmes doses contre 38% et 36% de femmes (WHO, 2021, p.8). En date du 12 juillet 2021 (dernière actualisation), 10 108 224 doses avaient été administrées pour 4 284 312 habitants complètement vaccinés, ce équivalent à seulement 2,63% de la population totale du pays (John Hopkins Coronavirus Resource Center, s.d.).

Peu après le début de la campagne de vaccination, le Bangladesh a été frappé par une deuxième vague et a connu une flambée de cas et de décès de covid-19, depuis fin mars / début avril 2021.

Environ un an après le premier lockdown, le gouvernement a annoncé que le pays entier entrerait à nouveau en confinement à partir du lundi 5 avril, en interdisant tout les modes de transport public, la fermeture des commerces et des services non-urgents, un couvre-feu de 18h00 à 6h00, et.. Pour une durée initiale de 7 jours³⁹. Le gouvernement a néanmoins annoncé maintenir les industries, notamment de l'habillement, ouvertes.

Ces nouvelles restrictions ont été très négativement accueillies par la population et très rapidement, des manifestations demandant la révocation des décisions gouvernementales ont connu des montées de violence. Dès le premier jour de ce nouveau confinement, les nouvelles restrictions ont été largement ignorées dans la capitale et à travers le pays. Ces dernières, qui sont arrivées de manière « imprévue », semblaient en effet être « irréalistes » pour beaucoup (Akhter, 2021b).

L'arrêt des transports en commun a eu pour effet de concentrer les bangladais dans les rues malgré que des barrages aient parfois été installés sur les principaux axes routiers, les ferry transportant les voitures ont été pris d'assaut et ont parfois été vandalisés. Diverses manifestations ont pris part à travers le pays⁴⁰ tandis que le couvre-feu de 18h a, quant à lui, été largement ignoré (Akhter, 2021b; 2021c). Bien que les commerces et bureaux des routes principales aient fermé, ceux qui étaient le moins visibles ont continué de fonctionner. La plupart des bangladais ont ainsi continué à aller travailler face au constat « *qu'aucun soutien concret n'a encore été accordé à la classe ouvrière* »

³⁹ Durée qui fut reconduite plusieurs fois, généralement par tranche de sept jours.

⁴⁰ Dans la nuit du lundi 5 avril, environ 4 000 manifestants ont attaqué des bureaux administratifs et postes de police dans le district de Faridpur. La police a ouvert le feu et au moins un manifestant a été tué. Plus tôt dans la journée, des milliers de manifestants étaient déjà descendus dans les rues et se sont très vite heurtés à la police, faisant des dizaines de blessés dans les deux partis. De nombreux conducteurs ont également bloqué les artères principales de la ville afin de protester contre les mesures du gouvernement.

New Age Bangladesh. (2021, 7 April). 4,000 people sued over attacks on govt offices, cops in Faridpur. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/134678/4000-people-sued-over-attacks-on-govt-offices-cops-in-faridpur> & New Age Bangladesh. (2021, 7 April). Bikers block road demanding resumption of ridesharing services. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/134681/bikers-block-road-demanding-resumption-of-ridesharing-services>

(Jyotirmoy Barua⁴¹, cité par Akhter, 2021b). Dès le 6 avril, face aux manifestations, au nombre important d'interpellations et au constat que la majorité des bangladais se déplaçaient tout de même en voiture ou en pousse-pousse, le gouvernement a annoncé ré-autoriser les transports publics dès le 7 avril (Akhter, 2021c) et l'ouverture partielle des marchés et centres commerciaux dès le 8 avril (New Age Bangladesh, 2021b), malgré une hausse continue du nombre de cas [Voir Annexe 13]. Le gouvernement est ainsi revenu sur ses décisions suite à la vague de protestations qui traversait le pays.

Selon KM Mintu, « *personne ne prend en compte les arrêtés du gouvernement* » et il semble en ce sens « *affaibli* » (KM Mintu, communication personnelle, 2021). Le gouvernement est en effet largement critiqué pour sa gestion de la crise, par la population elle-même mais également l'opposition. Le *Bangladesh Nationalist Party*, principal parti de l'opposition, a ainsi déclaré que la gestion de la crise du covid-19 était un véritable « *échec* », que « *le lockdown, qui n'était pas mis en oeuvre dans tous les secteurs, était source de confusion pour la population* », qu'il n' « *existait aucune coordination entre les décideurs et qu'ils avaient sciemment ignoré les problèmes de subsistance des populations à faibles revenus* » et, finalement, que « *[le gouvernement] n'a pas été en mesure de fournir à la population les services médicaux requis* » (New Age Bangladesh, 2021a).

Pour KM Mintu, afin que le lockdown soit respecté, il semble indispensable « *qu'une aide alimentaire et financière adéquate soit fournie* » aux populations précarisées (KM Mintu, communication personnelle, 2021).

Alors que la propagation du virus semblait s'accélérer à travers le pays, le gouvernement a annoncé établir un nouveau lockdown avec des mesures beaucoup plus strictes dès le 14 avril. Initialement, Farhad Hossain, Ministre de l'administration publique, avait annoncé la fermeture « *de toutes les usines de confection, des transports et de tous les bureaux à l'exception des services d'urgence* » (New Age Bangladesh, 2021d). Néanmoins, la notification du gouvernement a finalement permis aux industries de « *continuer à produire en respectant les règles sanitaires et en organisant le transport des travailleurs* ». Le 13 avril, de nombreux habitants de Dacca quittaient - à nouveau - la capitale (Akhter & Rahman, 2021). Afin de contraindre la population à respecter cette nouvelle tentative de confinement, le gouvernement et la police nationale ont instauré un système d'attestation en ligne pour les déplacements impérieux (<https://movementpass.police.gov.bd/>). Selon KM Mintu, ce nouveau lockdown est davantage respecté que le précédent, du fait que les forces de l'ordre commencent à délivrer des amendes (KM Mintu, communication personnelle, 2021). En effet, durant les deux

⁴¹ Jyotirmoy Barua est un activiste bangladais, avocat à la Cour Suprême du pays

premiers jours du confinement, la police a engagé des poursuites à l'encontre de 2.500 personnes et a délivré des amendes à hauteur de 7500000 Taka. Alors que ce nouveau confinement était initialement prévu pour 7 jours, il a, lui aussi, été étendu à plusieurs reprises.

Parallèlement, le respect des mesures s'est à nouveau rapidement essoufflé : moins d'une semaine après le début du nouveau lockdown, les rues des grandes villes ont commencé à se remplir et de plus en plus de commerçants ont décidé d'ouvrir boutique (New Age Bangladesh, 2021e). La population semble se détacher de plus en plus des décisions gouvernementales et la tension avec les forces de l'ordre ne cesse d'augmenter, notamment suite au décès de cinq jeunes manifestants lors d'affrontements avec la police⁴².

5.3 Impacts socio-économique au Bangladesh

La pandémie du covid-19 a induit une crise économique et sociale sans précédent au Bangladesh (Kumar & Pinky, 2020).

D'un point de vue économique, alors que les perspectives de croissance semblaient jusqu'ici « *solides* » et les risques, quant à eux, « *globalement équilibrés* » (FMI, 2018, p.1), la pandémie a affecté toutes les activités économiques du pays, notamment durant la période de « *general holiday* » de mars-avril 2020 qui a duré près de deux mois, et a grandement perturbé les flux d'exportations. Les secteurs de la production manufacturière, de la construction, de l'hôtellerie-restauration, du transport et du stockage sont ceux qui ont été le plus lourdement impacté par la crise, tout comme le secteur des services communautaires, sociaux et personnels (CPD, juin 2020a). Dans un contexte d'économie globalisée, la relance du Bangladesh dépendra de la gestion de la pandémie par les autres pays ainsi que de l'ampleur du choc économique à l'échelle mondiale.

La diminution des envois de fonds représentait une source d'inquiétude majeure pour la population, alors que ces flux représentent une source de revenus non négligeable pour

⁴² Le 17 avril 2021, cinq jeunes manifestants ont été tués et au moins onze autres blessés par balle lors d'un affrontement avec la police dans une centrale électrique de Chattogram. Les travailleurs de la centrale électrique manifestaient depuis le matin afin de réclamer leur paie et demandaient une réduction du temps de travail de deux heures durant la période du Ramadan (soit un passage de 10h à 8h de travail). Selon les manifestants, la police a ouvert le feu alors que la manifestation était pacifique, tandis que cette dernière déclare que les travailleurs ont attaqué en premier. Les victimes étaient âgées de 18 à 24 ans.

Kamal S. (2021, 17 April). At least 5 workers killed in clash with police at Ctg power plant. *New Age Bangladesh*. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/135597/at-least-5-workers-killed-in-clash-with-police-at-ctg-power-plant>

de nombreux ménages. En effet, le Bangladesh se situe en neuvième position des pays recevant les flux d'envois de fonds les plus importants au monde (Parvez & Riaz, 2021). Avec la pandémie, les Bangladais qui travaillaient dans les pays à proximité ont commencé à rentrer chez eux, tandis que l'émigration s'est parallèlement stoppée. Les envois de fonds ont ainsi diminué respectivement de 12% et de 25% en mars et avril 2020 par rapport à l'année précédente (Bangladesh Bank, cité par Kumar & Pinky, 2020). Étonnement mais fort heureusement, ces derniers ont largement augmenté à partir des mois de juin-juillet 2020. À titre d'exemple, les envois de fonds étaient d'environ 2,6 milliards \$, en juillet 2020, contre 1,6 milliard \$ en juillet 2019, tandis qu'ils s'élevaient à 1,96 milliard \$, en août 2020, contre 1,44 milliard en août 2019 (Khatun, 2020). En temps de crise, les envois de fonds revêtent un caractère particulièrement important : la communauté et la famille peuvent en effet représenter des institutions de solidarité, là où les institutions formelles semblent inefficaces.

Les premières estimations (CPD, juin 2020a) envisageaient que le taux de pauvreté du pays pourrait connaître une large augmentation, pour la première fois depuis deux décennies. En effet, le pays a précédemment connu une baisse conséquente de son taux de pauvreté, avec un passage de 35%, en 2000 à 24,3% en 2016 (selon le seuil de pauvreté national bangladais). Selon des simulations de la *World Bank* (2021, p.5), prenant notamment en compte « *les pertes de revenus des travailleurs informels dans les secteurs les plus touchés* », il est estimé que le taux de pauvreté aurait à nouveau atteint 30% de la population⁴³. La pandémie aura pour effet de créer une classe de « *nouveaux pauvres* » et certaines institutions nationales se montrent beaucoup plus alarmantes; les PPRC-BIGD estiment à 38 millions le nombre de « *nouveaux pauvres* » résultant des perturbations économiques liés au Covid, avec une répartition de 27 millions dans les zones rurales et 11 millions dans les zones urbaines. Ainsi, selon leurs estimations, l'ajout de ces « *nouveaux pauvres* » à ceux existants ferait grimper l'incidence de pauvreté du pays à 41,5% (CRI, 2020, p.5). Ces données poussent ainsi à questionner les impacts qu'entraînera la crise sur le long terme.

Par ailleurs, au-delà d'un accroissement probable des disparités dans les années qui suivront la crise, les populations - notamment précaires - verront leurs opportunités de mobilité sociale considérablement réduites (IMF & World Bank, 2020).

Dans un contexte où l'économie informelle est, rappelons-le, plus que prégnante, il reste difficile d'établir avec certitude le nombre des personnes qui auront perdu leur emploi avec la pandémie, mais plus encore, le nombre total de personnes qui seront affectées par ces pertes d'emploi. La pandémie aura causé deux types de pertes d'emploi : les

⁴³ Selon le *Bangladesh Bureau of Statistics*, le taux de pauvreté était estimé à 20,5% en 2019.

pertes d'emplois que l'on peut qualifier de temporaires, induites par les périodes de confinement et les pertes d'emploi permanentes (Hossain, 2021, p.62). Les pertes d'emplois temporaires, causées par le confinement de deux mois de 2020, ont été estimées entre 12 et 17 millions (Ahmed & Kamal, 2020, cité par Hossain, 2021, p.62). Plus encore, 24 à 56 millions de bangladais, respectivement selon le CRI et le CPD, seraient affectés financièrement et durablement par leur propre perte d'emploi ou celle de l'un de leurs proches (CRI, 2020, p.4).

Une étude réalisée par la *Citizen's Platform for SDG's Bangladesh* (2021) met en lumière le fait que « *les vulnérabilités préexistantes des 'left behind groups' devraient être accentuées, tandis qu'un nouvel ensemble de vulnérabilités, induites par la pandémie du covid-19, sont susceptibles de pousser plusieurs tranches de la population vers la marginalisation* ». Selon cette étude :

- 70% des répondants ont déclaré qu'au moins un membre de leur ménage avait perdu son travail au cours de la pandémie. Néanmoins, 68.2% ont déclaré qu'au moins un membre de leur ménage qui avait perdu son travail au cours de la pandémie a par la suite pu en retrouver (p.14).
- En comparant les revenus mensuels des ménages durant la période pré-covid et les revenus que les ménages ont perçu en février 2021, les répondants ont connu une baisse de revenus de 15.8% et une baisse des dépenses de 8.1% (p.15) - Ces chiffres comparent néanmoins les revenus des ménages durant la période pré-covid au mois de février 2021, qui se révèle être un mois durant lequel peu de restrictions étaient en jeu, ils ne tiennent donc pas compte des mois durant lesquels un ou plusieurs membres du ménage ne pouvait travailler - En conséquence, 64.6% des répondants ont déclaré posséder des économies moindres que durant la période post-covid (p.15). Les ménages ont ainsi déclaré avoir retiré de leur épargne un montant qu'ils avaient mis entre 4 et 8 mois à épargner (p.19). 88% de ces répondants avaient dû piocher dans leurs économies dès avril 2020, soit durant le *lockdown* national (p.21)
- 78.8% des répondants ont déclaré avoir éprouvé des difficultés financières - soit que leur revenus ne leur permettaient pas de couvrir leurs dépenses courantes - en raison du Covid-19 (p.16)
- Concernant les stratégies de ces groupes pour atténuer les impacts de la crise, 80.6% des répondants ont déclaré avoir réduit leurs dépenses alimentaires, 60.8% ont déclaré avoir contracté un/des prêt(s) (p.17). Pour les ménages ayant eu recours aux prêts, une moyenne de deux ans et un mois sera nécessaire pour rembourser les dettes (p.20). 62.5% de ces répondants avaient contacté leur prêt dès avril 2020, soit durant le *lockdown* national (p.21).

- 75% des répondants ont déclaré avoir eu recours à une aide externe (p.23) que ce soit par leur entourage (famille, amis, voisinage), le gouvernement, des ONG, etc
- Au moment de l'enquête, 78.5% des répondants déclaraient ne pas encore être sortis des difficultés financières induites par la pandémie
- Finalement, selon l'enquête, les impacts économiques de la crise supplantent les impacts sanitaires et sociaux du fait que de nombreux ménages « *risquent de tomber dans le piège de l'endettement et de perdre leur épargne* ». En effet, la reprise du travail ne s'est pas accompagnée « *d'un flux de revenus proportionnel* » tout comme le « *soutien gouvernemental n'a pas été adéquat* » (p.32-34)

Le Bangladesh comptabiliserait 7.2 millions de personnes en situation de handicap. Alors que ces derniers font déjà état de revenus extrêmement bas - un nombre significatif d'entre eux vivant en dessous du seuil de pauvreté - ils représentent à nouveau une population particulièrement vulnérables quant aux effets de la crise. Une étude réalisée à la mi-avril 2020 révélait que 74% des personnes en situation de handicap interrogées n'avaient perçu aucun revenus durant la période de confinement de mars-avril 2020 (UN Women, 2020, p.19).

Dès lors que des limitations de déplacement sont en oeuvre, le prix des aliments tend à augmenter sur le marché bangladais et particulièrement dans les grandes villes. La diminution du nombre de camions sur les routes a pour effet d'interrompre les chaînes d'approvisionnement, conduisant à une raréfaction des marchandises et, de fait, une augmentation de leur prix. Si l'inflation est restée modérée au cours de l'exercice 2020, la volatilité des prix de l'alimentaire a, quant à elle, largement augmenté (World Bank, 2021, p.5), alors même que les enjeux de sécurité alimentaire y restent préoccupants. Le pays possède en effet l'un des taux de retard de croissance infantile les plus élevés au monde tandis qu'environ 45.7% des femmes en âge de procréer sont anémiques (UN Women, 2020, p.19). Si les ruptures des chaînes d'approvisionnement de l'alimentaire ont, d'une part, rendu le coût de la vie plus cher, impactant inégalement les personnes les plus précarisées, elles ont, d'autre part, causé des pertes financières ingérables pour les agriculteurs du pays (Kumar & Pinky, 2020).

La crise du covid-19 a par ailleurs mis en lumière « *les faiblesses inhérentes à l'ensemble du système de santé* » (Khatun, 2021) alors que la population a souffert des pénuries de personnel médical, de matériel, de médicaments ou encore de lits. A titre d'exemple, on ne comptabilise en moyenne au Bangladesh que 5.26 médecins pour 10

000 habitants (Alam, 2019, cité par Kumar & Pinky, 2020). La santé mentale de nombreux bangladais-es a également été affectée par les différentes périodes de lockdown et les limitations de déplacements. La solitude et le stress économique ont mené de nombreux individus à la dépression tandis que des pics de suicides ont été enregistrés à travers le pays (Kumar & Pinky, 2020).

Une analyse sexospécifique des impacts de la crise du covid-19 est nécessaire au sens où les confinements et *lockdowns* ont touché de manière inégale les femmes, ce, partout dans le monde. Les confinements tendent à accroître les violences basées sur le genre (notamment au sein du foyer⁴⁴), le chômage des femmes, l'accès inégal aux services de santé, d'éducation ainsi qu'aux dispositifs sanitaires et, finalement, l'inégale répartition du *care* et des travaux domestiques (UN Women, 2020).

Les femmes semblent être davantage lésées en terme d'accès aux soins de santé. Selon une enquête réalisée par UN Women (2020, p.17), 61% des femmes interrogées ont déclaré ne pas être en mesure de bénéficier de soins médicaux, 79% d'entre elles ont déclaré connaître des difficultés à trouver des médicaments et du matériel médical (contre 61% pour les hommes), par ailleurs, seulement 1% des femmes seraient couvertes par une assurance maladie. Selon une étude réalisée par le *Needs Assessment Working Group* (cité par UN Women, 2020, p.17) l'accès des femmes et adolescentes aux soins gynécologiques est également rendu plus complexe et de nombreux praticiens de santé ont ainsi émis des craintes en terme de mortalités infantiles et maternelles.

La crise du covid-19 impacte particulièrement les personnes tributaires du secteur informel et ce dernier engloberait 91,8% de l'emploi total des femmes (UN Women, 2020, p.6). Au-delà des pertes d'emplois, qui restent difficilement estimables, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de voir leurs horaires de travail être réduits.

La crise induite par la pandémie invite également à questionner les impacts sur les générations futures. Comme évoqué précédemment, alors que les établissements scolaires sont fermés depuis déjà plus d'un an (dernière actualisation en juin 2021), beaucoup d'enfants et étudiants risquent de ne pas retourner en classe, tandis que de nombreux étudiants, qui n'ont pas accès à internet, risquent d'accumuler un retard non négligeable. Selon une récente étude de la Banque Mondiale, une fracture numérique conséquente sépare les ménages riches des ménages pauvres : seulement 9,2% des ménages les plus pauvres disposeraient ainsi d'un accès à la télévision contre 91% chez les plus riches. L'accès aux méthodes d'apprentissage alternatives (en ligne) reste limité

⁴⁴ Si les périodes de confinement ont pu augmenter la fréquence des violences à l'encontre des femmes au sein du foyer, elles limitent également la capacité de ces dernières à se distancer de leur(s) agresseur(s) et à obtenir des aides extérieures (UN Women, 2020a, p.9)

pour une grande partie des étudiants. Ainsi, ils seraient moins de 50% à avoir un accès aux matériels nécessaires (radio, ordinateur, téléviseur) (Ahmed & Rahman, 2021). Les filles sont par ailleurs plus susceptibles d'accumuler ce retard, du fait qu'elles sont davantage sollicitées pour les tâches ménagères. Parallèlement, la fermeture des écoles tend à exacerber les pressions sur les femmes, en augmentant le travail non-rémunéré relatif au *care*. En effet, ce sont environ 19.5 millions d'enfants en âge d'aller à l'école (UN Women, 2020, p.21) qui se sont retrouvés assignés à domicile et donc sous la charge complète de leurs parents, mais plus spécifiquement de leurs mères.

Parallèlement, alors que de nombreux ménages ont dû quitter les villes après avoir perdu leurs emplois, les risques de voir nombre d'enfants contraints de se marier ou de commencer à travailler ont commencé à se dessiner. Durant les premiers mois de la crise, l'ampleur de ces phénomènes apparaissait difficile à mesurer du fait qu'aucune statistique sur le taux d'abandon ne soit alors disponible (Paul, 2020c). Cependant, ces craintes se sont révélées être fondées après quelques mois. D'une part, l'OIT et l'UNICEF (2020c) craignent d'assister à la première augmentation du travail des enfants dans le pays après 20 ans de progrès. D'autre part, les violences domestiques et le mariage des enfants semblent⁴⁵ avoir largement augmenté, alors même que la pratique du mariage forcé connaissait une baisse avant 2020 (UNICEF, 2020b). Des enquêtes téléphoniques (MJF, 2020a; MJF, 2020b; MJF, 2020c; MJF, 2020d) ayant débuté en avril 2020 et menées sur des échantillons de femmes et d'enfants toujours plus conséquents au fil des mois, ont révélé une augmentation globale de la violence domestique, qu'elle soit psychologique, physique, sexuelle ou encore économique, à l'égard des femmes ou des enfants. Un nombre important des nouvelles victimes comptabilisées chaque mois ont déclaré ne jamais avoir été violentées et/ou abusées avant le début de la pandémie. Une enquête du NAWG (2020, cité par UN Women, 2020, p.18), révèle quant à elle que 49.2% des femmes et filles interrogées estiment ne pas être en sécurité dans leur foyer; elles sont ainsi nombreuses à craindre les assignations à résidence.

Une des principales violations des droits de l'enfant constatée renvoie à la hausse du mariage forcé ; les enquêtes du MJF (2020; 2020b; 2020c; 2020d) révèlent par ailleurs que les parents sont impliqués dans la plupart des cas. Ces mariages sont organisés face

⁴⁵ Si de nombreux organismes déclarent avoir constaté une augmentation du nombre de dénonciations / plaintes concernant les mariages des mineurs, différents ministres du gouvernements ont déclaré au quotidien *New Age* qu'« il n'y avait aucune preuve de l'augmentation des mariages d'enfants lors de l'épidémie de COVID-19 » du fait qu'ils ne disposent pas de « données nationales sur le nombre de mariages d'enfants » durant cette période.

à une « *précarité* » et une « *insécurité* » trop importantes, qui forcent les ménages à considérer leurs enfants comme des « *fardeaux* ». La pandémie peut aussi servir d'opportunité pour les ménages qui souhaitaient déjà marier leurs enfants, du fait qu'il est plus difficile de prévenir ces pratiques dans le contexte actuel. Finalement, alors que ces enquêtes présentent de nombreuses limites (pas d'accès au téléphone, pression familiale, peur des représailles, violences banalisées par les victimes,...), il apparaît fort probable que les statistiques produites par l'organisme soient sous-représentatives des tendances en cours. De même, la *Bangladesh Child Helpline* « 1098 » et le *National Helpline Centre for Violence against Women and Children* n'ont cessé de voir leurs demandes d'assistance et les signalement de mariages d'enfants augmenter depuis le début de la pandémie (UNICEF, 2020b; Akhter, 2021a).

5.4 Impacts de la crise du covid-19 sur l'industrie textile bangladaise et ses travailleurs-euses

La crise globale résultant de la pandémie du covid-19 illustre bien la vulnérabilité structurelle du modèle économique bangladais. Ainsi, l'importance du poids des exportations et le fait que trois quarts de ces dernières ont pour destination l'UE et les Etats-Unis (Daziano, 2014, p.53) rendent l'économie nationale fortement tributaire de son commerce extérieur.

La crise économique de 2008 avait déjà porté un coup au secteur du textile-habillement, en renforçant la concurrence des fournisseurs, suite à la baisse de consommation des ménages occidentaux. Suite à cette crise, « *environ 8 000 unités de production textile avaient fermé, provoquant la destruction de 11 millions d'emplois et le chômage partiel de trois millions de travailleurs dans le monde entier* » (FITTHC, cité par OIT, 2014, p.2).

La pandémie du covid-19 a un impact dévastateur sur les bas de chaînes de production délocalisés, notamment celles du textile et de l'habillement. Malgré la flambée des ventes en ligne, ces dernières n'ont pas semblé suffire à compenser les manquements liés à la fermeture des magasins. En effet, les fermetures des magasins durant les différentes périodes de confinement, ainsi que la baisse de la demande en vêtements liée à la conjoncture économique, ont rapidement poussé les grandes chaînes à reporter ou à annuler leurs commandes. La plupart du temps, les grandes chaînes de l'habillement ont - au départ du moins - refusé d'honorer leurs paiements pour les vêtements qui avaient déjà été commandés voire même produits. Habituellement, les marques passent commande au moins 3 mois avant la livraison et payent les produits finis lors de cette dernière.

5.4.1 1ère vague bangladaise

La crise qui touche l'industrie textile bangladaise pouvait être, en mars 2020, comprise en 3 phases, comme le développe le rapport d'une enquête menée par CGWR & WRC (2020, p.3)⁴⁶ :

1. La première phase renvoie au bouleversement des achats de matières premières, dès lors que la Chine est entrée partiellement en confinement. En effet, nombre des matières premières nécessaires à la confection de vêtements proviennent de Chine et la majeure partie des unités de production bangladeses sont dès lors dépendantes de cette dernière. Selon l'enquête réalisée par CGWR & WRC, 93% des fournisseurs ont réceptionné leurs matières premières avec du retard. Parmi ces derniers, 53,4% ont révélé qu'ils avaient été pénalisés par les acheteurs de ces retards qui n'étaient pas de leur ressort. Par ailleurs, plus de 80% des répondants ont indiqué que le prix des matières premières avait augmenté, sans que les acheteurs acceptent d'ajuster leurs prix (CGWR & WRC, 2020, p.3).
2. La deuxième phase renvoie aux retards de paiement résultant de la propagation de la pandémie à travers le monde. Selon l'enquête réalisée par CGWR & WRC, près de 80% des fournisseurs bangladais ont subi des retards de paiement de la part des acheteurs (CGWR & WRC, 2020, p.4).
3. La troisième phase, quant à elle, renvoie aux annulations des commandes en cours. C'est à la mi-mars 2020 que les acheteurs ont commencé à mettre en attente, voire annuler, les commandes futures, mais surtout en cours de production. Selon l'enquête réalisée par CGWR & WRC, plus de 50% des fournisseurs ont indiqué que « beaucoup », « la plupart », voire l'entièreté de leurs commandes ont été annulées. Les acheteurs ont ainsi pour beaucoup évoquer « *la clause de force majeure dans leurs contrats pour justifier la rupture de leur obligation contraignante à payer les commandes en [cours] production* ». En date du 22 mars 2020, déjà environ 1,44 milliard de dollars de commandes avaient été annulés. L'impact de ces annulations avait, en date du 27 mars 2020, déjà poussé 22,2% des répondants à réduire partiellement l'emploi au sein de leur entreprise, 53,4% à fermer du moins temporairement et 4,5% à fermer définitivement (CGWR & WRC, 2020, p.5-6).

Les fermetures des magasins occidentaux ont provoqué la fermeture partielle, voire totale, de milliers d'usines au Bangladesh (ainsi que dans nombre des autres pays producteurs). Des millions de travailleurs·euses ont ainsi été renvoyés·es chez eux, le

⁴⁶ Le rapport réalisé par le Center for Global Workers' Rights et le Worker Rights Consortium se base sur une enquête réalisée entre les 21 et 25 mars 2020, auprès de 316 fournisseurs bangladais, dont 67,7% travaillent avec des acheteurs européens. (CGWR & WRC, 2020, p.3)

plus souvent sans salaire, ni indemnité de licenciement. Le non-paiement des commandes a entraîné le non-paiement des salaires de nombreux·euses travailleurs·euses concernant des mois qui précédaient parfois le début même de la crise. En effet, il n'est pas rare que les paiement des salaires arrivent avec des mois de retard. Pour les petites et moyennes usines qui ne disposaient pas de grande trésorerie, le non-paiement des commandes a entraîné des déficits ingérables et des dettes croissantes.

Comme le rappelle Elizabeth L. Cline (cité par Graceffo, 2021), le fait de ne pas payer les travailleurs·euses pour un travail qu'ils avaient déjà effectués s'apparente à de « *l'esclavage* ».

Selon le rapport de CGWR & WRC précédemment cité et publié le 27 mars 2020 :

- Plus de la moitié des fournisseurs bangladais ont vu la majeure partie de leur production en cours ou déjà finalisée annulée (CGWR & WRC, 2020, p.1)
- 72,1% des acheteurs ont refusé de rembourser les matières premières déjà achetées par les fournisseurs, tandis que 91,3% ont refusé de payer les coûts de production (CGWR & WRC, 2020, p.1)
- Résultant de ces pratiques, plus d'un million de travailleurs·euses avaient déjà été licencié·es ou temporairement suspendu·es (CGWR & WRC, 2020, p.2).
- 98,1% des acheteurs ont refusé de contribuer au paiement des salaires des travailleurs·euses temporairement suspendu·es, tandis que 97,3% des acheteurs ont refusé de contribuer aux indemnités de départ des travailleurs·euses licencié·es. De fait, 72,4% des travailleurs·euses temporairement suspendu·es ont été renvoyé·es chez eux sans salaire, tandis que 80,4% des travailleurs·euses licencié·es ont été renvoyé·es chez eux sans indemnité de départ (CGWR & WRC, 2020, p.2).

Alors que les bas salaires des travailleurs·euses textiles ne leur permettent pas de se constituer une épargne conséquente, la perte de leur emploi, additionnée au non-paiement de leurs indemnités de départ et parfois de leurs derniers mois prestés, risquent fortement de les empêcher de subvenir à leurs besoins mais également à ceux de leur famille. En effet, il n'est pas rare d'observer que les familles disposent d'une seule source de revenus. Parallèlement, le gouvernement bangladais ne semble disposer que d'une « *capacité très limitée à [leur] fournir un soutien significatif* » (CGWR & WRC, 2020, p.1), les filets de sécurité sociale étant particulièrement insuffisants dans le pays. Cette intensification de la précarité financière alerte, dans un contexte qui amène très certainement les populations concernées à devoir couvrir des frais médicaux inattendus.

Alors que la première période de confinement strict a débuté fin mars 2020, nombre d'usines ont fermé sans avoir payé leurs travailleurs·euses leur salaire de mars, voire pour certains de février. Face aux fermetures des usines, de nombreuses ouvrières furent tiraillées entre le retour à la campagne⁴⁷ dans leur famille, où les opportunités d'emploi sont rares ou l'attente en ville, en espérant pouvoir rapidement recommencé à travailler. Il est estimé que 70% des travailleurs·euses textiles ont quitté la ville pour rejoindre leur village durant la période de « *general holiday* » (ILO, cité par Paul et al., 2020). KM Mintu confirme cette tendance en expliquant que la majorité des travailleurs·euses sont rentré·es dans leur village et ont compensé leurs pertes financières en « *empruntant de l'argent* » mais également en « *vendant leurs biens personnels* » (KM Mintu, communication personnelle, 2021).

Le gouvernement bangladais a annoncé dès mars 2020 qu'un programme d'aide à hauteur de 588 millions de dollars serait mis en place afin de supporter le secteur de l'exportation et ses travailleurs·euses, notamment afin de payer les salaires des mois d'avril et de mai 2020. Néanmoins, alors que les pertes dans le secteur du vêtement étaient estimées à 3 milliards de dollars dès le début du mois d'avril, nombre de fabricants ont affirmé que les aides ne seraient pas suffisantes (Paul et al., 2020). Si 1 992 entreprises ont pu percevoir ces allocations (Kathun et Al., 2021), il reste difficile d'estimer à quel point les travailleurs·euses en ont effectivement bénéficié. Selon une enquête réalisée par *Transparency International Bangladesh* et publiée en décembre 2020, 84% des allocations relatives au plan de relance ont servi à « *répondre aux intérêts commerciaux des propriétaires d'usines* » tandis que 42% des travailleurs n'auraient aucunement bénéficié du plan (NewAge, 2020a). Selon notre deuxième intervenante « *le gouvernement a accordé des subventions aux propriétaires mais cela n'a pas amélioré le sort des travailleurs, ils n'ont reçu aucune aide* » (communication personnelle, 2021).

Le lundi 27 avril 2020, un peu plus de 500 usines bangladaises, qui fournissent certaines des plus grandes entreprises de vêtements, ont été autorisées à réouvrir à Dhaka et Chittagong. De nombreux responsables syndicaux ont dénoncé la non-application de la distanciation sociale et des bonnes pratiques d'hygiène, dans des conditions de travail parfois exiguës (BGIWF, cité par Paul et al., 2020). Courant mai 2020, environ la moitié

⁴⁷ Par ailleurs, alors que l'accès au système financier formel reste un challenge, notamment pour les populations rurales et qu'environ 52% de la population adulte n'a pas accès aux services bancaire (Khan, 2020), le paiement des salaires, notamment dans les usines de confection, s'effectue généralement par cash ou via des services de paiement mobile. En s'éloignant de leur lieu de travail, les travailleurs·euses augmentent leur risque de ne pas être payé·es. Dans une perspective genrée, il convient également de préciser que l'accès aux services bancaires est marqué par un gender gap important en défaveur des femmes (Bhuiyan, 2018).

des 4 000 usines de confection du Bangladesh ont réouvert, suite à l'allègement des restrictions ainsi que la reprise de nouvelles commandes. Néanmoins, de nombreux fabricants ont déclaré que le faible volume de travail ne leur permettait pas de faire travailler l'ensemble de leurs ouvriers·ères (Paul et al., 2020). Alors que les magasins de vêtements ont commencé à réouvrir dans le monde entier, les grandes marques ont décidé de limiter leurs commandes afin de prévenir tout risque en cas de nouvelle fermeture. Dès juin 2020, les commandes d'automne étaient déjà réduites de deux tiers par rapport aux années précédentes (Paul & Dowsett, 2020).

Selon les recherches et estimations de l'ILO (2020d), seulement 57% de la main d'oeuvre totale du secteur de l'habillement avant la pandémie était retourné au travail en juillet 2020, tandis que seulement 3,9% des usines de confection semblaient avoir pu conserver l'ensemble de leur main d'oeuvre.

A l'occasion des congés de l'Aïd al-Adha, le gouvernement, s'il a demandé aux propriétaires d'accorder trois jours de congé et de payer aux travailleurs·euses la prime relative, a néanmoins annoncé que ces derniers ne seraient pas autorisés à rejoindre leur village, dans le but d'enrayer la propagation du virus (Ovi, 2020).

La perspective de ne pas recevoir de salaire représente pour nombre des travailleuses textiles un risque bien plus important que le covid-19. Des ouvrières ont ainsi déclaré avoir « *plus peur de mourir de faim que du covid* » (Paul, 2020b). Selon une étude publiée par le BRAC University's Centre for Entrepreneurship Development et le Chowdhury Center for Bangladesh Studies (2020) et réalisée auprès de travailleurs·euses de l'habillement :

- 77% des travailleurs·euses ont déclaré qu'ils peinaient à nourrir leur foyer.
- Tandis que 90% d'entre eux ont déclaré n'avoir reçu aucun support gouvernemental depuis le début de la pandémie.

Alors que la première vague avait déjà largement ébranlé le secteur de l'habillement, la deuxième vague qui a sévi à travers l'Europe est venue, à son tour, impacter lourdement les bas de chaînes de production. En janvier 2021, de nombreux propriétaires d'usines déclaraient que leur situation était alarmante et qu'ils ne tournaient toujours qu'à la moitié de leur capacité. Des propriétaires ont ainsi rapporté que les acheteurs attendaient la dernière minute pour passer commandes, qu'ils négociaient « *des baisses de prix pouvant aller jusqu'à 20%* » ainsi que des « *paiements différés pouvant aller jusqu'à 200 jours* » (BKMEA, cité par Paul, 2021a)

Le gouvernement bangladais avait approuvé, courant janvier 2021, deux nouveaux plan de relance, respectivement à destination des petites et moyennes entreprises (mais aussi

d'ONG, de fondations,..) et à destination des personnes défavorisées (personnes âgées, veuves, femmes divorcées,..) (Daily Star, 2021b). Néanmoins, selon les données collectées par le CPD, un nombre important de petites entreprises n'a pu bénéficier du plan de relance en raison de la complexité des procédures relatives ou de leur non éligibilité⁴⁸. Ainsi seulement 40% des petites usines ont pu prétendre à bénéficier du plan de relance contre 90% des grandes entreprises (CPD, 2021).

En janvier 2021, le CPD estimait que le nombre moyen de travailleurs·euses dans les usines de confection avait diminué en moyenne de 10,8% depuis le début de la crise. Ainsi, 10,8% de la main d'oeuvre du prêt-à-porter semble avoir subi une perte d'emploi définitive depuis le début de la crise (CPD, 2021, p.66). Par ailleurs, alors qu'environ 60% des usines et ateliers de confection avaient engagé de « nouveaux travailleurs » en novembre et décembre 2020, le CPD (2021, p.55) dénonçait que ces embauches servent principalement à ré-embaucher, dans certaines usines, des personnes précédemment licenciées à « niveau déclassé », soit à un salaire inférieur. Ainsi, bien qu'ils aient pu retrouver un emploi, ils ont perdu leurs avantages précédemment accumulés. Toujours selon l'enquête réalisée par le CPD (2021, p.22), la grande majorité des usines n'ont pas respecté les règles de licenciement : ainsi uniquement 3,6% des usines interrogées ont effectivement payé la prime de licenciement requise. Par ailleurs, un peu plus d'un an après le début de la pandémie, le nombre d'usines et d'ateliers de confection ayant déclaré fermer définitivement était de 630 en avril 2021 (RMG Bangladesh, 2021)⁴⁹.

Selon KM Mintu, la pression sur la production parfois été largement accentuée : « le travail qui était avant réalisé par trois ouvriers l'est maintenant par deux », dans l'optique de réduire les pertes jusqu'alors engendrées (KM Mintu, communication personnelle, 2021). Selon une des autres intervenantes, des ouvriers ont déclaré travailler de 13 à 14 heures par jours. Par ailleurs, en ce contexte pandémique, nombre des usines ne permettent pas à leurs travailleurs de prendre un congé hebdomadaire; « les travailleurs ont une heure de pause pour déjeuner sur le temps de midi et chaque jour, ils dorment 4/5 heures, il n'y a pas d'autres vacances que cela » (Intervenante 2, communication personnelle, 2021).

Selon Awaj Foundation, alors que les paiements des marques envers leurs distributeurs prennent généralement de 45 à 80 jours après la livraison de commande, ces délais d'attente ont été poussés jusqu'à 245 jours depuis le début de la crise (Joy, 2021).

⁴⁸ Seules les unités de production formellement enregistrées sont éligibles au plan de relance (CPD, 2021, p.15).

⁴⁹ Encore une fois, il s'agit des unités de production étant enregistrés auprès de la BGMEA

Dans une perspective globale, il importe d'insister sur le fait que les travailleurs·euses de bas de chaîne sont les premières victimes de la crise, en opposition des grandes chaînes qui les emploient. Une étude, menée par le BHRRC, auprès de 51 marques, révèle que 73% d'entre elles réalisaient à nouveau de larges bénéfices au moins durant le dernier trimestre de 2020. Certaines plateformes en ligne de vente de *fast fashion* (Asos, Boohoo,..) ont même enregistré des bénéfices supérieurs durant la pandémie en comparaison de ceux des années antérieures (BHRRC, 2021, p.7).

Malgré que les ventes aient augmenté, fluctuant néanmoins en fonction des périodes de fermeture des magasins des pays occidentaux, les marques se montrent extrêmement prudentes dans la réalisation de leurs commandes. Après avoir été pointées du doigt pour le non-paiement des commandes passées, les marques ont changé de stratégie. Alors que les commandes se passent généralement trois mois à l'avance, des patrons d'usine ont affirmé que les commandes n'étaient aujourd'hui passées que mois par mois (Paul & Waldersee, 2021). Depuis plus d'un an, aucune stabilité n'est assurée dans les commandes et les usines d'habillement restent tributaires des périodes de confinement des pays vers lesquels elles exportent leur production. Pour nombre des travailleurs·euses du secteur, cela implique de vivre dans la crainte d'arriver un jour devant les portes d'une usine fermée.

Les pratiques des grandes enseignes à l'égard de leurs fournisseurs et de leurs travailleurs·euses de bas de chaîne de production, comme le fait de refuser de payer les commandes déjà passées, de négocier les prix à la baisse en raison des prises de risques, d'annuler les commandes en dernière minute, etc.. sont des pratiques tout à fait légales et parfois même décrites dans leurs contrats. Ce sont ainsi les « clauses de force majeure » qui ont permis aux marques de ne pas payer les productions déjà finalisées en toute impunité.

Selon un enquête du CPD publié en janvier 2021 (p.44), la grande majorité des usines interrogées, soit 86%, ont déclaré n'avoir reçu aucune mesure de soutien de la part des marques / acheteurs durant la pandémie, que ce soit en terme d'aide financière ou de santé des travailleurs·euses (comme le fait de fournir du gel, des masques, etc). Par ailleurs, le CPD révèle (2021, p.51-52) que les usines de confection font face à de nouvelles préoccupations : environ 70,82 % des usines interrogées ont déclaré faire face à une augmentation des prix de leurs matières premières entre mars et septembre 2020, tandis qu'environ 61,97% ont déclaré faire face à une augmentation des coûts d'expédition durant la même période.

5.4.2 2ème vague bangladaise

La deuxième vague qui frappe le pays depuis fin mars - début avril 2021 a entraîné, comme évoqué précédemment, un deuxième confinement.

Environ un an après le premier *lockdown*, le gouvernement a décidé de limiter à nouveau les déplacements et le travail afin de freiner la propagation du virus. A la différence du premier confinement, le gouvernement a décidé de laisser les usines, notamment de vêtements, fonctionner. Pour les travailleurs·euses de l'habillement, la situation est complexe : d'une part, ils ne souhaitent aucunement risquer de perdre à nouveau leur travail mais ils se sentent, d'autre part, complètement négligés par le gouvernement.

Selon KM Mintu (communication personnelle, 2021), les industries de l'habillement restent ouvertes pour des raisons économiques, même si le gouvernement plaide qu'il faille empêcher les ouvriers·ères de retourner dans leurs villages afin d'éviter la propagation du virus, ces dernier·ères ne bénéficient d'aucune protection au travail. Les mesures de distanciation sont difficiles à respecter et aucune mesure n'est entreprise à leur égard. Il m'a ainsi expliqué que sans transports publics, les ouvriers·ères sont forcés·es de se rendre sur leur lieu de travail à pieds, certains ayant déclaré devoir marcher plus de deux heures pour rejoindre leur usine. Si nombre de travailleurs·euses ayant migré des zones rurales vivent à proximité des usines, une part non négligeable dépend néanmoins habituellement des réseaux de transport. Alors que les usines étaient censées fournir à leurs travailleurs·euses un moyen de transport adéquat, elles sont nombreuses à ne pas suivre ces directives. Les travailleurs·euses craignent de se faire licencier s'ils venaient à ne pas se présenter en temps et heure et sont donc des milliers sur les routes chaque matin. Selon KM Mintu, le gouvernement agit comme si « *la vie des travailleurs n'avait aucune valeur* » (communication personnelle, 2021).

Selon notre troisième intervenante;

« Après deux ou trois jours de retard, les travailleuses sont licenciées, même lorsque nous avons des travailleuses enceintes qui sont à pieds (...) Si les travailleurs ne peuvent pas se rendre à l'usine et qu'ils s'absentent pendant deux ou trois jours, quand ils vont à l'usine, ils en sortent avec une démission (...)

Le gouvernement dit qu'il est favorable aux travailleurs et ceci est un exemple d'un gouvernement favorable aux travailleurs : maintenir l'usine ouverte, sans transports en commun, pendant le verrouillage! Le gouvernement a maintenu l'usine ouverte pendant le verrouillage pour tenir parole envers les propriétaires.» (communication personnelle, 2021)

La période de l'Aïd a entraîné une augmentation des tensions entre employeurs et travailleurs·euses. Usuellement, durant l'Aïd al-Fitr, les bangladais disposent de quelques jours de congé⁵⁰, durant lesquels ils sont en mesure de retourner visiter leur famille et pour lesquels ils reçoivent salaires et primes. Alors que le gouvernement a établi à 3 jours le congé de l'Aïd, les travailleurs·euses craignent pour le paiement de leurs salaires et primes. Par ailleurs, il leur a été demandé de ne pas quitter leur lieu de travail pendant les vacances afin d'éviter la propagation du virus. Comme l'explique l'intervenante 3 (communication personnelle, 2021), ces périodes de vacances représentent pour certains·es travailleurs·euses les seuls moments où ils et elles peuvent voir leur famille et enfant(s).

Selon KM Mintu;

« Il ne sert à rien de donner ce genre de misère aux travailleurs qui ont maintenu l'économie du pays à flot. Beaucoup disent : « si les travailleurs retournent dans leurs villages, ils propageront le virus ». Pourquoi garder les usines ouvertes dans ce cas?

Car c'est là que les travailleurs risquent de contracter le virus! Le corps des travailleurs est-il plus immunisé? Ce confinement est une vaste blague; ceux qui ont des voitures privées iront au village et ceux qui n'en ont pas devront fêter l'Aïd à Dhaka. Et finalement, si les employeurs donnaient aux travailleurs la possibilité de prendre des congés régulièrement, ces derniers n'auraient pas à rentrer chez eux le jour de l'Aïd aujourd'hui avec un tel risque » (communication personnelle, 2021)

Selon les différent·es intervenant·es, ce sont les femmes qui ont été les plus touchées par les licenciements. L'homme continue de figurer comme étant le principal pourvoyeur du ménage, et dans cette perspective, ils sont les derniers à être licenciés. Pourtant, comme développé précédemment, les travailleuses représentent souvent des sources de revenus non négligeable pour leur famille et enfants. Selon KM Mintu, les femmes de plus de 35 ans ont été les premières à être licenciées (communication personnelle, 2021) tandis que les femmes enceintes ont été, elles aussi, particulièrement visées (Akter, 2021), probablement dans l'optique d'éviter de leur payer leurs futures allocations de maternité. Selon nos deux intervenantes, « *la condition des femmes est devenue bien pire depuis la pandémie* » (communications personnelles, 2021).

Par ailleurs, chaque travailleur se présentant avec le moindre symptôme risque également d'être licencié. Parallèlement, et toujours selon KM Mintu, les revenus des travailleurs·euses de l'habillement ont baissé en moyenne de 35% à cause de la pandémie (KM Mintu, communication personnelle, 2021).

⁵⁰ Si le congé de l'Aïd al-Fitr est officiellement de trois jours, les patrons d'usines accordent habituellement jusqu'à 10 jours de congé à leurs travailleurs·euses, selon les négociations, en ajustant les heures supplémentaires de ces derniers·ères.

VI. La crise, un moteur dans la mobilisation des travailleurs·euses de l'habillement bangladais·es?

Pour les travailleurs·euses bangladais du prêt-à-porter, la crise induite par la pandémie revêt une gravité particulière. Durant le premier confinement, des millions de travailleurs·euses se sont retrouvé·es privé·es de travail et de revenus pendant ce qui a duré pour certains des mois. Par la suite, alors que le gouvernement a, par plusieurs fois, ré-ordonné la fermeture de l'ensemble des commerces et services des pays, les ouvriers·ères du vêtement furent parmi les seuls à devoir travailler, sans qu'aucun aménagement en leur faveur ne soit réalisé, ni qu'aucune compensation financière ne leur soit offerte. Finalement, ils et elles sont, encore aujourd'hui, largement tributaires de l'évolution de la demande étrangère, sans qu'aucune sécurité d'emploi ne leur soit fournie.

Il est ressorti des conversations avec les différents syndicalistes que nous avons eu la chance d'interroger que « *la vie des ouvriers·ères ne comptent pas* », « *les travailleurs pensent qu'ils n'ont aucune valeur. Personne ne se soucie de leur vie* » (KM Mintu; Intervenante 2, communications personnelles, 2021). Le sentiment toujours plus important de n'être ni écouté, ni entendu, traverse désormais cette partie de la classe ouvrière bangladaise. Comme l'évoquait l'activiste Taslima Akhter (2020), durant la pandémie, « *les ouvriers de l'habillement bangladais ont été traités comme des produits interchangeables* ».

6.1 Questionner la crise de l'industrie de l'habillement au Bangladesh

Au lieu de tout mettre en action et de plaider pour un « *retour à la normale* », renvoyant au « *business as usual* », la crise induite par le covid-19 peut-elle influencer voire provoquer une remise en question du modèle aujourd'hui dominant?

La crise du covid-19 agit comme un « *miroir des sociétés* », qui contribue à mettre davantage en lumière des problématiques existantes, en « *révélant les profondes crises sociales, politiques et écologiques auxquelles nous sommes confrontés* » (M. Sagot, cité par Pleyers, 2021).

Ainsi, la crise du covid ne fait que mettre en lumière les dérives d'un modèle de marché toujours plus libéral et basé sur le seul profit, mais reflète également les limites d'un modèle de développement principalement perçu sous le prisme de la croissance, qui n'a pas été en mesure d'offrir aux populations concernées les filets de protection sociale nécessaires face à toute crise.

6.1.1 De la nécessité de sortir des discours hégémoniques

Si comme exposé précédemment, le Bangladesh a connu, au cours des dernières années, une croissance économique soutenue, une part importante des habitants du pays n'en a pas autant bénéficié que ce que laissent entendre les théories de la modernisation.

Comme le souligne Hossein (2021, p.65) « *[avec la crise] une énorme part de la population est retombée en dessous du seuil de pauvreté, tandis que ceux qui étaient déjà pauvres le sont devenus encore davantage* ». Ainsi, « *la croissance importante du pays n'a pas été en mesure d'empêcher des millions de personnes de sombrer davantage dans la pauvreté* » (Parvez & Riaz, 2021). Alors que pour une partie importante de la population bangladaise le - où plutôt l'idéal de - développement contribuerait à l'amélioration des conditions de vie des générations futures, aujourd'hui, environ 46% des enfants sont confrontés à la pauvreté multidimensionnelle (CPDb, 2020).

Il s'agira ainsi de réaffirmer l'importance de sortir des politiques développementalistes linéaires et calquées sur le modèle occidental, car ces dernières ne tiennent pas compte des dynamiques sous-jacentes de l'ordre mondial actuel.

Dans la perspective de l'école de la dépendance (Dos Santos; Furtado; Frank; Prebisch...), le « développement » des pays du Nord repose sur le « sous-développement » des pays du Sud. Les pays occidentaux perpétuent les attitudes néo-colonialistes, en contraignant les pays pauvres à fournir une main d'œuvre bon marché, destinée à la production de biens de (sur-)consommation pour les marchés occidentaux. La mise en lumière des conditions de travail des ouvrières de l'habillement, au sein de bâtiments délabrés et non adaptés, ni sécurisés, renvoie encore aujourd'hui à la déficience des transferts technologiques entre pays riches et pauvres. Les injonctions à la spécialisation sont, quant à elles, et comme l'illustre la crise qu'a traversée l'industrie de l'habillement, loin d'avoir permis la sortie de ces schémas de dépendance.

Dans son sillage, la théorie du système-monde (Wallerstein) insiste sur le rôle de la structure de l'ordre économique mondial dans le « sous-développement » des pays du Sud. Ainsi, l'accumulation capitaliste des pays « du centre » (les pays occidentaux majoritairement) et leur hégémonie sont notamment rendus possibles par le positionnement des pays « de la périphérie » sur des marchés toujours plus concurrentiels.

Le présent mémoire s'est par ailleurs attaché à illustrer les jeux de pouvoir en oeuvre au niveau national, ainsi que la manière dont certains acteurs s'approprient l'ensemble des profits, afin de mettre en lumière le rôle des élites nationales dans ces dynamiques.

La crise du covid a contribué à - à nouveau - illustré que la notion de « *rattrapage* » des sociétés « *en développement* » vers des sociétés industrialisées et « *développées* », soit à l'image des sociétés occidentales n'était qu'un mirage. Selon Kalpona Akter « *la pandémie du Covid-19 a mis en lumière à quel point les travailleurs des chaînes d'approvisionnement mondiales faisaient les frais de promesses creuses* » (HRW, 2021).

Les discours sur la méritocratie dominent au sein des sociétés occidentales. Ainsi, la réussite, la richesse et le pouvoir y sont conçus comme reposant sur le seul mérite individuel. Le tenant du discours sur la méritocratie renvoie à celui de la responsabilisation des « *pauvres* », face à leur « *échec* » dans une société qui prétend permettre l'ascension de tout un chacun.

Ces discours se sont rapidement répandus à travers le monde et alors que de nombreuses institutions internationales, telle que l'OIT, ont largement promu que l'on puisse « *s'affranchir de la pauvreté par le travail* » (BIT, 2003b), le cas de l'industrie du prêt-à-porter illustre la nécessité de se désolidariser des discours visant à responsabiliser les individus dans leur propre pauvreté.

Le cas de l'industrie du prêt-à-porter démontre que ni la mise au travail, ni l'intégration au marché global, n'ont permis aux travailleurs·euses de vivre décemment, et encore moins de pouvoir se constituer une épargne qui leur aurait permis d'être plus résilient·es face aux perturbations socio-économiques en cours. Comme souvent en tant de crise, et face à l'abandon des patrons d'usine, des marques et de l'Etat, c'est notamment l'économie populaire - l'économie « *de la débrouille* » - ainsi que le soutien de leur communauté et entourage qui ont pu offrir une certaine protection aux populations précarisées.

Les patrons et propriétaires d'usine, quant à eux, s'ils sont largement critiqués et critiquables, n'ont fait que reproduire, à leur échelle, les schémas induits par la mondialisation du marché. Ce sont ainsi des formes de mimétisme, leur « *capacité à se saisir des opportunités* » qui leur ont permis de capter les profits engendrés par la croissance du pays.

Les discours et narratives précitées omettent les tendances systémiques contribuant à fabriquer la pauvreté et paupérisant des sphères entières de la population. Pour Tocqueville déjà, la pauvreté pouvait être comprise comme « *le produit de l'évolution*

structurelle des sociétés modernes » (Ferraton, 2004, §7). Deux cent ans plus tard, nombre d'auteurs s'accordent à dire qu'elle peut être considérée comme un produit du système capitaliste, tout comme ce dernier se nourrit des inégalités.

6.1.2 L'industrie de la mode, le reflet d'un capitalisme « patriarcal et colonisateur »

Comme l'écrivait Khanna (2011, p.115),

« le développement capitaliste a ébranlé les relations de genre traditionnelles et conservatrices islamiques en permettant aux femmes de s'aventurer en dehors des sphères domestiques et de gagner leur vie de manière indépendante, aussi modeste qu'elle soit. Mais en même temps, l'industrie du prêt-à-porter utilise les relations de genre traditionnelles pour contrôler le travail des femmes; en les isolant de la vue du public, en les surveillant et en les contrôlant strictement tout en maintenant la ségrégation sexuelle »

Comme développé dans la partie , les formes de violences et d'harcèlement auxquelles les ouvrières de l'industrie de l'habillement font face prennent source dans des dynamiques de pouvoir basées sur les inégalités de genre. Par ailleurs, elles s'inscrivent également, dans une perspective intersectionnelle, au croisement de diverses formes de discrimination, du fait que ces femmes sont souvent issues de classes socio-économiques précaires et qu'elles ont par ailleurs souvent le statut de « migrantes » (des campagnes vers les villes) (Fashion Revolution, 2019). A titre de rappel, si le développement de l'industrie de l'habillement bangladaise a joué un rôle clé dans l'entrée des femmes sur le marché du travail et si l'accès au salariat peut être synonyme d'autonomisation pour ces dernières, elles restent néanmoins tributaires d'une ségrégation verticale et horizontale importante.

L'industrie de la mode exploite en ce sens les normes sexospécifiques qui déprécient les femmes, en profitant de leur quête d'autonomisation, voire de liberté, tout en justifiant parfois ses pratiques au travers de mêmes discours.

Le seul développement économique ne permet pas nécessairement aux femmes d'améliorer leur condition globale. En effet, les avancées réalisées par les femmes en Occident sont principalement le fruit de leurs luttes politiques et sociales (Khan, 2005, p.245). Si le développement économique permet à ces dernières d'obtenir une certaine autonomie financière, probablement nécessaire à leur émancipation politique et sociale, il est néanmoins loin d'être le moteur unique des transformations sociétales. Les discours portés par les institutions internationales à l'égard de l'*empowerment* des femmes sont néanmoins emprunts de cette idéologie, selon laquelle, l'autonomisation

résulterait principalement de l'indépendance financière et, de fait, de l'intégration au marché du travail. Au travers de leurs discours, ces mêmes institutions contribuent finalement en un sens à légitimer implicitement certaines formes d'oppression des femmes, sous couvert d'ouvrir la voie à l'indépendance financière, et, *de facto* sociale et politique. Finalement, les politiques d'*empowerment* s'inscrivent généralement dans une perspective libérale, en s'appuyant, à nouveau, sur la responsabilisation des individus, qui doivent se montrer « capables » de saisir les opportunités offertes par le système.

L'oppression importante des femmes dans les pays « en développement » peut être comprise comme le fruit de la rencontre de deux mécanismes de subordination, elle est ainsi à la « *convergence des forces de la mondialisation et du patriarcat local* » (Khan, 2005, p.245).

Comme développé précédemment, alors qu'il n'existe que peu d'opportunités d'emploi rémunéré pour les personnes pauvres et non-qualifiées, surtout dans les régions rurales, le travail en usine offre, au travers de la rémunération, une certaine forme de liberté, notamment pour les femmes. A la recherche d'opportunités, ils et elles sont nombreux·euses à percevoir, du moins initialement, le travail de confection comme étant une porte de sortie face à la ruralité, la pauvreté et parfois même leur famille. Les entreprises profitent ainsi des espoirs de ces populations tout en les maintenant dans une condition de pauvreté limitant la mobilité sociale.

Parallèlement, à l'échelle globale, les personnes qui supportent le poids du modèle de consommation des sociétés dites "développées", qui en payent parfois de leurs corps et qui sont parallèlement les premières victimes du ralentissement de cette consommation, sont des personnes racisées (et majoritairement des femmes, dans le secteur ici abordé). Ainsi, la division internationale du travail ayant découlé de la mondialisation et de la délocalisation des entreprises est emprunte de néo-colonialisme. L'initiative Sourcemap (<http://sourcemap.com>) met à disposition un logiciel de cartographie des chaînes d'approvisionnement mondiale d'un ensemble de produits et marques, dont des chaînes de prêt-à-porter;

« Sourcemap a retracé les chaînes d'approvisionnement de la plupart des principaux fabricants de vêtements et la cartographie qu'il fournit montre que les routes commerciales mondiales sont pour la plupart les mêmes qu'il y a 150 ans, au plus fort de l'exploitation coloniale européenne.

De la même manière que les pays colonisés fournissaient du sucre, du chocolat, du café et des fruits bon marché à l'Occident, les pays « en développement » fournissent désormais des vêtements de courte vie (« disposable ») et bon marchés à l'Occident et aux classes économiques supérieures mondiales » (Semaan, 2018)

Ainsi, les violences à l'encontre des ouvriers et plus particulièrement des ouvrières de l'habillement s'inscrivent dans un système capitaliste que l'on peut qualifier de « *colonisateur et patriarcal* » (Escobar, 2021).

Dans la même perspective, pourquoi les marques occidentales se sont-elles montrées si décomplexées à l'idée de refuser de payer leurs travailleurs-euses, ce, durant certainement l'une des crises les plus importantes de ce siècle? Selon une autrice comme Elizabeth Cline⁵¹, ces pratiques sont à mettre en parallèle du fait que « *les personnes touchées se trouvent dans les pays du Sud (...) qu'elles sont des femmes de couleur (...) et que les entreprises ne pensaient pas qu'elles leur résisteraient* » (Graceffo, 2021). Comme le déclarait S.R. Cusicanqui, on ne peut pas parler de décolonisation, sans décoloniser le travail et les marchés (cité par Escobar, 2021).

Finalement, la crise induite par la pandémie du covid-19 nous (ré-)invite à nous questionner sur ces narratives incontournables que sont celles de la croissance, du développement, de la démocratie, de l'empowerment, de la lutte contre la pauvreté, etc

Au Bangladesh, malgré des avancées sociales notables que les grandes institutions s'efforcent de féliciter (que ce soit en terme de réduction de la pauvreté, d'autonomisation / d'*empowerment* des femmes, d'inclusion sur le marché du travail, d'amélioration des droits du travail, etc), ces dernières peuvent revêtir une amertume particulière face à l'inégale répartition toujours plus importante des richesses engendrées par ce que l'on qualifie de développement. Comme l'écrivait Philippe Marchesin (2004, p. 487), « *la démocratie et le développement ont de nombreux points communs. Il s'agit de deux mythes (...) qui ont autant enchanté que désenchanté le monde* ».

L'évolution actuelle du système capitaliste n'amènera jamais justice économique et sociale, car son essence même est basée sur l'oppression de ses premiers rouages, à savoir la classe ouvrière. Ce, tout comme « *l'ère de la consommation de masse* »⁵² ne peut exister sans qu'une part importante de la population mondiale en paie les frais. En effet, le modèle de la consommation de masse s'est bâti sur l'exploitation et la diminution constante de la valeur de la force de travail d'une partie de la classe ouvrière, avec un déplacement du Nord vers les Suds.

⁵¹ Elizabeth Cline est une autrice et journaliste américaine, spécialisée dans les questions de culture de la consommation, de fast fashion, de durabilité et de droits du travail dans l'industrie du vêtement. Elle est notamment l'autrice des ouvrages "Overdressed: The Shockingly High Cost of Cheap Fashion" (2012) et « The Conscious Closet » (2019)

⁵² Soit la phase finale du modèle d'épanouissement des sociétés prédit par l'économiste W. Rostow

Ces discours et narratives - s'ils traduisaient probablement initialement un ensemble d'idéaux - semblent aujourd'hui ne faire miroiter que des formes de liberté inaccessibles à une grande partie de la population mondiale. Parallèlement, alors qu'ils continuent d'être promus par la majorité des grandes institutions internationales, ils se retrouvent détournés au service des grandes entreprises, en contribuant à légitimer certaines de leurs pratiques.

6.2 Analyse des discours & des mobilisations répondant à la crise

J. Wilson (1973, p.8) définissait la notion de mouvement social comme « *une tentative consciente, collective et organisée, de provoquer ou de résister à un profond changement de l'ordre social par des moyens non institutionnalisés* ». Néanmoins, pour des auteurs comme R.A. Cloward et F.F. Piven (1977, p.19) ce type de définition tend à établir à une « *confusion entre le mouvement populaire d'une part, et les organisations qui se manifestent à la faveur de ce mouvement d'autre part* », ce qu'il importe de distinguer, comme nous le développerons par la suite. Un mouvement social ne se résume généralement pas à une seule organisation, il est en effet composé de diverses « *structures de mobilisation* », qui peuvent être définies comme « *les moyens collectifs, informels aussi bien que formels, par le biais desquels les gens se mobilisent et s'engagent dans l'action collective* » (McAdam, McCarthy et Zald, 1996, p.3, cité par Revillard, 2003).

Au cours de l'analyse des effets de la pandémie sur l'évolution du mouvement social ouvrier du prêt-à-porter, à la fois les approches de la mobilisation des ressources et des opportunités politiques seront mobilisées.

Pour Eric Neveu (1996, p.116), « *l'analyse des mouvements sociaux [est] un terrain de choix pour appréhender tant les attentes nouvelles que les désillusions que suscite le modèle démocratique* ». Bien que la population bangladaise n'ait pas attendu l'Indépendance pour s'organiser et se mouvoir, les promesses amenées par les discours de démocratie et de développement ont amené avec eux leurs lots d'attentes et d'espérances, l'exode rural en étant l'une des plus tangibles illustrations.

Comme évoqué précédemment, alors que les attentes induites par ces discours sont restées de l'ordre de l'utopie pour une partie importante de la population, cette dernière n'en a pas moins fini par intégrer l'ordre établissant une nouvelle classe entrepreneuriale dominante face à une classe ouvrière paupérisée.

Pour R.A. Cloward et F.F. Piven (1977, p.21), le constat d'inégalités ne suffit que rarement à mener les individus au soulèvement, ce, du fait du « *contrôle de la structure sociale* » en oeuvre sur ces derniers. Ainsi, on peut dire des ouvriers-ères bangladaises qu'« *[i]elles se plient aux règles et aux rythmes dictés par la nécessité de gagner leur vie* ». Comme le dénonce aujourd'hui Nazma Akter « *quand les gens ont faim, il est facile de les exploiter* » (Joy, 2021), ce qu'illustre également Kalpona Akter : « (...) *dans beaucoup d'usine, on leur a dit : 'nous ne payerons pas le salaire minimum légal, si vous voulez travailler, travaillez, sinon, partez'* » (Hoskins, 2021).

Longtemps, la littérature sur les mobilisations et les protestations populaires s'est accordée à dire que dès lors que des « *personnes ordinairement dociles en viennent à se rebeller ensemble, c'est qu'un changement majeur s'est produit* », néanmoins, « *une série ou une combinaison de bouleversements est sans doute nécessaire pour que la colère qui sous-tend la protestation atteigne un seuil critique, et se traduise par une contestation collective* » (Cloward & Piven, 1977, p.22-23). Ainsi, des leviers, qui peuvent prendre diverses formes, sont nécessaires pour voir les mouvements populaires décoller. Dans une perspective marxiste, la révolte est « *une conséquence du désespoir causé par l'aggravation des conditions d'existence* » tandis que la révolte ouvrière est liée, quant à elle, aux « *sentiments de haine et de ressentiment envers les formes politico-juridiques de l'exploitation capitaliste* » (Viparelli, 2010, § 4).

Selon l'approche de la « *structure des opportunités politiques* » (Eisinger; Tilly; McAdam) les structures politiques en oeuvre peuvent à la fois contribuer au développement de mobilisations ou, au contraire, réprimer leur essor (Le Saout, 1999, §25). Ainsi, cette approche s'intéresse « *à l'ensemble de contraintes et d'opportunités politiques caractéristiques du contexte dans lequel s'insèrent les mouvements sociaux, et qui contribuent à façonner ces derniers* » (Revillard, 2003, p.2). Dans la continuité, les formes que prennent les mobilisations peuvent être considérées comme « *déterminées par le contexte institutionnel dans lequel les gens vivent et travaillent* » (Cloward & Piven, 1977, p.33).

Aujourd'hui, dans un contexte de crise multidimensionnelle, la pandémie du covid-19 a bouleversé la société. Au Bangladesh, la frustration croissante face à l'accroissement des inégalités, la perte progressive de confiance de la population envers le gouvernement pour sa gestion de la crise ainsi que la perte progressive de la capacité du gouvernement à faire respecter les mesures liées à la pandémie, additionnées à une hausse des violences et de la répression armée à l'égard de la population, etc peuvent-elles apparaître comme des fenêtres d'opportunités?

Pour R.A Cloward & F.F. Piven, (1977, p.46) « *la manière la plus utile de penser l'efficacité de la protestation est d'examiner d'abord les effets perturbateurs des différentes formes de contestation populaire sur les institutions, puis les répercussions politiques de ces perturbations* ». En se mettant en grève, en manifestant et en bloquant les usines, les ouvriers·ères « *cessent de se conformer à leurs rôles institutionnels habituels* ». Néanmoins, ils ne sont souvent guère en mesure de se protéger des éventuelles représailles et se retrouvent à nouveau enlisés dans cette « *structure de coercition ancrée dans [leur] vie quotidienne* » (1977, p.46-49). Face à ces perturbations, la répression ou l'accord de partielles concessions semblent les seules réponses possibles.

Cependant, malgré des résultats souvent contrastés, « *le recours aux mobilisations demeure l'élément stratégique des entreprises de changement politique* » (Neveu, 1996). Les mobilisations des ouvriers·ères textiles sont depuis des décennies tour à tour apaisées par des compromis puis réprimées par la violence, et si elles ont été temporisées, elles ne se sont jamais complètement essoufflées. La crise multidimensionnelle induite par le covid vient, quant à elle, superposer, d'une part la frustration relative aux attentes induites par l'industrialisation et l'entrée dans le marché du travail et, d'autre part, l'occurrence « *d'épreuves soudaines, qui constituent la condition première de l'agitation populaire* » (Cloward & Piven, 1977, p.25).

6.2.1 Quelle place pour le mouvement syndical dans la lutte des ouvriers·ères de l'habillement?

La thèse de R.A. Cloward & F.F. Piven (1977), souligne les limites que rencontrent les mouvements de contestation populaire dès lors qu'ils s'institutionnalisent, comme cela peut être appliqué au cas du mouvement syndical. En effet, « *le souci des leaders de structurer les mobilisations les transforme en professionnels de la lutte* » les incitent à faire des compromis afin « *d'assurer leur position* »; de fait, « *la force contestatrice des plus défavorisés face à l'ordre établi, qui repose sur le nombre et la spontanéité [s'en retrouve] canalisée et domestiquée* » (Guillaume & Audollent, 2015, p.13). Ainsi, à l'image de la sphère politique, l'organisation syndicale bangladaise s'est empreinte de relations clientélistes et de corruption. Pour autant, il est considéré que « *tout mouvement social qui veut s'inscrire dans la durée est confronté à des enjeux d'institutionnalisation* » (Neveu, 2020, §3). En effet, l'institutionnalisation peut

permettre au mouvement d'élargir son accès aux ressources, autant dans leur volume que dans leur diversité⁵³.

Ainsi, pour Neveu (2020), ce n'est pas tant l'institutionnalisation des mouvements sociaux qui est à questionner, mais davantage la trajectoire et les dynamiques qui y mèneront.

Par ailleurs, partout à travers l'Asie du Sud-Est, les syndicalistes et activistes luttant pour les droits du travail ont dénoncé que nombre de patrons d'usines et d'ateliers de confection ont utilisé la crise du Covid comme une opportunité d'éconduire les employé·es lié·es au mouvement syndical (Paton, 2020). Ainsi, si le mouvement syndical continue d'être traversé par des problématiques de représentativité, de clientélisme et de corruption, notamment liées à son institutionnalisation, il reste néanmoins perçu comme une menace, soit comme une entité éventuellement capable d'éroder le système.

Dans cette perspective et face aux tendances présentées dans ce document, l'organisation syndicale bangladaise a-t-elle fourni un appui effectif aux mobilisations des ouvriè·ères?

Quel rôle durant la crise? Les principales revendications portées par les syndicats durant la pandémie renvoient à la distribution de nourriture et d'argent pour les personnes qui avaient été licenciées, la perception d'allocation de risque dès lors que les travailleurs·euses étaient contraints de continuer à travailler, des tests covid et la vaccination gratuite, le versement d'indemnités pour les mois où les travailleurs·euses n'ont touché aucun revenus et surtout l'arrêt des licenciements durant cette période (KM Mintu, communication personnelle, 2021). Par ailleurs, les syndicats ont organisé des distributions de colis alimentaires afin de soutenir les travailleurs·euses les plus impacté·es.

⁵³ Ce, rejoignant la théorie de la mobilisation des ressources. La théorie de la mobilisation des ressources entend mettre l'accent sur l'importance des facteurs dits organisationnels et stratégiques dans la mobilisation, soit des paramètres internes. Le concept de ressource s'y entend comme « [l'ensemble des] capacités d'action susceptibles d'être mobilisées en vue de la promotion d'une fin » (Blin, 2005, p.172). Freeman (1979, cité par Blin, p.173-174) précisera cette définition en distinguant les ressources tangibles - l'argent, l'espace, etc - des ressources intangibles, à savoir les individus eux-mêmes, qui, au travers de trois canaux - leur spécialité (expertise, réseau, statut,...), leur temps et leur engagement - contribueront à faire vivre la mobilisation. Blin (2005, p.174) offre quant à lui un découpage peut être davantage pragmatique en distinguant les ressources matérielles, des ressources symboliques, - d'autorité, - sociales et enfin - coercitives.

Selon nos intervenants, les nouvelles unités syndicales n'ont pas pu être formées à cause de la pandémie, de nombreux bureaux gouvernementaux étant fermés. Cependant, *« les travailleurs licenciés par les usines deviennent membres de la fédération dans l'espoir de percevoir des indemnisations »* (KM Mintu, communication personnelle, 2021).

Une des volontés de cette étude consistait à établir si une augmentation du nombre d'ouvriers·ères syndiqué·es avait découlé de la crise socio-économique induite par la pandémie. Cependant, l'absence jusqu'ici de la possibilité de collecter de telles données quantitatives⁵⁴ ne permet pas d'établir avec certitude si les effets escomptés se sont produits.

Selon KM Mintu, la pandémie du covid-19 contribuera à l'augmentation du nombre d'affilié·es dans les syndicats :

« Les travailleurs sont très enthousiastes à l'idée de créer des syndicats dans les usines, mais les propriétaires de vêtements ne veulent pas leur permettre (...) quand ils tentent de former des syndicats, ils sont licenciés voire attaqués ». Cependant, après avoir perdu leur emploi pendant plusieurs mois, « les travailleurs savent maintenant que pour faire valoir leurs droits, ils doivent former des syndicats (...) ils doivent être davantage informés quant à leurs droits » (communication personnelle, 2021).

Selon notre deuxième intervenante,

« Les activités reprendront quand lorsque la situation redeviendra normale, Nous donnons l'idée du syndicat aux travailleurs et beaucoup veulent venir mais beaucoup ont peur de perdre leur emploi » (communication personnelle, 2021)

L'information des travailleurs·euses sur leurs droits continue de représenter un enjeu central pour les syndicats. Cet accès à l'information est indispensable pour espérer voir les travailleurs·euses se mobiliser face à l'exploitation. En ce sens, et malgré ses limites, le mouvement syndical reste intrinsèquement lié à la contestation ouvrière.

⁵⁴ Aucune des personnes interrogées dans le cadre de cette recherche n'a été en mesure de partager de telles ressources. Cependant, il est possible qu'elles aient jugé préférable de ne pas partager ce type d'informations. Néanmoins, deux des intervenantes m'ont indiqué ne pas avoir accès à un ordinateur (seulement à un téléphone). Ainsi et dans le cadre où ce type de données ne serait effectivement pas disponible, il s'agira d'insister sur l'importance d'en récolter dans le futur, afin d'obtenir une meilleure compréhension des dynamiques sociales en jeu.

6.2.2 Grèves et manifestations au coeur de la protestation

Alors que les travailleurs·euses des bas de chaînes de production ne disposent pas encore des ressources nécessaires pour espérer entrer dans - et influencer - les arènes de négociation, ils et elles sont contraint·es d'évoluer au travers d'autres canaux de mobilisation, davantage protestataires⁵⁵.

Ainsi, la « *persistance de mécanismes d'exclusion politique* » tout comme « *le manque de représentation politique* » (Neveu, 1996, p.116) empêche la classe ouvrière, mais plus encore celle des femmes ouvrières, de se faire entendre et de voir leurs problèmes être pris en charge. Dans ce contexte d'exclusion politique, Cloward & Piven (1977, p.17) écrivaient : « *la protestation est, pour les pauvres, la seule option* ». Les mobilisations « dans la rue » peuvent apparaître comme un instant de reconquête de l'espace public et représentent un moyen d'action d'ampleur pour les mouvements populaires. Qu'en fut-il durant cette période de crise?

Selon notre deuxième intervenante,

« les femmes de notre pays n'acceptent jamais volontiers de faire grève mais quand il n'y a pas d'autres moyens, elles le font. Bien sur, il y a la peur de perdre leur travail. Les travailleuses sont harcelées par les propriétaires, par des intimidateurs locaux et sont faussement poursuivies en justice. La police tire des balles en caoutchouc, charge les femmes et tire des gaz lacrymogènes.

Les propriétaires et les acheteurs profitent de l'épidémie et les travailleurs n'obtiennent pas de salaire convenable, alors, elles se mettent en grève, car elles ont besoin d'argent pour leur loyer et leur nourriture » (communication personnelle, 2021)

Selon un rapport du Bangladesh Institute of Labour Studies ou BILS⁵⁶, portant notamment sur les « *agitations ouvrières* » (« *labour unrests* »); 264 manifestations et grèves relatives au secteur du prêt-à-porter ont été enregistrées en 2020 sur un total de 593. Le comparatif de ce nombre avec ceux des différents autres secteurs investigués,

⁵⁵ En effet, il importe de rappeler que les grèves et manifestations ne représentent pas l'unique registre d'actions relatives aux mobilisations sociales (Cf « structures de mobilisation »)

⁵⁶ Alors que les résultats du rapport du BILS ont été présentés par de nombreux journaux, le rapport officiel ne semble néanmoins pas avoir été rendu public. Une journaliste m'a indiqué que les chiffres du BILS avaient été présentés lors d'une conférence de presse en janvier 2021 et qu'elle n'était donc pas en mesure de me fournir le rapport officiel. Le BILS n'a, quant à lui, pas répondu à notre requête. Les résultats du rapport peuvent ainsi être retrouvés à la référence suivante :

The Financial Express. (2021, 10 January). *Bangladesh industries saw rise in labour unrest in 2020 amid layoffs*. En ligne : <https://thefinancialexpress.com.bd/trade/bangladesh-industries-saw-rise-in-labour-unrest-in-2020-amid-layoffs-1610251088>

révèle que le secteur du prêt-à-porter est, de loin, celui qui comptabilise le plus de contestations ouvrières. En effet, le suivent les secteurs de la fibre de jute et de la canne à sucre, avec respectivement 49 et 46 grèves et manifestations enregistrées pour l'année 2020 toujours, soit bien en-deçà de ce que le secteur du prêt-à-porter a engendré.

Mais quel a été le rôle de la crise induite par la pandémie dans l'évolution de ces mobilisations? Les données collectées par le BILS révèle que pour l'année 2019, 434 manifestations et grèves ouvrières avaient été comptabilisées, dont 134 étaient alors liées au secteur du prêt-à-porter.

Ainsi, en 2020, 44.52% des mobilisations et grèves ouvrières étaient liées au secteur du prêt-à-porter, contre 30.88% en 2019. Cette évolution des mobilisations et grèves des ouvriers-ères de l'habillement renvoie ainsi à une augmentation en terme de valeur absolue mais également en terme de proportion [voir figure 4]. KM Mintu et nos deux intervenantes confirment quant à eux la hausse des mobilisations depuis le début de la pandémie (communications personnelles, 2021).

Figure 4 - Nombre de manifestations et grèves ouvrières comptabilisées en 2019-2020

	2019	2020
Manifestations et grèves* ouvrières (tous secteurs confondus)	434	593
Manifestations et grèves* ouvrières relatives au secteur de l'habillement	134	264
Proportion des manifestations et grèves* ouvrières relatives au secteur de l'habillement sur le nombre tous secteurs confondus (en %)	30,88 %	44,52 %

* comptabilisées

Réalisé à partir de : *The Financial Express*. (2021, 10 January). Bangladesh industries saw rise in labour unrest in 2020 amid layoffs. En ligne : <https://thefinancialexpress.com.bd/trade/bangladesh-industries-saw-rise-in-labour-unrest-in-2020-amid-layoffs-1610251088>

Par ailleurs, il importe également de replacer ces chiffres dans leur contexte :

- La crainte de contracter le virus ou de le transmettre a pu empêcher nombre de personnes de participer à des rassemblements, notamment lorsque que le virus était encore largement inconnu et durant les premiers mois de la pandémie, puis à nouveau, lors de l'apparition de nouveau variants, tel que le variant delta en Inde.
- Les différentes périodes de *lockdown* - notamment celle de mars et avril 2020 - ont également contraint les individus à s'assigner à résidence et ont, en ce sens, entravé leur mobilisation
- Parallèlement, les limitations de déplacement et les directives sanitaires empêchant les rassemblements ont, elles aussi, contribué à restreindre la possibilité pour les ouvriers·ères de se mobiliser collectivement

En ce sens, il serait intéressant de comparer ces données avec celles qui seront établies pour l'année 2021, afin de confirmer ou d'infirmer les deux tendances précédemment évoquées et de questionner encore davantage les impacts de la crise sur les mouvements contestataires du prêt-à-porter bangladais.

Au travers des stratégies déployées par les ouvriers·ères, il est intéressant de constater que si les grèves et manifestations prennent souvent cours aux abords des usines ou sur des autoroutes, l'analyse (non exhaustive) d'articles de presse révèle qu'une part d'entre elles sont organisées au devant de bureaux de presse, démontrant ainsi l'intégration de l'importance de la visibilité des luttes.

Par ailleurs, la répression et le recours aux forces armées ne semblent réussir à réfréner les mobilisations. Malgré le constat de violences importantes à l'encontre des manifestants et celui des licenciements abusifs, les travailleurs·euses continuent d'élever leur voix et de revendiquer leurs droits, ce, dans un contexte économique où la perte d'emploi apparaît encore plus préjudiciable. A la question de savoir si les travailleurs·euses ne craignaient pas de manifester face au récent décès de cinq ouvriers lors d'affrontements avec la police, nos deux intervenantes ont chacune affirmé « *nous n'avons peur de rien* »; « *nous n'avons pas peur de la mort* » (communications personnelles, 2021).

6.2.3 Quelle unicité dans la lutte?

Pour Blin (2005, p.175) et dans la continuité de la pensée de Lipsky (1981), les groupes à l'origine de contestations ne disposant pas de « pouvoir »⁵⁷, doivent, s'ils souhaitent s'inscrire dans les arènes de négociation, passer par « *la conquête d'alliances avec des tiers partis, porteurs de ressources de négociations* ».

Dans le cadre de la mobilisation des travailleurs·euses du prêt-à-porter, les « *groupes contestataires* » ne disposent, selon la typologie de Blin⁵⁸ (2005, p.174) que de ressources dites « *symboliques* », à savoir : un nombre important de manifestants, la mise en évidence de leur position de faiblesse, la promotion de valeurs fondées sur le respect des droits de l'homme et du travail, etc.. Ils se doivent ainsi de former des alliances afin de pouvoir prétendre rendre viables leurs actions.

a) En amont, la nécessité de davantage d'unification?

Comme développé au cours de cette recherche, le mouvement contestataire exprimé au travers de l'action syndicale nécessite premièrement une réunification en son sein. Comme le développait S. Mahmud (2010), il apparaît primordial pour les travailleurs·euses de développer une « *conscience collective* », dépassant les clivages. Par ailleurs, les inégalités persistantes entre hommes et femmes n'épargnent pas la mobilisation ouvrière, tant au niveau de ce qui relève de la protestation que de l'organisation syndicale (malgré des évolutions dans ce domaine). Ainsi, la sous-représentation des femmes, tant dans la représentation des manifestations⁵⁹, que dans leur présence dans les postes de décision des syndicats et fédérations, renseigne sur les défis qu'il leur reste encore à surmonter pour s'affirmer dans le futur des mobilisations.

Finalement, l'analyse des manifestations et grèves relatives au secteur du prêt-à-porter révèle une certaine marginalisation de la lutte, ou, du moins, une ségrégation dans le champ de la mobilisation ouvrière, tous secteurs confondus. En effet, les grèves et manifestations semblent principalement s'organiser sectoriellement. Si les ouvriers·ères du secteur du prêt-à-porter ont été particulièrement touché·es par la crise, qu'en est-il du

⁵⁷ Le pouvoir appartenant dans notre société aux « *personnes qui contrôlent les moyens de coercition physique et celles qui contrôlent les moyens de production de richesses* » (Cloward & Piven, 1977, p.14)

⁵⁸ Relative à la théorie de la mobilisation des ressources

⁵⁹ Les photographies illustrant les articles de presse relatifs aux manifestations et grèves semblent indiquer une surreprésentation des hommes, notamment à la tête des mobilisations, et ne sont finalement pas représentatives de l'ensemble de la main d'oeuvre ouvrière.

reste de la classe ouvrière⁶⁰? Très peu de manifestations ou grèves semblent réunir les différents secteurs de l'industrie manufacturière, alors que leur ampleur pourrait s'en voir décupler.

Comme démontré précédemment, le secteur du prêt-à-porter est celui qui comptabilise, de loin, le plus de grèves et de manifestations. Comment expliquer le bouillonnement contestataire de cette sphère de la population?

- Les conditions de travail et salaires des travailleurs·euses de l'habillement sont-elles davantage problématiques que dans les autres secteurs, notamment manufacturier?
- Le fait de produire des biens de (sur)consommation non essentiels, à plus-value importante, et pour un marché étranger contribuent-ils à la rancœur des travailleurs·euses?
- La mobilisation actuelle des travailleurs·euses de l'habillement est-elle encore marquée par l'histoire des drames ayant touché le secteur, comme l'effondrement du Rana Plaza?
- Les efforts de visibilisation de cette exploitation à l'échelle internationale, par des ONG et associations, des militants et activistes,... tout comme les interactions avec des acteurs tiers influencent-ils la mobilisation?

b) Mobilisation internationale, réseaux sociaux et nouveaux canaux d'action collective

Les conditions particulièrement problématiques des travailleurs·euses de l'industrie textile sont de plus en plus souvent mises en lumière depuis quelques années, sans pour autant réussir à influencer de manière durable les comportements de consommation et de production à l'échelle globale.

Alors que de plus en plus de personnes, notamment chez les jeunes, s'interrogent quant à leur consommation, les marques de *fast fashion* sont, elles aussi, de plus en plus nombreuses à jouer de cette tendance en se parant de labels divers et variés, en déclarant travailler sur leur durabilité, tant environnementale que sociale, en développant des collections et campagnes « *green* », « *sustainable* », « *ethical* », etc

⁶⁰ Les ouvriers·ères du secteur du prêt-à-porter bénéficient probablement d'une visibilité plus accrue au niveau international de par le militantisme qui s'est développé à l'égard de ce secteur, notamment au travers de campagnes en ligne.

Si ces pratiques sont perçues par une partie des consommateurs comme positives et répondant à des enjeux contemporains, la *fast fashion* ne sera jamais durable ou éthique. L'essence même du modèle de *fast fashion* est basé sur l'évolution toujours plus rapide des tendances ainsi que la surconsommation de vêtements à bas coûts. Bas coûts qui ne sont possibles qu'au travers de l'utilisation de matériaux de faible qualité, de pression sur les coûts des infrastructures ainsi que sur les salaires, soit sur l'exploitation de la main d'oeuvre.

Pour Nazma Akter (2021), « *au milieu de cette année dévastatrice, la pandémie a aussi exposé au monde les problèmes relatifs à l'industrie de l'habillement (...) malgré l'importance grandissante des initiatives de greenwashing, les marques ont abandonné les travailleurs·euses* ».

La crise du covid-19 et les mobilisations qu'elle a entraînées au niveau international, notamment en ligne via les réseaux sociaux, a peut être permis de visibiliser davantage, aux yeux d'un public plus large, la condition des personnes fabriquant nos vêtements. La campagne *#PayUp* (<https://payupfashion.com/>) a contribué à visibiliser le combat des travailleuses de l'habillement dès lors que ces dernières ont commencé à ne pas percevoir leurs salaires. La campagne *#PayUp* a ainsi été lancée en mars 2020, après les annonces d'annulation rétroactives massives de commandes de la part de la majorité des grandes marques de fast fashion et d'habillement. La campagne regroupe une coalition mondiale de travailleurs·euses textiles, de syndicats, d'ONG, de militants ainsi que d'activistes et a notamment établi la liste publique des marques qui avaient annulé leurs paiements, indiquant les montants de ces derniers, tout en menant des actions de lobbying. La campagne a notamment été portée par l'ONG Remake, le Workers Rights Consortium ainsi que la Clean Clothes Campaign. Elle est devenue virale durant l'été 2020 sur de nombreux réseaux sociaux, avec l'utilisation du hashtag *#payup*, la création de pétitions, etc et a réussi à faire pression sur de nombreuses marques.

Sans l'aide de la campagne *#PayUp*, il est estimé que des millions de travailleurs supplémentaires auraient perdu leur emploi sans salaire et sans filet de sécurité sociale. En mars 2021, 21 marques des 39 qui étaient pointées du doigt par la campagne se sont engagées à payer l'intégralité de leurs commandes précédemment annulées, ce, équivalent à plus de 22 milliards de dollars (soit tout de même un an après les faits). Selon certains activistes, il s'agit de « *l'une des campagnes des droits du travail les plus réussies dans l'industrie de la mode moderne* » (Graceffo, 2021). Néanmoins, et à titre de questionnement, le paiement effectif des marques aura / pourra-t-il bénéficier aux travailleurs·euses de bas de chaîne? Il importerait de questionner si la majorité des

travailleurs·euses qui n'avaient initialement pas obtenu leurs salaires ont bien été / seront bien indemnisé·es à la suite de la campagne⁶¹.

Si son impact sur les travailleurs·euses de bas de chaîne de production reste à investiguer, la campagne #PayUp réaffirme néanmoins l'importance des enjeux de visibilisation dès lors qu'il s'agit de faire pression sur des acteurs d'envergure.

Comme le défendaient Hossain et Al. (2013, p.209), « *pour garantir les droits des travailleurs dans un contexte de mondialisation, une intervention aux niveaux international, national et local est nécessaire. Les mouvements populaires internationaux peuvent représenter des instruments clés pour forcer les entreprises multinationales à respecter les droits du travail* ». C'est ainsi qu'une organisation mondiale comme Fashion Revolution, ou encore la Clean Clothes Campaign, tentent de faire converger les luttes des ouvriers·ères textile à travers le monde ainsi que de les visibiliser, au travers du plaidoyer et du lobbying.

Par ailleurs, les réseaux sociaux jouent, de plus en plus souvent, un rôle non négligeable dans les mouvements contestataires, surtout en ces périodes de confinement et de restriction des déplacements, qui limitent les interactions « *face à face* ». Au-delà de la visibilisation des mouvements, certains réseaux sociaux tels que whatsapp, Facebook ou encore telegram offrent un espace relativement sécurisé aux travailleurs·euses - et plus particulièrement aux femmes - afin de se « rencontrer », se « connecter », discuter, s'organiser, etc KM Mintu confirme cette tendance en expliquant : « *grâce aux téléphones portables, je peux parler avec les travailleurs tous les jours, de nombreux travailleurs passent des appels vidéos* » (KM Mintu, communication personnelle, 2021)

Comme développé au cours de ce mémoire, les grandes marques se sont largement désolidarisées de leurs travailleurs·euses de bas de chaîne de production durant la crise; qu'en est-il de leur responsabilité?

⁶¹ On peut se poser la question particulièrement en ce qui concerne les ouvriers·ères qui avaient été licenciés et qui avaient décidé de quitter les villes pour retourner dans leurs villages. Un suivi est-il possible pour permettre à ces personnes de récupérer leurs indemnités (ce, notamment dans un contexte où ils ne disposent pas nécessairement d'un compte en banque)? Qu'en est-il concernant les usines ayant fermé définitivement?

c) Quelle responsabilité des entreprises?

Si le gouvernement bangladais peut être critiqué tant dans ses manquements en terme législatif, que dans la répression du mouvement syndical et sa gestion de la crise, est-il à lui seul en mesure d'assurer la protection et la reconnaissance des droits de ses travailleurs·euses?

Alors que l'industrie de l'habillement commence à se développer en de nouvelles régions - avec, par exemple, des investissements de grandes entreprises, notamment chinoises en Afrique - et face à la montée en puissance d'acteurs régionaux tel que le Vietnam, le Bangladesh reste le deuxième exportateur mondial de vêtements du fait même qu'il offre des coûts de production parmi les plus bas au monde.

L'amélioration des conditions de travail des ouvriers·ères ne peut passer que par une augmentation des fonds destinés à leur salaire et à la qualité des infrastructures, des machineries et des matériaux, soit par une augmentation des coûts de production.

Dans un contexte de compétitivité toujours plus accrue, si le pays décidait aujourd'hui d'établir des protocoles de sécurité, de mettre en place des salaires décents et de fournir aux travailleurs·euses un cadre où il serait à même de négocier, il perdrait simplement sa position concurrentielle sur le marché. La même logique se poursuit concernant les décisions des patrons d'entreprises, car leur rentabilité découle directement de leur capacité à se montrer compétitifs.

Pour notre deuxième intervenante,

« Notre gouvernement a beaucoup aidé les propriétaires d'usines à maintenir leurs entreprises, mais les propriétaires ont toujours mis les travailleurs en danger et ceux qui achètent leurs vêtements dans nos pays ne nous ont pas non plus tendu la main. L'épidémie n'est pas la même pour tout le monde, si les acheteurs étaient un peu plus humains et si les propriétaires étaient un peu plus humains, alors les travailleurs obtiendraient plus d'aide » (communication personnelle, 2021)

Malgré des discours indiquant une hausse des contrôles, le développement de programmes d'aide, la mise en place de RSE ou encore d'audits « indépendants », le secteur de la confection d'habillement bangladais continue d'être traversé par des zones d'ombre.

La démultiplication du recours à la sous-traitance, rendue possible par l'existence d'un véritable réseau souterrain d'unités de production, non enregistrées et qualifiées en ce sens d'informelles, permet trop facilement aux marques de se dé-responsabiliser des

pratiques en oeuvre, sous couvert qu'elle n'en avaient « pas connaissance ». Ainsi, de l'invisibilisation des unités de production informelles à l'affirmation de prises de dispositions réfutées par les travailleurs·euses et les acteurs organisant leurs luttes, le manque de transparence caractérise l'industrie de l'habillement.

Conclusion

L'objet de cette étude visait à rendre compte des impacts de la pandémie sur la filière industrielle de l'habillement bangladaise et ses travailleurs·euses, ainsi que sur leurs mobilisations :

Comment la pandémie, et la crise multidimensionnelle en découlant, ont-elles impacté la condition des travailleurs·euses de l'habillement au Bangladesh? Dans quelle mesure ont-elles influencé les luttes et mobilisations de ces derniers·ères?

A cet effet, ce travail de recherche est revenu, dans un premier temps, sur les conditions de l'émergence de l'industrie de l'habillement au Bangladesh et ses impacts en termes socio-économiques. Dans la continuité, la présente recherche a illustré les problématiques relatives à ce secteur, tant en ce qui concerne les conditions de travail des travailleurs·euses, que les lacunes en terme de droit du travail ou de droit d'organisation voire le non-respect des législations existantes. Parallèlement, ont été présentées les différentes stratégies déployées par les ouvriers·ères afin de lutter pour la reconnaissance de leurs droits, notamment au travers de l'organisation syndicale, tout en investiguant leurs limites.

Dans un second temps, la présente recherche a questionné les impacts de la crise socioéconomique induite par la pandémie du covid-19 sur la filière industrielle de l'habillement bangladais et ses travailleurs·euses.

Enfin, les impacts de la crise et de la pandémie sur les mobilisations des travailleurs·euses ont, à leur tour, été questionnés, tant dans leurs dynamiques protestataires qu'au travers de l'organisation syndicale. Cela, face à une recrudescence de la pauvreté, l'accroissement des inégalités, un retrait presque total des marques de vêtements face à leurs responsabilités et la visibilisation des limites du système.

Apports de la recherche

Cette recherche a permis de visibiliser l'inégale répartition des impacts de la crise du covid-19, tant à l'échelle mondiale que nationale, en insistant sur la mise en lumière d'une population particulièrement touchée : celle des travailleurs·euses de l'habillement. Par ailleurs, alors que la crise du covid-19 apparaît comme un événement d'ampleur singulière pour notre société, il importe de ne pas oublier toutes les problématiques (pré-)existantes qu'elle a contribué à révéler et illustrer.

Face à un événement d'apparence singulière, mais qui tend à durer dans le temps, il apparaît urgent de développer des formes de résilience qui permettront, dans un premier temps, de répondre aux impacts de la crise mais qui surtout, pourront servir de ressources face aux transformations et bouleversements à venir. Par ailleurs, ces formes de résilience pourraient, en fonction de leur trajectoire, venir questionner les discours qui restent, aujourd'hui encore, largement hégémoniques.

Les mouvements sociaux, tant dans leur genèse, que leur développement, leurs réussites et leurs échecs, ont toujours été questionnés par la littérature. Alors que la crise induite par la pandémie apparaît comme un événement inédit, opérant dans un contexte d'interconnexions toujours plus accru, le présent mémoire a entendu questionner l'impact de cette dernière sur l'évolution des luttes bangladaises des ouvriers·ères de l'habillement.

Si la pandémie du covid-19, et la crise socio-économique qu'elle entraîne, représentent un « *phénomène social mondial* », nous sommes loin de tous être égaux face à elles et ne disposons pas tous des mêmes ressources pour y répondre (Pleyers, 2021). Comme a tenté de le démontrer cette recherche, la crise induite par la pandémie a particulièrement touché la population bangladaise, avec le basculement d'une part importante de la population dans la pauvreté. L'analyse des impacts de la crise sur les ouvriers·ères de la filière de l'habillement a permis d'illustrer, d'une part, l'incapacité du gouvernement à protéger et soutenir les population précarisées, mais a révélé, d'autre part, à quel point les grandes entreprises ont totalement délaissé leur main d'oeuvre de bas de chaîne de production.

Au Bangladesh, alors que « *l'industrie est le moteur de l'économie du pays (...) l'Etat s'est montré visiblement indifférent aux travailleurs qui sont à l'origine de ce succès. Il n'a rien fait pour leur sécurité ou leurs droits* » (Parvez & Riaz, 2021). Il en va de même en ce qui concerne les grandes marques qui peuplent l'industrie de la mode. Alors que ces dernières génèrent des millions de dollars de profit par an et qu'elles ont finalement bâti leur fortune sur cette même main d'oeuvre, aucune n'a entrepris de les

soutenir substantiellement durant la pandémie. Après avoir annulé des commandes déjà en cours voire même finalisées, les marques de vêtement n'offrent aujourd'hui plus aucune constance dans leurs commandes, aux dépens de la sécurité de l'emploi des travailleurs·euses de bas de chaîne et profitent même de la crise pour négocier les coûts de production à la baisse. Parallèlement, il a quelque part été normalisé que des personnes qui travaillent chaque jour à la production de biens de consommation dégageant des plus-value immenses, soient dépendantes de colis alimentaires pour survivre.

Alors que la crise a fait exploser les inégalités, tant au niveau mondial que national, s'y additionnent des inégalités sociales toujours plus prégnantes, comme l'illustre le cas au Bangladesh. Au-delà des pertes de revenus considérables auxquelles les ouvriers·ères de l'habillement ont dû faire face, les stratégies déployées par les ménages pauvres pour répondre à la crise risquent d'avoir des conséquences sur le long terme. Ainsi, au niveau financier, les crédits et prêts contractés, qu'ils soient formels ou informels, risquent de favoriser la paupérisation des personnes concernées dans les années à venir. Au niveau de la santé, et au-delà des impacts importants sur la santé mentale face à une double crainte⁶², il a été constaté que de nombreux ménages réduisaient leurs dépenses en nourriture afin de réaliser des économies, en réduisant et la quantité et la qualité de leurs repas. Alors que les ouvrières de l'habillement souffrent déjà pour beaucoup de malnutrition, ces restrictions alimentaires, surtout si elles sont menées au long terme, pourraient impacter durablement la santé des personnes concernées. Par ailleurs, des inquiétudes grandissantes concernent également les jeunes générations. Les détérioration des conditions d'apprentissage causées par la fermeture des écoles, la hausse probable du mariage et du travail des enfants pour combler les pertes de revenus, etc sont autant d'enjeux d'envergure pour la population bangladaise et son devenir. Il importerait également de questionner la répercussion des licenciements liés à la pandémie sur l'emploi féminin. Alors que ce sont en majorité les femmes qui ont été les premières à être licenciées, ces pratiques peuvent-elles modifier de manière durable la proportion de femmes au sein de cette industrie? Finalement, la crise, au-delà de paupériser les travailleurs·euses de l'habillement, risque de réduire la mobilité sociale de ces derniers·ères ainsi que celle de leurs enfants.

La crise de l'industrie de l'habillement bangladaise - et plus globalement la crise multidimensionnelle induite par la pandémie - permet d'illustrer les limites d'un système basé sur l'extrême libéralisation et la (sur-)consommation, tout comme les limites du modèle de développement centré sur la croissance, qui a marqué l'histoire de nombreux pays *des Suds*.

⁶² Soit celle liée au virus lui-même et celle liée à la détérioration de la situation économique

Ainsi la crise a permis d'illustrer que le modèle de développement bangladais, s'il a induit une croissance économique remarquable et des avancées socio-économiques importantes, n'a en revanche, aucunement pu offrir aux habitants du pays les filets de sécurité nécessaires à tout bouleversement d'envergure

Dans la même continuité, les travailleurs·euses des bas de chaîne de production de l'habillement, qui sont à la base de la production des biens de consommations destinés principalement aux marchés des économies « développées » et qui ont été « capables de s'inclure sur le marché du travail », n'ont pu bénéficier de presque aucun mécanisme de protection.

Finalement, si l'industrie de la mode permettait déjà de pointer du doigt les caractères patriarcal et néo-colonialiste du capitalisme, la crise aura permis de révéler davantage les failles et dérives du système. En ce sens elle réaffirme l'importance de questionner les discours et pratiques orientant le développement des sociétés.

Quelles réponses face à la crise?

Dans un premier temps, le présent mémoire a tenté d'illustrer les obstacles à la mobilisation des travailleurs·euses, d'une part, externes, avec la répression des protestations et de l'organisation des travailleurs·euses, tant par les pouvoirs publics que les propriétaires et patrons d'usines; d'autre part, internes, notamment au niveau de l'organisation syndicale, avec des enjeux de représentativité, de proximité politique et de corruption; et finalement culturels.

Face à ces tendances, la crise a-t-elle pu agir comme moteur, comme levier de la mobilisation? Au commencement de cette recherche, personne ne pouvait prédire que la pandémie marquerait le monde durant plus d'un an. Le manque de recul temporel sur la question et le fait même que la crise batte encore de son plein aujourd'hui, ne permettent finalement pas d'affirmer avec certitude que la pandémie et la crise relative impacteront de manière durable les mobilisations des travailleurs·euses de l'habillement. Néanmoins, les données présentées dans cette recherche tendent à confirmer l'influence, du moins temporaire, de la pandémie sur ces dernières. Ainsi, face à une détérioration substantielle des conditions de vie, l'accroissement des frustrations et ressentiments face à l'exploitation, mais aussi l'abandon, les travailleurs·euses se sont mobilisés·es, au-delà des obstacles traditionnels et face à une répression accentuée par la pandémie. En effet, en se mobilisant, au travers des grèves et des manifestations, les travailleurs·euses risquent de perdre leur travail et revenus

dans une période critique. Là où ils et elles auraient pu choisir la sécurité, ils n'hésitent pas à se révolter face au manque de considération à leur égard.

L'analyse de la récurrence des grèves et manifestations des secteurs ouvriers pour les années 2019 et 2020 révèle ainsi une hausse des mobilisations depuis le début de la pandémie, avec 264 événements liés au secteur du prêt-à-porter en 2020 contre 134 en 2019. Ce, alors même que les limitations de déplacements, les périodes de confinement et la crainte de contracter le virus ont pu réfréner la volonté de certains. Par ailleurs, sur l'ensemble des grèves et manifestations des secteurs ouvriers comptabilisées à travers le pays en 2020, 44.52% étaient liées au secteur du prêt-à-porter (contre 30.9% en 2019). Deux hypothèses concernant cette divergence seront ici retenues. Tout d'abord, alors que le secteur de l'habillement est majoritairement destiné à l'exportation, ses travailleurs·euses ont probablement été touché plus durement par la crise face à ceux qui produisaient en partie pour le marché national. En effet, depuis plus d'un an aujourd'hui, la sécurité de l'emploi n'est plus garantie pour les travailleurs·euses de l'habillement alors que les grandes marques ont tour à tour annulé et ralenti leurs commandes au gré des confinements et des attitudes de consommation des pays occidentaux, dont les pays de l'Union Européenne et les Etats-Unis.

Par ailleurs, le secteur industriel de l'habillement bangladais bénéficie d'une certaine visibilité à l'échelle internationale, bien qu'elle reste propre à des sphères limitées et sensibilisées à ces thématiques. Ainsi, le développement de plateformes, d'ONG et d'associations à portée internationale (FashionRevolution, CCC, Remake,...) s'étant spécialisées dans la visibilisation et la coordination des luttes des ouvriers·ères de la filière textile, n'a parfois pas d'équivalence dans d'autres secteurs. Dans leurs efforts de visibilisation et de dénonciation, ces acteurs peuvent contribuer à nourrir les luttes au niveau local, tout comme leurs efforts de lobbying (en interaction avec les plateformes syndicales internationales) peuvent faire pencher la balance dès lors qu'il s'agit de faire pression sur les grandes firmes.

Epilogue prospectif

La crise du covid-19 pourra-t-elle servir de fenêtre d'opportunité pour les luttes des travailleurs·euses de l'habillement? Pourra-t-elle influencer de manière durable les mouvements de contestation? Peut-elle encore faire ouvrir les yeux au grand nombre sur les dérives du système? Rien n'est gravé d'avance et alors que, d'une part, les discours capitalistes appellent à la relance de la consommation pour soutenir l'économie, et, d'autre part, la répression tente de museler la contestation, tout changement politique ou social dépendra « *de la capacité des acteurs sociaux à mettre en évidence les problèmes générés par la situation historique, à lui donner un sens et à promouvoir des visions politiques et une rationalité économique alternatives* » (Pleyers, 2021).

Malgré une importance grandissante des mobilisations durant l'année 2020, l'histoire des mobilisations ouvrières a été marquée par de nombreuses périodes intenses en protestation. Au Bangladesh, les grèves et manifestations massives sont loin d'être des événements isolés, ce, malgré des répressions violentes. Comme exposé durant cette recherche, des événements tragiques sont souvent à l'origine de ces mobilisations et ces dernières finissent généralement par s'apaiser par l'octroi de certaines concessions dont, fréquemment, une hausse du salaire minimum. Ainsi, alors que le salaire de ouvriers·ères continue de représenter leur principale revendication, la hausse de ce dernier tend usuellement à calmer les soulèvements.

Tant la poursuite des mobilisations au courant de l'année 2021, que les mesures qui seront prises pour tenter de les apaiser, mériteraient qu'on s'y attarde, notamment du fait que la situation au sein du pays tend à s'aggraver depuis quelques mois. Comme explicité durant cette recherche, le Bangladesh a connu une deuxième vague assez tardive, entraînant de nouvelles périodes de confinement et de restriction des déplacements, qui pourraient, à nouveau, impacter l'évolution des mobilisations.

De son côté, si l'organisation syndicale continue d'être traversée par des défis, elle reste néanmoins un espace de coordination de la lutte, tout en accroissant le panel des ressources mobilisables. Par ailleurs, son possible renouvellement - notamment au travers de la hausse de la présence des jeunes et du leadership des femmes - pourrait contribuer à transformer les rapports de pouvoir aujourd'hui en oeuvre. Si l'éclatement de l'organisation syndicale bangladaise a pu miner le combat des ouvriers·ères, la crise induite par le covid - qui a impacté lourdement la majeure partie de la main d'oeuvre du prêt-à-porter - pourrait apparaître comme un vecteur de réunification. Comme évoqué précédemment, si une des volontés de cette étude visait à établir l'impact de la crise sur le mouvement syndical, notamment au travers de l'analyse du nombre d'affilié·es avant

et après le début de la pandémie, de telles données n'ont pu être collectées. Les syndicalistes interrogés-es dans le cadre de cette étude sont néanmoins d'avis que la crise favorisera le développement de l'organisation syndicale.

Finalement, face à une crise d'ampleur et des conséquences dévastatrices pour de nombreux secteurs de la population, particulièrement les plus précaires, le présent mémoire a souhaité réaffirmer l'importance d'améliorer la transparence, à toutes les échelles, mais surtout, d'engager une véritable responsabilisation des entreprises.

En effet, il semble aujourd'hui, plus que jamais, nécessaire de renforcer les pratiques de transparence, autant en ce qui concerne la reconnaissance des différents acteurs participants aux chaînes de production, que dans les pratiques et mesures entreprises pour améliorer les conditions de vie et de travail des populations concernées, afin de limiter la corruption et les discours de *green- / social washing*.

Il est du devoir des acteurs internationaux, d'une part en tant que partenaire commerciaux et, d'autre part, en tant que premiers bénéficiaires de ces échanges, d'imposer aux producteurs des normes, mais surtout, de leur donner les moyens de répondre à ces obligations. Il est ainsi nécessaire de rappeler que ce sont les firmes internationales qui sont les premières à exercer une pression toujours plus importante sur les coûts de production. Alors que la valeur des exportations de prêt-à-porter a doublé en moins d'une décennie, passant de 14,6 milliards de dollars en 2011 à 33,1 milliards de dollars en 2019 (Berg & Al, 2021), cette hausse renvoie avant tout à une augmentation du volume des exportations et non à une augmentation des coûts de production. En effet, une étude du Centre for Global Workers' Rights, menée auprès de 211 usines bangladaises fournissant des vêtements à des grandes firmes internationales, révèle qu'entre 2011 et 2016, le prix moyen des vêtements à destination des Etats-Unis a chuté de 11%, tandis qu'il a chuté de 9% en ce qui concerne les exportations vers l'Union Européenne (dans Mirdah, 2018b). Par ailleurs, si cette thématique n'a pas été approfondie dans le cadre de cette recherche, le poids des choix de consommation des individus sur les pratiques de l'industrie mérite également d'être questionné.

Parallèlement, alors que « *La pandémie a mis en évidence que les initiatives des marques et leurs « efforts » de responsabilité sociale ne fourniront jamais aux travailleurs les protections dont ils ont besoin* » (Akter, 2021), il semble primordial, au-delà des enjeux de transparence, d'établir des codes de conduite et des législations contraignantes à l'échelle internationale. En effet, tout pays consommateur se devrait de prendre une part de responsabilité dans la poursuite de l'expansion des droits fondamentaux des hommes et femme à travers le monde.

Après l'incendie de l'usine Tazreen Fashion en 2012 et l'effondrement du Rana Plaza en 2013, certains acheteurs internationaux ont cessé de s'approvisionner au Bangladesh⁶³ et les Etats-Unis ont mis fin au Système des Préférences Généralisés (SPG), soit aux accords tarifaires préférentiels dont profitait le Bangladesh jusqu'alors (Elahi et Al., 2019; Berg & Al., 2021). Ce faisant, ils se sont dé-responsabilisés de ces événements, en invitant les consommateurs à penser qu'ils se souciaient effectivement des conditions de vie des ouvriers·ères de bas de chaîne de production. L'hypocrisie des grandes marques à ce sujet s'accompagne parfois de celle d'autres d'autres acteurs, comme le révèlent de nombreux discours pointant du doigt le gouvernement bangladais et les propriétaires d'usine seulement. Il importe, dans une perspective systémique, d'établir une responsabilité partagée entre les différentes parties prenantes. En effet, l'amélioration des conditions de vie et des droits des travailleurs·euses nécessite autant de transformations au niveau local qu'international. Ainsi, ce n'est pas uniquement à l'intérieur du pays qu'il est nécessaire d'améliorer les conditions et législations en vigueur, c'est aussi à l'échelle internationale, car sans cadre législatif contraignant, les grandes marques auront toujours la possibilité de se re-localiser dans des pays aux législations plus souples.

A ce sujet, c'est notamment durant la pandémie, soit en mars 2021, que le Parlement européen s'est saisi de son droit d'initiative législative - lui permettant de formuler une proposition à la Commission - avec l'ambitieux projet de « Devoir de vigilance et responsabilité des entreprises ». Ce projet de loi impliquerait une responsabilité des entreprises et sociétés opérant sur le seul européen, en cas d'atteintes aux droits de l'homme, à l'environnement et à la bonne gouvernance. Ainsi *« des règles européennes contraignantes en matière de devoir de diligence signifieraient que les entreprises devraient identifier, traiter et corriger leur impact potentiel et avéré sur les droits de l'homme (notamment les droits sociaux, commerciaux et des travailleurs), l'environnement (y compris la contribution au changement climatique) et la bonne gouvernance, tout au long de leur chaîne de valeur (...) les droits des victimes et des parties prenantes dans les pays tiers, qui sont particulièrement vulnérables, devraient également être renforcés »* (Parlement européen, 2021). En effet, *« ce texte aurait notamment pour implication de garantir l'accès aux recours juridiques pour les victimes »* (Pacheco, 2021), notamment auprès de cours européennes. Par ailleurs, les sanctions proposées incluent *« de lourdes amendes, l'exclusion des marchés et aides publics et l'interdiction d'importer certains biens »* (Héraud, 2021).

⁶³ L'entreprise Disney a par exemple, suite à l'effondrement du Rana Plaza, annoncé progressivement arrêté ses opérations dans *« les pays les plus à risque »* tel que le Bangladesh (Elahi & Al., 2019)

Si ce projet de directive européenne ne suffira certainement pas à insuffler au marché une conscience éthique et durable, il pourra néanmoins soutenir les luttes des travailleurs·euses de l'habillement, tout comme celles de beaucoup d'autres. Car là où des acteurs locaux et nationaux ne pourront probablement jamais responsabiliser les entreprises, un cadre international contraignant pourrait contribuer à faire évoluer les rapports de force en oeuvre.

Bibliographie

ABA Center for Human Rights. (2021). *The 2016–2020 Ashulia Strike Cases: Garment Worker Union Leaders in the Bangladeshi Criminal Justice System*. 51p. En ligne : https://www.americanbar.org/content/dam/aba/administrative/human_rights/justice-defenders/bangladesh-ashulia-strike-cases.pdf

Abaté A. M. (2018). Les motivations et logiques de l’informalisation des entreprises formelles. *Revue Congolaise de Gestion*. (2018/1 n°25). pp.11-66. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-congolaise-de-gestion-2018-1-page-11.htm>

ActionAid International. (2019, 25 July). *Sexual harassment and violence against garment workers in Bangladesh*. 14p. En ligne : <https://actionaid.org/sites/default/files/publications/ActionAid%20briefing%20paper%20on%20Bangladesh%20garment%20workers%20FINAL.pdf>

AFP. (2013, 22 mai). *Bangladesh : l'enquête accuse le propriétaire de l'immeuble d'être responsable du drame*. En ligne : <https://fr.fashionnetwork.com/news/Bangladesh-l-enquete-accuse-le-propretaire-de-l-immeuble-d-etre-responsable-du-drame,331517.html>

Agence de développement économique AD'OCC. (2020). Bangladesh : Contexte politico-économique. *Données Export - Profil des pays*. En ligne : <https://export.agence-adocc.com/fr/fiches-pays/bangladesh/le-contexte-economique-et-politique>

Aggour A. & Abou El Hassan A. (2018). Fast fashion business model : Cas de Zara. *Research Article. Université Hassan II - Casablanca*. 12p. En ligne : <https://revues.imist.ma/index.php/MLS/article/view/13250/7390>

Ahasan N. (2018). What has changed since the Spectrum disaster? *The Daily Star*. En ligne : <https://www.thedailystar.net/opinion/interviews/what-has-changed-the-spectrum-disaster-1560922>.

Ahmed R. & Rahman T. (2021, 15 April). Combatting the impact of COVID-19 school closures in Bangladesh. *World Banks Blogs*. En ligne : <https://blogs.worldbank.org/endpovertyinsouthasia/combating-impact-covid-19-school-closures-bangladesh>

Akter, M. & Nazneen, S. (2013). Chapter 6 : Inclusive democracy - Engendering political Parties. *The State of Governance Report: Bangladesh 2013*. BrAC Institute of Governance and Development, BrAC university Dhaka. pp. 79-91. En ligne : https://bigd.bracu.ac.bd/wp-content/uploads/2020/03/7.-SOG_2013.pdf

Akter N. (2021, 6 May). May Day 2021. *Awaj Foundation*. En ligne : <http://awajfoundation.org/may-day-2021/>

Akhter T. (2020). Bangladesh's Garment Workers Are Being Treated as Disposable. *The Nation*. En ligne : <https://www.thenation.com/article/world/bangladesh-garment-workers-covid-19/>

Akhter S. (2021a, 8 March). Child marriage rate goes up. *New Age Bangladesh*. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/132072/child-marriage-rate-goes-up>

Akhter S. (2021b, 6 April) People suffer amid slack restrictions. Government plan 'unrealistic': experts. *New Age Bangladesh*. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/134562/people-suffer-amid-slack-restrictions>

Akhter S. (2021c, 7 April) Bangladesh allows public transport in cities from today. Protests against market closure continue. *New Age Bangladesh*. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/134607/bangladesh-allows-public-transport-in-cities-from-today> [article de presse]

Akhter S. & Rahman M. (2021, 12 April). People rush out of cities as fresh curbs announced in Bangladesh. *New Age Bangladesh*. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/135180/people-rush-out-of-cities-as-fresh-curbs-announced-in-bangladesh>

Ambassade de France au Bangladesh - Service économique de Dhaka. (2020). Le travail des femmes au Bangladesh. 2p. En ligne : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/4b19f251-7f3d-4edb-921d-e67baefca17a/files/031a9265-ea46-4617-9b0d-500509f1a29f>

Ammar G. & Roux N. (2009). Délocalisation et nouveau modèle économique : le cas du secteur textile-habillement. Dans : *La Revue de l'Ires*, No 62(3), p.99-134. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-de-l-ires-2009-3-page-99.htm>

Amnesty International. (2020a). Bangladesh. Les attaques croissantes visant les médias doivent cesser. *Bangladesh*. En ligne : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/10/bangladesh-escalating-attacks-on-the-media-must-stop/>

Arthuis J. (2005) Rapport d'information fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur la globalisation de l'économie et les délocalisations d'activité et d'emplois (Annexe au procès-verbal de la séance du 22 juin 2005). Sénat, Session ordinaire de 2004-2005, No 416. 104p. En ligne : <https://www.senat.fr/rap/r04-416-1/r04-416-11.pdf>

Awaj Foundation. (s.d.). *Improving Wages*. En ligne : <http://awajfoundation.org/our-work/improving-wages/>

Badie B. (1994). Introduction. *Le développement politique*. pp.3-10. En ligne : <https://www.cairn.info/le-developpement-politique--9782717826012-page-3.htm#:~:text=Avec%20cette%20nouvelle%20perspective%2C%20le,%5B3%5D>

Bain M. (2016, 12 February). The problem in Bangladesh's garment industry is three times bigger than anyone suspected. *Quartz*. En ligne : <https://qz.com/577024/the-problem-in-bangladeshs-garment-industry-is-three-times-bigger-than-anyone-suspected/#:~:text=Often%2C%20they're%20set%20up,another%20factory%2C%20an%20indirect%20subcontractor.&text=Unused%20equipment%20in%20a%20garment%20factory%20in%20Dhaka.&text=Many%20of%20these%20factories%20are%20producing%20clothes%20for%20international%20brands>.

Bangladesh Accord Secretariat. (2018, 1 December). *Quarterly Aggregate Report on remediation progress and status of workplace programs at RMG factories covered by the Accord*. 27p. En ligne : https://bangladesh.wpengine.com/wp-content/uploads/2018/12/Accord_Quarterly_Aggregate_Report_October_2018.pdf

Bangladesh Accord Secretariat. (2021, 1 January). *Quarterly Aggregate Report on remediation progress and status of workplace programs at RMG factories covered by the Accord on Fire and Building Safety in Bangladesh / RMG Sustainability Council*. 36p. En ligne : https://bangladesh.wpengine.com/wp-content/uploads/2021/04/Accord_Quarterly_Aggregate_Report_January-2021.pdf

Bangladesh Bureau of Statistics. (2019). *Bangladesh Statistics 2019*. 46p. En ligne : https://bbs.portal.gov.bd/sites/default/files/files/bbs.portal.gov.bd/page/a1d32f13_8553_44f1_92e6_8ff80a4ff82e/2020-05-15-09-25-dccb5193f34eb8e9ed1780511e55c2cf.pdf

Banque Mondiale. (2015). *Mon chiffre préféré : 77 raisons de collecter des données sur la pauvreté*. En ligne : https://www.youtube.com/watch?v=cYDqsdmtnlA&feature=emb_logo

Banque Mondiale. (2016). Le Bangladesh : un vivier d'espoirs, d'ambitions et d'innovations pour mettre fin à la pauvreté. *Actualités*. En ligne : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2016/10/14/rising-bangladesh-brings-hope-ambition-and-innovation-to-end-poverty>

Banque Mondiale. (2020a). *Bangladesh / Data*. Consulté en novembre 2020. En ligne : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/bangladesh>

Banque Mondiale. (2020b). En ligne : <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/poverty/overview>

Baumann-Pauly D. & Labowitz S. (2014, April). Business as Usual is Not an Option. Supply Chains and Sourcing after Rana Plaza. *NYU Stern Center for Business and Human Rights*. New York. 65p. En ligne : https://www.stern.nyu.edu/sites/default/files/assets/documents/con_047408.pdf

Baumann-Pauly D. & Labowitz S. (2015). Beyond the Tip of the Iceberg : Bangladesh's Forgotten Apparel Workers. *NYU Stern Center for Business and Human Rights*. New York. 41p. En ligne : <https://static1.squarespace.com/static/>

[547df270e4b0ba184dfc490e/t/5672bef1c647ad862c494795/1450360561022/Bangladesh-Report-Final.pdf](https://www.bgmea.com.bd/page/Export_Performance)

BGMEA - Bangladesh Garments Manufacturer and Exporter Association. (2020a). *Export Performance*. En ligne : https://www.bgmea.com.bd/page/Export_Performance

BHRRC - Business & Human Rights Resource Centre (2021, March). *Wage theft and pandemic profits. The Right to a Living Wage for Garment Workers*. 33p. En ligne : https://media.business-humanrights.org/media/documents/Unpaid_wages_v9.pdf

Bhuiyan M.M. (2018). Half of Bangladesh adults remain unbanked: WB. The Financial Express. En ligne : <https://thefinancialexpress.com.bd/trade/half-of-bangladesh-adults-remain-unbanked-wb-1524886500>

BIT - Bureau International du Travail. (2003a). *Conseil d'administration - Commission de l'emploi et de la politique sociale. Emploi et politique sociale dans les zones franches d'exportation*. GB.286/ESP/3 286e session. Genève. 24p. En ligne : <https://www.ilo.org/public/french/standards/relm/gb/docs/gb286/pdf/esp-3.pdf>

BIT - Bureau International du Travail (2003b). *S'affranchir de la pauvreté par le travail*. Conférence Internationale du Travail 91e session 2003. 123p. En ligne : <https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/meetingdocument/kd00116fr.pdf>

Blanch L. & Amirul A.H. (2013). Report: Bangladesh's Garment Industry. *International Union Rights*, Vol. 20, No. 2, *The Right to Strike*. pp. 12-13. En ligne : <https://www.jstor.org/stable/10.14213/inteuniorigh.20.2.0012>

Blin T. (2005). Ressources collectives, stratégies et régulation d'un espace d'action collective : le cas des « réfugiés » de Saint-Ambroise. *L'année sociologique* (2005/1). Vol. 55. pp.171-196. En ligne : <https://www.cairn.info/journal-l-annee-sociologique-2005-1-page-171.htm#:~:text=La%20th%C3%A9orie%20de%20la%20mobilisation%20des%20ressources%20met%20l'accent,sorte%2C%20transversal%20%C3%A0%20ces%20dimensions>

BRAC University's Centre for Entrepreneurship Development, James P. Grant School of Public Health & Chowdhury Center for Bangladesh Studies (2020, september). *Research Brief - The Impact of COVID-19 on the Lives of Workers in the Bangladesh Garment Industry*. 13p. En ligne : https://chowdhurycenter.berkeley.edu/sites/default/files/shared/docs/CC-BRAC_Covid.pdf

Brière L., Lieutenant-Gosselin M., Piron F. (2019). Introduction. Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre? *Science et bien commun*. pp.1-12 En ligne : https://corpus.ulaval.ca/jspui/bitstream/20.500.11794/34463/1/Et-si-la-recherche-scientifique-ne-pouvait-pas-e%CC%82tre-neutre-FINALE._print.pdf

Caudron J-M. (2010). Asie : les travailleurs de l'habillement exigent un salaire décent! *Demain le monde*, n°4. En ligne : <https://www.cncd.be/Asie-les-travailleurs-de-l>

CEACR - Commission d'Experts pour l'Application des Conventions et Recommandations de l'OIT. (2021). Observation (CEACR) - adoptée 2020, publiée 109ème session CIT (2021) Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 - Bangladesh (Ratification: 1972). En ligne : https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:13100:0::NO::P13100_COMMENT_ID,P13100_LANG_CODE:4060432,fr

Citizen's Platform for SDG's , Bangladesh. (2021, 8 April). Marginalised Communities in Bangladesh Dealing with Pandemic Fallouts Findings from a Household Survey. Citizen's Platform Media Briefing. 36p. En ligne : https://bdplatform4sdgs.net/wp-content/uploads/2021/04/Presentation_Citizens-Platform-COVID-19-Survey.pdf

Cloward R.A., Piven F.F. (1977). Les mouvements populaires. Pourquoi ils réussissent, comment ils échouent. *Agone*. (2015/1) n°56. pp.13-64. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-agone-2015-1-page-13.htm?contenu=article>

CPD & MJF - Centre for Policy Dialogue & Manusher Jonno Foundation. (2015). Estimating Women's Contribution to the Economy. The case of Bangladesh. 101p. En ligne : <http://www.manusherjonno.org/wp-content/uploads/2020/11/Estimating-Women%E2%80%99s-Contribution.pdf>

CPD - Centre for Policy Dialogue. (Juin 2020a). Challenges of Policymaking in Times of Pandemics State of the Bangladesh Economy in FY2020. *IRBD - Independent Review of Bangladesh's Development*. En ligne : <https://cpd.org.bd/wp-content/uploads/2020/06/Presentation-on-State-of-the-Bangladesh-Economy-in-FY2020.pdf>

CPD - Centre for Policy Dialogue (2020b, 7 June). Huge number of children in Bangladesh are living with multidimensional poverty: Fahmida Khatun. *CPD in the media*. En ligne : <https://cpd.org.bd/huge-number-of-children-in-bangladesh-are-living-with-multidimensional-poverty/>

CPD - Centre for Policy Dialogue (2021, 23 January). *Vulnerability. Resilience and Recovery in the RMG Sector in view of COVID Pandemic: Findings from the Enterprise Survey*. 72p. En ligne : <https://cpd.org.bd/wp-content/uploads/2021/01/Presentation-on-Vulnerabilities-Resilience-and-Recovery-in-the-RMG-Enterpsies-.pdf>

CRI - Centre for Research and Information. (2020, 1 June). *Bangladesh at Work. Job Creation and Inclusive Growth in the Era of Covid-19*. 19p. En ligne : https://cri.org.bd/files/Bangladesh_at_work_in_the_era_of_COVID-19.pdf

Chevallier A. (2013). Bangladesh : deuxième exportateur mondial dans le secteur textile. *Faits & Chiffres*. CEPII - Le blog. En ligne : <http://www.cepii.fr/blog/bi/post.asp?IDcommuniqu=213>

CGWR & WRC - Center for Global Workers' Rights & Worker Rights Consortium . (2020) Abandoned? The Impact of Covid-19 on Workers and Businesses at the Bottom of Global Garment Supply Chains. *Research Report*. 8p. En ligne : <http://www.workersrights.org/wp-content/uploads/2020/03/Abandoned-Penn-State-WRC-Report-March-27-2020.pdf>

Commission des Communautés Européennes. (2001). *Livre vert - Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises*. COM(2001) 366 final. 36p. En ligne : <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2001/FR/1-2001-366-FR-F1-1.Pdf>

Crabbé C., De Schutter R. & Al. (1998). *La mode déshabillée - 12 questions sur l'emploi dans la confection textile*. 93p. En ligne : <https://docplayer.fr/10704218-La-mode-deshabillee-12-questions-sur-l-emploi-dans-la-confection-textile.html>

The Daily Star. (2005a). Sat. January 08, 2005. *Archives*. Vol 5 n°224. En ligne : <http://archive.thedailystar.net/2005/01/08/d5010801011.htm>

The Daily Star. (2021a, 22 February). *International Labour Organization (ILO) Convention C190 and its relevance in Bangladesh*. En ligne : <https://www.thedailystar.net/round-tables/news/international-labour-organization-ilo-convention-c190-and-its-relevance-bangladesh-2049069>

Dhaka Tribune. (2018, 1 June). High Court extends Accord's inspection period for 6 more months. En ligne : <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/court/2018/06/01/high-court-extends-accord-s-inspection-period-for-6-more-months>

Dannecker P. (2000). Collective action, organisation building, and leadership: Women workers in the garment sector in Bangladesh. *Women and Leadership - Oxfam Focus on Gender*. pp. 31-39. En ligne : <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/121138/bk-women-leadership-010100-en.pdf?sequence=1&isAllowed=y#page=33>

Daziano L. (2014). Chapitre 3 - Les prochains pays émergents. *Les pays émergents. Approche géoéconomique*. Paris: Armand Colin p.45-62

De Jacquelot P. (2014). Le textile, un secteur clef pour le développement du Bangladesh. *Les Echos*. En ligne : <https://www.lesechos.fr/2014/04/le-textile-un-secteur-clef-pour-le-developpement-du-bangladesh-281051>

Dorssemont F. (2008). Responsabilité sociale des entreprises et droit du travail (européen), amis ou ennemis : Chassez le juridique, il revient au galop. *La Revue de l'Ires*, 2(2), p.55-85. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-de-l-ires-2008-2-page-55.htm>

- Elahi S., Hosen M. D., Nizam M. E. H., Ali, S. B., Shift R. I. (2019). Comparative analysis in RMG industries before and after Rana Plaza incident in Bangladesh. *J Textile Eng Fashion Technol*. N°5(4). pp.202-211. En ligne : <https://medcraveonline.com/JTEFT/comparative-analysis-in-rmg-industries-before-and-after-rana-plaza-incident-in-bangladesh.html>
- Escobar A. (2021). Post-pandemic transitions in a civilizational perspective (à paraître); Pleyers, G. (2021) *Mondialisation des phénomènes sociaux* (Partie 1). Cours dispensé à l'Université Catholique de Louvain (2020-2021)
- Fashion Revolution. (2019). *Women Garment Workers in Bangladesh Face Gender-Based Retaliation*. En ligne : <https://www.fashionrevolution.org/women-garment-workers-in-bangladesh-face-gender-based-retaliation/>
- Ferraton C. (2004). L'idée d'association chez Alexis de Tocqueville. *Cahiers d'économie politique*. (2004/1) n°46. pp.45-65. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-cahiers-d-economie-politique-1-2004-1-page-45.htm>
- Fisher, M. (1997) What is the right supply chain for your product? *Harvard Business Review*, No 75(2), p.105-116.
- FMI - Fonds Monétaire International. (2018). *Country Report No. 18/158 - Bangladesh Staff Report For The 2018 Article IV Consultation*. 90p. En ligne : <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/06/08/Bangladesh-2018-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-45959>
- Furceri D., Loungani P., Ostry J.D., Pizzuto P. (2020). *COVID-19 will raise inequality if past pandemics are a guide*. En ligne : <https://voxeu.org/article/covid-19-will-raise-inequality-if-past-pandemics-are-guide>
- Gaudiaut T. (2019, 15 Mai). Combien coûte la main d'oeuvre de la "fast fashion »? *Statista*. En ligne : <https://fr.statista.com/infographie/18006/salaires-ouvriers-industrie-textile-dans-le-monde/>
- Graceffo, L. (2021). Garment Workers Win Historic Victory in Effort to Transform Fashion Industry. *Truthout*. En ligne : <https://truthout.org/articles/garment-workers-win-22-billion-in-historic-victory-against-wage-theft/>
- Héraud. B. (2021). Devoir de vigilance : les députés européens se mettent d'accord sur un texte ambitieux. *Novethic*. En ligne : <https://www.novethic.fr/actualite/entreprise-responsable/isr-rse/devoir-de-vigilance-le-parlement-europeen-adopte-une-position-ambitieuse-qui-va-peser-dans-la-future-reglementation-europeenne-149618.html>
- Hoskins T. (2021). "They left us starving": How the fashion industry abandoned its workers. *Open Democracy*. En ligne : <https://www.opendemocracy.net/en/economy/they-left-us-starving-how-fashion-industry-abandoned-its-workers/>

Hossain M. I., Mathbor G. M., Semenza R. (2013). Feminization and Labor Vulnerability in Global Manufacturing Industries : Does Gendered Discourse Matter? *Asian Social Work and Policy Review* (7). pp.197-212. En ligne : https://www.researchgate.net/publication/259547142_Feminization_and_Labor_Vulnerability_in_Global_Manufacturing_Industries_Does_Gendered_Discourse_Matter

Hossain M. I. (2021). COVID-19 Impacts on Employment and Livelihood of Marginal People in Bangladesh: Lessons Learned and Way Forward. *South Asian Survey* 28(1). pp.57-71 En ligne : <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0971523121995072>

Hossain S. (2020, 20 March). Bangladesh, GDP and corruption go hand in hand. *Prothom Alo*.
En ligne : <https://en.prothomalo.com/opinion/op-ed/bangladesh-gdp-and-corruption-goes-hand-in-hand>

HRW - Human Rights Watch. (2012). “Will I Get My Dues ... Before I Die?” Harm to Women from Bangladesh’s Discriminatory Laws on Marriage, Separation, and Divorce. En ligne : <https://www.hrw.org/report/2012/09/17/will-i-get-my-dues-i-die/harm-women-bangladeshs-discriminatory-laws-marriage>

HRW - Human Rights Watch (2021). UE : Un vote crucial au Parlement européen sur la responsabilité des entreprises. En ligne : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/01/21/ue-un-vote-crucial-au-parlement-europeen-sur-la-responsabilite-des-entreprises>

IFES - International Foundation for Electoral Systems. (2020). *Women’s Reserved Seat Systems in Bangladesh*. https://www.ifes.org/sites/default/files/womens_reserved_seat_systems_in_bangladesh_february_2020.pdf

ILO - International Labour Organization. (2007, 12 June). World Day Against Child Labour 2007: New global partnership against child labour in agriculture. En ligne : https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_083005/lang--en/index.htm

ILO - International Labour Organization. (2011). Bangladesh - Working Time. *TRAVAIL legal databases*. En ligne : https://www.ilo.org/dyn/travail/travmain.sectionReport1?p_lang=en&p_structure=2&p_year=2011&p_start=1&p_increment=10&p_sc_id=1001&p_countries=BD&p_countries=CN&p_print=Y#:~:text=An%20adult%20worker%20may%20work,of%20the%20Labour%20Act%202006

ILO - International Labour Organization. (2020a, 18 March). COVID-19 and the world of work: Impact and policy responses. *ILO Monitor 1st Edition*. 15p. En ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_738753.pdf

ILO - International Labor Organization (2020b, 7 April). ILO Monitor 2nd edition: COVID-19 and the World of Work. 11p. En ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_740877.pdf

ILO - International Labour Organization. (2020c, 6 October). *Overview of laws, policies and practices on gender-based violence and harassment in the world of work in Bangladesh*. 120p. En ligne : https://www.ilo.org/dhaka/Whatwedo/Publications/WCMS_757149/lang--en/index.htm

ILO - International Labour Organization. (2020d, October). *The supply chain ripple effect: How COVID-19 is affecting garment workers and factories in Asia and the Pacific*. 23p. En ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/briefingnote/wcms_758626.pdf

IMF - International Monetary Fund & World Bank. (2020, May). Enhancing Access to Opportunities. 70p. En ligne : <https://www.imf.org/external/np/g20/pdf/2020/061120.pdf>

IndustriALL. (2012a, 26 Novembre). *Bangladesh: accord sur la sécurité contre l'incendie dans le textile*. En ligne : <http://www.industriall-union.org/fr/bangladesh-accord-sur-la-securite-contre-lincendie-dans-le-textile>

IndustriALL. (2012b, 27 Novembre). *Journée de deuil dans le secteur de la confection au Bangladesh*. En ligne : <http://www.industriall-union.org/fr/journee-de-deuil-dans-le-secteur-de-la-confection-au-bangladesh>

IndustriALL. (2013a, 24 Avril). *Des travailleuses bangladeshi de la confection mortes écrasées*. En ligne : <http://www.industriall-union.org/fr/des-travailleuses-bangladeshi-de-la-confection-mortes-ecrasees>

IndustriALL. (2013b, 25 Avril). *Des centaines de travailleuses bangladeshi de la confection sont mortes*. En ligne : <http://www.industriall-union.org/fr/des-centaines-de-travailleuses-bangladeshi-de-la-confection-sont-mortes>

IndustriALL. (2013c, 26 April). *Assurer la sécurité dans les fabriques de vêtements au Bangladesh*. En ligne : <http://www.industriall-union.org/fr/assurer-la-securite-dans-les-fabriques-de-vetements-au-bangladesh>

IndustriALL. (2013d, 6 Juin). *IndustriALL, UNI et la CSI se rendent au Bangladesh*. En ligne : <http://www.industriall-union.org/fr/industriall-uni-et-la-csi-se-rendent-au-bangladesh>

IndustriALL. (2013e, 13 Juin). *Au Bangladesh, les syndicats rejettent les changements inadaptés à la législation du travail*. En ligne : <http://www.industriall-union.org/fr/au-bangladesh-les-syndicats-rejettent-les-changements-inadaptes-a-la-legislation-du-travail>

IndustriALL. (2013f, 4 Juin). *Poursuite de la campagne en faveur des droits des travailleuses au Bangladesh*. En ligne : <http://www.industriall-union.org/fr/poursuite-de-la-campagne-en-faveur-des-droits-des-travailleuses-au-bangladesh>

IndustriALL. (2013g, 7 Juillet). *Mise en œuvre de l'Accord sur la sécurité au Bangladesh – nouvelles avancées*. En ligne : <http://www.industriall-union.org/fr/mise-en-oeuvre-de-laccord-sur-la-securite-au-bangladesh-nouvelles-avancees>

IndustriALL. (2013h, 12 septembre). *Bangladesh : les travailleurs doivent continuer à attendre une indemnisation complète*. En ligne : <http://www.industriall-union.org/fr/bangladesh-les-travailleurs-doivent-continuer-a-attendre-une-indemnisation-complete>

ITUC - International Trade Union Confederation. (2019). *Report for the World Trade Organization (WTO) - General Council Review of the Trade Policies of Bangladesh*. Genève. 8p. En ligne : <https://www.ituc-csi.org/report-wto-bangladesh-2019?lang=en>

ITUC - International Trade Union Confederation. (2020). *2020 ITUC Global Rights Index - The World's Worst Countries for Workers*. 64p. En ligne : <https://www.ituc-csi.org/ituc-global-rights-index-2020?lang=en>

Jazottes G. (2019) Chapitre 2 : L'accroissement des obligations en matière de sous-traitance - La sous-traitance saisie par la RSE. Dans : Tisseyre S. *Sécuriser la sous-traitance : quels nouveaux défis?*. Actes de colloques de l'IFR, Presse de l'université Toulouse 1 Capitole. pp.77-88

En ligne : <https://books.google.be/books?id=hxPGDwAAQBAJ&pg=PA77&lpg=PA77&dq=La+sous-traitance+saisie+par+la+RSE+G%C3%A9rard+Jazottes&source=bl&ots=4qraNRRZq5&sig=ACfU3U3I1UqxqFQzQp4sWBaSyColi68dJA&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwj3JKEjO7uAhUFGewKHckWCcoQ6AEwAnoECAMQAg#v=onepage&q=La%20sous-traitance%20saisie%20par%20la%20RSE%20G%C3%A9rard%20Jazottes&f=false>

John Hopkins University and Medecine Coronavirus Resource Center. (s.d.) *Bangladesh*. En ligne : <https://coronavirus.jhu.edu/region/bangladesh>

Joy E. (2021). 12) From the Frontlines : Fighting for Garment Workers Rights in Bangladesh (with Nazma Akter). *Conscious Style Podcast*. En ligne : <https://podcasts.apple.com/us/podcast/conscious-style-podcast/id1566788105>

Kabir H., Maple M., Usher K., Islam S. (2019). Health vulnerabilities of readymade garment (RMG) workers: a systematic review. *BMC Public Health* 19. En ligne : <https://bmcpublichealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12889-019-6388-y>

Karmokar S. (2021, 21 February). BGMEA polls: One side heavy with minister, mayor, MPs. *Prothom Alo*. En ligne : <https://en.prothomalo.com/business/local/bgmea-polls-one-side-heavy-with-minister-mayor-mps>

Katayama R., Wadhwa D. (2019, January 09). Half of the world's poor live in just 5 countries. *World Bank Blogs*. En ligne : <https://blogs.worldbank.org/opendata/half-world-s-poor-live-just-5-countries>

Khan, F. (2005). Violences faites aux femmes et discours sur le développement au Bangladesh. *Revue internationale des sciences sociales*, 2(2), pp.235-248. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-sociales-2005-2-page-235.html>

Khan S. (2020). Bringing unbanked poor under financial services. *The Financial Express*. En ligne : <https://thefinancialexpress.com.bd/views/bringing-unbanked-poor-under-financial-services-1579104999>

Khanna P. (2011). Making Labour Voices Heard During an Industrial Crisis: Workers' struggles in the Bangladesh garment industry. *Labour, Capital and Society*. Vol. 44, N°2. Special Issue: Struggle of Organized Labour in Asia, Africa and Latin America at the Start of the 21st Century. pp. 106-129. En ligne : https://www-jstor-org.proxy.bib.ucl.ac.be:2443/stable/43158407?seq=6#metadata_info_tab_contents

Khatun F. (2020, 29 septembre). How has Bangladesh managed the pandemic-affected economy so far? *The Daily Star*. En ligne : <https://cpd.org.bd/how-has-bangladesh-managed-the-pandemic-affected-economy-so-far-fahmida-khatun/>

Khatun F. (2021, 15 février). An impressive start to Covid vaccination in Bangladesh. *The Daily Star*. En ligne : <https://www.thedailystar.net/opinion/macro-mirror/news/impressive-start-covid-vaccination-bangladesh-2044789>

Khatun F., Rahman M., Moazzem K.G. Khan T.I. (2021, 24 February). Covid-19 stimulus packages and performance of the country's banking sector. *The financial Express*. En ligne : <https://thefinancialexpress.com.bd/views/covid-19-stimulus-packages-and-performance-of-the-countrys-banking-sector-1614174857>

Kumar B. & Pinky S. D. (2020) Addressing economic and health challenges of Covid-19 in Bangladesh : Preparation and response. *Journal of Public Affairs*. En ligne : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/pa.2556>

Lemaître A. (2020). *Séminaires d'économies informelle, populaire et solidaire*. Cours dispensé à l'Université Catholique de Louvain (2019-2020)

Le Saout D. (1999). Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective. إنسانيات. / *Insaniyat* (n°8). pp. 145-163. En ligne : <https://journals.openedition.org/insaniyat/8334#quotation>

Mahmud S. (2010). Why do garment workers fail to mobilize. (Chapter 3) *Citizenship and Social Movements: Perspectives from the Global South*. (N° pages non visible) En ligne : <https://books.google.be/books?>

[id=W39jDgAAQBAJ&pg=PT76&lpg=PT76&dq=Why+do+garment+workers+in+Bangladesh+fail+to+mobilize?
&source=bl&ots=Ugn3PtsWp_&sig=ACfU3U1jBLd2gL2CaAtZ-c-yP9uV8-t_2A&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwi0qd_dz9DwAhXQPOwKHYoHCA0Q6AEwDXoECAgQAw#v=onepage&q=Why%20do%20garment%20workers%20in%20Bangladesh%20fail%20to%20mobilize%3F&f=false](https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2004-3-page-487.htm?id=W39jDgAAQBAJ&pg=PT76&lpg=PT76&dq=Why+do+garment+workers+in+Bangladesh+fail+to+mobilize?&source=bl&ots=Ugn3PtsWp_&sig=ACfU3U1jBLd2gL2CaAtZ-c-yP9uV8-t_2A&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwi0qd_dz9DwAhXQPOwKHYoHCA0Q6AEwDXoECAgQAw#v=onepage&q=Why%20do%20garment%20workers%20in%20Bangladesh%20fail%20to%20mobilize%3F&f=false)

Marchesin P. (2004). Démocratie et développement. *Revue Tiers Monde*. (2004/3) n°179. pp.487-513. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2004-3-page-487.htm>

Messaoudi D. (2011). Les territoires de l'industrie du textile et de l'habillement à l'épreuve des délocalisations (Territories of textile and garment industries confronted to offshoring). *Bulletin de l'Association des Géographes Français*. No 88/2. pp.137-149. En ligne : https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2011_num_88_2_8212

Mirdah R. U. (2018a, 10 April). Accord's extension now more difficult. *The Daily Star*. En ligne : <https://www.thedailystar.net/business/accords-extension-now-more-difficult-1560520>

Mirdha R. U. (2018b, 28 November). Accord: blessing turns burden? *The Daily Star*. En ligne : <https://www.thedailystar.net/frontpage/news/accord-blessing-turns-burden-1666225>

MJF - Manusher Jonno Foundation. (2020a, April). *Violence against Women and Children : COVID-19. A Telephone Survey : Initiative of Manusher Jonno Foundation. Survey Period : April 2020*. En ligne : <http://www.manusherjonno.org/wp-content/uploads/2020/03/Brief%20Survey%20report%20April%202020.pdf>

MJF - Manusher Jonno Foundation. (2020b, May). *Violence against Women and Children : COVID-19. A Telephone Survey : Initiative of Manusher Jonno Foundation. Survey Period : May 2020*. En ligne : <http://www.manusherjonno.org/wp-content/uploads/2020/03/Final%20Report%20of%20Telephone%20Survey%20on%20VAW%20May%202020%20-%209%20June.pdf>

MJF - Manusher Jonno Foundation. (2020c, June). *Violence against Women and Children : COVID-19. A Telephone Survey : Initiative of Manusher Jonno Foundation. Survey Period : June 2020*. En ligne : <http://www.manusherjonno.org/wp-content/uploads/2020/03/Final-Report-of-Telephone-Survey-on-VAW-June-2020.pdf>

MJF - Manusher Jonno Foundation. (2020d, July). *Violence against Women and Children : COVID-19. A Telephone Survey : Initiative of Manusher Jonno Foundation. Survey Period : July 2020*. 11p. En ligne : http://www.manusherjonno.org/wp-content/uploads/2020/10/Report_of_Telephone_Survey_on_VAW_July_2020.pdf

Mondal A. H. (2002). Globalisation, industrial relations and labour policies : the need for renewed agenda. In M.Muqtada, A. Singh and M.A. Rashid (eds). *Bangladesh : Economic and Social Challenges of Globalisation*. Study prepared for the ILO, Geneva, Dhaka.

Nazneen S. (2017). *The Women's Movement in Bangladesh. A Short History and Current Debates*. Friedrich-Ebert-Stiftung Bangladesh. 24p. En ligne : <https://asia.fes.de/news/the-womens-movement-in-bangladesh>

Neveu Erik. (1996). Sociologie des mouvements sociaux. Collection Repères. *La découverte*. Réédition (2011). 128p.

New Age Bangladesh. (2020a, 17 December). *42pc RMG workers do not get stimulus benefits: TIB survey*. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/124539/42pc-rmg-workers-do-not-get-stimulus-benefits-tib-survey>

New Age Bangladesh. (2021a, 7 April). *Govt failure complicates COVID-19 situation, says BNP*. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/134707/govt-failure-complicates-covid-19-situation-says-bnp>

New Age Bangladesh. (2021b, 8 April). *Government relaxes restrictions despite virus case surge*. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/134836/government-relaxes-restrictions-despite-virus-case-surge>

New Age Bangladesh. (2021c, 9 April). *Prices of vegetables continue to rise*. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/134908/prices-of-vegetables-continue-to-rise>

New Age Bangladesh (2021d, 10 April) *Bangladesh to go under complete lockdown from Apr 14*. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/135000/bangladesh-to-go-under-complete-lockdown-from-apr-14>

New Age Bangladesh. (2021e, 21 April). *Public gathering continues increasing amid Covid restrictions*. En ligne : <https://www.newagebd.net/article/135960/public-gathering-continues-increasing-amid-covid-restrictions>

OCDE - Organisation de Coopération et de Développement Economique. (2002). Annexe VI : Le programme d'aide de la CE au Bangladesh. *Revue de l'OCDE sur le développement*, no 3(3), pp.141-151. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-de-l-ocde-sur-le-developpement-2002-3-page-141.htm>

OIT - Organisation Internationale du Travail (1996). *La mondialisation des industries du textile , de l'habillement et de la chaussure*. En ligne : https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_071335/lang--fr/index.htm

OIT - Organisation Internationale du Travail - Département des politiques de l'emploi. (2013a). 1) Travail décent et économie informelle. *Economie informelle et travail décent: guide de ressources sur les politiques, soutenir les transitions vers la formalité*.

Genève. 19p. En ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_policy/documents/publication/wcms_234958.pdf

OIT - Organisation Internationale du Travail - Département des politiques de l'emploi. (2013b). 2) Mesure de l'économie informelle. *Economie informelle et travail décent: guide de ressources sur les politiques, soutenir les transitions vers la formalité*. Genève. 19p. En ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_policy/documents/publication/wcms_234958.pdf

OIT - Organisation Internationale du Travail - Département des politiques de l'emploi. (2013c). 3) Stratégies de croissance et création d'emplois de qualité. *Economie informelle et travail décent: guide de ressources sur les politiques, soutenir les transitions vers la formalité*. Genève. 23p. En ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_policy/documents/publication/wcms_234958.pdf

OIT - Organisation Internationale du Travail. (2014a). Salaires et temps de travail dans les industries du textile, des vêtements, du cuir et de la chaussure. *Département des activités sectorielles*. GDFTCLI/2014. Genève. 40p. En ligne : [ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---sector/documents/publication/wcms_300642.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---sector/documents/publication/wcms_300642.pdf)

OIT - Organisation Internationale du Travail. (2014b). *Manuel syndical sur les Zones Franches d'Exportation*. 138p. En ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---actrav/documents/publication/wcms_393009.pdf

OMC - Organisation Mondiale du Commerce - Organe d'examen des politiques commerciales. (2019). *Examen des politiques commerciales. Rapport du Secrétariat. Bangladesh*. 156p. En ligne : https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s385_f.pdf

OMC - Organisation Mondiale du Commerce - Organe de supervision des textiles. (s.d.) L'accord sur les textiles et les vêtements. *Textiles : Accords*. En ligne : https://www.wto.org/french/tratop_f/texti_f/texintro_f.htm

OMS - Organisation Mondiale de la Santé. (2020). Emergence d'un nouveau coronavirus en Chine. *Thèmes de santé*. En ligne : <https://www.euro.who.int/fr/health-topics/health-emergencies/coronavirus-covid-19/news/news/2020/01/novel-coronavirus-emerges-in-china>

Ovi I.H. (2020, 16 July). Home Minister: RMG workers cannot leave workplaces during Eid holidays. *Dhaka Tribune*. En ligne : <https://www.dhakatribune.com/business/2020/07/16/home-minister-rmg-workers-cannot-leave-workplaces-during-eid-holidays>

Pacheco V. (2021, 25 Mai). Ce qu'il faut savoir sur la directive UE "devoir de diligence". *Diligent*. En ligne : <https://diligent.com/fr/blog/directive-ue-devoir-diligence/>

Parlement européen (2021, 27 Janvier). Pour les députés, les entreprises doivent être tenues responsables des préjudices causés aux citoyens et à la planète. Actualité. En

ligne : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210122IPR96215/les-entreprises-doivent-etre-tenues-responsables-de-leurs-actes>

Parvez S. & Riaz A. (2021). 'Successful' economy and a transformed society. *Prothom Alo*. En ligne : <https://en.prothomalo.com/opinion/op-ed/successful-economy-and-a-transformed-society>

Paton E. (2020). Union Garment Workers Fear 'an Opportunity to Get Rid of Us'. *The New York Times*. En ligne : <https://www.nytimes.com/2020/05/08/fashion/coronavirus-garment-workers-asia-unions.html>

Paul R., Aung T. T., McPherson P. (2020, 20 mai). RPT-UPDATE 1-'All my dreams are shattered': coronavirus crushes Asia's garment industry. *Reuters*. En ligne : <https://www.reuters.com/article/health-coronavirus-garment/rpt-update-1-all-my-dreams-are-shattered-coronavirus-crushes-asias-garment-industry-idUSL1N2D20B0>

Paul R. (2020a, 18 april). Bangladesh garment workers pack streets to demand wages during coronavirus lockdown. *Reuters*. En ligne : <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-southasia/bangladesh-garment-workers-pack-streets-to-demand-wages-during-coronavirus-lockdown-idUSKBN2200OJ>

Paul R. (2020b, 26 april). Bangladesh textile workers flout coronavirus lockdown to demand wages. *Reuters*. En ligne : <https://www.reuters.com/article/uk-health-coronavirus-bangladesh-protest/bangladesh-textile-workers-flout-coronavirus-lockdown-to-demand-wages-idUKKCN2280F8>

Paul R. (2020c, 12 novembre). Bangladesh extends school shutdown over second COVID-19 wave. *Reuters*. En ligne : <https://www.reuters.com/article/health-coronavirus-bangladesh-education/bangladesh-extends-school-shutdown-over-second-covid-19-wave-idUSL4N2HY42H>

Paul R. & Dowsett S. (2020, 6 july). Patchy demand at stores spells more pain for garment suppliers. *Reuters*. En ligne : <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-apparel-orders/patchy-demand-at-stores-spells-more-pain-for-garment-suppliers-idUSKBN24719F>

Paul R. (2021a, 27 janvier). Bangladesh garment sector struggles as pandemic empties order books. *Reuters*.

Paul R. (2021b, 7 février). The wait is over: Bangladesh begins COVID-19 vaccinations. *Reuters*. En ligne : <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-bangladesh-vaccine-idUSKBN2A70I0>

Paul R. & Waldersee V. (2021, 8 février). What recovery? Clothes retailers cut orders while factories fight to survive. *Reuters*. En ligne : <https://www.reuters.com/article/us-global-retail-apparel-orders-focus/what-recovery-clothes-retailers-cut-orders-while-factories-fight-to-survive-idUSKBN2A80KO>

Paylab. (s.d. consulté en avril 2021). *Salaries in Bangladesh*. En ligne : <https://www.paylab.com/bd/salaries-in-country>

Pleyers, G. (2021) *Mondialisation des phénomènes sociaux* (Partie 1). Cours dispensé à l'Université Catholique de Louvain (2020-2021)

PNUD - Programme des Nations Unies pour les Développement. (2019). *Human Development Report 2019 - Beyond income, beyond average, beyond today : Inequalities in human development in the 21st century*. 366p. En ligne : <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2019.pdf>

Prothom Alo. (2019, 7 January). *182 businessmen elected to parliament*. En ligne : <https://en.prothomalo.com/bangladesh/182-businessmen-elected-to-parliament>

Prothom Alo. (2021a, 23 January). *Most RMG factories ignored layoff rules amid pandemic*. En ligne : <https://en.prothomalo.com/business/most-rmg-factories-ignored-layoff-rules-amid-pandemic>

Prothom Alo. (2021a, 10 July). *Bangladesh factory fires recurring nightmare*. En ligne : <https://en.prothomalo.com/bangladesh/accident/factory-fires-bangladeshs-recurring-nightmare>

Quattri M. & Watkins K. (2016). Child Labour and Education. A Survey of slum settlements in Dhaka. *Oversaes Development Institute*. London. 80p. En ligne : <https://cdn.odi.org/media/documents/11145.pdf>

Rahman E. (2006). RMG Worker's Rights : Law and Reality. *The Daily Star*. Issue No: 240. En ligne : <https://www.thedailystar.net/law/2006/06/01/analysis.htm>

Revillard. (2003). *La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage*. 13p. En ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01141740/document>

RSF - Reporters Sans Frontières. (2020a, 7 Avril). Bangladesh : inquiétante recrudescence de violences orchestrées par des élus locaux contre des journalistes. *Actualités*. En ligne : <https://rsf.org/fr/actualites/bangladesh-inquietante-recrudescence-de-violences-orchestrees-par-des-elus-locaux-contre-des>

RSF - Reporters Sans Frontières. (2021a). Recrudescence des atteintes à la liberté de la presse sur fond de durcissement politique. *Bangladesh*. En ligne : <https://rsf.org/fr/bangladesh>

RSF - Reporters Sans Frontières. (2021b). RSF exige la libération immédiate de la reporter bangladaise Rozina Islam, abusivement inculpée d'espionnage. *Actualités*. En ligne : <https://rsf.org/fr/actualites/rsf-exige-la-liberation-immediate-de-la-reporter-bangladaise-rozina-islam-abusivement-inculpee>

Rezwan. (2019, 9 January) As International factory safety group ordered to leave Bangladesh, garment workers fear return to deadly work conditions. *Global Voices*. En ligne : <https://globalvoices.org/2019/01/05/as-international-factory-safety-group-ordered-to-leave-bangladesh-garment-workers-fear-return-to-deadly-work-conditions/>

Rhee Y. W. (1990). The Catalyst Model of Development: Lessons from Bangladesh's Success with Garment Exports. *World Development*. Vol. 18. No. 2, pp. 333-346. En ligne : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/0305750X90900575>

RMG Bangladesh. (2021, 20 April). করোনায় বন্ধ ৬৩০ শিল্পকারখানা. En ligne : <https://rmgbd.net/2021/04/%E0%A6%95%E0%A6%B0%E0%A7%8B%E0%A6%A8%E0%A6%BE%E0%A7%9F-%E0%A6%AC%E0%A6%A8%E0%A7%8D%E0%A6%A7-%E0%A7%AC%E0%A7%A9%E0%A7%A6-%E0%A6%B6%E0%A6%BF%E0%A6%B2%E0%A7%8D%E0%A6%AA%E0%A6%95%E0%A6%BE%E0%A6%B0/>

Rousseau T. & Ruffier C. (2016). Les effets de la sous-traitance sur les salariés du donneurs d'ordre. *Revue Française de Socio-Économie*, 2(2), pp.85-101. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-socio-economie-2016-2-page-85.htm>

Safi M. (2016, 27 December). Bangladesh garment factories sack hundreds after pay protests. *The Guardian*. En ligne : theguardian.com/world/2016/dec/27/bangladesh-garment-factories-sack-hundreds-after-pay-protests

Selim M. & Querrien A. (2014). Ouvrières au Bangladesh. *Multitudes*, 1(1), pp. 15-19. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2014-1-page-15.htm>

Semaan C. (2018, 7 February). Understanding Sustainability Means Talking About Colonialism. *The Cut*. En ligne : <https://www.thecut.com/2018/02/understanding-sustainability-means-talking-about-colonialism.html#:~:text=In%20the%20same%20way%20that,and%20global%20economic%20upper%20classes.>

Soutullo J. (2019). Asie du Sud. *Fiches techniques sur l'Union européenne - 2020*. 8p. En ligne : https://www.europarl.europa.eu/ftu/pdf/fr/FTU_5.6.7.pdf

Srivastava A. (2021). *Bangladesh Accord: An urgent call-to-action to #ProtectProgress. Fashion Revolution*. En ligne : <https://www.fashionrevolution.org/bangladesh-accord-an-urgent-call-to-action-to-protectprogress/>

Uddin J. (2021, 8 April). BGMEA president-elect asks for separate ministry on RMG. *The Business Standard*. En ligne : <https://www.tbsnews.net/economy/rmg/bgmea-president-elect-asks-separate-ministry-rmg-228586>

UNICEF. (2020a). Ending Child Marriage : A Profile of Progress in Bangladesh. *Division of Data, Analytics, Planning and Monitoring*. 32p. En ligne : <https://>

www.unicef.org/bangladesh/media/4526/file/Bangladesh%20Child%20Marriage%20report%202020.pdf.pdf

UNICEF. (2020b). *Pandemic-induced poverty pushing up child marriage. Reported cases of child marriage received by the Child Helpline 1098 increase*. En ligne : <https://www.unicef.org/bangladesh/en/stories/pandemic-induced-poverty-pushing-child-marriage>

UNICEF. (2020c). *COVID-19 may push millions more children into child labour - ILO and UNICEF. Child labour down by 94 million since 2000, again now under threat*. En ligne : <https://www.unicef.org/bangladesh/en/press-releases/covid-19-may-push-millions-more-children-child-labour-ilo-and-unicef>

UN Women. (2020, May). *COVID-19 Bangladesh Rapid Gender Analysis*. 34p. En ligne : <https://asiapacific.unwomen.org/-/media/field%20office%20eseasia/docs/publications/2020/05/rga%20bangladeshfinalmay2020.pdf?la=en&vs=1725>

Vincent M. (1981). Vingt ans de textile-habillement. *Economie et Statistique*. No 138. pp.21-32. En ligne : https://www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_1981_num_138_1_4542

Wealth-X. (2019). *Independent — Bangladesh ranks 3rd increasing rich population*. En ligne : <https://www.wealthx.com/uncategorized/2019/independent-bangladesh-ranks-3rd-increasing-rich-population/>

WHO Bangladesh - World Health Organization Bangladesh. (2021, 10 May). *Morbidity and Mortality Weekly Update (MMWU) N°63. COVID-19 Bangladesh situation reports*. 10p. En ligne : https://cdn.who.int/media/docs/default-source/searo/bangladesh/covid-19-who-bangladesh-situation-reports/who_covid-19-update_63_20210510.pdf?sfvrsn=a2030262_11

World Bank. (2021). *Bangladesh Development Update Moving Forward: Connectivity and Logistics to Strengthen Competitiveness*. 37p. En ligne : <https://pubdocs.worldbank.org/en/208851617818495059/Bangladesh-Development-Update-Spring-2021.pdf>

Worldometer. (s.d.) *Bangladesh Population (Live)*. En ligne : <https://www.worldometers.info/world-population/bangladesh-population/>

World Population Review. (s.d.) *Dhaka Population 2021*. En ligne : <https://worldpopulationreview.com/world-cities/dhaka-population>

Annexes

Annexe 1 - Entretien avec KM Mintu (mars-mai 2021).....	137
Annexe 2 - Entretien avec l'intervenante 2 (mars-mai 2021).....	146
Annexe 3 - Entretien avec l'intervenante 3 (mars-mai 2021).....	160
Annexe 4 - Post du Professeur Saimum Parvez du 20 avril sur le groupe Biplobider Barta	170
Annexe 5 - Lettre ouverte interpellant la Première Ministre bangladaise sur l'alarmante aggravation de la liberté de la presse	173
Annexe 6 - Principaux pays d'exportations du Bangladesh (2017-2019)	174
Annexe 7 - Part du prêt-à-porter dans les exportations nationales (2012 - 2019)	175
Annexe 8 - Tendance de l'emploi par secteurs agrégés, en % (2000-2020)	175
Annexe 9 - Pourcentage des parts d'emplois formels et informels, par sexe et par secteurs, 2016-2017	176
Annexe 10 - Salaire minimum mensuel dans l'industrie textile à travers le monde ..	176
Annexe 11 - Répartition des salariés bangladais par tranches salariales	177
Annexe 12 - Taux d'inflation au Bangladesh (2000 - 2018)	177
Annexe 13 - Evolution du nombre de cas et de décès de covid-19 au Bangladesh (John Hopkins Coronavirus Center).....	178

Annexe 1 - Entretien avec KM Mintu (mars-mai 2021)

[manque la partie des présentations]

EP : Since how long have you been working for the trade union? Why have you decided to join the union?

KM Mintu : I have been working in a garment factory since 2002. I have been working in a trade union since 2005. I had to lose my job in a garment factory because of the initiative to form a trade union. There have been multiple cases in my name, I have been jailed, I have confessed to being tortured by terrorists.

EP : How would you describe the impacts of the pandemic on Bangladesh' RMG industry?

KM Mintu : Garment factories in Bangladesh were shut down on March 25, 2020 due to corona virus, but the factories were reopened on April 5, 2020 due to poor health of the workers and many workers who lost their jobs did not get their dues properly.

EP : How would you describe the impacts of the pandemic on RMG workers?

KM Mintu : Workers have not been given the opportunity to be properly tested for coronavirus, and those who have had a cold or shortness of breath have been fired.

EP : Following you, how did RMG workers reply to this crisis? As lots of them haven't received their salaries during sometimes months, how did they survive without any incomes? (help of the family, the community,...?)

KM Mintu : The workers have returned to their village homes, many have borrowed money from different people, selling household items

EP : Following you, were the workers confident to join trade unions before the pandemic?

KM Mintu : The workers are very keen on building factory based trade unions but the garment owners do not want to allow them to form trades in the factories. When they were formed, they were fired, sued and attacked.

EP : Do you think the pandemic will increase the number of workers willing to join unions?

KM Mintu : YES

EP : Do you think the pandemic increase the number of people who join strikes?

KM Mintu : Yes, Because of this, workers now know that in order to assert their rights, they must form trade unions

EP : How do you feel about the upcoming weeks and months?

KM Mintu : I think there will be a lot of bad situations for the workers in the future because Bangladesh has been locked down again, the workers are at risk of losing their jobs. The Corona situation in Bangladesh has taken a terrible turn. Strict lockdown has been given from next 14th while garment factory has been kept open. Garment workers are at risk.

EP : Following you : what can improve the situation?

KM Mintu : The workers have to build revolutionary trade unions based on factories. Workers need to be more aware of labor laws.

EP : Any other informations you would like to share?

KM Mintu : At the time of the coronavirus, we saw that all female workers over the age of 35 were being laid off before them. Production pressure has been increased. The work of 3 workers is being done by 2 people.

EP : Hello how are you?

KM Mintu : I'm fine, how are you?

EP : Fine too, thanks! How is the situation going with the lockdown?

KM Mintu : Garments is on lockdown. The workers are walking to the factory

EP : You mean to protest against government's decisions or to work?

KM Mintu : Today I am working from home to office. Eid ahead so workers want to work.

EP : Do you think the lockdown will only last seven days or do you think government will extend it?

KM Mintu : The coronavirus situation in Bangladesh is getting very bad so there is a possibility of increasing the lockdown.

EP : Yes I think it too, but I read in different bengali daily papers that people didn't respect last lockdown (from 5 april) because they don't think the government is supportive enough

KM Mintu : Demanded from our organization. To shut down the garment factory at Lockdown. At this time the wages of the workers should not be cut.

KM Mintu : PIECE JOINTE N°1

EP : Yes there should be more financial support for them! And thanks I'll try to translate it. It's so sad I cannot speak bengali, it would have been easier for you to speak with me.

KM Mintu : But everyone has been forced to accept the lockdown that has been given since April 14. That's right. I can't write or speak good English. I'm using Google to talk to you.

EP : It is a more strict lockdown? I'll certainly read about in the daily paper today

KM Mintu : If you go out on the streets, you have to take the government's movement pass or you are being fined

EP : Which daily paper do you like to read? I do read New Age Bangladesh and sometimes dhakatribune

KM Mintu : I'm using Google to talk to you

KM Mintu : I like to read the Prothom-alo

[Du fait que mon interlocuteur m'ait expliqué qu'il utilisait Google pour la traduction, j'ai décidé d'essayer de discuter en bengali pour qu'il ait davantage de facilités dans nos échanges]

EP : আমি এই একটি পড়তে হবে - D'accord, j'irais aussi le lire

KM Mintu : আমিও পড়ি : New Age Bangladesh - Je lis aussi New Age Bangladesh

EP : আপনার পক্ষে কি এরকম সহজ? না আপনি কি ইংরেজিতে লিখতে পছন্দ করেন? - *Est-ce plus facile pour vous? Ou préférez-vous converser en anglais?*

KM Mintu : I am very familiar with the garments that New Age writes about in Bangladeshi newspapers

KM Mintu : এই পত্রিকাতে আমার একটা লেখা ছাপা হয়েছে - Un de mes articles a été publié dans ce journal

KM Mintu : <https://www.newagebd.net/credit/by%20KM%20Mintu>

EP : এই নিবন্ধটি আমার থিসিসে উদ্ধৃত করব! *Merci! Je citerai votre article dans mon travail!*

KM Mintu : প্রতিদিন শ্রমিকদের সাথে মোবাইল ফোনের মাধ্যমে কথা হচ্ছে। অনেক শ্রমিকরা ভিডিও কল দিচ্ছে

- Grâce aux téléphones portables je peux parler avec les travailleurs tous les jours, de nombreux travailleurs passent des appels vidéos

KM Mintu : ধন্যবাদ - *Merci*

EP : সিদ্ধান্তগুলি সম্পর্কে তারা কেমন অনুভব করবেন? তারা আপনাকে কী বলছে? - *Que pensent-ils des mesures? Que vous disent-ils?*

KM Mintu : তারা কাজ করার অগ্রহ দেখাচ্ছে কিন্তু তারা কারখানায় যাওয়ার জন্য গাড়িপাচ্ছেনা শ্রমিকদের ভয় যদি কারখানা বন্ধ থাকে তাহলে তাদের বেতন কমিয়ে দেওয়া হবে - Ils veulent travailler mais n'ont pas de moyen de transport pour aller à l'usine. Les travailleurs craignent de perdre leur salaire si l'usine ferme.

EP : কাজেই কি তাদের যেতে অনেক দীর্ঘ সময় হাটতে হবে? - *Doivent-ils marcher longtemps pour y aller?*

এটি তাদের জন্য খুব কঠিন পরিস্থিতি হতে হবে - *Cela doit être une situation très difficile pour eux..*

KM Mintu : হুম, শ্রমিকদের আসা যাওয়া অনেক ঝুঁকিতে পড়তে যাচ্ছে - C'est beaucoup d'aller et venir pour les travailleurs, c'est aller au risque

KM Mintu : <http://sromikawaz.com/news-details/18183>

EP : এই তথ্য জন্য ধন্যবাদ - *Merci pour ces informations*

EP : আপনি কি এই মুহূর্তের ইউনিয়নে যোগদান করতে চান এমন অনেক শ্রমিকের সাথে দেখা করেন? - *Rencontre-vous beaucoup de nouveaux travailleurs qui souhaitent adhérer au syndicat?*

KM Mintu : হুম, আমি নিয়মিত তাদের সাথে যোগাযোগ রেখেছি - Je suis régulièrement en contact avec eux

EP : আমি ভাবছিলাম সংকট থেকে আপনার অনেক নতুন সদস্য আছে কিনা - *Je me demandais si vous aviez beaucoup de nouveaux membres depuis le début de la crise*

KM Mintu : সংগঠনের অনেক সদস্য এই সংকট পড়েছে - *De nombreux membres de l'organisation sont en crise*

[ci-dessus, problèmes de compréhension / traduction]

EP : আপনার সংস্থার সঙ্কটের প্রভাব সম্পর্কে ইংরেজিতে প্রতিবেদন প্রকাশ করেছে? - *Votre organisation a-t-elle publié un rapport sur les impacts de la crise?*

KM Mintu : না - Non

EP : কোন উদ্বেগ আপনাকে ধন্যবাদ - *D'accord merci quand même*

KM Mintu : <http://www.biplobiderbarta.com/2021/04/10/%e0%a6%ac%e0%a7%87%e0%a6%b8%e0%a6%b0%e0%a6%95%e0%a6%be%e0%a6%b0%e0%a6%bf%e0%a6%ad%e0%a6%be%e0%a6%ac%e0%a7%87-%e0%a6%9f%e0%a7%87%e0%a6%b8%e0%a7%8d%e0%a6%9f-%e0%a6%95%e0%a6%b0%e0%a6%be%e0%a6%b0/>

EP : Thank I'll try to translate it

KM Mintu : ধন্যবাদ - Merci

EP : আমরা আগামীকাল বা অন্য কোনও দিন চ্যাট করতে পারি আমি তোমার খুব বেশি সময় নিতে চাই না - *Si vous souhaitez continuer à discuter un autre jour, dites le moi, je ne veux pas prendre trop de votre temps*

KM Mintu : ধন্যবাদ, আপনি যে কোন সময় যে কোন বিষয় আলোচনা করতে পারেন - Merci, nous pouvons discuter de n'importe quel sujet à tout moment

EP : আপনাকে অনেক ধন্যবাদ আপনি একটি দুদরান্ত সাহায্য - *Merci beaucoup pour votre aide*

EP : আমার একটি শেষ প্রশ্ন ছিল যদি আমি নিজেকে অনুমতি দিতে পারি পোশাক কারখানায় নারীরা কত শতাংশ কাজ করেন বলে আপনি মনে করেন? - *Si je peux me permettre j'avais une dernière question. Selon vous, quel est le pourcentage de femmes travaillant dans les usines de confection?*

KM Mintu : গবেষণা অনুযায়ী ৬৫% আর আমার ধারণা অনুযায়ী ৮৫% - *Selon les recherches 75% mais selon moi 85%*

EP : পরিসংখ্যান জন্য তোমার শুভ দিন কামনা করছি শীঘ্রই আবার দেখা হবে একদিন আলোচনা করতে চাইলে দ্বিধা করবেন না - *Merci beaucoup, je vous souhaite une bonne journée et à bientôt!*

KM Mintu : ধন্যবাদ, আপনার জন্য শুভকামনা রইল - *Merci, bonne chance à vous*

KM Mintu : নিবরাহী কমিটির সভার আহ্বান শ্রমজীবী মানুষের স্বাস্থ্য, খাদ্য ও চাকুরির নিরাপত্তা নিশ্চিত করুন

গত ১৩ এপ্রিল সন্ধ্যায় বাংলাদেশ ট্রেড ইউনিয়ন কেন্দ্র (টিইউসি)'র কেন্দ্রীয় নিবরাহী কমিটি সভা অনলাইনে অনুষ্ঠিত হয়। সভা থেকে সকল জনগণের স্বাস্থ্য নিরাপত্তা নিশ্চিত করার পাশাপাশি জাতীয় স্বাথের উৎপাদন ও অর্থনৈতিক কমরুকাণ্ড সচল রাখতে গ্রাম-শহরের শ্রমজীবী বিশেষত দিন আনে দিন খায় মানুষদের খাদ্য দ্রব্য ও নগদ অর্থ প্রদানের জোর দাবি জানানো হয়।

সকল শ্রমিক-কমরচারীদের স্বাস্থ্য ও জীবনের নিরাপত্তা, খাদ্য নিরাপত্তা এবং চাকুরি ও কাজের নিরাপত্তা নিশ্চিত করতে নিম্নোক্ত দাবি উত্থাপন করা হয়।

(১) লকডাউন চলাকালে গ্রাম-শহরের কমরহীন শ্রমজীবী মানুষদেরকে খাদ্যদ্রব্য ও নগদ অর্থ প্রদান করতে হবে।

(২) সকল শ্রমিক-কর্মচারীকে ঝুঁকি ভাতা প্রদান করতে হবে।

(৩) শ্রমজীবী মানুষের জন্ম বিনামূল্যে করোনা টেস্ট, টিকা প্রদান এবং আইসোলেশন সুবিধাসহ চিকিৎসা নিশ্চিত করতে হবে।

(৪) বকেয়া বেতন-ভাতা এবং এক মাসের মূল মজুরির সমপরিমাণ উৎসব ভাতা পরিশোধ করতে হবে।

(৫) কোনোভাবেই শ্রমিক-কর্মচারীদেরকে চাকুরিচ্যুত করা যাবে না।

- Convocation d'une réunion du comité exécutif, Assurer la santé, la sécurité alimentaire et l'emploi des travailleurs

La réunion du comité exécutif

central du Bangladesh Trade Union Center (TUC) s'est tenue en ligne dans la soirée du 13 avril. Il est demandé de fournir de la nourriture et de l'argent aux travailleurs ruraux et urbains, pour qu'ils puissent manger quotidiennement, pour assurer la santé et la sécurité de toutes les personnes ainsi que pour maintenir la production et les activités économiques dans l'intérêt national.

Les exigences suivantes sont formulées pour assurer la santé et la sécurité de tous les travailleurs, la sécurité alimentaire et la sécurité de l'emploi et du travail.

(1) Pendant le confinement, de la nourriture et de l'argent doivent être distribués aux travailleurs au chômage des zones rurales et urbaines

(2) Tous les travailleurs et employés doivent recevoir une allocation de risque

(3) Des test covid gratuits, ainsi que la vaccination et des installations permettant l'isolement doivent être assurés pour les travailleurs

(4) Des indemnités pour les salaires impayés ainsi qu'une indemnité de « festival »* égale à un mois de salaire de base doivent être versées

(5) Les travailleurs ne doivent être licenciés d'aucune façon durant cette période

(* parlant certainement d'indemnités pour les congés relatifs à l'Aïd)

EP : ধন্যবাদ. আমি কি আমার গবেষণায় এই নথিগুলি উদ্ধৃত করতে পারি? - Merci! Puis-je citer ce document dans mes recherches?



সংবাদ বিজ্ঞপ্তি
১৫ এপ্রিল ২০২১

নির্বাহী কমিটির সভার আহ্বান
শ্রমজীবী মানুষের স্বাস্থ্য, খাদ্য ও চাকুরির
নিরাপত্তা নিশ্চিত করণ

-ট্রেড ইউনিয়ন কেন্দ্র

গত ১৩ এপ্রিল সন্ধ্যায় বাংলাদেশ ট্রেড ইউনিয়ন কেন্দ্র (টিইউসি)র কেন্দ্রীয় নির্বাহী কমিটি সভা অনলাইনে অনুষ্ঠিত হয়। সভা থেকে সকল জনগণের স্বাস্থ্য নিরাপত্তা নিশ্চিত করার পাশাপাশি জাতীয় স্বার্থে উৎপাদন ও অর্থনৈতিক কর্মকাণ্ড সচল রাখতে গ্রাম-শহরের শ্রমজীবী বিশেষত দিন আনে দিন যায় মানুষদের খাদ্য দ্রব্য ও নগদ অর্থ প্রদানের জোর দাবি জানানো হয়।

টিইউসি'র সভাপতি সহযোগিতা টোপুয়ার সভাপতিত্বে বক্তব্য রাখেন সাধারণ সম্পাদক ডা. ওয়াজেদুল ইসলাম খান, মাহবুব আলম, আবুল কালাম আজাদ, আ. মাহমুদ, সাহিদা পারভীন শিখা ও জাহা্ন্না রশ্মি।

সকল শ্রমিক-কর্মচারীদের স্বাস্থ্য ও জীবনের নিরাপত্তা, খাদ্য নিরাপত্তা এবং চাকুরি ও কাজের নিরাপত্তা নিশ্চিত করতে নিম্নোক্ত দাবি উত্থাপন করা হয়-

- (১) লকডাউন চলাকালে গ্রাম-শহরের কর্মহীন শ্রমজীবী মানুষদেরকে খাদ্যদ্রব্য ও নগদ অর্থ প্রদান করতে হবে।
- (২) সকল শ্রমিক-কর্মচারীকে ঝুঁকি ভাতা প্রদান করতে হবে।
- (৩) শ্রমজীবী মানুষের জন্ম বিনামূল্যে করোনা টেস্ট, টিকা প্রদান এবং আইসোলেশন সুবিধাসহ চিকিৎসা নিশ্চিত করতে হবে।
- (৪) বকেয়া বেতন-ভাতা এবং এক মাসের মূল মজুরির সমপরিমাণ উৎসব ভাতা পরিশোধ করতে হবে।
- (৫) কোনোভাবেই শ্রমিক-কর্মচারীদেরকে চাকুরিচ্যুত করা যাবে না।

বার্তা প্রেরক

(সাহিদা পারভীন শিখা)
দপ্তর সম্পাদক

KM Mintu : <http://www.biplobiderbarta.com/>

[2021/04/15/%E0%A6%B6%E0%A7%8D%E0%A6%B0%E0%A6%AE%E0%A6%9C%E0%A7%80%E0%A6%AC%E0%A7%80-%E0%A6%AE%E0%A6%BE%E0%A6%A8%E0%A7%81%E0%A6%B7%E0%A7%87%E0%A6%B0%E0%A6%B8%E0%A7%8D%E0%A6%AC%E0%A6%BE%E0%A6%B8%E0%A7%8D%E0%A6%A5/](https://www.facebook.com/dbcnews.tv/posts/3013386498902818)

KM Mintu : You can use our writings

KM Mintu : Strict lockdown is going on to stop the spread of corona. All the people of the country have been instructed to stay at home to save their lives. But in the case of garment workers the opposite direction has been given. The factory will continue, the workers will have to work. Public transport has been stopped. How will the workers reach the factory if the transport is stopped? Although factory owners have been instructed to arrange for the transportation of workers, the reality is the opposite. Most factories did not. As a result, workers have to be harassed to reach the factory. Why such harassment, why such discrimination? Garment workers are not citizens of this country? Their lives are not at risk? Aren't workers human? We will try to find the answers to such important questions in the discussion on Saturday, April 17, 2021 at Bangladesh time 10 pm. Keep eye on the link below to see-

<https://www.facebook.com/dbcnews.tv/posts/3013386498902818>

<https://fb.watch/4TYYrahQ4P/>

KM Mintu : টেলিভিশনে আজ আমার একটা আলোচনা - Je passe à la télévision aujourd'hui

EP - I wish I could understand but it is really hard to me without subtitles..

KM Mintu : <https://www.thedailystar.net/bangla/>

<https://www.thedailystar.net/bangla/%E0%A6%B6%E0%A7%80%E0%A6%B0%E0%A7%8D%E0%A6%B7-%E0%A6%96%E0%A6%AC%E0%A6%B0/%E0%A6%A6%E0%A7%8D%E0%A6%AC%E0%A6%BF%E0%A6%A4%E0%A7%80%E0%A7%9F-%E0%A6%A6%E0%A6%BF%E0%A6%A8%E0%A7%87-%E0%A6%B2%E0%A7%8B%E0%A6%95-%E0%A6%B8%E0%A6%AE%E0%A6%BE%E0%A6%97%E0%A6%AE-%E0%A6%AC%E0%A7%87%E0%A6%B6%E0%A6%BF-%E0%A6%AA%E0%A7%8B%E0%A6%B6%E0%A6%BE%E0%A6%95%E0%A6%95%E0%A6%B0%E0%A7%8D%E0%A6%AE%E0%A7%80%E0%A6%A6%E0%A7%87%E0%A6%B0-%E0%A6%AD%E0%A7%8B%E0%A6%97%E0%A6%BE%E0%A6%A8%E0%A7%8D%E0%A6%A4%E0%A6%BF-216857#.YHhCKsCTOXQ.facebook>

KM Mintu : এই আলোচনায় আমি এবং গাজীপুর জেলা প্রশাসক শ্রমিকদের করোনাভাইরাস পরিস্থিতি নিয়ে আলোচনা হয়েছে। - Au cours de cette discussion les travailleurs du sous-commissaire de Gazipur et moi-même avons discuté de la situation du coronavirus

EP : ঠিক আছে ধন্যবাদ - D'accord, merci!

EP : আমার গবেষণায় যদি আমি আপনার কথা উদ্ধৃত করি আপনি কি অনামী থাকতে চান বা আপনার উদ্ধৃত হতে চান?- Si je vous cite dans mes recherches, souhaitez-vous rester anonyme ou être cité?

KM Mintu : তাহলে আমার কোন অসুবিধা নেই নাম থাকায় ভালো হবে - Je n'ai pas de problèmes, ce serait bien d'avoir mon nom

EP : নিখুঁত - Parfait!

KM Mintu : আমার নাম প্রকাশ করলে আমার কোন আপত্তি নেই - Je n'ai aucune objection à divulguer mon nom

EP : একদিন সময় পেলে আমি আপনার গল্প সম্পর্কে আরও জানতে চাই আপনি কীভাবে শ্রমিকদের অধিকারের জন্য দায়বদ্ধ হয়ে উঠলেন? তবে আমি মনে করি আপনার জন্য আজ দেরি হয়ে গেছে - *Un jour j'aimerais en savoir plus votre histoire : comment êtes-vous devenu syndicaliste? Mais je pense qu'il est un peu tard pour vous aujourd'hui*

KM Mintu : ইচ্ছে করলে আমরা আগামী কাল রাতে আবার কথা বলতে পারি - Si nous le souhaitons, nous pouvons reparler demain soir

EP : আনন্দের সাথে শুভ রাত্রি - *Avec plaisir, bonne nuit!*

KM Mintu : শুভ রাত্রি - Bonne nuit!

EP : হ্যালো, আপনি কেমন আছেন? - *Bonjour, comment allez-vous?*

KM Mintu : আমি ভালো, আপনি কেমন আছেন? - Je vais bien, comment vas-tu?

EP : আমি ভাবছিলাম আপনি কেমন আছেন এবং বাংলাদেশের পরিস্থিতি কীভাবে বিকশিত হচ্ছে। আমার কাছে মনে হচ্ছে যে মামলাগুলি হ্রাস পাচ্ছে, আমি আশা করি এটি আরও অব্যাহত থাকবে - *Je me demandais comment vous alliez et comment la situation évolue au Bangladesh. Il me semble que le nombre de cas diminue, j'espère que cela va continuer!*

KM Mintu : আমি এই কয়েক দিনে বেশ কিছু লেখা লিখেছি, আপনি দেখেছেন নিশ্চয় - Tu as dû voir que j'ai beaucoup écrit ces derniers jours

EP : হ্যাঁ আপনাকে ধন্যবাদ আমি এটি সব পড়তে হবে - *Merci, je vais aller lire cela!*

KM Mintu : যে শ্রমিকদের বছরে একবার পরিবারের সাথে দেখা করার সুযোগ পান। সরকারের উচিত ছিল বিশেষ পরিবহন ব্যবস্থা করে শ্রমিকদের গ্রামে পরিবার পরিজন নিয়ে ঈদের ছুটি কাটানোর সুযোগ করে দেওয়া। যে শ্রমিকরা দেশের অর্থনীতিকে সচল রেখেছে তাদের এই ধরনের দুর্ভোগ দেওয়ার কোন মানে হয়না।

অনেকেই বলাবালি করছেন, “শ্রমিকরা যে ভাবে গ্রামে যাচ্ছে তাতে তারা করোনা ভাইরাস ছড়াবে”, কথাটা বাস্তব নাও হতে পারে, কারণ লকডাউনে সরকারি-বেসরকারি অফিস বন্ধ থাকলেও কারখানা খোলা, শ্রমিকরা প্রতিদিন এভাবেই কারখানায় কাজে যাচ্ছে এবং তারা এভাবেই গাদাগাদি করে একসাথে কারখানায় কাজ করেছেন।

কারখানা খোলা রাখা কেন হলো, কারণ শ্রমিকদের করোনা ভাইরাস হয়না, শ্রমিকদের শরীরে রোগ প্রতিরোধ ক্ষমতা বেশী। লকডাউনের নামে তামাশা চলছে, যাদের প্রাইভেট গাড়ি আছে তারা গ্রামে যাবে আর প্রাইভেট যাদের গাড়ি নেই তারা ঢাকা শহরে ঈদ করবে এটা কোন ধরনের সিদ্ধান্ত।

মালিকরা শ্রমিকদের যদি নিয়মিত পাওয়া ছুটি কাটানোর সুযোগ দিতেন তাহলে আজ শ্রমিকদের এভাবে বাঁকি নিয়ে ঈদে গ্রামে বাড়ি যেতে হতোনা।

- Les travailleurs ont la possibilité de rendre visite à leurs familles une fois par an. Le gouvernement aurait dû prévoir des transports spéciaux permettre aux travailleurs de passer les vacances de l'Aïd avec leurs familles dans les villages. Il ne sert à rien de donner ce genre de misère aux travailleurs qui ont maintenu l'économie du pays à flot.

Beaucoup disent : "si les travailleurs retournent dans leurs villages, ils propageront le virus ». Si les bureaux publics et privés sont fermés à cause du Lockdown, les usines, elles, sont ouvertes. Les travailleurs doivent y aller chaque jour et doivent travailler tous ensemble.

Pourquoi garder les usines ouvertes dans ce cas? Car c'est là que les travailleurs risquent de contracter le virus! Le corps des travailleurs est-il plus immunisé? Ce confinement est une vaste blague; ceux qui ont des voitures privées iront au village et ceux qui n'en ont pas devront fêter l'Aïd à Dhaka.

Et finalement, si les employeurs donnaient aux travailleurs la possibilité de prendre des congés régulièrement, ces derniers n'auraient pas à rentrer chez eux le jour de l'Aïd aujourd'hui avec un tel risque.

KM Mintu :দের যদি নিয়মিত পাওয়া ছুটি কাটানোর সুযোগ দিতেন তাহলে আজ শ্রমিকদের এভাবে বাঁকি নিয়ে ঈদে গ্রামে বাড়ি যেতে হতোনা। সরকারি-বে-সরকারি অফিস সব বন্ধ কিন্তু কারখানা খোলা। কারণ দেশে অর্থনৈতির চাকা সচল রাখতে হবে। সরকার বলে দিল মালিকদের ব্যবস্থাপনায় শ্রমিকদের আনা নেওয়া করতে হবে কিন্তু মালিকরা তা করলেন না। শিপমেন্ট শেষ করে, শ্রমিকদের চাকুরিচ্যুত করা হলো। শ্রমিকদের বয়স ৩৫ পার হয়েছে তাদের শরীরের কর্মক্ষমতা নষ্ট হয়েছে তাদের বের করে দেওয়া হলো।

গত ঈদেও শ্রমিকদের তাদের পরিবারের সাথে ঈদ করতে দেওয়া হয়নি, তখনো বলা হয়েছিল, শ্রমিকরা গ্রামে গেলে করোনা ভাইরাস আরো ছড়িয়ে পড়বে। যে শ্রমিকরা নিজের জীবন-পরিবার-পরিজন ছেড়ে কারখানা সচল রাখলো তাদের উপর অমানবিক আচরণ করলো মালিকরা। সরকার মালিকদের জন্য প্রনোদনা দিলেও শ্রমিকদের ঈদ বোনাস দেওয়া হয়নি, বেতন ৩৫% কমিয়ে দেওয়া হয়েছিল।

সরকারি ভাবে ঈদের ছুটি ৩দিন হলেও মালিকরা ছুটির দিনে জেনারেল খাটিয়ে খাটিয়ে সেই ছুটি ঈদের ছুটির সাথে যোগ করে ৭ থেকে ১০ দিনের ছুটি থাকে কারখানার শ্রমিকদের। শ্রমিকরা বছরে ঈদের সময় পরিবারের সাথে সময় কাটায়। নারী শ্রমিকরা তাদের ছোট ছোট বাচ্চাদের গ্রামে রেখে কারখানায় কাজে আসে, সেই নারী শ্রমিকরা বছরে ঈদের সময় তাদের বাচ্চারা মায়ের দেখা পায়।

করোনা ভাইরাসের কারনে এবার ঈদে ছুটি ৩দিনের বেশী না দেওয়ার জন্য সরকার নির্দেশ দিয়েছেন। শ্রমিকরা যাতে গ্রামে না যেতে পারে তার জন্য দূর পাল্লার পরিবহণ বন্ধ করে দেওয়া হয়েছে। লঞ্চ-ফেরী চলাচল বন্ধ করা হয়েছে। শ্রমিকদের তাদের পরিবার থেকে বিচ্ছিন্ন করার জন্য যা যা করার তা করা হয়েছে।

সরকারের এই ধরণের সিদ্ধান্ত নেওয়ার জন্য শ্রমিকদের সাথে কোন পরামর্শ করার প্রয়োজন মনে করেনি। এই ধরণের সিদ্ধান্ত নেওয়ার আগে সরকারের উচিত ছিল শ্রমিক-মালিকদের সাথে আলোচনা করে নেওয়ার। শিল্পাঞ্চল গুলোতে সরকারের এই সিদ্ধান্তের প্রতিবাদে প্রতিদিনই বিক্ষোভ হচ্ছে।

অনেক মালিকরা এরি মধ্যে ঈদের ছুটি বাড়িয়ে দেওয়ার জন্য জেনারেল খাটিয়ে নিয়েছেন। এই সিদ্ধান্ত যদি সরকার আগে নিয়েনিত তাহলে হয়তো মালিকরা জেনারেল খাটাতেন না।

সরকারের উচিত, মালিকদের ব্যবস্থাপনায় শ্রমিকদের গ্রামের বাড়িতে পরিবার পরিজন নিয়ে ঈদ করতে যাওয়ার জন্য, কারখানা ভিত্তিক তালিকা করে বিশেষ পরিবহনের ব্যবস্থা করা।

শুনলাম আজ ৯ মে সরকার-মালিক-শ্রমিক পক্ষের একসভা অনুষ্ঠিত হবে, আমি আসা করি সেই সভায় যুক্তি সঙ্গত সিদ্ধান্ত নিবেন। আমরা সেই সিদ্ধান্তের অপেক্ষায় থাকলাম।

- Les bureaux gouvernementaux et non gouvernementaux sont tous fermés mais les usines sont ouvertes, parce que la roue de l'économie doit être maintenue en mouvement dans le pays. Le gouvernement a déclaré que les propriétaires d'usines devraient soutenir les travailleurs, mais ils ne l'ont pas fait. Dès la fin des expéditions de commande, les travailleurs ont été licenciés.

Les travailleurs de plus de 35 ans ont été les premiers à être licenciés car leurs performances se sont détériorées.

Les travailleurs ont perdu confiance à l'encontre des dirigeants syndicaux en raison de la corruption, des irrégularités, de la loyauté envers les employeurs, [traduction incorrecte], de la prise de pourcentage des salaires des travailleurs, de leur proximité avec les propriétaires et la police.

C'est à cause de cela que le mouvement syndical ne se développe pas dans les usines. En conséquence, les syndicats ont également perdu confiance dans les travailleurs et comptent désormais davantage sur les étrangers. Cette année à l'occasion du premier mai, la plupart des syndicats ont utilisé l'anglais sur leurs bannières. Alors ma question est de savoir pour qui ces bannières avaient-elles été écrites en anglais?

De nombreuses organisations de travailleurs s'opposent fortement aux propriétaires dans leurs discours, mais leurs organisations fonctionnent avec l'argent des propriétaires.

De nombreuses organisations critiquent fortement les ONG mais dirigent leurs organisations avec l'argent des ONG et voyagent régulièrement à l'étranger.

Les travailleurs ont perdu la confiance en leurs dirigeants syndicaux à cause de ce genre de double jeu. C'est pour cela que le mouvement syndical organisé dans les usines ne se développe pas.

À l'heure actuelle, en raison du covid, les organisations de travailleurs ne sont pas en mesure de jouer leur rôle et de lutter contre le harcèlement des travailleurs.

Des millions de travailleurs ont été licenciés illégalement depuis mars de l'année dernière. Les salaires ont en moyenne été réduits de 35%, le bonus de l'Aïd n'a pas été accordé dans toutes les usines. Le travail qui était auparavant réalisé par trois ouvriers l'est aujourd'hui par deux. Les usines fonctionnent au risque de la vie des travailleurs, sans suivre les règles sanitaires appropriées.

Les propriétaires d'usines n'ont pas organisé le transport des travailleurs durant le lockdown alors qu'ils étaient censés le faire.

Dans la situation actuelle induite par le covid, les habitants du pays peuvent voir qui est réellement du côté des travailleurs car une torture sans fin leur est infligée.

Les ouvriers ne seront pas libérés tant qu'un pouvoir syndical ne sera formé parmi eux. Nous devons donc construire des syndicats dans les usines et les revendications des travailleurs doivent être réalisées par ces mêmes travailleurs. Il n'y aura aucun avantage à organiser les travailleurs en fonction des donateurs ou des acheteurs étrangers.

EP : তোমাকে অনেক ধন্যবাদ! - Merci beaucoup!

EP : Do you know how many workers did become new members since the covid started in Bangladesh?

KM Mintu : The basic union that we took before the Corona epidemic is still going on. Due to the Corona epidemic, factory based unions cannot be formed. Workers who are being laid off in factories are becoming members of the federation to collect their dues or return their jobs. Workers who are being laid off in factories are becoming members of the federation to collect their dues or return their jobs.

KM Mintu : ইউনিয়ন নেতাদের বাতরা : ০৯। প্রতিদিনই ঝুঁকি বাড়ছে বিধায় বেতন-বোনাস প্রদান পূর্বক সাধারণ ছুটি দিতে হবে, ছুটির আগে লকডাউন চলাকালে গামেরন্ট শ্রমিকদের নিবিঘ্নে নিরাপদ যাতায়াতের জন্য পরিবহন ব্যবস্থা নিশ্চিত করতে হবে।২। করোনাকালীন সময়ে ঝুঁকি ভাতা প্রদান করতে হবে। ৩। কারখানাভিত্তিক সকল শ্রমিকদের করোনা টিকা দিতে হবে।৪। আইসোলেশন ব্যবস্থা ও সূচিকিৎসা নিশ্চিত করতে হবে।৫। কোনো শ্রমিককে কোনোভাবেই চাকুরী থেকে অবসান করা যাবে না। পাঁচ দফা সুপারিশ বাস্তবায়নের লক্ষ্যে যথাযথ ব্যবস্থা গ্রহণের জন্য জোর দাবী জানান।

- Message des dirigeants syndicaux : 1) Comme les risques augmentent de jour en jour, un congé général devrait être accordé aux travailleurs et une prime salariale devrait leur être attribuée, des dispositions de transport devraient être assurées pour le bon mouvement des travailleurs du vêtement avant leur congé

2) Une allocation de risque devrait être payée aux travailleurs

3) Tous les travailleurs d'usine doivent être vaccinés contre le Corona

4) Un système d'isolement et de traitement approprié doit être assuré.

5) Aucune travailleur ne doit être licencié de quelque façon que ce soit

Il est demandé que des mesures appropriées soient prises pour mettre en oeuvre les cinq points de recommandation

Annexe 2 - Entretien avec l'intervenante 2 (mars-mai 2021)

EP : Hi! I'm currently on my final year of a master degree at UCL Belgium

EP : আপনি কিছু ইংরেজি বলতে পারেন? আপনাকে ফেসবুকে আমন্ত্রণ জানানোর স্বাধীনতা নিয়েছি আমি মহামারী এর প্রভাব নিয়ে কাজ করি ফ্যাশন শিল্প, তার শ্রমিক এবং শ্রম আন্দোলনের উপর

- Comprenez-vous un peu l'anglais? J'ai pris la liberté de vous contacter car je travaille actuellement sur mon mémoire, qui porte sur les impacts de l'épidémie dans l'industrie de la mode bangladaise, ses travailleurs et les mouvements ouvriers.

Intervenante 2 : সরি আমি আপনার ভাষা বুঝতে পারি নাই।তবে এখন বুঝতেছি আমি ওশ্রমিক আন্দোলন ও ট্রেড ইউনিয়ন নিয়ে কাজ করি মহামারিতে অনেক প্রবলেম হচ্ছে আমাদের দেশের শ্রমিকদের - Je suis désolée, je n'avais pas compris votre langue mais maintenant je comprends. Je travaille avec le mouvement syndical et les syndicats. Les travailleurs de notre pays sont confrontés à de nombreux problèmes à cause de l'épidémie.

EP : আপনার কাছে সময় থাকলে এবং চাইলে আমি আমার গবেষণার জন্য আপনাকে প্রশ্ন জিজ্ঞাসা করতে সক্ষম হতে চাই - Si vous avez le temps et si cela ne vous dérange pas, j'aimerais pouvoir vous poser des questions pour mes recherches

Intervenante 2 : অবশ্যই - Bien sûr

EP : আপনি কি আমার গবেষণার অংশ হিসাবে উদ্ধৃত হতে চান বা আপনি বেনামে থাকতে পছন্দ করবেন?

বেনামে থাকার সাথে কোনও সমস্যা নেই - Souhaitez-vous être cité dans le cadre de mes recherches ou préférez-vous rester anonyme? Il n'y a aucun problème à garder l'anonymat

Intervenante 2 : হুম - Hmmm

[il faudra reposer la question plus tard!]

EP : আপনি কত দিন ইউনিয়নে কাজ করেছেন? - *Depuis combien de temps travaillez-vous pour le syndicat?*

Intervenante 2 : ৫ বছর - 5 années

EP : আপনার বয়স কত? - Quel âge avez-vous?

Intervenante 2 : ২৫ বছর - 25 ans

EP : আপনি কিভাবে ইউনিয়নে যোগদান করেছেন? - *Comment avez-vous rejoint le syndicat?*

Intervenante 2 : আমি একটি গামের্ন্টস এ কাজ করেছিলাম পরে ইউনিয়নের করার কারনে আমার চাকরী চলে যায় তারপর থেকে শ্রমিকের অধিকার নিয়ে আন্দোলন করছি - J'ai travaillé dans une usine de confection, puis j'ai perdu mon emploi à cause du travail syndical. Depuis, je travaille pour les droits des travailleurs.

EP : আপনারা কি কোনও মহিলাকে ইউনিয়নে কাজ করা কঠিন মনে করেন? - *Trouvez-vous difficile pour une femme de travailler dans un syndicat?*

Intervenante 2 : জিব আমাদের দেশে অনেক প্রবলেম হয় - Oui, il y a beaucoup de problèmes dans notre pays

EP : আপনি কারখানায় থাকাকালীন এবং কেন আপনার অধিকারের জন্য লড়াই করার সিদ্ধান্ত নিয়েছিলেন, আপনি কি আপনার কাজের পরিস্থিতি ব্যাখ্যা করতে পারেন? - *Pouvez-vous m'expliquer votre situation de travail lorsque vous étiez à l'usine et pourquoi avez-vous décidé de rejoindre le syndicat?*

Intervenante 2 : জিব পারবো - Oui je peux

EP : যদি এমন কোনও প্রশ্ন থাকে যা আপনাকে অস্বস্তি করে তোলে তবে তাদের উত্তর দেওয়া উচিত নয় - *Et si des questions vous mettent mal à l'aise, n'y répondez pas!*

Intervenante 2 : আমি আপনার সাথে কথা বললে কোন সমস্যা বোধ করছি না - Je n'ai aucun problème à te parler

Intervenante 2 : আমি কি ব্যক্তি হিসেবে কথা বলবো না কি সংগঠন এর প্রতিনিধি হিসেবে কথা বলবো জানতে পারি প্লিজ? - *Faites moi savoir si je parle en mon nom ou si je parle au nom de l'organisation*

EP : ঠিক আছে, আপনি প্রথমে একজন ব্যক্তি হিসাবে কথা বলতে পারেন - *D'accord, vous pouvez d'abord parler en tant que personne*

Intervenante 2 : ওআচ্ছা ঠিক আছে - Très bien

EP : এবং এটি বেনামে থাকতে পারে - *Et n'oubliez pas que cela peut rester anonyme*

Intervenante 2 : ওআচ্ছা - D'accord

EP : এবং তারপরে আপনি যদি পারেন তবে সংগঠনের পক্ষেও কথা বলতে পারেন। তবে আসুন প্রথমে একজন ব্যক্তি হিসাবে শুরু করি - *Par la suite et si vous le pouvez, vous pourrez aussi parler au nom de l'organisation, mais commençons d'abord par votre avis*

Intervenante 2 : আপনি আমার ভাষা কি ভাবে বুঝতে পারছেন যদি কিছু মনে না করেন জানতে পারি প্লিজ? - S'il vous plait, dites moi comment vous comprenez ma langue si cela ne vous dérange pas?

EP : দুভরাগ্যকরমে আমি কীভাবে বাংলা বলতে জানি না আমি একটি অনুবাদ প্রোগ্রাম ব্যবহার করি আশা করি আপনি কিছু মনে করবেন না - *Malheureusement, je ne sais pas parler le bengali. J'utilise un programme de traduction j'espère que cela ne pose pas de problèmes*

Intervenante 2 : ঠিক আছে ধন্যবাদ - D'accord merci

EP : আপনি যখন কারখানায় ছিলেন তখন কাজের পরিস্থিতি সম্পর্কে কিছুটা বলতে পারেন? - *Pouvez-vous me parler un peu des conditions de travail lorsque vous étiez à l'usine?*

Intervenante 2 : হ্যাঁ পারবো - Oui je peux

EP : আমি আপনার কথা শুনছি, আপনি যত খুশি লিখতে পারেন - *Je t'écoute, tu peux écrire autant que tu veux*

Intervenante 2 : আমি যখন কারখানায় কাজ করেছি তখন দেখেছি শ্রমিকদের কতো কষ্ট তাঁরা সঠিক পরিমাণে মজুরী পায় না, ছুটি পায় না, এমন কি মাতৃবর্কালীন সুবিধা নিতে চাইলে চাকরীচ্যুতি হতে হয়। এবং অতিরিক্ত কাজের কারণে তাঁরা স্বাস্থ্য ঝুঁকিতে পরে এবং সময় মতো কাজ শেষ না করতে পারলে অশ্লীল ভাষায় কথা বলোয়া একজন নারীর প্রতি মানসিক চাপ পরে। তাই আমি ভেবেছিলাম টেরড ইউনিয়ন করলে হয় তো কিছুটা ভাগ্য উন্নয়ন হতে পারে শ্রমিকের কিন্তু তাঁরা ইউনিয়ন গঠন করতে দিচ্ছে না। মেডিক্যাল ছুটি দিতে চায় না এবং আরো অনেক সমস্যা

- Quand je travaillais dans une usine, j'ai vu à quel point il était difficile pour des ouvriers d'être licenciés, ils ne touchaient pas le bon salaire, ils n'obtenaient pas de congés, même en ce qui concerne les allocations de maternité. Il y a aussi beaucoup de stress mental sur les femmes. Alors j'ai pensé que si les syndicats se forment, la fortune des travailleurs peut s'améliorer, mais ils ne permettent pas la formation de syndicats, ils ne veulent pas donner de congés médicaux et bien d'autres problèmes.

Intervenante 2 : আমি যে আপনাকে তথ্য দিবো এতে আমার কোন ক্ষতি হবে না তো?? এবং এগুলো নিয়ে আপনি কি কাজ করবেন? আপনি তো আমাদের দেশের লোক নাই তাই বললাম। - Les informations que je vais vous donner sont les miennes, il n'y aura pas de mal? Et qu'allez-vous en faire? Vous n'êtes pas un homme de notre pays, alors je vous parle

EP : আমি একটি থিসিস নিয়ে কাজ করছি এবং যদি আমার অধ্যয়ন মহামারীর উপর দৃষ্টি নিবদ্ধ করে, আমি আমাদের পোশাক তৈরি করা লোকদের খারাপ অবস্থার জন্যও মানুষের চোখ খুলতে চাই আমি জানি না যে এটি আপনার প্রশ্নের উত্তর দেয় কিনা। - *Je prépare mon mémoire de master et si mon étude porte sur les impacts de l'épidémie, j'aimerais également sensibiliser le sort des gens qui fabriquent nos vêtements. Je ne sais pas si cela répond à ta question?*

Intervenante 2 : ঠিক আছে - Très bien

EP : ইউনিয়নে যোগদানের পর থেকে আপনি কি খুঁজে পেয়েছেন যে আপনার জীবনযাত্রার উন্নতি হয়েছে? - *Est-ce que tu penses que tes conditions de vie se sont améliorées depuis ton adhésion au syndicat?*

[Intervenante 2 envoie des photos]

Intervenante 2 A : এই আপাকে আমি গবেষণার কাজে হেল্প করেছি ওনি আমার দেশে এসেছিলো এমন কি আমার বাসায় ও - Je l'ai aidé dans ses recherches, elle est venue dans mon pays et même chez moi

EP : আমি বাংলাদেশে আমার গবেষণা করতে আসতে পেরে খুব পছন্দ করতাম, তবে মহামারীজনিত কারণে আমাদের দেশ গত বছর থেকে তার সীমানা বন্ধ করে দিয়েছে! সে কখন এলো? - *J'aurais aussi aimé pouvoir me rendre au Bangladesh mais à cause du covid, les voyages sont rendus compliqués. Quand est-elle venue?*

Intervenante 2 : আমি ব্যাক্তির উন্নয়ন হয় নি তবে শ্রমিকদের জীবনের উন্নয়নের লক্ষ্যে আমি কাজ করে যাচ্ছি তাদের সকল অধিকার নিয়ে লড়াই সংগ্রাম করছি,যেমন সঠিক মজুরী,ছুটি,সান্তির্ষ বেনিফিট,মাতৃত্বকালীন সুবিধা,ও শ্রম আইন নিয়ে কাজ করি সেই সাথে অন্য কারখানাতে ট্রেড ইউনিয়নের কাজেও শ্রমিকদের উৎসাহ দেই

- Aujourd'hui je travaille pour l'amélioration de la vie, je lutte pour tous leurs droits des travailleurs, tels que des salaires équitables, des congés, des prestations de service, des prestations de maternité et des lois du travail, ainsi que pour encourager le travail syndical dans d'autres usines.

Intervenante 2 : এটা গত বছরের জানুয়ারীতে আসছিলো মার্চ মাস পর্যন্ত থাকছে এবং সে করোনার কারণে পরে চলে গেছে - Elle est arrivée en janvier de l'année dernière et est restée jusqu'à mars et elle est partie à cause du Corona

EP : আপনার কি মনে হয় মহামারী আসার আগে শ্রমিকদের অবস্থার উন্নতি হয়েছিল? - *Pensez-vous que la condition des travailleurs s'était améliorée avant l'épidémie?*

Intervenante 2 : কিছুটা ছিলো তবে বর্তমানে অনেক সমস্যায় পরছে শ্রমিকরা কারন বায়াররা অনেক কাজের অডার বাতিল করার কারনে শ্রমিকরা ছাঁটায় হয়েছে অনেকে আবার গ্রামেও চলে গেছে কোন সহযোগিতা পায় নাই শ্রমিকরা কেউ যদি একটু সহযোগিতা করতো তাহলে হয় তো একটু হলেও হেল্প হয় তো শ্রমিকদের - Il y en avait, mais maintenant les ouvriers font face à beaucoup de problèmes, parce que les acheteurs ont annulé de nombreuses commandes, les ouvriers ont été licenciés et beaucoup sont retournés dans leurs villages. Les travailleurs n'ont reçu aucune aide.

Intervenante 2 : মহামারীতে শ্রমিকদের ঝুঁকি ভাতা দিলে ভালো হয় তো - Il faudrait donner des allocations de risques aux travailleurs cas d'épidémie

EP : কমরীরা কীভাবে লকডাউন থেকে বেঁচে গেল - *Comment les travailleurs ont-ils fait pour subvenir à leurs besoins pendant le confinement?*

Intervenante 2 : বর্তমানে যে অবস্থা আমাদের দেশে মহামারীর জন্য লকডাউন ঘোষনা করলেও সরকার শিল্প কারখানার শ্রমিকদের কোন লকডাউন নেই তাঁরা চাকরী বাঁচাতে জীবনের ঝুঁকি নিয়ে কাজ করে যাচ্ছেনা এবং গণপরিবহন বন্ধ এতে শ্রমিকের হয়রানী ও স্বাস্থ্য ঝুঁকিতে পরছে নারী শ্রমিকরা - Dans la situation actuelle de mon pays, même si le gouvernement a décrété un confinement pour lutter contre l'épidémie, il n'y a pas de confinement pour les ouvriers de l'industrie, qui travaillent au péril de leur vie pour sauver leur emploi.

EP : হ্যাঁ আমাকে বলা হয়েছিল যে এই বছর লকডাউনটি বাস্তব ছিল না কারণ কারখানাগুলি খোলা রয়েছে আমি গত বছরের লকডাউনটি সম্পর্কে উল্লেখ করতে চাইছিলাম - *Oui, on m'a dit que le confinement cette année n'en était pas réellement un et que les usines étaient ouvertes. Mais je voulais parler du confinement de l'année dernière*

Intervenante 2 : গত বছরে লকডাউন প্রথম অবস্থায় দিলেও পরে তা শ্রমিকদের ক্ষেত্রে তুলে নেওয়া হয়েছিলো, কারখানার মালিকরা লে- অফ করেছিলো, ছাঁটায় করেছিলো কারখানা বন্ধ করে দিয়েছিলো সরকার ৫ হাজার কোটি টাকা প্রণোদনা দিয়েছিলো মালিকদের কিন্তু শ্রমিকদের কোন উন্নতি হয় নাই এবং শ্রমিক কোন সহযোগিতা পায় নাই - L'année passée il y a eu un lockdown dans un premier temps mais il a été levé dans le cas des travailleurs. Les propriétaires d'usines ont

licenciées et fermés les usines. Le gouvernement a accordé des subventions aux propriétaires mais cela n'a pas amélioré le sort des travailleurs, ils n'ont reçu aucune aide

EP : পরিস্থিতি জটিল কারণ শ্রমিকরা কারখানায় না গেলে তাদের বেতন নেই তবে কারখানাটি মহামারীর জন্য ঝুঁকিপূর্ণ জায়গা শ্রমিকরা এ সম্পর্কের কী ভাবেন? - *La situation est compliquée pour les travailleurs : ils ne reçoivent aucune rémunération s'ils ne travaillent pas mais parallèlement, l'usine est un lieu de risque. Que pensent les travailleurs?*

Intervenante 2 : এর জন্যই শ্রমিকরা মনে করে যে এই দেশে তাদের কোন মূল্য নাই। তাই তাদের জীবনের কেউ চিন্তা করে না। আবার কাজ না করলেও না খেয়ে মরতে হবে তাঁরা লকডাউন মানেই মনে করে একটি আতঙ্ক - *C'est pourquoi les travailleurs pensent qu'ils n'ont aucune valeur. Personne ne se soucie de leur vie.*

EP : আপনি কীভাবে মনে করেন সরকার মহামারীটি পরিচালনা করছে? - *Comment pensez-vous que le gouvernement gère l'épidémie?*

Intervenante 2 : আমি সরকারের কথা বলছি না। বলছি তাঁরা শ্রমিকদের পররাপ্ত স্বাস্থ্যবিধির কোন ব্যবস্থা করে দিচ্ছে না মালিকদের তো বলতে পারতেন তাঁরা যেনো মহামারীতে শ্রমিকের প্রতি মানবিক হতে - [problème de traduction] aucune mesure n'a été prise pour dire aux employeurs d'être humains envers les travailleurs en cas d'épidémie.

EP : আপনি কি মনে করেন সরকারও পরিস্থিতি দেখে অভিভূত? আপনি যদি সরকারের বিষয়ে কথা বলতে না চান তবে আমরা বিষয়টি পরিবর্তন করতে পারি *Penses-tu que le gouvernement est également dépassé par la situation? Si tu ne veux pas parler du gouvernement, on peut changer de sujet*

Intervenante 2 : আমাদের সরকার কারখানার মালিকদের ব্যবসা ধরে রাখার জন্য অনেক সহযোগিতা করেছে কিন্তু মালিকরা তবুও শ্রমিকদের বিপদে ফেলে দিয়েছে এবং যারা আমাদের দেশ থেকে পোশাক কিনে তাঁরাও কোন সহযোগিতার হাত বাড়ায় নাই তারা অড্রার বাতিল করেছে এবং যে পোশাক তৈরী করা হয়েছিলো সেগুলো ও লকডাউনের কারণে শিপমেন্ট দিতে পারে নাই তাঁরাও নেন নাই মহামারী সবার জন্যই এসেছে কিন্তু বায়াররা একটু মানবিক হলে মালিকরা একটু মানবিক হলে শ্রমিকরা কিছুটা সহযোগিতা পেতো সরকার মালিকদের পররাপ্ত সহযোগিতা করেছে তবুও শ্রমিকরা বিগ্ৰীত হয়েছ মালিকদের কাছ থেকে

- Notre gouvernement a beaucoup aidé les propriétaires d'usines à maintenir leurs entreprises, mais les propriétaires ont toujours mis les travailleurs en danger et ceux qui achètent leurs vêtements dans nos pays ne nous ont pas non plus tendu la main. L'épidémie n'est pas la même pour tout le monde, si les acheteurs étaient un peu plus humains et si les propriétaires étaient un peu plus humains, alors les travailleurs obtiendraient plus d'aide.

EP : আমি এখনও আপনাকে প্রশ্ন জিজ্ঞাসা করতে চাই তবে যদি আমি আপনার সময়টি খুব বেশি সময় নিচ্ছি তবে আমাকে বলুন - *J'ai encore des questions à poser mais si cela commence à prendre trop de ton temps dis le moi!*

Intervenante 2 : যদি আমার কথাতে শ্রমিকের কোন উপকার হয় তাহলে আমি অবশ্যই কথা বলবো আপনার সাথে আমি চাই আমাদের দেশের শ্রমিকরা ভালো থাকুক - *S'il y a un avantage pour les travailleurs dans mes mots alors je te parlerai certainement, je veux que les travailleurs de notre pays se portent bien.*

EP : মহামারী শুরুর পর থেকে আমার চারপাশে আরও বেশি লোক আপনার বাড়িতে কী ঘটছে সে সম্পর্কে সচেতন হয়ে উঠছে আমি সত্যিই আশা করি এটি কিছু পরিবর্তনকে সহায়তা করে আপনি আমাকে যে সমস্ত তথ্য দিয়েছেন তার জন্য আপনাকে ধন্যবাদ! - *De plus en plus de personnes autour de moi ont pris conscience de ce qui se passe dans les autres pays depuis le début de*

l'épidémie. J'espère vraiment que les choses commenceront à évoluer, merci pour toutes les informations que vous me donnez!

Intervenante 2 : আপনার সাথে কথা বলতে পেরে আমি অনেক খুশি তাই আপনাকেও ধন্যবাদ - Je suis très heureuse de vous parler alors, merci aussi

EP : মহামারী শুরুর পর থেকে আপনি কি দেখতে পেলেন যে মহিলাদের অবস্থা আরও খারাপ হয়েছে? - *Selon vous, est-ce que la condition des femmes s'est dégradée depuis le début de l'épidémie?*

Intervenante 2 : হ্যা নারীদের অবস্থা অনেক খারাপ হয়েছে - Oui, la condition des femmes est devenue bien pire

EP : মহামারীর আগে, আপনি কি দেখতে পান যে অনেক মহিলা ইউনিয়নে যোগ দিয়েছিলেন? - *Avant l'épidémie, est-ce que beaucoup de femmes rejoignaient les syndicats?*

Intervenante 2 : হ্যা - Oui

EP : এবং এখন? আমি জানতে চাই যে আপনার মতে মহামারীটি আরও বেশি মহিলা ইউনিয়নে যোগদান করবে কিনা? - *Et aujourd'hui? Je voudrais savoir si, selon vous, l'épidémie pousse plus de femmes à rejoindre les syndicats?*

Intervenante 2 : মহামারীর কারণে কারখানায় শ্রমিক নিয়োগ বন্ধ করেছে মালিক তাই আপাতত বন্ধ আছে - Les propriétaires ont cessé d'embaucher des ouvriers en raison de l'épidémie, elles sont donc fermées pour le moment

EP : ইউনিয়ন এখন বন্ধ? - *Tu veux dire que les syndicats sont fermés en ce moment?*

Intervenante 2 : বর্তমানে লকডাউনের জন্য কার্যক্রম বন্ধ আছে পরে অবস্থা স্বাভাবিক হইলে আবার শুরু করবো। আমার হাতে এখনো দুই টা ইউনিয়ন এর কাজ আছে - A cause du confinement de nombreuses activités sont fermées et reprendront plus tard lorsque la situation redeviendra normale. Je le ferai : j'ai encore deux emplois syndiqués entre les mains

EP : আপনি কি মনে করেন যে মহামারীর কারণে আরও বেশি লোক ইউনিয়নে যোগ দিতে চাইবে? যখন পরিস্থিতি স্বাভাবিক থাকে - *Penses-tu que davantage de personnes souhaiteront se syndiquer à cause de l'épidémie? Quand la situation sera redevenue normale*

Intervenante 2 : আমরা শ্রমিকদের ইউনিয়ন সমপর্কে ধারণা দিচ্ছি অনেকে আসতে চায় অনেকে আবার চাকরী হারানোর ভয় পান কারণ ইউনিয়ন করতে চাইলে মালিকরা চাকরীচ্যুতী করে দেন Nous donnons l'idée du syndicat aux travailleurs et beaucoup veulent venir mais beaucoup de gens ont peur de perdre leur emploi parce que les employeurs les licencient s'ils veulent former un syndicat

EP : আপনার মতে, একজন মহিলার পক্ষে পুরুষের চেয়ে ইউনিয়নে যোগ দেওয়া কি আরও বেশি কঠিন? না পরিস্থিতি কি একই রকম? *Selon vous, est-il plus difficile pour une femme d'adhérer à un syndicat qu'un homme? Ou est-ce que la situation est la même?*

Intervenante 2 : অবশ্যই কঠিন আমাদের দেশে কারণ পুরুষরা কিছুটা অন্যায়ে পূর্ণ
তিবাদ করলেও নারীরা করতে রাজী হয় না, কারণ তাঁরা চাকরী হারানোর ভয় পেয়ে থাকেন এবং পরিবার
ও সমাজ নারীদের ইউনিয়ন গঠন করা পছন্দ করে না
- Bien sûr, c'est difficile dans notre pays car les hommes font des injustices
Les femmes hésitent à rejoindre les syndicats car elles ont peur de perdre leur emploi et leur
famille. La société n'aime pas voir les femmes former des syndicats.

EP : হ্যাঁ আমি বুঝেছি, এটি গুরুত্বপূর্ণ যে মহিলারা মহিলাদের দ্বারা প্রতিনিধিত্ব করা যায়। কারণ আমাদের সমস্যাগুলি কখনও কখনও পুরুষদের থেকে পৃথক হয় - *Oui je comprends, il est important que les femmes puissent être représentées par des femmes, car nos problèmes peuvent être différents de ceux des hommes.*

Intervenante 2 : আপনি সঠিক বলেছেন - Vous avez raison

EP : আমি পড়েছি ইউনিয়নগুলিতে এর আগে খুব কম মহিলা নেতা ছিলেন আপনি কি বলতে পারেন, আপনার মতে, আজ কত শতাংশ মহিলা নেতা ইউনিয়নে রয়েছেন? - *J'ai lu qu'il n'existait que très peu de femmes dirigeantes dans les syndicats auparavant. Pouvez-vous me dire selon vous quel est le pourcentage de femmes ayant une position de leader au sein des syndicats?*

Intervenante 2 : আপনি সঠিক টা জেনেছেন আগের তুলনায় এখন নারী শ্রমিকদের আমরা ইউনিয়ন লিডার হিসেবে পছন্দ করি এবং প্রশিক্ষণ দেই আগের তুলনায় এখন যোগুলো ইউনিয়ন গঠন করা হয় সেখানে আমরা অধিক নারী শ্রমিক দ্বারা গঠন করি আবার সংগঠনের সভাপতি একজন নারী আমি নিজেও নারী তাই আমরা নারীদের এগিয়ে যেতে উৎসাহ দে - [problème de traduction] Maintenant, nous aimons et formons les travailleuses en tant que dirigeantes syndicales. Dans les syndicats qui se forment maintenant plus qu'avant, nous sommes formés par la moitié des travailleuses. Encore une fois, le président de l'organisation est une femme. Je suis moi-même une femme donc nous encourageons les femmes d'aller de l'avant.

Intervenante 2 : আমার সংগঠনের সভাপতি নারী নেত্রী নিজেও কারখানায় কাজ করেছিলো এবং নারীদের কষ্টগুলো দেখেছে এবং প্রতিবাদ করেছে তাই সে নিজেও চায় নারীরা এগিয়ে যাক - [prénom anonymisé] le leader de mon organisation est elle-même une femme, elle a elle-même travaillé dans une usine, a vu et a protesté contre le sort des femmes; elle veut que les femmes avancent.

EP : আপনি ইউনিয়নে পুরুষদের সাথে কাজ করেন, আপনি কি মনে করেন ইউনিয়নে যোগদানের পর থেকেই তাদের সাথে আপনার আরও ভাল কাজের সম্পর্ক রয়েছে? আপনি যখন কারখানায় কাজ করেছিলেন তার সাথে তুলনা করুন - *Au syndicat, tu travailles également avec des hommes, penses-vous avoir une meilleure relation avec eux depuis votre entrée dans le syndicat? En comparaison de quand tu travaillais à l'usine?*

Intervenante 2 : হ্যাঁ এখন আমি নারী পুরুষ উভয় কে নিয়েই কাজ করি। আগে আমি শ্রমিক ছিলাম শুধু এক কারখানায় কাজ করতে পারতাম এখন আমি সংগঠনের প্রতিনিধি হয়ে সারা দেশের শ্রমিকের পক্ষে কাজ করতে পারি। আমি মনে করি নারী পুরুষ মিলেই সমতার বিশ্ব গড়া সম্ভব হবে - *Oui, maintenant je travaille avec des hommes et des femmes. Quand j'étais ouvrière, je ne pouvais que travailler à l'usine, maintenant, je peux travailler pour tous les travailleurs de tout le pays en tant que représentante de l'organisation*

EP : আপনি কি মনে করেন যে মহামারীটি থেকে ধর্মঘট ও বিক্ষোভের সংখ্যা বেড়েছে? - *Pensez-vous que le nombre de grèves et de manifestations a augmenté depuis le début de l'épidémie?*

Intervenante 2 : হ্যাঁ - Oui

EP : আপনি কি ভাবেন যে মহিলারা আরও ধর্মঘট ও বিক্ষোভে অংশ নেওয়ার সাহস করে? মহামারীটির কারণে? - *Pensez-vous que davantage de femmes osent participer aux grèves et manifestations depuis le début de l'épidémie?*

Intervenante 2 : আমাদের দেশের নারীরা কখনোই ধর্মঘট করতে সহজেই রাজী হয় না কিন্তু যখন আর কোন উপায় থাকে না তখন তারা বিক্ষোভে যেতে চান। আর মহামারীর কারণেই মালিক

ও বায়াররা সুবিধা নিচ্ছে শ্রমিক ঠিক মতো মজুরী পাচ্ছেন না তাই তাঁরা বাসা ভাড়া ও খাবারের অভাবে ধর্মঘট করেন

- Les femmes de notre pays n'acceptent jamais volontiers de faire grève mais quand il n'y a pas d'autres moyens, elles le font. Les propriétaires et les acheteurs profitent de l'épidémie et les travailleurs n'obtiennent pas de salaire convenable, alors, ils se mettent en grève, car ils ont besoin d'argent pour leur loyer et leur nourriture.

EP : তারা দ্বিধা করছেন কেন? বরখাস্তের ভয়? পুলিশ থেকে? - *Pourquoi hésitent-elles? A cause de la peur d'être licenciée? La peur de la police?*

Intervenant 2 : অবশ্যই চাকরী হারানোর ভয় এবং মালিকরা স্থানীয় মাস্তান দিয়ে হয়রানী করে মিথ্যে মামলা করে এবং পুলিশরা রাবার বুলেট মারেন, লাড়ি চার্জ করেন, টিয়ারশেলপ গ্যাস মারেন তাই - Bien sur, il y a la peur de perdre leur travail. Les travailleuses sont harcelées par les propriétaires et et par des intimidateurs locaux et sont fausement poursuivies en justice. La police tire des balles en caoutchouc, charge les femmes et tire des gaz lacrymogènes.

EP : ৫ জন তরুণ শ্রমিক প্রাণ হারিয়েছে, শ্রমিকরা কীভাবে এটিকে অনুভব করবেন? তারা কি এখন প্রতিবাদে যোগ দিতে ভয় পাচ্ছে? - *J'ai appris que cinq jeunes travailleurs avaient perdu la vie; comment les autres ressentent-ils cela? Ont-ils peur de rejoindre les manifestations maintenant?*

SA : হ্যাঁ কারন মালিকরা একদিকে মজুরী দিচ্ছেন না অন্য দিকে শ্রমিকরা দাবি করলে তাঁরা শ্রমিকহত্যা করছেন এবং মামলা দিচ্ছেন তবে আমরা প্রতিটি সংগঠন থেকে এর তীব্র নিন্দা ও প্রতিবাদ জানাইসেই সাথে দোষীদের শাস্তি দাবী জানিয়েছি কিন্তু শ্রমিকরা মামলার ভয়ে কথা বলতে চান না - Oui, car d'un côté les propriétaires ne paient pas les salaires, mais de l'autre, ils tuent les travailleurs et intentent des poursuites à leur égard.

Nous avons fermement condamné, chaque organisation a protesté et nous exigeons des sanctions pour les coupables, mais les travailleurs ont peur de s'exprimer par peur des poursuites.

EP : এই উত্তরগুলির জন্য আপনাকে অনেক তুমি অন্য কোনকিছু কি সংযুক্ত করতে চাও? Merci beaucoup pour ces réponses, as-tu des choses que tu aimerais ajouter?

Intervenant 2 : আমি চাই যারা ধনীলোক আছে তাঁরা যেনো এই মহামারীতে শ্রমিকদের পাশে সহযোগিতার হাত বাড়ায়। - Je veux que les riches tendent la main aux travailleurs dans cette épidémie

EP : La recherche des droits est un long combat, et tu peux être fière d'en faire partie! - অধিকার অনুসন্ধান একটি দীর্ঘ সংগ্রাম এবং আপনি এর একটি অংশ হতে পেরে গবিরত হতে পারেন

Intervenant 2 : আমি অবশ্যই শ্রমজীবী মেহনতী! মানুষের পাশে তাদের অধিকার আদায়ে কাজ করে যেতে চাই

- Je suis certainement un travailleur acharné! Je veux travailler pour les droits des personnes

EP : আমি আজ রাতে আপনাকে আর বিরক্ত করব না, আমি খুব বেশি সময় নিতে চাই না, আপনি ইতিমধ্যে আমাকে অনেক সাহায্য করেছেন আপনি চাইলে আমরা পরের বার একে অপরের সাথে কথা বলতে পারি Je ne vais plus te déranger ce soir, je ne veux pas prendre trop de ton temps, tu m'as déjà beaucoup aidé! On peut continuer à se parler une prochaine fois si tu le souhaites

Intervenant 2 : অবশ্যই আমি আপনার সাথে পরে কথা বলবো যদি আপনি চান আপনাকে ও আপনার চিন্তাধারা গুলো আমার অনেক ভালো লেগেছে আসলে কেউ শ্রমিকের কষ্টের কথা শুনতে চায় না আপনি অনেক কখন ধরে শুনলেন তাই আমি আপনার প্রতি কৃতজ্ঞ থাকবো

- Bien sûr, je te parlerai plus tard si tu veux. Je t'aime beaucoup toi et tes pensées. En fait, personne ne veut entendre parler de la souffrance des travailleurs. Vous en avez entendu parler depuis longtemps, alors je vous suis reconnaissante

EP : তোমার সাথে দেখা করে আমি সন্তুষ্ট - *Je suis ravie de t'avoir rencontrée*

Intervenant 2 : থাকবেন সুস্থ থাকবেন এই আশা করি আমি আমার জীবনে আপনার সহযোগিতার অবশ্যই আশা করবো - *J'espère que tu restes en bonne santé. J'attendrai certainement votre coopération dans ma vie.*

EP : অনেক ইউরোপীয় তাদের চোখ বন্ধ করতে পছন্দ - *Beaucoup d'européens préfèrent fermer les yeux*

Intervenant 2 : সঠিক বলেছেন আপনি একটি ভাল সন্ধ্যা কাটাতে এবং আপনার স্বাস্থ্য বজায় রাখুন

- Vous avez raison. Passez une bonne soirée et maintenez votre santé

EP : হ্যালো, আপনি কেমন আছেন? আমি আপনাকে জিজ্ঞাসা করতে চেয়েছিলাম যে আপনি কোনও মহিলা জানেন কিনা কে আমার গবেষণায় অংশ নিতে রাজি হবে। আমি আপনার প্রোফাইলে দেখেছি যে আপনি অসুস্থ ছিলেন। আপনি ভাল অনুভব করছেন?

- *Bonjour! Comment vas-tu? Je voulais te demander si tu connaissais d'autres femmes qui accepteraient de participer à mes recherches?*

J'ai vu sur ton profil que tu étais malade, tu te sens mieux?

Intervenant 2 : আমি ভালো আছি, আপনি কেমন আছেন? হ্যাঁ আছে আপনি চাইলে আমি কথা বলিয়ে দিতে পারি

আগের তুলনায় এখন ভালো আছি। সত্যি আপনাকে আমি খুব ভালোবাসি, আপনি খুব ভালো মনের মানুষ তাই আমার অসুস্থতার খোঁজ নিয়েছেন - *Je vais bien, comment vas-tu? Oui je peux en parler si tu veux*

Je suis mieux maintenant qu'avant, je t'aime tellement, tu es une très bonne personne donc tu as pris soin de ma maladie

EP : আপনারা আরও ভালো আছেন শুনে আমি খুশি - *Je suis contente que tu ailles mieux*

EP : আমার গবেষণা শেষ করতে আমার বেশ কয়েকজনের সাথে পরামর্শ করা দরকার আমি অন্যান্য মহিলাদের সাথে চ্যাট করতে চাই - *J'ai besoin de consulter plusieurs personnes pour terminer mes recherches, j'aimerais discuter avec d'autres femmes*

Intervenant 2 : অবশ্যই আপনাকে আমি সব ধরনের হেল্প করবো যদি আপনি চান? - *Bien sûr, je vais aider de toutes les manières si tu veux?*

EP : আপনি কি আমাকে অন্য মহিলার সাথে পরিচয় করিয়ে দিতে পারেন বা আরও বেশ কয়েকজনের সাথে?

- *Peux-tu me présenter une ou plusieurs autres femmes?*

Intervenant 2 : হুম অবশ্যই পারি - *Hmmm bien sûr je peux*

EP : তোমাকে অনেক ধন্যবাদ! আপনি তাদের আমার সম্পর্কে বলতে পারেন এবং তারা আমাকে ফেসবুকে যুক্ত করতে পারে। বা হোয়াটসঅ্যাপ যদি এটি পছন্দসই হয় - *Merci beaucoup! Vous pouvez leur parler de moi et ils peuvent m'ajouter sur facebook ou whatsapp si elles préfèrent*

Intervenant 2 : আগে কথা বলি তাদের সাথে তারপর আপনাকে জানাবো - *Je vais d'abord leur parler et je te ferais ensuite savoir*

EP : আপনাকে অনেক ধন্যবাদ আপনি আমার জন্য একটি দূদর্শন সাহায্য. পোশাক শ্রমিকদের সবসময় কারখানায় হাটতে হবে? - *Merci tu m'es d'une grande aide! Les ouvriers doivent-ils toujours marcher jusqu'à leurs usines?*

Intervenante 2 : হ্যাঁ - Oui

EP : এখন দুই সপ্তাহ কেটে গেছে? - *Cela fait déjà deux semaines maintenant?*

Intervenante 2 : হ্যাঁ - Oui

EP : আপনি কি বাড়িতে কাজ করেন? - *Travailles-tu depuis chez toi?*

Intervenante 2 : সংগঠনের পাশাপাশি বাসায় কাজ করতে হয় আমাকে - *Je dois travailler depuis la maison mais aussi à l'organisation*

EP : আপনি কি এইভাবে ভাল কাজ পরিচালনা করেন? নাকি আরও জটিল? - *Arrivez-vous à bien gérer cela? Ou est-ce que votre travail est depuis plus difficile?*

Intervenante 2 : সরি বুঝতে পারি নাই - *Désolée je n'ai pas compris*

[intervenante 2 envoie des photos du profil d'une autre syndicaliste]

EP : এই পরিস্থিতিতে কাজ করা আপনার পক্ষে আরও বেশি কঠিন? - *Est-ce plus difficile pour toi d'effectuer ton travail dans cette situation?*

Intervenante 2 : আপনি ঐ আইডির সাথে ফ্রেন্ড হতে পারেন ও আমার ভালো বন্ধু ও আপনাকে সহযোগিতা করবে - *Vous pouvez être amie avec cette fille et cette bonne amie vous soutiendra*

Intervenante 2 : হ্যাঁ রাস্তায় গাড়ী নেই এবং মালিক ও সরকারের থেকে অনেক চাপ সৃষ্টি করে আমাদের - *Oui, du fait qu'il n'y ait pas de voitures sur les routes, la pression de la part des propriétaires et du gouvernement est accentuée*

EP : আপনাকে দু'জনকে ধন্যবাদ - *Merci à vous deux*

EP : আজ মহিলা শ্রমিকদের কী দাবি? - *Quelles sont les principales revendications des travailleuses aujourd'hui?*

Intervenante 2 : তাঁরা নিরাপদ কর্মস্থল চায়। এবং যৌনহরারানী মুক্ত সঠিক মজুরী ও কাজের কর্মঘন্টা - *Elles veulent un lieu de travail sûr, ne pas subir d'harcèlement sexuel, veulent avoir un salaire et des horaires de travail appropriés*

EP : রানা প্লাজা ধসের পরে, আপনি কি দেখতে পেয়েছেন যে সুরক্ষা উন্নত হয়েছে? - *Depuis l'effondrement du Rana Plaza, penses-tu que la sécurité des travailleurs se soit améliorée?*

EP : আপনার মতে কীভাবে যৌন হরারানির বিরুদ্ধে লড়াই করা যায়? *Selon toi, comment lutter contre le harcèlement sexuel au travail?*

Intervenante 2 : হ্যাঁ আগের তুলনায় এখন অনেকটা উন্নতি হয়েছে তবে যৌনহরারানিটা একটু বেড়েছে - *Oui, il y a beaucoup d'améliorations aujourd'hui comparé à avant, cependant le harcèlement sexuel lui a un peu augmenté*

EP : কেন আপনি মনে করেন হয়রানি বাড়ছে? এটি মহামারী সম্পর্কিত কি? - *Pourquoi pensez-vous que le harcèlement sexuel augmente? Est-ce lié à l'épidémie?*

Intervenante 2 : আমার বন্ধু আপনাকে ফ্রেন্ড রিকুইস্ট পাঠিয়েছে আপনি তা গ্রহণ করুন - *Mon amie vous a envoyé une demande d'amie pour que vous l'acceptiez*

EP : হ্যাঁ আমি এটি দেখেছি, ধন্যবাদ! - *Oui je l'ai vu merci!*

Intervenante 2 : হ্যাঁ আগের তুলনায় কাজ কম শ্রমিক বেশি তাই নারীদের বিভিন্ন ভাবে তাঁরা ব্যবহার করতে চান কাজে রাখবে বলে - *Oui, il y a moins de travailleurs qu'avant, alors ils veulent utiliser les femmes de différentes manières*

Intervenante 2 : নারী শ্রমিকরা এগুলো বিষয়ে মুখ খুলতে চান না কথা বলেন না ওরা - *Et les travailleuses ne veulent pas parler de ces choses*

[intervenante 2 envoie une photo d'un nouveau contact]

Intervenante 2 : ওনি আমার সংগঠনের লিডার আপনি চাইলে তার সাথেও কথা বলতে পারেন - *Elle est le leader de mon organisation et tu peux lui parler si tu le souhaites*

EP : হ্যাঁ সে আমাকে গতকাল যোগ করেছে! - *Oui merci, elle m'a ajoutée hier!*

EP : একজন নারীকে নেতা হিসাবে পেয়ে আপনি কি খুশি? - *Es-tu heureuse d'avoir une femme pour leader?*

Intervenante 2 : হ্যাঁ অনেক খুশি সে খুব ভালো মনের মানুষ আমাদের অনেক সমস্যা মন খুলে তার থেকে সমাধান পাই আমি তাকে সন্মান করি - *Oui, très, c'est une très bonne dame. Elle résout beaucoup de nos problèmes et je la respecte du fait qu'elle trouve des solutions.*

EP : আমি আশা করি ভবিষ্যতে আরও মহিলারা নেতা হবেন - *J'espère que davantage de femmes seront leaders à l'avenir*

Intervenante 2 : আপনার কথাগুলো যেনো সত্য - *Que tes mots soient vrais*

EP : আপনার মতে কীভাবে যৌন হয়রানি বন্ধ করবেন? - *A ton avis comment lutter contre le harcèlement sexuel?*

Intervenante 2 : নারীদের পর্যাপ্ত ট্রেনিং এর ব্যবস্থা করে ওদের ধারণা দিতে হবে - *Les femmes doivent recevoir une formation et des idées adéquates*

Intervenante 2 : কিন্তু আমাদের অর্থনৈতিক অবস্থা ভালো নেই তাই আমাদের পক্ষে সম্ভব হয় না - *Mais notre situation économique n'est pas bonne, ce n'est donc pas possible pour nous*

EP : এনজিওগুলি কি কখনও কখনও এটিতে সহায়তা করে? - *Recevez-vous parfois des aides d'ONG par exemple?*

Intervenante 2 : প্রয়োজনের তুলনায় অনেক কম - *Beaucoup moins que nécessaire*

EP : আপনার উত্তরের জন্য ধন্যবাদ - *Merci pour vos réponses*

Intervenante 2 : আপনাকেও ধন্যবাদ - *Merci aussi*

EP : মহামারী সম্পর্কে আমার এখনও একটি প্রশ্ন ছিল : তুমি কি ভবিষ্যতের জন্য ভয় পাচ্ছ? - *J'avais encore une question à propos de l'épidémie : Avez-vous peur pour l'avenir?*

Intervenante 2 : বলেন আমি উত্তর দিতে চাই - *Je t'ai dit que je voulais te répondre*

Intervenante 2 : আমি সত্য বলতে ভয়পাই না. এতে আমার মরন হলেও প্রস্তুত. - *Je n'ai pas peur de dire la vérité. Je suis prête à mourir.*

EP : আপনি খুব সাহসী - *Tu es courageuse*

EP : এবং মহামারী সম্পর্কিত ক্ষেত্রে, পরিস্থিতির উন্নতি না হলে কী হবে? - *Et si la situation ne s'améliore pas?*

Intervenante 2 : মহামারি এভাবে চলতেই থাকলে আমাদের দেশের শ্রমিকরা না খেয়ে মারা যাবে - *Si l'épidémie continue comme ça, les travailleurs de notre pays mourront de faim*

EP : আপনি কি ভ্যাকসিনেটনে ইতিমধ্যে ভাল অগ্রগতি করেছেন? - *Avez-vous déjà bien avancé avec la vaccination?*

Intervenante 2 : করোনা ভ্যাকসিন শ্রমিকদের দেওয়া হচ্ছে না বা সুযোগ পাচ্ছেন না শ্রমিকরা মালিকরা সহযোগিতা করছেন না আর এটা নিতে অনেক জামেলায় পড়তে হয় কারন মোবাইলে রেজিস্ট্রেশন করে ভ্যাকসিন গ্রহণ করতে হয় অনেকের পক্ষে যা সম্ভব না - *Le vaccin n'est pas donné aux travailleurs. Les employeurs ne coopèrent pas avec les travailleurs, ils doivent se rendre dans de nombreux endroits pour l'obtenir, ils doivent s'inscrire sur mobile, obtenir le vaccin n'est pas possible pour beaucoup.*

EP : কারণ পরাপ্রাপ্ত টিকা নেই? নাকি তাদের দিতে হবে? - *N'y a-t-il pas assez de vaccins? Ou doivent-ils payer pour l'obtenir?*

Intervenante 2 : পরাপ্রাপ্ত টিকা থাকলেও শ্রমিকদের কোন সুবিধা দিচ্ছে না টিকা নিতে - *Même s'il y avait une vaccination adéquate, il n'y a aucun avantage pour les travailleurs de se faire vacciner*

EP : আপনি কি বিবাহিত? - *Es-tu mariée?*

Intervenante 2 : হ্যা তবে আমার স্বামীর সাথে আমার কোন সম্পর্ক নাই আমাদের একটি মেয়ে আছে - *Oui, mais je n'ai aucune relation avec mon mari. Nous avons une fille.*

EP : আর নেই কেন? *Pourquoi pas?*

Intervenante 2 : আমি যখন সংগঠন এ যুক্ত হয়েছি তা সে পছন্দ করে না কারন এখানে আমার ইনকাম নাই - *Il n'a pas aimé que rejoigne l'organisation car je n'ai aucun revenus ici*

EP : আপনি কি আপনার স্বামীর সাথে তালাকপ্রাপ্ত? - *Etes-vous divorcé de votre mari?*

Intervenante 2 : তালাক হয়নি কিন্তু দূরে থাকে আমার সাথে যোগাযোগ নাই - *Il n'y a pas eu de divorce mais il n'y a pas de contact avec moi*

EP : আমি বুঝতে পারছি আশা করি আমি আপনাকে কৃতি করিনি - *Je comprends, j'espère que je ne t'ai pas dérangée*

Intervenante 2 : না তা কেনো হবে সে ১ বছর আগে চলে গেছে - *Non, pourquoi cela. Il est parti il y a un an.*

EP : আমি জানি না যে এটির কোনও বিষয় সম্পর্কে আপনি কথা বলতে চান আমার দেশে সবকিছু খুব আলাদা, দম্পতিরা অনেক ভালোবাসে - *Car je ne sais pas si c'est un sujet dont tu veux parler. Dans notre pays il est assez courant de divorcer*

Intervenante 2 : আমাদের দেশে এটা ভালো মনে করে না - *Il ne fait pas bon de divorcer dans notre pays*

Intervenante 2 : আপনি যদি কিছু মনে না করেন তাহলে একটু পরে আমরা আবার কথা বলি? আমার একটি ভার্চুয়াল মিটিং আছে - *Si cela ne te dérange pas, nous reparlerons plus tard. J'ai une réunion virtuelle.*

EP : আমি আশা করি আমার প্রশ্ন আপত্তিজনক ছিল না - *J'espère que ma question n'était pas offensante*

Intervenante 2 : না আমি একটি ভার্চুয়াল প্রগরামে ছিলাম আগামী কাল রানা প্লাজা দিবসের জন্য - *Non, j'étais à dans une réunion virtuelle pour le Rana Plaza Day demain*

EP : আগামীকাল দিনের জন্য শুভকামনা - *Bon courage pour demain*

Intervenante 2 : হ্যাঁ কালকে আমাদের অনেক প্রগরাম আছে - *Oui, nous avons beaucoup de projets pour demain*

Intervenante 2 : আমি রাত ১০ টা বাজে শ্রমিকদের নিয়ে ফেইসবু লাইভ প্রগরাম করবো আপনাকে দেখার জন্য অনুরোধ করছি - *Je ferai une émission Facebook live avec les ouvriers à 10h00. Je demande à te voir.*

EP : বাংলাদেশী সময়? - *Heure du Bangladesh?*

Intervenante 2 : আগামীকাল রাত ১০ টা বাজে বাংলাদেশ সময় - *Demain à 22h, heure du Bangladesh*

Intervenante 2 : আপনি চাইলে আমি আপনাকে লিংক পাঠাতে পারি. যদি সময় পান তাহলে আশাকরি প্রগরামটি দেখবেন - *Je peux t'envoyer le lien si tu veux. J'espère que tu pourras assister au programme si t as le temps.*

EP : হ্যাঁ ধন্যবাদ! আমি চেষ্টা করতে যাচ্ছি! - *Oui, merci! Je vais essayer!*

Intervenante 2 : ধন্যবাদ - *Merci*

[intervenante 2 transfère un lien]

Intervenante 2 : আপনি কেমন আছেন? - *Comment ça va?*

EP : হাই আমি ভাল করছি এবং আপনি? - *Bonjour, je vais bien et toi?*

Intervenante 2 : আমিও ভালো আছি - *Je vais bien aussi*

EP : তুমি কি আর অসুস্থ নও? - *Es-tu guérie?*

Intervenante 2 : হ্যাঁ - *Oui*

EP : বাংলাদেশের খবর কী? - *Quelles sont les nouvelles au Bangladesh?*

Intervenante 2 : চলছে আবার ১ সপ্তাহের লকডাউন কিন্তু সব চালু শুধু পরিবহন বন্ধ - *Une semaine de confinement recommence. Mais tout est ouvert sauf les transports*

EP : হ্যাঁ আমি এটি প্রেসে পড়তে পারি। তারা কি পরিবহনের জন্য কোনও পদক্ষেপের ঘোষণা দিয়েছে? - *Oui, j'ai pu le lire dans la presse. Ont-ils annoncé de nouvelles mesures pour les transports?*

Intervenante 2 : না তবে বলেছে খাদ্যবাহী পরিবহন ও ট্রেন চলতে পারে সে বিষয়ে খুব শিঘ্রই জানাবে - *Non mais il est prévu qu'on annonce bientôt que les trains et les transports de nourriture pourraient circuler.*

EP : আমি প্রেসে দেখেছি যে খাবার প্যাকেজ পাঠানো হয়েছিল এটা সত্যি? - *J'ai vu dans la presse que des colis alimentaires étaient envoyés, n'est-ce pas?*

Intervenante 2 : অনেক জায়গায় দিয়েছে সরকারের মাধ্যমে তবে এমপি মন্ত্রীদের নিজের লোকেরা পেয়েছে এবং তা খুব সিমিত - [problème de traduction]

EP : আপনি কোভিড সংক্রামিত অনেক লোককে জানেন? - *Connaissez-vous beaucoup de personnes infectées par le covid?*

Intervenante 2 : হ্যাঁ তবে শ্রমিকের ভিতরে তেমন নাই *Oui, mais pas tellement chez les ouvriers*

EP : আমি দেখতে পাচ্ছি ভারতের পরিস্থিতি আরও খারাপ হচ্ছে আপনার কি ভারতের সাথে সীমান্ত বন্ধ? - *La situation en Inde empire, vos frontières avec l'Inde sont-elles fermées?*

Intervenante 2 : হ্যাঁ - *Oui*

EP : পোশাক শ্রমিকদের জন্য কি কোনও সংবাদ আছে? - *Y a-t-il des nouvelles pour les ouvriers du vêtement?*

Intervenante 2 : তেমন কোন সংবাদ নেই তাঁরা এখনো কাজ করছে, ভ্যাকসিন ছাড়া - *Il n'y a pas vraiment de nouvelles, ils travaillent toujours et n'ont pas de vaccin*

EP : এখনও কোন পরিবহন? - *Et toujours pas de transport?*

Intervenante 2 : না - *Non*

EP : আপনি কি মানুষকে বরখাস্ত করার কথা শুনছেন? - *Avez-vous entendu parler de nouveaux licenciements?*

Intervenante 2 : হ্যাঁ - *Oui*

EP - আমার কাছে মনে হচ্ছে যে মামলাগুলি হ্রাস পাচ্ছে, আমি আশা করি এটি আরও অব্যাহত থাকবে - *Il me semble que le nombre de cas diminue, j'espère que cela va continuer*

Intervenante 2 : আমাদের দেশের অবস্থা বেশি ভালো নাই শ্রমিকদের খুব কষ্টে দিন কাটছে - *La condition de notre pays n'est guère meilleure*

Intervenante 2 : আজ একটি নারী শ্রমিক অসুস্থ অবস্থা কারখানায় ছুটি না পেয়ে মারা যায় -
Aujourd'hui, une ouvrière est décédée des suites d'une maladie dans l'usine

EP : আমি দুঃখিত - *Je suis désolée!*

Intervenante 2 : আপনি এখন কি করছেন - *Que fais-tu maintenant?*

EP : আমি এখনও আমার গবেষণা উপর কাজ করছি! - *Je travaille toujours sur mes recherches*

EP : তাই আমি আপনাকে ভেবেছিলাম এবং আপনাকে বলতে চাই ঈদ মোবারক - *Alors j'ai pensé à toi et je voulais te dire Eid Mubarak*

Intervenante 2 : আপনাকেও ঈদের শুভেচ্ছা রইলো - *A toi aussi*

EP : আপনি কি আমাকে প্রতিদিন এবং প্রতি সপ্তাহে কর্মীদের বর্তমান গড় ঘন্টা বলতে পারবেন?
- *Peux-tu me dire quels sont les horaires moyens des ouvriers par jour et par semaine?*

Intervenante 2 : প্রতিদিন ১৩/১৪ ঘন্টা কাজ করছে বর্তমানে শ্রমিকরা - *En ce moment, les travailleurs travaillent 13/14 heures par jour.*

EP : এবং তাদের প্রতি সপ্তাহে একদিন ছুটি আছে? - *Ont-ils un jour de repos par semaine?*

Intervenante 2 : এখন সাপ্তাহিক ছুটি বেশির ভাগ কারখানায় দেয় না - *En ce moment, la plupart des usines ne donnent pas de congé hebdomadaire*

Intervenante 2 : দুপুরে ১ ঘন্টা লাঞ্চার সময় দেয়, এবং প্রতিদিন তারা ৪/৫ ঘন্টা সময় পায় ঘুমানোর জন্য তা ছাড়া অন্য কোন ছুটি নাই এখন সরকারী ছুটি কিছুটা দেয় অনেক কারখানা তাও দেন না - *les travailleurs ont une heure de pause pour déjeuner sur le temps de midi et chaque jour, ils dorment 4/5 heures, il n'y a pas d'autres vacances que cela*

Annexe 3 - Entretien avec l'intervenante 3 (mars-mai 2021)

Intervenante 3 : হাই - *Salut!*

EP : হ্যালো তোমার সাথে সাক্ষাতে ভাল লাগছে. আপনি কেমন আছেন? - *Bonjour, ravie de te rencontrer.*

Comment vas-tu?

Intervenante 3 : ভালো আপনি কেমন আছেন? আমিও অনেক খুশি তোমার সাথে সাক্ষাতে - *Bien, comment ça va? Je suis également très heureuse de te rencontrer*

EP : খুব ভাল, আপনাকে অনেক ধন্যবাদ - *Très bien, merci!*

EP : আপনার যদি সময় থাকে এবং আপনি যদি রাজি হন তবে আমি আমার গবেষণার জন্য আপনাকে কয়েকটি প্রশ্ন জিজ্ঞাসা করতে চাই। - *Si vous avez le temps et si vous êtes d'accord, j'aimerais vous poser quelques questions pour mes recherches.*

Intervenante 3 : হা অবশ্যই আমি রাজি এবং আমার হাতে সময় আছে তুমি বলতে পারো - *Oui bien sûr. Je suis d'accord et j'ai du temps libre, tu peux parler*

EP : প্রথমত, আমি আপনাকে বলতে চাই যে আপনি আমাকে যে তথ্য সরবরাহ করেছেন তা বেনামে থাকতে পারে

তবে আপনার ইচ্ছা থাকলে আপনার নাম দেওয়া যেতে পারে।

এবং আপনি যখনই চান আপনার মন পরিবর্তন করতে পারেন

- *Tout d'abord je voulais te dire que les informations que me fournies peuvent rester anonymes. Cependant, ton nom peut être donné si tu le souhaites. Et tu peux changer d'avis quand tu veux.*

EP : আমি বাংলা বলতে পারি না তাই দয়া করে আমার বাক্যগুলি ভুল হলে আমাকে জানান - *Je ne parle pas bengali alors merci de me faire savoir si mes phrases sont fausses*

Intervenante 3 : সমস্যা নাই - *Aucun problème*

EP : প্রথমত, আমি চাই আপনি নিজের সম্পর্কে আমাকে কিছুটা বলুন - *D'abord, je voudrais quelques informations sur toi*

EP : আপনি কোন ইউনিয়নে কাজ করেন? *Pour quel syndicat travailles-tu?*

Intervenante 3 : প্রথম নাম গোপন রাখা টাই ভালো হবে পরবর্তীতে আমি তোমাকে বলবো কখন নাম প্রকাশ করতে হবে ঠিক আছে বন্ধু - *Il vaudrait mieux garder le prénom secret. La prochaine fois je te dirais quand révéler le nom, ok mon ami?*

EP : অবশ্যই প্রথম নামটি গোপন রাখতে কোনও সমস্যা নেই ! - *Bien sûr, il n'y a aucun problème à anonymiser les noms!*

Intervenante 3 : আমি একটি শ্রমিক সংগঠনের কাজ করি এবং আমি একজন সমাজকর্মী হিসেবে কাজ করি এবং বেশিরভাগই নারীদের নিয়ে আমি কাজ করি।

- *Je m'appelle [prénom anonymisé]. Je travaille dans une organisation syndicale et je travaille comme assistante sociale et je travaille surtout avec des femmes.*

Intervenante 3 : নারীদের যৌন হয়রানির নিয়ে আমি কাজ করি - *Je travaille avec le harcèlement sexuel des femmes.*

EP : ওহ এটি এমন প্রশ্ন যা আমাকে খুব আগ্রহী করে তোলে! আপনার বয়স কত ? - *Oh c'est une thématique qui m'intéresse beaucoup! Quel âge as-tu?*

Intervenante 3 : ধন্যবাদ! ২৫ বছর - *Merci! 25 ans*

EP : ইউনিয়নে কাজ করার আগে আপনি কারখানায় কাজ করেছেন? *Avec-vous travaillé dans une usine avant de travailler dans le syndicat?*

Intervenante 3 : আমি নিজেও একজন গার্মেন্টস শ্রমিক ছিলাম এবং সেখানে আমি নিষরাতিত-নিপীড়িত হয়েছি এবং গার্মেন্টসে টেরড ইউনিয়ন করতে গিয়ে আমি চাকরীচ্যুত হয়েছি - *J'étais moi-même ouvrière du vêtement et j'y ai été persécutée. Je suis allée travailler dans un syndicat du vêtement.*

Intervenante 3 : তখন থেকেই আমি প্রতিজ্ঞা করেছি নিষরাতিত নারী শ্রমিকদের নিয়ে কাজ করার জন্য - *Depuis lors, je me suis engagée à travailler avec des travailleuses maltraitées*

EP : আপনি কত দিন ইউনিয়নে কাজ করেছেন? - *Depuis combien de temps travaillez-vous au syndicat?*

Intervenante 3 : ৬ বছর - *6 ans*

EP : কারখানায় কত শতাংশ মহিলাকে হয়রানি করা হচ্ছে বলে আপনি মনে করেন? - *Selon toi, quel pourcentage de femmes subies l'harcèlement à l'usine?*

Intervenante 3 : শতকরা 70 পাসেরন্ট নারী শ্রমিককে হয়রানি করা হয় কিন্তু তারা মুখে খুলে বলে না চাকরি হারানোর ভয়ে - 70% des travailleuses sont harcelées mais elles ne parlent pas de peur de perdre leur emploi

EP : তারা প্রধানত মালিকদের দ্বারা হয়রানি হয়? - *Sont-elles principalement harcelées par les propriétaires?*

[intervenante 3 retire son message]

EP : যদি আপনার কোন প্রশ্ন থাকে যা আপনাকে বিরক্ত করে, তবে তাদের উত্তর দেবেন না - *Si certaines questions vous dérangent n'y répondez pas*

Intervenante 3 : শুধু মালিকনা মালিক দ্বারা mid-level এর ম্যানেজমেন্ট দিয়েও বেশিরভাগ হয়রানি এবং নিয়ন্ত্রিত হয় - Même avec un gestion de niveau intermédiaire par le propriétaire [= > problème de traduction], la plupart sont harcelées et maltraitées

EP : মহামারী দিয়ে পরিস্থিতি কি বদলেছে? হয়রানি কি হ্রাস পেয়েছে বা বেড়েছে বা একই থেকেছে? - *La situation a-t-elle changé avec l'épidémie? Le harcèlement a-t-il diminué, augmenté ou est-il resté le même?*

Intervenante 3 : বেড়েছে - Il a augmenté

EP : আপনি আমাকে কেন আপনার মতে ব্যাখ্যা করতে পারেন? - *Pouvez-vous m'expliquer pourquoi?*

Intervenante 3 : যেমন লকডাউন দিয়েছে সব দপ্তরে কিন্তু গামেরন্টস সেক্টর গুলো খোলা রেখেছে - Le lockdown a été imposé dans tous les départements mais le secteur de l'habillement a été maintenu ouvert

EP : শ্রমিকরা কারখানায় না গেলে বেতন পান না, তবে তারা কারখানায় ঝুঁকি নিয়ে থাকেন। তাদের মতামত কি?

- *Les travailleurs ne sont pas payés s'ils ne se rendent pas à l'usine mais ils prennent des risques en y allant, qu'en pensent-ils?*

Intervenante 3 : মালিকপক্ষ বলেছিল গাড়ির ব্যবস্থা করে দিবে নারী শ্রমিকদের জন্য কিন্তু সেখানে গাড়ির ব্যবস্থা করে দেওয়া তো দূরের কথা আবার উল্টোটা হয়ে গেছে তারপর - Les propriétaires ont dit qu'ils organiseraient des voitures pour les travailleuses mais cela est loin d'être arrangé

আমাদের নারী শ্রমিকরা যখন পায়ে হেঁটে যাইতে অফিসে লেট হচ্ছে তখন তাদের হাজিরা বোনাস কাটতেছে এবং এভাবে - Nos travailleuses déduisent leur prime d'assiduité lorsqu'elles sont en retard au bureau à pieds

এভাবে দুই-তিনদিন এফছেন হলে তাদের হাজিরা কেটে দিচ্ছে এবং চাকরিচ্যুত হচ্ছে এমনকি আমাদের গর্ভবতী নারী শ্রমিক যারা আছে তারা যখন পায়ে হেঁটে - Après deux ou trois jours de retard, leur présence est interrompue et elles sont licenciées, même lorsque nous avons des travailleuses enceintes qui sont à pieds

কারখানা যেতে পারতেছে না তখন দুইদিন তিনদিন এ্যাবছেন্ট হলে তারা, কারখানায় গেলে তাদেরকে সাদা কাগজে এবং রিজাইনে স্বাক্ষর রেখে বের করে দিচ্ছে - Si les travailleurs ne peuvent pas se

rendre à l'usine et qu'ils s'absentent pendant deux ou trois jours, quand ils vont à l'usine, ils en sortent avec une signature sur un papier blanc et une démission

EP : কমরীদের যদি অপ্রয়োজনীয় করা হয় আমার ধারণা মহামারীর মুখে কাজ খুঁজে পাওয়া খুব কঠিন, তাই না?

- Si les employés sont licenciés il leur est difficile de trouver du travail à cause de l'épidémie, n'est-ce pas?

Intervenante 3 : হা! তাদের মতামত হচ্ছে তার ইনকামের উপর তাদের পরিবার চলে তাই যত কষ্টই হোক তাদেরকে চাকরি করতে হবে তা নাহলে তারা তাদের পরিবার না খেয়ে মরবে এবং অভাবের দিকে তলে পড়বে - Oui! Leur opinion est que leur famille dépend de leurs revenus et qu'ils doivent donc travailler, peu importe la difficulté, sinon, ils mourront de faim et tomberont dans la pauvreté.

EP : মহামারী হওয়ার আগে আপনি অনেক মহিলা জানেন যারা হরতাল বা বিক্শাতে অংশ নিয়েছিলেন?
- Connaissiez-vous beaucoup de femmes qui participaient aux grèves ou aux manifestations avant l'épidémie?

Intervenante 3 : হা - Oui

EP : আমি জানতে চাই মহামারী শুরুর পর থেকে এই সংখ্যা বেড়েছে কিনা? - J'aimerais savoir si ce nombre a augmenté depuis le début de l'épidémie?

Intervenante 3 : অবশ্যই বেড়েছে তবে - Bien sûr qu'il a augmenté

EP : শ্রমিকরা কি আরও সচেতন যে মহামারীর কারণে তাদের সাথে খারাপ আচরণ করা হচ্ছে? - Les travailleurs sont-ils plus conscients qu'ils sont maltraités à cause de l'épidémie?

Intervenante 3 : হ্যাঁ তুমিই ঠিক! তবে বতর্মানের প্রশাসন দিয়ে এবং এলাকা ভিত্তিক প্রভাবশালী লোক দিয়ে অংশ গ্রহণে বাধা দিয়ার চেষ্টা চালিয়ে যাচ্ছে - Oui tu as raison. Pourtant, à l'heure actuelle, l'administration essaie d'empêcher la participation des personnes influentes basées dans la région.

Intervenante 3 : কোন সমস্যা নাই বন্ধু! যেকোনো পরিস্থিতি মোকাবেলায় আমরা আ ছ তোমার যেকোনো তথ্যের প্রয়োজন হলে অবশ্যই আমাদের কে বললে আমরা সহযোগিতা করব - pas de problème l'ami, nous traitons toute situation. Si vous avez besoin d'informations, veuillez-nous en informer et nous coopérerons.

EP : ৫ জন শ্রমিকের মৃত্যুতে দুঃখ নিয়ে শিখেছি... আপনার কি মনে হয় লোকেরা এখন গিয়ে প্রতিবাদ করতে ভয় পাবে? - J'ai appris avec tristesse la mort de cinq ouvriers... Pensez-vous que les gens auront peur d'aller manifester maintenant?

Intervenante 3 : প্রতি বাদে আমরা কোনো ভয় পাইনা - Nous n'avons peur de rien

EP : আপনি কি মনে করেন অপরাধীদের শাস্ত দেওয়া হবে? - Pensez-vous que les personnes responsables seront punies?

Intervenante 3 : অবশ্যই আমরা জোর দাবী জানাই যে অপরাধীদের সর্বোচ্চ শাস্তির দাবী জানাচ্ছি এবং আহত এবং নিহতদের পরিবারকে কমপক্ষে এক কোটি করে টাকা খতি পূরণ দেয়ার জন্য - Bien sûr, nous exigeons fortement que les auteurs reçoivent la peine maximale et que les familles des blessés et des victimes reçoivent au moins une crore de roupies (soit 10 millions de roupies)

EP : যেহেতু আপনি ইউনিয়নে কাজ করেন, আপনি কি জানেন মহামারী শুরুর পর থেকে ইউনিয়নভুক্ত শ্রমিকের সংখ্যা বেড়েছে কিনা? - *Puisque vous travaillez dans un syndicat, savez-vous si le nombre de travailleurs syndiqués a augmenté depuis le début de l'épidémie?*

Intervenante 3 : অবশ্যই ইউনিয়নের কাজের শ্রমিকরা যুক্ত হওয়ার জন্য বেড়েছে কিন্তু ইউনিয়নের কাজে যদি শ্রমিকরা যুক্ত হয় তাহলে যদি মালিক জানতে পারে তাদেরকে এলাকাভিত্তিক প্রভাবশালী লোকজন দিয়ে

- Bien sûr, le nombre de travailleurs syndiqués a augmenté, mais si les travailleurs sont impliqués dans le travail syndical, l'employeur peut les identifier avec des personnes influentes basées dans la région.

মারপিট দাঙা হাঙামা করে প্রশাসন দিয়ে হয়রানি করে।

- Les émeutiers se sont révoltés et ont harcelé l'administration

এবং চাকরিচ্যুতি করে সেই ভয়ে শ্রমিকরা যদিও ইউনিয়নের কাজে যুক্ত হতে চায় কিন্তু এসব নিয়রাতন ও জীবনের ঝুঁকি এবং চাকরিচ্যুতির ভয়ে তারা পিছিয়ে যায়

- Par peur d'être licenciés, les travailleurs peuvent vouloir adhérer au syndicat et ils sont laissés pour compte à cause de ces risques, ainsi que les risques pour leur vie et le licenciement

EP : ইউনিয়ন হিসাবে আপনি কীভাবে বিষয়গুলির উন্নতি করতে পারেন বলে মনে করেন? - *Comment pensez-vous, en tant que syndicat, pouvoir améliorer les choses?*

Intervenante 3 : বন্ধু রোজা ৩০মিনিট পর আসি - L'amie Rosa vient dans 30 minutes

EP : আপনার যদি অন্য কিছু করতে হয় তবে আমরা থামাতে পারি - *Si tu dois faire autre chose, nous pouvons arrêter*

Intervenante 3 : বন্ধু কি লাইনে আছো - Amie, êtes vous encore en ligne?

EP : হ্যালো আবার, আমি এখানে আছি - *Re-bonjour, oui je suis là!*

Intervenante 3 : ধন্যবাদ - Merci!

EP : আপনি এখনও চ্যাট চালিয়ে যেতে চান? আপনার জন্য দেরি হতে পারে, আপনি যদি পছন্দ করেন তবে আমরা আর একটি দিন চালিয়ে যেতে পারি এটি আমাকে বিরক্ত করে না - *Veux-tu continuer à discuter? Il est peut être trop tard pour toi, nous pouvons continuer un autre jour si tu le souhaites ça ne me dérange pas*

Intervenante 3 : যদি আপনি মনে করেন Si tu penses

EP : এটি আপনার পছন্দ মত - *C'est comme tu veux!*

Intervenante 3 : হুম - Hmmm

EP : আমাকে ক্ষমা করুন, আপনি এই শব্দটির অর্থ কী তা আমাকে ব্যাখ্যা করতে পারতেন, সমস্ত বাংলাদেশী মাঝে মাঝে আমাকে বলে তবে আমি খুব ভাল বুঝতে পারি না - *Excuse-moi, est-ce que tu pourrais m'expliquer ce que signifie ce mot, tous les Bangladeshis me le disent mais je ne comprends pas très bien*

Intervenante 3 : [problème de traduction]

Intervenante 3 : এক নাম্বারে শ্রমিকের চাকরির নিশ্চয়তা দেয়া, দুইনাম্বারে শ্রমিকদের হয়রানি থেকে নিশ্চয়তা দেয়া, শ্রমিকদের শ্রম আইন সম্পর্কে সচেতন করা - Premièrement, la garantie d'emploi pour les travailleurs, deuxièmement garantir que les travailleurs ne soient pas harcelés et sensibiliser les travailleurs à la législation du travail

Intervenante 3 : ইউনিয়ন এর সুযোগ সুবিধা গুলো জানানো, যে সকল শ্রমিকদের আর্থিক দুর্বলতা আছে তাদেরকে স্বচ্ছতা করে আনা - Informer des avantages liés aux opportunités syndicales, pour apporter de la transparence et aider les travailleurs qui ont une faiblesse financière

কারখানার মালিকদের জবাবদিহীতা এবং সরকারের কঠোর নজরদারি দেয়া - responsabilité des propriétaires d'usines et surveillance gouvernementale stricte

EP : আপনি কি কখনও কোনও আন্তর্জাতিক এনজিওর সাথে কাজ করেছেন? - Avez-vous déjà travaillé avec une ONG internationale?

Intervenante 3 : হ্যাঁ করেছি - Oui je l'ai fait

EP : আপনি কি এতে উপকৃত হতে পেরেছেন? - En avez-vous bénéficié?

Intervenante 3 : আমি মনে করি যে আমি উপকৃত হতে পেরেছি - Je pense que j'ai pu en profiter

EP : তোমার কি উদাহরণ আছে? - Avez-vous des exemples?

Intervenante 3 : আমি কাজ করেছি তাদের সাথে যেমন। শ্রমিকদের জীবন মান উন্নয়নে শ্রমিক দের সাস্থ্য সম্পর্কে সচেতন - J'ai travaillé avec eux sur l'amélioration de la qualité de vie des travailleurs et leur santé.

শ্রমিক দের লিডার সিপ কিভাবে বাড়াবে. করোনা মহামারী পরিস্থিতিতে তাদের পাশে বিভিন্ন ভাবে সহায়তা প্রদানে কাজ করা - Comment augmenter la compétence de leaders des travailleurs, travailler avec eux de diverses manières pour fournir une assistance durant l'épidémie du Corona

এবং নারী শ্রমিকদের যৌন হয়রানির কাজ - Et le harcèlement sexuel des travailleurs
[intervenante 3 envoie un lien]

EP : আপনি ইউনিয়নে কাজ করার জন্য বেতন দেওয়া হয় না, আপনি? - Tu n'es pas payée pour travailler dans le syndicat n'est-ce pas?

Intervenante 3 : না - Non

EP : আপনি কি বিবাহিত? - Es-tu mariée?

Intervenante 3 : হুম - Hmmm

EP : এই বিষয়গুলি সম্পর্কে কথা বলা ভাল না হলে আমাকে জানান আমি ক্ಷমা চাইছি যদি তা হয় - Fais moi savoir si tu ne souhaites pas parler de ce genre de choses, je m'excuse si c'est le cas!

Intervenante 3 : Bien sûr, je pensais te l'avoir dit

EP : আমি অবাক হই আপনি কীভাবে বেতন ছাড়াই বাঁচেন - Je me demande comment tu vis sans salaire

EP : আমি নিবন্ধটি পড়েছি আপনি খুব গর্বিত হতে পারেন - *J'ai lu l'article [qui parle d'elle] , tu peux être très fière!*

Intervenante 3 : ধন্যবাদ - Merci

Intervenante 3 : আমরা ইউনিয়ন থেকে শ্রমিক দের সদস্য ফি বাবদ মাসে দশ টাকা করে দেয়া হয় -
Nous sommes payées dix roupies pour la cotisation des travailleurs du syndicat

Intervenante 3 : শ্রমিক দের বিভিন্ন কেস অভিযোগ মিমাংসা হলে অনেক সময় শ্রমিক রা আমাদের কে সম্মানি দেয় - Lorsque les cas des travailleurs sont résolus, ils nous donnent souvent du respect

EP : *Obtenez-vous des aides du gouvernement, d'ONG,...?*

Intervenante 3 : দেখা গেছে গত বছর এনজিও এবং আপনাদের মত যারা সুভাকাংখি আছে তাদের কাছ থেকে কিছু সহযোগিতা পাইছি।

তবে তবে সরকারের কাছ থেকে কোনো সহযোগিতা আমরা পাইনি কারণ সরকার শুধু মালিকদের কে এই সহযোগিতা করে শ্রমিক প্রতিনিধি যারা আছে তাদেরকে কোন সহযোগিতা করে না
- L'année dernière j'ai reçu le soutien d'ONG et de sympathisants comme vous. Cependant, nous n'avons reçu aucune aide du gouvernement parce que ce dernier n'aide que les propriétaires d'usines et non les représentants des travailleurs.

EP : বাংলাদেশের নারীদের ভবিষ্যতের জন্য আপনি কী চান? *Que voulez-vous pour l'avenir des femmes au Bangladesh ?*

Intervenante 3 : বাংলাদেশের নারীদের নিয়ে কর্মসংস্থানের ব্যবস্থা করা

হৈস্তকুটির শিল্প, হাতেরকাজ টেইলরিং কাজ শেখানো

সেই সাথে নারীদের আর্থিক ও সামাজিক পরিচিতি লাভ করা

একটিবাড়িএকটিখামার। ওপশু পালনের মধ্যে দিয়েনারীদের ক্ষমতায়ন করতেচাই

সবচেয়ে বড় কথা হচ্ছে কর্মস্থলে নারীদের শোভন কর্মপরিবেশের ব্যবস্থা যৌন হয়রানিমুক্ত কর্মপরিবেশ এবং নারীদের সচেতনতা বৃদ্ধি করা

- Offrir du travail aux femmes du Bangladesh

L'enseignement de la couture et de l'artisanat

En même temps, obtenir une reconnaissance sociale et financière des femmes

[problème de traduction]. Nous voulons responsabiliser les femmes dans le respect de [problème de traduction]

La chose la plus importante est de créer un environnement de travail décent pour les femmes sur leur lieu de travail, un environnement de travail sans harcèlement sexuel, il faut aussi sensibiliser les femmes

Intervenante 3 : এবছর এখনো কোন সহযোগিতার হাত পাইনি - Nous n'avons pas encore bénéficier de coopération cette année.

আগামীকাল কথা হবে - Je te parle demain

EP : কাল দেখা হবে! বা পরে আপনি যদি ব্যস্ত থাকেন আমি জানি আগামীকাল একটি গুরুত্বপূর্ণ দিন
- *A demain! Ou plus tard si tu veux, je sais que demain est un jour important*

[intervenante 3 envoie un lien]

EP : আপনাকে ধন্যবাদ আমি অনুবাদ করতে চেষ্টা করবে! - *Merci, je vais essayer de le traduire!*

Intervenante 3 : কেমন আছো প্রিয় - *Comment vas-tu mon amie?*

EP : হ্যালো, আপনি কেমন আছেন? - *Bonjour, comment vas-tu?*

EP : শ্রমিকদের জন্য কি ট্রান্সপোর্টের ব্যবস্থা করা শুরু হচ্ছে? - *Des dispositions sont-elles prises pour le transport des travailleurs?*

Intervenante 3 : হা ভালো আছি আপনি কেমন আছেন - *Oui je vais bien, comment ça va?*

Intervenante 3 : না হয়নি - *Non il n'y en a pas*

EP : ভাল! ধন্যবাদ শ্রমিকরা এখনও হাঁটতে বাধ্য হয়? - *Bien merci! Les travailleurs sont toujours obligés de marcher?*

Intervenante 3 : হা কারণ বাংলাদেশে এখনো চাকুরী চুত্য় শ্রমিকরা অনেক দূর অবস্থায় আছে তারা দুবেলা দুমুঠো ভাত খাইতে পারতেছে না- *Oui parce qu'il y a encore des offres d'emplois au Bangladesh, les ouvriers sont loins et ils ne peuvent pas manger deux fois plus de riz*

এবং অনেক চাকরিচুত্য় শ্রমিক যারা চাকরি না পাওয়ার কারণে রিকশা চালায় এমনকি সে রিকসা ও এখন রাস্তায় বের করতে পারতেছেন তাহলে তারা কোন অবস্থায় দিন কাটছে - *Beaucoup de travailleurs licenciés conduisent des pousse-pousse parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi*

এখন রাস্তায় বের করতে পারতেছেন তাহলে তারা কোন অবস্থায় দিন কাটছে - *S'ils ne peuvent pas sortir dans la rue maintenant, alors ils passent la journée dans n'importe quelle condition*

EP : আমি প্রেসে দেখেছি যে খাবার প্যাকেজ পাঠানো হয়েছিল এটা সত্যি? - *J'ai vu dans la presse que des colis alimentaires étaient envoyés n'est-ce pas?*

Intervenante 3 : হা দিয়েছে। তবে সবজায়গায় না এগুলো সুখ প্রভাব শালি ওরাজনীতিবিদদের মুখ চেনাদের দিয়েছেন। তাও আবার পয়রাপ্ত না - *Oui cependant pas partout, ils n'ont donné de l'influence qu'à ceux qui connaissent le visage des politiciens. Encore une fois pas assez*

EP : আপনার নিবন্ধ সম্পর্কে : আমি ভাবছিলাম আপনি যখন কারখানায় কাজ শুরু করলেন তখন কি আপনি বিবাহিত? - *A propos de ton article : je me demandais si tu étais mariée quand tu as commencé à travailler à l'usine?*

Intervenante 3 : হা আমার বাল্য বিবাহ হয়েছে আমার বয়স যখন ১৩ বছর তখন আমার বিবাহ হয়েছে - *Oui, j'ai été mariée dans mon enfance, je me suis mariée quand j'avais 13 ans.*

EP : আপনি যদি এই বিষয় সম্পর্কে কথা বলতে চান না আমাকে বলুন তবে তুমি আজও তোমার স্বামীর সাথে রয়েছ? আমি নিবন্ধে পড়েছি যে আপনি যৌন হয়রানির শিকার হয়েছেন সেই সময়, আপনি কি আপনার স্বামীকে সাহায্য চাইতে পারেন?

- Dis moi si tu ne veux pas en parler mais es-tu toujours avec ton mari?
J'ai lu dans ton article que tu avais été victime d'harcèlement sexuel, à ce moment-là, pouvais-tu demander de l'aide à ton mari?

Intervenante 3 : আপনি জানেন আমাদের সমাজ হচ্ছে পুরুষ শাসিত। প্রথমে গোপন রাখছিলাম।

পড়ে নিয়ন্ত্রাতিত হইতে হইতো। থেকে শুরু করলাম

- Tu sais que notre société est dominée par des hommes. Je l'ai gardé secret au début? De la chute à la torture. Je suis partie.

EP : আমি আপনার জন্য দুঃখিত - Je suis désolée pour toi

EP : ঈদ মোবারক - Aid Moubarak

Intervenante 3 : ধন্যবাদ আপনাকে ধন্যবাদ - Merci merci

Intervenante 3 : আমি ও আপনাকে ঈদের শুভেচ্ছা জানাতে চেয়েছিলাম কিন্তু - Je voulais aussi te souhaiter l'Aid

Intervenante 3 : শুভেচ্ছা জানাতে চেয়েছিলাম কিন্তু একটি কারখানায় পাঁচ দিন যাবত আন্দোলন করার পর আজ শ্রমিক রা বেতন বোনাস পেল - Je voulais te dire au revoir mais nous avons manifesté pendant cinq jours dans une usine. Les ouvriers ont reçu aujourd'hui une prime de salaire pour l'Aid.

[2ème article envoyé par l'intervenante 3]

শ্রমিকদের জন্য ঝুঁকিভাতা চালু করতে হবে - আপডেট টাইম : 24/04/2021

Une allocation de risque pour les travailleurs devrait être introduite - 24/04/2021

বাংলাদেশের গামেরন্টস মালিকরা শুধুই তাদের সুবিধা বোঝে। এঁরা হচ্ছেন সুবিধাভোগী। শ্রমিকদের শ্রমের বিনিময়ে দেশের অর্থনীতি চাকা সচল রয়েছে। কিন্তু সেই শ্রমিকের ওপর জুলুম অন্যায় অত্যাচার চালানো হচ্ছে।

কারখানা মালিকরা সরকারের কাছে দাবি করে বলেছিল কারখানা খোলা না রাখলে কাষরাদেশ হারাতে হবে, অর্থনীতি কৃষ্টিগ্রস্থ হবে। উদ্‌যাক্তাদের দাবি মত সরকার কারখানা খুলে দিলো, শতর্ দেওয়া হলো শ্রমিকদের স্বাস্থ্য বিধি মেনে কাজ করাতে হবে, পরিবহনের ব্যবস্থা করতে হবে। কারখানা মালিকরা কারখানা খুললো ঠিকই কিন্তু শ্রমিকদের স্বাস্থ্য নিরাপত্তার জন্য ব্যবস্থা করলো না। দুয়েকটি কারখানা স্বাস্থ্যবিধি কিছুটা মানলেও অধিকাংশ কারখানার ধারে কাছে নেই। শ্রমিকদের নিয়ে তারা শুধু কাজই করিয়ে নিতে চায়, শ্রমিকদের নিরাপত্তা নিয়ে তাদের ভাবার কোন সময় নেই। তারা শুধু চায় উৎপাদন আর উৎপাদন।

সরকার কারখানা খোলা রাখার শতর্ দিয়েছিল-কারখানা চালু রাখলে কারখানার ব্যবস্থাপনায় শ্রমিকদের আনা নেওয়া করতে হবে। মালিকপক্ষ এখানেও কথা রাখেনি। এই মহামারীর মধ্যে শ্রমিকেরা জীবনের ঝুঁকি নিয়ে কারখানায় যাচ্ছেন। দেশের অর্থনীতিকে এগিয়ে নিচ্ছে জীবনের ঝুঁকি নিয়ে কাজ করছেন। যেন অর্থনীতিকে সচল রাখার দায়িত্ব শুধুই শ্রমিকেরা। এ জন্য উদ্‌যাক্তাদের কোন দায় নেই।

গণপরিবহন বন্ধ, জীবন ও জীবিকার তাগিদে চাকরি বাঁচাতে অতি সকালে উঠে কারখানায় মুখি দৌড়াতে হচ্ছে। গণপরিবহন না থাকার কারণে রিকসা-ভ্যান, অটো, রিকসা, টেম্পু ইত্যাদিতে ঠ্যালাঠ্যালা করে শ্রমিকরা কারখানায় যাচ্ছেন। এতে বেশি ভাড়া দিতে হচ্ছে, তারপরও করোনা ছড়ানোর সমূহ সম্ভাবনা নিয়ে কারখানায় যাচ্ছে। মালিকরা বলার চেষ্টি করছেন শ্রমিকরা কারখানার ধারে কাছে তাদের বাসা ,

তাদের পরিবহনের দরকার হচ্ছে না। আপনারা সঠিক কথা বলছেন না। সাভার আশুলিয়ায় সড়কে এসে দেখে যান শ্রমিকরা জীবনের কী ঝুঁকি নিয়ে প্রতিদিন কারখানায় যাচ্ছেন। আপনারা নিজের জায়গা থেকে চিন্তা করেন, নিজের স্বাথের জায়গা থেকে চিন্তা করেন, কিভাবে নিজেদের মুনামা বেশি হয় আপনার শূধু সেই চিন্তা করেন।

এ করোনা মহামারীর মধ্যে সব চেয়ে ঝুঁকি নিয়ে কারখানায় যাচ্ছেন নারী শ্রমিকরা। সন্তান সম্ভবষবা নারী শ্রমিকরা আরো বেশি সমস্যা নিয়ে কারখানায় যাতায়াত করছেন। এ অবস্থায় শ্রমিকরা একদিকে ঝুঁকি নিচ্ছেন, বেশি অর্থ ব্যয় হচ্ছে। আবার একই সাথে শারীরিক ও মানসিকভাবে কষতিগ্রস্থ হচ্ছেন।

সরকারের পক্ষ থেকে বলা হচ্ছে, সরকার শ্রমিক বান্ধবা। এই কী সরকারের শ্রমিক বান্ধবের নমুনা, লকডাউনের মধ্যে গনপরিবহনের ব্যবস্থা না করে কারখানা খোলা রাখার নাম কি শ্রমিক বান্ধবা! সরকার মালিকের কথা রাখতে লকডাউনের মধ্যে কারখানা খোলা রেখেছে। খোলা করলেই দেখা যাবে শ্রমিকদের কোন সেইফটির ব্যবস্থা মালিক পশু করেনি। একদিকে চাকরি বাঁচাতে রাস্তায় হয়রানি শিকার হচ্ছেন, অন্যদিকে চাকরি হারানোর ভয়ে প্রতিটি মুহূর্ত অতিবাহিত হচ্ছে।

এ অবস্থায় আমাদের জোর দাবি পরিবহনের ব্যবস্থা করা হোক। এবং করোনা কালীন ঝুঁকিভাতা চালু করা হোক।

ডলি আহমেদ রেহেনা, সাধারণ সম্পাদক গাজীপুর জেলা কমিটি। টেক্সটাইল গামেরন্টস ওয়াকার্স ফেডারেশন

Les propriétaires de vêtements au Bangladesh ne comprennent que leurs avantages, ils sont les bénéficiaires.

La roue de l'économie du pays tourne en échange du travail des ouvriers, mais ces derniers sont injustement opprimés.

Les propriétaires des usines ont demandé au gouvernement d'ouvrir les usines afin de pouvoir continuer à travailler et que l'économie ne souffre pas.

Le gouvernement a ouvert les usines comme demandé par les propriétaires, à condition que les travailleurs puissent travailler dans le respect des règles sanitaires et que le transport des travailleurs soit organisé.

Les propriétaires d'usines ont ouvert leurs usines mais ne se sont pas souciés de la santé de leurs travailleurs. Bien que quelques usines suivent les règles d'hygiène, la plupart d'entre elles ne le font pas, ils veulent juste voir les travailleurs travailler. Ils n'ont pas le temps de penser à la sécurité des travailleurs et veulent juste de la production. [problème de traduction].

Durant l'épidémie, les ouvriers se sont rendus à l'usine au péril de leur vie. Le travailleur travaille au péril de sa vie pour faire avancer l'économie du pays. Comme si seuls les travailleurs avaient la responsabilité de faire tourner l'économie, les entrepreneurs, eux, n'ont aucune responsabilité à cet égard.

Il faut se lever très tôt le matin et courir à l'usine pour garder son travail et gagner sa vie.

En raison du manque de transports en communs, les travailleurs se rendent à l'usine en pousse-pousse, en camionnette, les propriétaires prétendent que les maisons des ouvriers sont aux abords des usines et qu'ils n'ont pas besoin d'être transportés mais ce n'est pas vrai.

Sur la route d'Ashulia, les ouvriers se rendent chaque jour à l'usine au péril de leur vie.

Les propriétaires pensent depuis leur propre lieu, dans leur propre intérêt, leur profit leur revient et ils ne pensent juste qu'à ça.

Durant l'épidémie ce sont les travailleuses se rendant à l'usine qui ont pris le plus de risque, les travailleuses sont plus susceptibles d'avoir des enfants et se rendent

probablement à l'usine plus difficilement. D'un côté les travailleurs prennent des risques et de l'autre ils dépensent encore plus d'argent. Les travailleurs s'en retrouvent encore une fois physiquement et mentalement endommagés.

Le gouvernement dit qu'il est favorable aux travailleurs et ceci est un exemple d'un gouvernement favorable aux travailleurs : maintenir l'usine ouverte, sans transports en commun, pendant le verrouillage! Le gouvernement a maintenu l'usine ouverte pendant le verrouillage pour tenir parole envers les propriétaires.

On constate ainsi que les propriétaires n'ont pris aucune mesure de sécurité pour leurs travailleurs. D'une part, ils sont harcelés, d'une autre côté, ils sont tout le temps dans la peur de perdre leur emploi.

Dans ce contexte, nos principales demandes sont d'organiser le transport des travailleurs et qu'une allocation de risque Covid soit introduite.

Annexe 4 - Post du Professeur Saimum Parvez du 20 avril sur le groupe Biplobider Barta

চট্টগ্রামের বাঁশখালী কয়লাবিদ্যুৎকেন্দ্র পুলিশের গুলিতে নিহত শ্রমিকদের বয়স ১৮ থেকে ২৪-এর মধ্যে। জীবন শুরু করতে না করতেই শেষ হয়ে গেল। এই বিদ্যুৎকেন্দ্র ঘিরে শুরু থেকেই জনমানুষের বিরোধিতা ছিল। এর আগেও এই বিদ্যুৎকেন্দ্রকে ঘিরে প্রাণহানি ঘটেছে। আমাদের এই দেশে গরিবের মৃত্যু সহজ, সংকীর্ণ আর্থিক খুব সস্তা। তাই কয়েক লাখ টাকার ক্ষতিপূরণে মুখ বন্ধ হয়ে যায় সবার। হত্যাকাণ্ডের কোনো সুষ্ঠু বিচার হয় না।

বকেয়া বেতনের দাবিতে আন্দোলন যেকোনো দেশেই স্বাভাবিক ঘটনা। আন্দোলন ঠেকানোর তো নানা উপায় আছে। আইনশৃঙ্খলা রক্ষাকারী বাহিনীর গুলি করে মেরে ফেলার মতো ঘটনা বারবার কেন ঘটেছে, তার কারণ বিশ্লেষণ করা প্রয়োজন। সাধারণত কতৃত্ববাদী সরকার ব্যবস্থায় সবকিছু নিয়ন্ত্রণে রাখতে ভয়ের সংস্কৃতি সমাজের সব স্তরে জারি রাখা প্রয়োজন হয়, তারই ধারাবাহিকতায় যেকোনো ধরনের প্রতিবাদ ও আন্দোলনকে কঠোর হাতে দমন করা জরুরি হয়ে পড়ে।

উন্নয়নের পথযাত্রায় দেশের মানুষ কতটা লাভবান হচ্ছে সেই প্রশ্ন থাকলেও একটি শ্রেণি যে লাভবান হচ্ছে তাতে কোনো সন্দেহ নেই। তাই ক্ষমতার আশপাশে থাকা যেকোনো গোষ্ঠীর বিনিয়োগের বিরুদ্ধে আন্দোলনকেও 'উন্নয়নবিরোধী' হিসেবে চিহ্নিত করা হচ্ছে।

সুইডেনের গোথেনবাগ বিশ্ববিদ্যালয়ের গবেষণা অনুযায়ী কতৃত্ববাদী সরকারগুলোর জন্য এখন সবচেয়ে বড় হুমকি যে কোনো ধরনের গণ-আন্দোলন। বাংলাদেশের আইনশৃঙ্খলা রক্ষাকারী বাহিনীর সদস্যরাও সম্ভবত জানেন যেকোনোভাবে আন্দোলন ঠেকাতে হবে। তাই প্রাণঘাতী অস্ত্রের ব্যবহারের ক্ষেত্রে কোনো সংযম দেখা যাচ্ছে না। তারা হয়তো এটাও জানেন যে তাদের এ ধরনের আচরণ সরকারের সমর্থন পাবে।

এখন প্রশ্ন আসতে পারে সরাসরি সরকারবিরোধী আন্দোলন নয়, এমন ক্ষেত্রেও কেন সরকার এত কঠোর। বাংলাদেশের বিগত নিব্বাচনগুলো ব্যাপক প্রশ্নবিদ্ধ। এমন একটি বাস্তবতায় বর্তমান সরকার তার ক্ষমতায় থাকার বিষয়টিকে বৈধতা দিতে উন্নয়নের বয়ানকে ব্যবহার করেছে। যে কোনো ধরনের 'উন্নয়ন' কাজে ভূমি অধিগ্রহণ থেকে শুরু করে প্রকৃতি ও পরিবেশ বিরোধী নানা কর্মকাণ্ড ঘটে, যার বিরোধিতাও হয়। এই উন্নয়নের পথযাত্রায় দেশের মানুষ কতটা লাভবান হচ্ছে সেই প্রশ্ন থাকলেও একটি শ্রেণি যে লাভবান হচ্ছে তাতে কোনো সন্দেহ নেই। তাই ক্ষমতার আশপাশে থাকা যেকোনো গোষ্ঠীর বিনিয়োগের বিরুদ্ধে আন্দোলনকেও 'উন্নয়নবিরোধী' হিসেবে চিহ্নিত করা হচ্ছে। বাংলাদেশের অর্থনীতির অভূতপূর্ব অগ্রগতি হয়েছে বলে আমরা শুনে আসছি। উন্নয়নের এই সত্যটি দেশের গণ্ডি ছড়িয়ে দেশের বাইরেও শোনা যায়। বিশ্বব্যাংক আর আইএমএফও তাদের উন্নয়নের সফলতা দেখাতে বাংলাদেশের কথা উল্লেখ করে। মানব উন্নয়ন সূচকের নানা ধারায় বাংলাদেশ কীভাবে দ্রুতগতিতে উন্নতি করেছে, তা নিয়ে অনেকেই বিস্ময় প্রকাশ করেন। সুশাসন, শক্তিশালী রাষ্ট্রীয়

কাঠামো ও রাজনৈতিক স্থিতিশীলতা ছাড়াও বাংলাদেশ কীভাবে উন্নয়ন করছে, তা অনেকের কাছে একটি ধাঁধা। তবে বাংলাদেশের এই দ্রুত উন্নতির প্রতিফলন কি সমাজের সব স্তরে রয়েছে নাকি অল্প কিছু মানুষ ফুলে-ফেঁপে উঠছেন, তা একটি জরুরি প্রশ্ন।

আর এই কথিত উন্নয়নের মান নিয়েও প্রশ্ন তোলা দরকার। ২০২০ সালের নভেম্বর-ডিসেম্বরে সাউথ এশিয়ান নেটওয়ার্ক অন ইকোনমিক মডেলিংয়ের (সানেম) গবেষণায় দেখা যায়, করোনা মহামারিতে দারিদ্রের হার বেড়ে ৪২ শতাংশ হয়েছে। এমনকি করোনা মহামারি আসার আগেও বাংলাদেশের অর্থনৈতিক প্রবৃদ্ধির সঙ্গে ধনী-গরিব বৈষম্যও বেড়েছে। গবেষণা সংস্থা সেন্টার ফর পলিসি ডায়ালগের ‘বাংলাদেশ অর্থনীতি ২০১৭-১৮: প্রথম অন্তর্বর্তীকালীন পর্যালোচনা’ অনুযায়ী বাংলাদেশে ধনীরা আরও ধনী আর গরিবেরা আরও গরিব হচ্ছেন। সবচেয়ে দরিদ্র ৫ শতাংশের খানাপ্রতি আয় (হাউজহোল্ড ইনকাম) ২০০৫ সালে ছিল ১ হাজার ১০৯ টাকা। ২০১৬ সালে তা কমে ৭৩৩ টাকা হয়। আর ধনী ৫ শতাংশের ২০০৫ সালে খানাপ্রতি আয় ছিল ৩৮ হাজার ৭৯৫ টাকা। এই আয় ২০১৬ সালে দ্বিগুণের বেশি বেড়ে দাঁড়ায় ৮৮ হাজার ৯৪১ টাকায়।

তাই যে ব্যবস্থার মধ্যে বাংলাদেশের মানুষ বসবাস করছে, তা যেন কেবল ধনিক শ্রেণির সুবিধা দেখে আর ওপরে ওঠার সিঁড়ি তৈরি করে দেয়। আর খেটে খাওয়া সাধারণ মানুষ কোনো ইস্যুতে প্রতিবাদ করলেই ধৈর্য আসে জুলুম, তাদের সেই সব দাবি-দাওয়া যত ন্যায্য ও ন্যায্যসংগতই হোক না কেন। ধনীর জমিন হয় আদালতে না এসেই, তাদের দুয়ারে উপস্থিত থাকে উড়োজাহাজ। যাঁরা গণতন্ত্রের কমতিকে উন্নয়নের খাতিরে বৈধতা দিতে চান, গণতন্ত্রের প্রশ্নে চীনের মডেলকে কাষরুকরী মনে করেন, তাঁরা ভুলে যান চীনের মডেলে লুটেরাতন্ত্র আর দুর্নীতিকে প্রশ্রয় দেওয়া হয় না। কোনো ধরনের সামাজিক উন্নয়ন কর্মসূচি না নিয়ে, শুধু ধনিক শ্রেণি তোষণ করে যে উন্নয়ন, তা একদিকে সমাজে বৈষম্য বাড়ায় আর অন্যদিকে গণতন্ত্রহীনতাকেও বৈধতা দেয়। তাই আমরা না পাই গণতন্ত্র, না পাই সত্যিকারের উন্নয়ন। আমরা পাই শ্রমিকের রক্ত-ঘামে ধনীর উল্লম্ফন, আর গরিবের দীর্ঘরশ্বাস ভরা ‘উন্নয়ন’।

সাইমুম পারভেজ নথর সাউথ বিশ্ববিদ্যালয়ে সমাজবিজ্ঞান ও রাজনীতি বিভাগের শিক্ষক।

Les travailleurs tués par la fusillade de la police dans le centre hydroélectrique du charbon Banskhalī à Chittagong ont entre 18 et 24 ans. Leur vie s'est terminée. Les gens s'opposent à cette centrale depuis le début. Même avant cela, il y avait eu des pertes en vies humaines autour de cette centrale électrique. Dans notre pays, la mort des pauvres est facile, court et très bon marché. Tout le monde se tait pour une compensation de quelques lakhs. Il n'y a pas de justice équitable pour le meurtre.

Un mouvement exigeant un salaire dû est un incident normal dans n'importe quel pays. Il existe plusieurs façons d'arrêter une mobilisation. La raison pour laquelle les fusillades des forces de l'ordre se multiplient doit être analysée. Habituellement, dans un gouvernement autoritaire pour garder tout sous contrôle, une culture de la peur est promue à tous les niveaux de la société, dans la continuité, il devient nécessaire de supprimer tout type de protestation et de mouvement.

On peut se demander à quel point les peuples du pays profitent de la voie du développement, il n'y a aucun doute qu'une classe reste impuissante. [problème de traduction].

Les mouvements de masse représente la plus grandes menaces pour les gouvernements autoritaires. Les membres des forces de l'ordre du Bangladesh savent probablement que les mobilisations doivent être interrompu de quelque façon que ce soit. Il n'y a donc pas de retenue dans l'utilisation d'armes mortelles. Ils savent peut-être aussi que ces comportements seront soutenus par le gouvernement.

Pourquoi le gouvernement est-il si répressif?

Les élections passées du Bangladesh sont extrêmement douteuses. Le gouvernement actuel utilise les discours sur le développement pour valider son pouvoir. [problème de

traduction]

Mais à quel point les habitants du pays bénéficient de cette voie de développement? Il n'y a aucun doute qu'une seule classe est bénéficié de ce développement. Finalement, tout mouvement contre le pouvoir établi est considéré comme étant « anti-développement ».

Nous avons entendu dire que l'économie du Bangladesh avait réalisé des progrès sans précédent. La Banque mondiale et le IMFO mentionnent le Bangladesh pour montrer le succès de leurs politiques de développement. Beaucoup de gens sont étonnés de voir comment le Bangladesh se développe rapidement dans différentes séries d'Indice du développement humain. La façon dont le Bangladesh se développe sans bonne gouvernance, sans solide structure d'État sans stabilité politique est un puzzle pour beaucoup. Mais le reflet de ce développement rapide du Bangladesh existe-t-il à tous les niveaux de la société ou seulement pour certains?

Et la qualité de ce soi-disant développement doit aussi être remise en question. Une étude réalisée par le Réseau sud-asiatique de modélisation économique (Sanem) en novembre-décembre 2020 montre que le taux de pauvreté dans l'épidémie de Corona a augmenté à 42 pour cent. Même avant que l'épidémie de Corona ne se produise, la croissance économique du Bangladesh et la discrimination des pauvres riches ont également augmenté. Selon le rapport du CPD « Bangladesh Economy 2017-18 : Premier examen intérimaire : les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent au Bangladesh », les revenus des 5% des ménages les plus pauvres était de 1109 taka en 2005, en 2016, il était réduit à 733 taka. Les revenus des 5 % les plus riches en 2005 était de 38 795 taka. Ce revenu a plus que doublé en 2016 pour atteindre 88 941 taka.

Le système dans lequel vit le peuple du Bangladesh n'offre des avantages qu'à la classe riche. Quand les gens ordinaires protestent, sur n'importe quelle question, on y répond par l'oppression, ce, peu importe à quel point leurs demandes peuvent être justes et équitables ».

Les riches payent des cautions et ne se présentent pas au tribunal et des avions sont présents à leur porte.

Ceux qui veulent légitimer le manque de démocratie au nom du développement, qui voient le modèle chinois comme efficace en matière de démocratie, oublient que le modèle chinois ne tolère pas le pillage et la corruption.

Sans programme de développement social, le développement n'apaise que la classe riche, il augmente d'une part les inégalités dans la société et légitime d'autre part la non-démocratie.

Nous n'obtiendrons donc ni véritable démocratie, ni véritable développement.

Nous obtenons la richesse des riches dans la sueur sanguinaire des travailleurs, et le soupir des pauvres est le « développement ».

Saimum Parvez professeur de département de sociologie et de politique à l'université Nord-Sud

Annexe 5 - Lettre ouverte interpellant la Première Ministre bangladaise sur l'alarmante aggravation de la liberté de la presse



Prime Minister Sheikh Hasina
Government of the People's Republic
of Bangladesh
Prime Minister's Office
Old Sangsad Bhaban Tejgaon
Dhaka-1215, Bangladesh

Dhaka, London and Paris
3 June 2020

Dear Prime Minister,

"The government firmly believes in freedom of press." Those are your words. You uttered them on 19 November 2018, when funding was awarded to an organization that protects journalists in difficulty. You added: "No one can say we ever gagged anyone's voice; we never did that, and we don't do that either."

It is nonetheless undeniable that the facts totally contradict these claims. Since this statement, your country has fallen five places in the World Press Freedom Index compiled by Reporters Without Borders (RSF). Bangladesh is ranked 151st out of 180 countries in the 2020 Index. And, given the disturbing number of press freedom violations in recent weeks, we fear that your country could fall even further next year.

During the month of May alone, at least 16 journalists and bloggers were charged under the 2018 Digital Security Act. They include the cartoonist **Ahmed Kabir Kishore**, who was arrested on 6 May by the Rapid Action Battalion, your country's counter-terrorism agency. His only act of "terrorism" was to have published a series of cartoons of politicians entitled "Life in the Time of Corona." He is still detained and is facing a possible life sentence.

Most of the other journalists being prosecuted under this law simply reported information that annoyed local politicians.

Since the start of the lockdown in your country, at least 13 journalists have also been the targets of violence, which in some cases caused serious injuries. This was the case with **Shah Sultan Ahmed**, a journalist who was badly beaten on 1 April by about 25 individuals armed with steel rods. The attack was all the more shocking for having been ordered by a local politician in retaliation for a report about the misappropriation of the contents of

emergency food packages that your government had sent to help combat the effects of the pandemic.

According to RSF's tally, six other journalists have been subjected to outburst of similar violence for investigating cases of corruption among district officials responsible for distributing humanitarian supplies.

During the current "infodemic of misinformation," as the United Nations has called it, Bangladeshi journalists are working at the frontline to provide your country's citizens with reliable and independently-reported information.

It is intolerable that they are being subjected to violence and harassment in this manner. Your government has a duty to guarantee journalistic freedom and to ensure that reporters can do their job without fear of either physical or judicial reprisals.

We, five Bangladeshi and international organizations that defend press freedom, therefore urge you and your government to:

- Make sure physical attacks against reporters do not go unpunished by ensuring that the attorney general orders the investigations that are needed for the perpetrators and instigators to be arrested and tried for their actions.
- Request the dropping of abusive prosecutions of journalists, bloggers and cartoonists under the Digital Security Act.
- Reform your press freedom legislation so that it complies with the undertakings your government has given to international bodies including the UN Human Rights Council on 14 May 2018. To this end, you should amend the Digital Security Act and draft a law on protecting journalists.

We stand ready to begin a dialogue with you on achieving these goals.

Sincerely,

Terry Anderson
Executive Director
Cartoonists Rights Network
International (CRNI)

Christophe Deloire
Secretary-General
Reporters Without Borders (RSF)

Dr. Syeda Aileen Jaman
Chairwoman
Forum for Freedom of Expression,
Bangladesh (FExB)

Zahirul Islam Khan
Chairman
Ain O Shalish Kendra (ASK)

Patrick Lamassoure (Kak)
President
Cartooning For Peace (CFP)

Source : RSF. (2020). *Lettre ouverte : RSF et quatre ONG interpellent la Première ministre bangladaise sur l'alarmante aggravation de la situation de la liberté de la presse*. Actualités. En ligne : <https://rsf.org/fr/actualites/lettre-ouverte-rsf-et-quatre-ong-interpellent-la-premiere-ministre-bangladaise-sur-lalarmante>

Annexe 6 - Principaux pays d'exportations du Bangladesh (2017-2019)

(Million Tk)

Countries where we export	2017 - 2018		2018 - 2019	
	Value	% of total	Value	% of total
1. USA	496962	16,09	579047	16,63
2. Germany	489523	15,85	52144	1,50
3. UK	324383	10,50	350600	10,07
4. France	167512	5,43	187349	5,38
5. Netherlands	101906	3,30	107530	3,09
6. Canada	83094	2,69	691666	19,87
7. Italy	131967	4,28	138347	3,97
8. Spain	202533	6,56	214662	6,17
9. Belgium	27391	0,89	79530	2,28
10. Turkey	32160	1,04	24040	0,98
11. Other countries	1030505	33,37	1046705	30,06
Total Exports	3087936	100	3481620	100

Reproduit à partir de : Bangladesh Bureau of Statistics. (2019) *Bangladesh Statistics 2019*. pp.33-34. En ligne : https://bbs.portal.gov.bd/sites/default/files/files/bbs.portal.gov.bd/page/a1d32f13_8553_44f1_92e6_8ff80a4ff82e/2020-05-15-09-25-dccb5193f34eb8e9ed1780511e55c2cf.pdf

Annexe 7 - Part du prêt-à-porter dans les exportations nationales (2012 - 2019)

(Million US\$)

Year	Total Export	Export of RMG	Share of RMG (%)
2012-13	27027.36	21515.73	79.61
2013-14	30186.62	24491.88	81.13
2014-15	31208.94	25491.40	81.68
2015-16	34257.18	28094.17	82.01
2016-17	34655.92	28149.84	81.23
2017-18	36668.17	30614.76	83.49
2018-19	40535.04	34133.27	84.21

Source : Bangladesh Bureau of Statistics. (2019). *Bangladesh Statistics 2019*. p.35. En ligne : https://bbs.portal.gov.bd/sites/default/files/files/bbs.portal.gov.bd/page/a1d32f13_8553_44f1_92e6_8ff80a4ff82e/2020-05-15-09-25-dccb5193f34eb8e9ed1780511e55c2cf.pdf

Annexe 8 - Tendance de l'emploi par secteurs agrégés, en % (2000-2020)

Sector	2000	2010	2020
Agriculture	65	47	39
Services	25	35	40
Industry	11	18	21

Source: ILO Key Indicators of the Labour Market (KILM).

Source : Hossain M. I. (2021). COVID-19 Impacts on Employment and Livelihood of Marginal People in Bangladesh: Lessons Learned and Way Forward. *South Asian Survey* 28(1). p. En ligne : <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0971523121995072>

Annexe 9 - Pourcentage des parts d'emplois formels et informels, par sexe et par secteurs, 2016-2017

	Formal Employment (%)	Informal Employment (%)
Gender		
Men	18	82
Women	8.2	92
Sector		
Service	28	72
Industry	10	90
Agriculture	4.6	95

Source: Bangladesh Bureau of Statistics, Labour Force Survey (LFS), 2016–2017.

Source : Hossain M. I. (2021). COVID-19 Impacts on Employment and Livelihood of Marginal People in Bangladesh: Lessons Learned and Way Forward. *South Asian Survey* 28(1). p. En ligne : <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0971523121995072>

Annexe 10 - Salaire minimum mensuel dans l'industrie textile à travers le monde

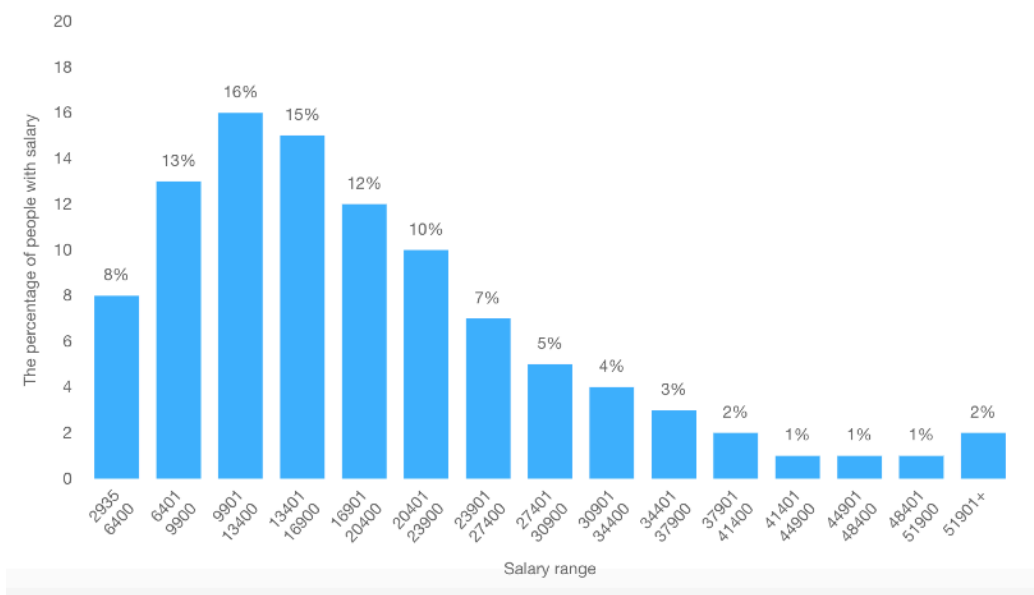


Gaudiaut T. (2019). Combien coûte la main d'oeuvre de la "fast fashion"? *Statista*. En ligne : <https://fr.statista.com/infographie/18006/salaires-ouvriers-industrie-textile-dans-le-monde/>

Annexe 11 - Répartition des salariés bangladais par tranches salariales

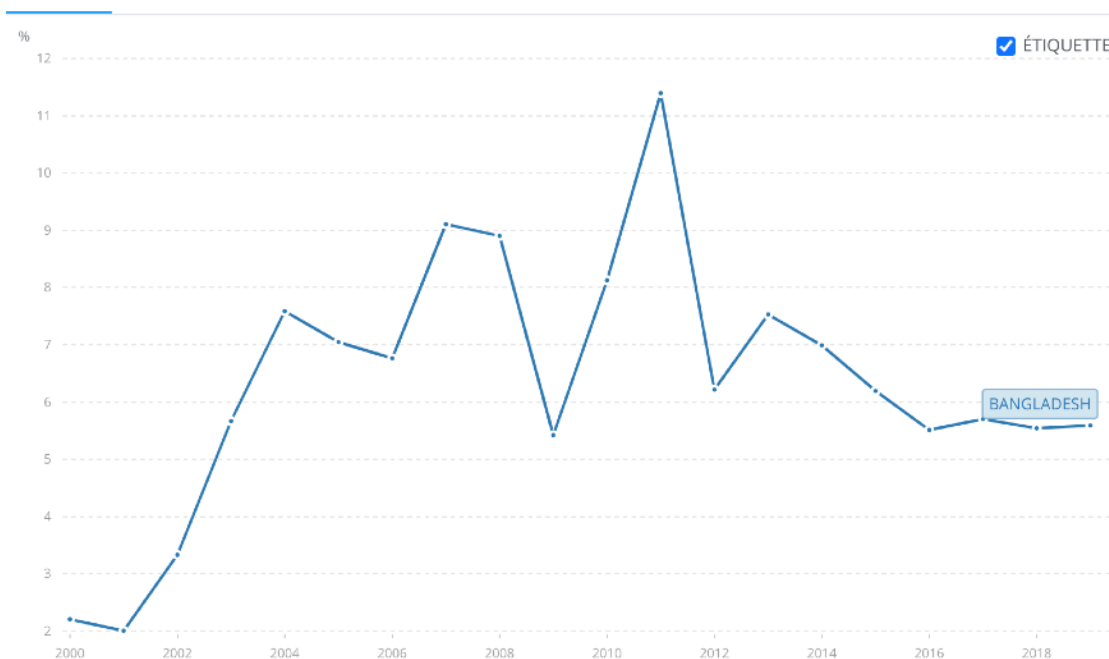
Salary ranges

Distribution of employees in Bangladesh into wage bands in BDT.



Paylab. (s.d. consulté en avril 2021). *Salaries in Bangladesh*. En ligne : <https://www.paylab.com/bd/salaries-in-country>

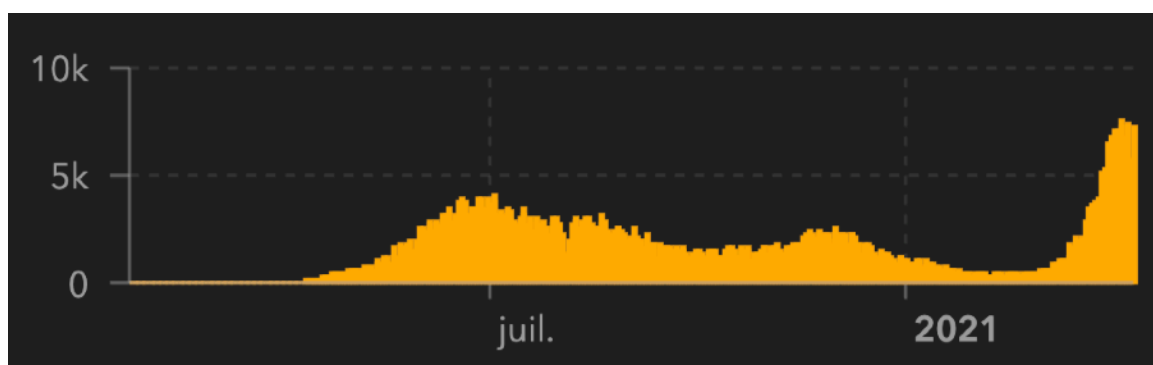
Annexe 12 - Taux d'inflation au Bangladesh (2000 - 2018)



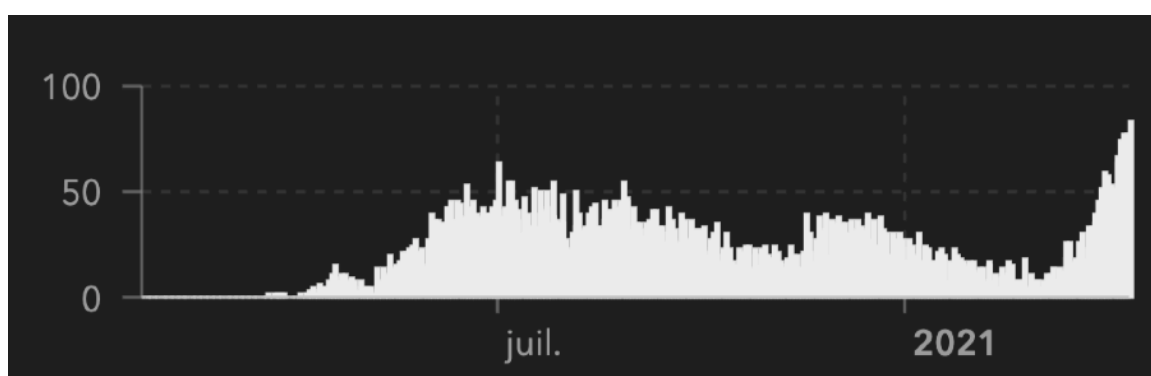
Source : Banque Mondiale (s.d.) Inflation, prix à la consommation (% annuel) - Bangladesh. En ligne : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FP.CPI.TOTL.ZG?end=2019&locations=BD&start=2000&view=chart>

Annexe 13 - Evolution du nombre de cas et de décès de covid-19 au Bangladesh (John Hopkins Coronavirus Center)

Nombre de cas positifs recensés par jour



Nombre de décès par jour



John Hopkins Coronavirus Center. (s.d., dernière actualisation mai 2021). *Dashboard*. En ligne : <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>

Analyse de la létalité

Pays	Cas confirmés	Décès	Taux de létalité	Décès / 100 000 habitants
Bangladesh	1,059,538	17,052	1,6 %	10,46

John Hopkins Coronavirus Center. (s.d., dernière actualisation 14 juillet 2021). *Mortality Analyses*. En ligne : <https://coronavirus.jhu.edu/data/mortality>

Mêlant approches économique, sociologique et développementaliste, le présent mémoire vise, dans un premier temps, à mettre en lumière la manière dont la pandémie, et la crise multidimensionnelle qui en découle, frappent inégalement certaines populations. Pour se faire, nous rendrons compte des impacts socio-économiques de la crise du covid-19 sur les ouvriers et ouvrières de la filière de l'habillement au Bangladesh, ainsi que des stratégies déployées par les acteurs concernés afin d'y répondre. Dans un second temps, il s'agira de questionner les effets de la crise sur les mobilisations relatives à ce pan de l'industrie ainsi que sur le mouvement syndical. Enfin, il s'agira de replacer la crise rencontrée par ce secteur, dans une échelle plus globale, comme une critique des modèles et politiques de développement induites par des discours qui continuent de perdurer dans la pensée hégémonique, tout en insistant sur la nécessaire responsabilisation des entreprises.

Avant de se pencher sur ces questions, il semble important de revenir sur un ensemble d'éléments qui permettront d'appréhender plus complètement les tendances en cours. Il s'agira ainsi de questionner l'évolution de l'industrie de l'habillement, tant au niveau global que national, tout comme ce qu'elle a impliqué en terme d'économie, de division du travail, d'autonomisation des femmes, etc. Par ailleurs, alors que l'objet de ce travail vise notamment à analyser les impacts de la crise sur les mouvements de lutte des travailleurs·euses pour leurs droits, il s'agira, d'une part, de présenter l'évolution de leur organisation au travers du mouvement syndical, et d'autre part, de revenir sur l'historique des diverses mobilisations ayant marqué leur histoire.

Mots-clés : Bangladesh – Covid-19 – Industrie de la mode – Mobilisations – Syndicalisme